

CA1 AD 2
- 69502

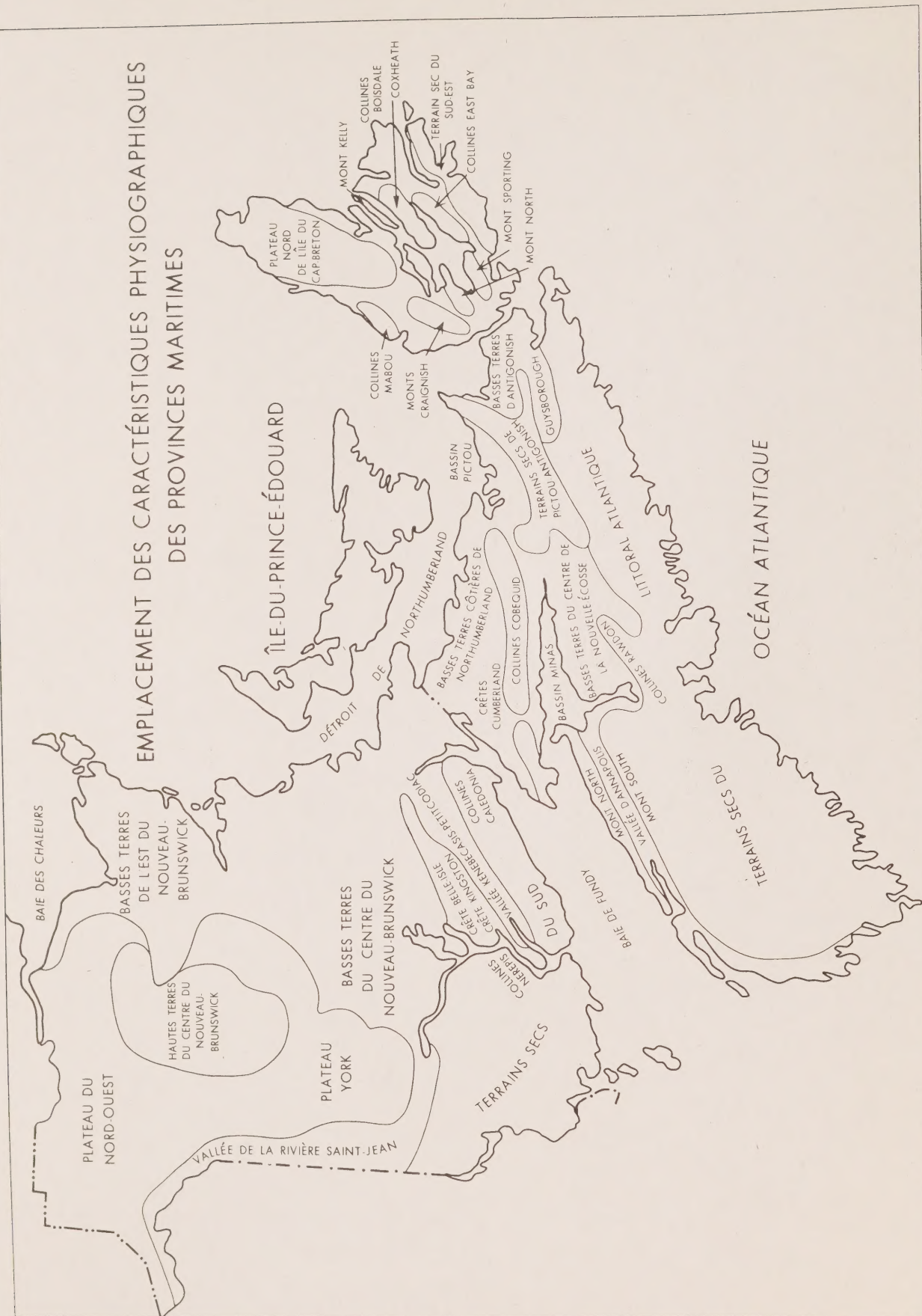
Étude
préliminaire no **2**

LA SITUATION CONCURRENTIELE DE L'AGRICULTURE DES MARITIMES

OFFICE D'EXPANSION
ÉCONOMIQUE DE LA
RÉGION ATLANTIQUE
OTTAWA 1969

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115488181>



CAT AD 2
-69502

Étude
préliminaire n^o **2**

LA SITUATION CONCURRENTIELLE DE L'AGRICULTURE DES MARITIMES

OFFICE D'EXPANSION
ÉCONOMIQUE DE LA
RÉGION ATLANTIQUE
OTTAWA 1969

*Publié avec l'autorisation
du ministre de l'Expansion
économique régionale*



Information Canada
Ottawa, 1973

N° de cat.: TD3-1/2F

AVANT-PROPOS

Le présent document est le deuxième d'une série de rapports rédigés par l'Office d'expansion économique de la région atlantique sur les principaux aspects économiques de la région atlantique. Les données qu'il contient seront précieuses lors des échanges de vues sur les politiques de développement régional.

La Loi sur l'Office d'expansion économique de la région atlantique autorise l'Office à préparer "... un plan d'ensemble coordonné qui soit de nature à stimuler l'expansion économique de la région atlantique". Les diverses études préparées par l'Office apportent les données essentielles à la formulation de politiques de développement. Leur publication mettra le public au courant de la situation et facilitera l'examen des principaux problèmes politiques qu'implique le développement économique dans les provinces atlantiques.

La présente étude est le travail du docteur Wm. Carr, d'Ottawa qui a traité le sujet avec une connaissance exacte de l'apport historique de l'agriculture à l'essor des provinces Maritimes et avec compréhension pour les traditions agricoles régionales. Il a toutefois su se garder dans son travail de l'esprit de clocher et de la sensiblerie. Il a voulu faire oeuvre objective en analysant les chances d'une expansion agricole rentable, compte tenu des conditions physiques, économiques, et institutionnelles de l'agriculture desdites provinces au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Il a tout particulièrement insisté sur les possibilités qui s'offrent à l'agriculteur dans ces provinces de produire des denrées agricoles à un prix concurrentiel.

Le collaborateur de M. Carr, M. B.H. Sonntag, a apporté sa contribution irremplaçable en expliquant comment l'agriculture des provinces Maritimes peut devenir concurrentielle grâce à une série d'analyses budgétaires des exploitations agricoles. La présente étude contient un résumé de son rapport, publié à part à titre d'ouvrage de référence technique.

Bien entendu, une seule étude ne saurait s'étendre à tous les éléments qui concourent à l'expansion agricole. M. Carr lui-même fait observer à ce sujet qu'il faudra se livrer à des recherches supplémentaires sur les marchés et les techniques de commercialisation avant d'être à même d'énoncer les grandes lignes d'une politique agricole dans les provinces Maritimes.

Signalons également que ce rapport ne traite pas de Terre-Neuve et du Labrador. Cette province a été laissée de côté parce que l'on a estimé que l'étude de 1955 rédigée par la Commission royale d'enquête sur l'agriculture de Terre-Neuve demeurerait valable pour l'essentiel. L'Office d'expansion économique de la région atlantique a contribué à mettre cette étude à jour pour le rapport récemment publié de la Commission royale d'enquête sur la situation et les perspectives économiques de Terre-Neuve et du Labrador (*Royal Commission on the Economic State and Prospects of Newfoundland and Labrador*).

La présente étude s'est faite avec la participation de fonctionnaires fédéraux et provinciaux qui n'ont pas ménagé leurs conseils au fur et à mesure que le travail prenait corps. Mentionnons notamment:

R.K. Fletcher, ministère des Finances et de l'Industrie du Nouveau-Brunswick, Fredericton;

D.W. Gallagher, directeur général, Société de redressement économique (*Economic Improvement Corporation*), Charlottetown;

R.D. Gilbert, sous-ministre, avec le concours de hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et du Développement rural du Nouveau-Brunswick, Fredericton;

Miss Z. Linkletter, ministère du Commerce et de l'Industrie de la Nouvelle-Écosse, Halifax;

J. Mullally, ancien coordonnateur des programmes provinciaux, gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown;

D.L. Parks, sous-ministre, et d'autres hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et de la Commercialisation de la Nouvelle-Écosse, Halifax;

L.E. Poetschke, ministère fédéral des Forêts et du Développement rural, Ottawa;

G.C. Retson, ministère de l'Agriculture du Canada, Truro;

W.A. West, Direction de la région atlantique, Société du crédit agricole, Moncton;

S.C. Wright, sous-ministre, et d'autres hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown.

Il est bien entendu que cette participation à titre de conseillers ne saurait engager de quelque façon leur responsabilité à l'égard du rapport ou de ses conclusions.

PRÉFACE

La présente étude porte sur les possibilités des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard dans le domaine de l'agriculture. Nous nous sommes livrés à ce travail avec la conviction qu'une compréhension de la situation dans son ensemble constitue le premier pas vers la solution des problèmes particuliers. C'est pourquoi nous nous sommes d'abord attachés à évaluer les bases physiques, économiques et institutionnelles sur lesquelles repose l'expansion de l'agriculture. En effectuant ces recherches fondamentales, nous avons pu évaluer les ressources dont dispose l'agriculture et nous pencher sur les obstacles qui en auraient freiné l'exploitation rationnelle. Tous les chapitres de la présente étude traitent de ces recherches à l'exception du dernier.

La seconde étude importante a consisté à évaluer la rentabilité relative des exploitations des provinces Maritimes. M. B.H. Sonntag est l'auteur de l'étude en question qui a été publiée à titre d'ouvrage de référence technique destiné à compléter le présent rapport. Les conclusions s'en trouvent dépouillées et résumées au chapitre 10 du présent ouvrage.

L'essentiel de l'analyse comparée qui figure dans la présente étude traite de chacune des provinces Maritimes comme s'il s'agissait d'économies séparées. Ces comparaisons (entre provinces Maritimes) ne permettent toutefois de résoudre qu'une partie des problèmes de concurrence. Dans le domaine agricole, la concurrence prend son origine dans d'autres régions; c'est pourquoi une partie importante de notre analyse consistera à comparer la région des Maritimes à d'autres régions. Les trois provinces Maritimes ont un si grand nombre de points essentiels en commun (climat, sols podzolisés, isolation) que ces comparaisons, vues sous l'angle régional, sont particulièrement justifiées.

Il aurait été impossible de mener à bien une étude de ce genre sans le concours d'un grand nombre de personnes. Nous tenons tout particulièrement à témoigner notre reconnaissance aux cultivateurs, aux fonctionnaires et à tous ceux envers qui nous sommes redevables pour les renseignements, les conseils et l'aide apportée. On trouvera en annexe les noms d'un grand nombre de personnes du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que des services fédéraux à Ottawa dont la participation s'est avérée précieuse.

Dans chacune des provinces considérées, l'aide, les conseils et la coopération des hauts fonctionnaires ont permis d'obtenir des résultats sensiblement meilleurs. Nous tenons à remercier tout particulièrement MM. R.D. Gilbert et H.R. Scovil, ainsi que plusieurs autres fonctionnaires du Nouveau-Brunswick; MM. D.L. Parks et W.V. Grant, ainsi que plusieurs autres fonctionnaires de la Nouvelle-Écosse; enfin MM. J. Mullally, D. Gallagher et S.C. Wright, ainsi que plusieurs autres fonctionnaires de l'Île-du-Prince-Édouard.

Nous remercions tout particulièrement M. W.A. West, directeur des services de la Société du crédit agricole dans les provinces de l'Atlantique, dont les conseils en matière d'analyse des entreprises agricoles nous ont été précieux.

Le savoir, l'expérience et les conseils dont M. West n'a pas hésité à nous faire bénéficier nous permettent d'accorder plus de confiance encore à la valeur des données sur lesquelles se fonde la présente étude.

Enfin, l'auteur est tout particulièrement obligé à l'égard de Mme Lucienne Frost et de Mlle Jean B. Jones pour leur habileté et leur compétence quand il s'est agi d'effectuer des travaux de secrétariat, surtout lors des nombreuses occasions où elles ont volontairement consenti à effectuer des heures supplémentaires ou à sacrifier leurs jours de congé pour permettre au travail d'avancer.

D.W. CARR

Ottawa
Novembre 1968

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. INTRODUCTION	1
2. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS	3
3. TERRES PROPICES À L'AGRICULTURE DANS LES MARITIMES	29
4. INFLUENCE DU RÉGIME DE COLONISATION	51
5. EFFETS DE LA RÉVOLUTION AGRICOLE DEPUIS LA GUERRE	65
6. EFFETS DU CONTEXTE NOUVEAU SUR L'AGRICULTURE DES PROVINCES MARITIMES	85
7. POPULATION ET EFFECTIFS DE LA MAIN-D'OEUVRE	93
8. CAPITAL ET FINANCEMENT	101
9. ORGANISATION ACTUELLE DES MARCHÉS	109
10. RENTABILITÉ DES ENTREPRISES	121
APPENDICE AU CHAPITRE 10: Résumé de l'analyse des spéculations agricoles des Maritimes	131
REMERCIEMENTS	151
DOCUMENTATION ET BIBLIOGRAPHIE	155

LISTE DES TABLEAUX

		<u>Page</u>
3- 1	Superficie des terres des provinces Maritimes, 1966	30
2	Renseignements climatiques à long terme, stations choisies	43
3	Température moyenne quotidienne de l'air	44
4	Comparaisons des degrés-jours dans neuf stations du Canada, moyenne 1950-1956	45
5	Température du sol, 1959	46
6	Facteur de refroidissement par le vent	46
5- 1	Revenu moyen par travailleur, secteurs agricole et non agricole, Canada, 1941-1962	70
2	Emploi, secteur agricole et secteur non agricole, 1946-1966	71
3	Nombre et pourcentage des fermes, selon la valeur des produits vendus, 1951, 1961 et 1966	72
4	Force motrice dans les fermes	76
5	Valeur des machines et de l'équipement dans les fermes du Canada	76
6	Ventes de pesticides au Canada, en 1947 et en 1961	77
7	Orientation globale de la productivité, Canada, 1946-1966	78
8	Effectifs de la main-d'oeuvre agricole, selon les régions, 1946-1961	79
9	Nombre de fermes, superficie cultivée totale, superficie moyenne par ferme, Canada et régions, années choisies	80
10	Répartition des terres agricoles, Canada et régions, années de recensement	81
11	Valeurs courantes du capital agricole, Canada, 1950-1966	82
12	Investissement moyen en capital par exploitation étudiée	82

LISTE DES TABLEAUX (suite)

Page

6- 1	Indices de la production agricole, Canada et provinces choisies, 1946-1966	86
2	Valeur nette de la production agricole (VNPA), en pourcentage du produit brut, aux prix du marché, années choisies	87
3	Nombre de fermes, Canada et provinces choisies, années de recensement, 1941-1966	88
4	Superficie moyenne des fermes, nombre total d'acres, années de recensement, 1941-1966	88
5	Superficie moyenne des fermes, nombre d'acres améliorées, années de recensement, 1941-1966	89
6	Évaluation de la part des exploitations les plus modestes dans les ventes agricoles, 1966	90
7- 1	Ensemble de la population rurale et agricole, Canada et provinces Maritimes, années choisies	94
2	Revenu en nature en pourcentage du total du revenu agricole net des cultivateurs, Canada et provinces Maritimes, moyennes quinquennales, de 1946 à 1965	95
3	Pourcentage des effectifs de la main-d'oeuvre en chômage, Canada et régions, 1961-1966	95
4	Revenu personnel par habitant, Canada et provinces Maritimes	96
5	Pourcentage des effectifs de la main-d'oeuvre civile, selon le sexe, moyennes de 1961-1964	97
6	Pourcentage de la population masculine, selon le niveau d'instruction, le 1 ^{er} juin 1961	97
7	Répartition de la population selon l'âge, 1 ^{er} juin 1961	98
8	Variation dans les revenus et les emplois dans les secteurs agricoles et non agricoles, en pourcentage, Canada et régions, 1961 à 1965	98
9	Main-d'oeuvre agricole, Canada et provinces Maritimes, années choisies	99
10	Répartition des cultivateurs par classes d'âge, 1941-1966	100

LISTE DES TABLEAUX (suite)

		<u>Page</u>
8-1	Valeurs courantes du capital agricole, Île-du-Prince-Édouard, 1950-1966	103
2	Valeurs courantes du capital agricole, Nouvelle-Écosse, 1950-1966	104
3	Valeurs courantes du capital agricole, Nouveau-Brunswick, 1950-1966	105
4	Valeur en capital total et moyenne de la valeur en capital par exploitation, Canada et provinces choisies, 1951 et 1966	106
9-1	Population des provinces Maritimes en 1966, et évaluation démographique pour 1980	112
2	Consommation annuelle de nourriture par habitant au Canada, années choisies, 1949-1964 et extrapolation jusqu'en 1980	113
3	Évaluation supposée de la consommation alimentaire jusqu'en 1980	114
4	Valeur totale de la production, production et exportation agricoles, Canada et provinces Maritimes, 1960 et 1962	115
5	Valeur et utilisation par denrée de la production agricole, provinces de l'Atlantique, 1960	116
6	Exportations agricoles des provinces de l'Atlantique, 1960, 1961 et 1962	117
10-1	Revenu des familles canadiennes non agricoles, par régions, 1961 et 1963	123
2	Apports de capital et de travail et revenus des spéculations optimales budgétisées	125

LA SITUATION CONCURRENTIELLE DE L'AGRICULTURE DES MARITIMES

1. INTRODUCTION

La présente étude se propose d'évaluer dans leurs grandes lignes les possibilités de l'agriculture dans les provinces Maritimes. L'agriculture est un élément essentiel de l'économie de ces provinces depuis le début du XIX^e siècle au moins. Vers 1850 et dans les années qui ont suivi, elle a connu un réel essor et a pu remplir un vide économique créé par le déclin de la construction navale et de l'industrie du transport. A l'instar de la pêche et des activités minières, l'agriculture dans les provinces Maritimes s'est surtout caractérisée par les revenus assez bas qu'elle procure. Depuis la deuxième guerre mondiale, l'agriculture des provinces en question n'a cessé de décliner, tandis qu'apparaissaient des problèmes importants qui en retardent la modernisation. Pour résoudre la plupart de ces problèmes, de nouvelles attitudes et de nouvelles manières de voir s'avèreront nécessaires si l'on tient à voir disparaître les obstacles au progrès et à permettre l'épanouissement des possibilités agricoles.

Pour fonder cette nouvelle façon d'aborder la situation sur des bases solides on a dû évaluer les causes fondamentales des difficultés que rencontrent actuellement les Maritimes dans le domaine de l'agriculture. Les preuves à cet égard ne manquent pas; ainsi peut-on citer les revenus insuffisants des agriculteurs et la valeur médiocre des terres agricoles améliorées; les dimensions exigües des fermes; les mauvaises herbes, les broussailles et les forêts qui envahissent ces terres agricoles améliorées; l'ignorance des applications modernes de la technologie à l'agriculture et la poursuite de l'exode rural; la non-rentabilité et le déclin qui accompagnent ces phénomènes. Tous ces symptômes montrent que de graves difficultés viennent entraver l'adaptation et l'harmonisation de l'agriculture aux nouvelles conditions. A certains signes on peut pourtant voir qu'il y a dans les Maritimes des régions où, dans certaines conditions, une agriculture donnée peut très bien réussir. La présente étude a pour but d'examiner, en établissant des comparaisons pertinentes, les régions, les conditions matérielles et sociales, les différentes entreprises et d'autres points encore, envisagés comme un moyen d'évaluer les possibilités de l'agriculture dans les Maritimes et de jeter des bases solides à une nouvelle politique qui permettra à l'agriculture de s'épanouir pleinement.

On a pu assister à l'apparition d'un grand nombre de programmes et de plans en vue d'aider le petit exploitant agricole à s'adapter plus facilement et sans bouleversement brutal aux conditions qu'impose la révolution technologique d'après-guerre qui s'est produite au sein de l'agriculture canadienne. Malheureusement, il n'y a pas encore assez de programmes pour lui permettre d'agrandir et de spécialiser son entreprise conformément aux exigences modernes. L'aide à la mise en valeur a eu tendance jusqu'ici à se montrer à la fois rare et insuffisante. En se livrant à une analyse de rentabilité comparée de différentes entreprises rivales, compte tenu de leurs dimensions, il est possible de voir quelles sont les voies les plus sûres où l'on peut engager l'agriculture des provinces Maritimes. Cette étude comparée de leurs possibilités ne doit pas seulement porter sur des entreprises de la région, mais aussi sur d'autres entreprises rivales, situées à l'extérieur. Au cours des décennies écoulées, on a pu voir l'accroissement de l'importance de la concurrence que font d'autres régions aux provinces Maritimes.

C'est la raison pour laquelle la présente étude contiendra une appréciation des facteurs essentiels dont doit tenir compte toute analyse de rentabilité comparée en agriculture. Il faut mentionner en premier lieu l'aspect physique de la région sous le rapport de la nature du sol et du climat.

Le second facteur est l'évolution historique qui a notamment trait à la colonisation et à la mise en valeur. Le troisième est le milieu technologique surtout du point de vue de son influence sur l'esprit de compétition de l'agriculture dans l'ensemble du territoire canadien. Le quatrième comprend la structure et l'organisation de l'agriculture dans chacune des provinces Maritimes. Le cinquième comprend la nature et la composition des capitaux et de la main-d'oeuvre sur lesquels peut compter l'agriculture. Le sixième comprend la structure et les problèmes des marchés et de l'organisation de la vente. Le septième consiste en une analyse des principales catégories d'entreprises en termes d'apports à la productivité, de rendement, et de profits nets pour l'exploitant.

A partir de ces données, il est possible de décider quelles directives ont les meilleures chances de favoriser la mise en valeur des possibilités de l'agriculture de la façon la plus utile et la plus durable. Ces directives sont énoncées au chapitre 2 qui contient en outre un résumé des sept facteurs étudiés dans le corps du rapport et les principales conclusions qui résultent de cette étude.

En 1967 l'agriculture des trois provinces Maritimes a traversé une période de changement et d'incertitude. Certaines catégories d'exploitations, en particulier celles qui se spécialisent dans la culture du sol, ont durement souffert des changements technologiques. Dans d'autres cas, il a fallu agrandir les exploitations pour les rendre rentables. La politique traditionnelle qui s'appliquait à une agriculture diversifiée dans des fermes de dimensions restreintes n'était désormais généralement plus valable dans le cas d'une organisation nouvelle de l'agriculture. Il serait souhaitable que les lignes de conduite adoptées à l'avenir s'orientent davantage vers une politique d'expansion sélective des entreprises si l'on veut voir les possibilités de l'agriculture s'épanouir de façon profitable.

L'étude que l'on va lire se propose d'examiner les conditions et les problèmes de l'agriculture au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard. Dans ses grandes lignes, elle doit évaluer les possibilités comparées de l'agriculture dans ces trois provinces Maritimes en indiquant par là ce que l'on pourrait faire plus tard pour leur permettre d'en tirer le meilleur parti. Notre analyse se propose de montrer les catégories d'entreprises qui ont le plus de chances de réussir et de comparer ces catégories d'une région à l'autre.

On a considéré l'agriculture comme l'activité essentielle des Maritimes, et cela depuis le début du XIX^e siècle au moins. Elle a connu un essor important au cours de ce siècle, mais elle a végété pendant la plus grande partie du XX^e siècle. Depuis 1950 l'agriculture des Maritimes a décliné rapidement et, en 1967, il était évident que son orientation générale demeurerait défectueuse par rapport aux nouvelles conditions technologiques.

On pourrait rapprocher à certains égards ce déclin de l'agriculture des Maritimes de celui que connaissent d'autres régions où les ressources sont analogues, comme par exemple l'est de l'Ontario, la région d'Interlake au Manitoba et la péninsule de Gaspé. Le cas des Maritimes est toutefois fort différent, car leur agriculture jouit d'une situation concurrentielle avantageuse à cause de son isolement et de son éloignement relatifs des régions agricoles qui rivalisent avec elles. Malheureusement, cet atout, dû à l'isolation, est resté trop souvent négligeable et trop souvent surestimé.

Dans une certaine mesure, le déclin de l'agriculture dans les provinces Maritimes, tout comme celui de l'agriculture canadienne, dans son ensemble, résulte de la croissance plus rapide de l'économie du secteur non agricole. Dans l'ensemble, toutefois, il s'agit d'un déclin absolu, un véritable abandon de l'agriculture qui n'offrait que des perspectives peu engageantes et hostiles. Ce marasme s'est traduit de plusieurs façons: par exemple, les revenus insuffisants des cultivateurs et la médiocre valeur des terres agricoles améliorées; les dimensions exiguës des fermes; leur envahissement par des espèces d'arbres indésirables et les broussailles, et l'accumulation des déchets; l'ignorance des applications modernes de la technologie à l'agriculture; l'abandon toujours plus fréquent des fermes; l'exode des jeunes ruraux; la non-rentabilité et le déclin qui accompagnent ces phénomènes.

Ces multiples symptômes d'une crise de la rentabilité de l'agriculture des provinces Maritimes n'empêchèrent pourtant pas en 1967 un grand nombre d'entreprises plus importantes de réussir et de prospérer, tandis que des études approfondies révèlent que bien d'autres exploitations agricoles peuvent être rentables. Elles permettent

également de voir qu'il est plus d'une façon de surmonter les obstacles auxquels se butent aujourd'hui nombre d'exploitations. La présente étude a pour objet de mettre toutes ces choses en relief. Voilà pourquoi on y trouve une étude des facteurs sur lesquels se fonder pour évaluer la rentabilité comparée de l'agriculture dans les Maritimes.

CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE

Les conditions géographiques de l'agriculture dans les provinces Maritimes sont comme partout ailleurs à l'origine de l'essentiel de ses possibilités dans ce domaine. La physionomie du territoire et la nature de la couche atmosphérique constituent les éléments de base de la géographie locale. Au nombre de ces caractéristiques concrètes qui exercent une influence sur les possibilités agricoles, on compte les différentes propriétés des sols et leur répartition proportionnelle. On peut les aborder sous les rubriques suivantes: géologie, topographie, sols, drainage, pierrosité, climat, végétation et emplacement. Il faudra ensuite envisager ces bases géographiques dans leurs rapports avec la technologie contemporaine, et plus particulièrement en ce qui concerne l'agriculture mécanisée sur une grande échelle.

La *nature géologique* des provinces Maritimes est généralement peu propice à l'agriculture. Cette région s'étend sur la partie nord des Appalaches pour former une zone de hautes et de basses terres, ces dernières taillées par les glaciations dans les endroits où affleuraient des roches tendres. Au nombre des roches récentes consolidées de cette région il faut compter le grès rouge ainsi que le schiste et des roches volcaniques que l'on rencontre sur les rives de la Baie de Fundy.

Si l'on considère la *topographie* locale on s'aperçoit que le relief est généralement assez accidenté si on le compare aux autres grandes régions agricoles du Canada. Après la période glaciaire, il est demeuré peu de secteurs importants où la modération des accidents du terrain s'allie à un sol fertile et bien drainé; à cet égard, c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui s'est trouvée la plus favorisée. Partout ailleurs, la majeure partie des terres qui conviendraient à l'agriculture se trouve cloisonnée par des crêtes et des vallées, des collines et des protubérances morainiques qui viennent restreindre de façon notable la surface des terres qui se prêtent à une culture importante. Les côtes de ces trois provinces sont profondément découpées de baies et de petits bras de mer, tandis qu'une importante partie de la superficie de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick est constituée essentiellement de roches de fond. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, les conditions locales du relief méritent d'être citées: les terrains plats sont en général mal drainés, tandis que les pentes abruptes sont souvent ravinées et érodées.

Dans les provinces Maritimes les *sols* constituent un obstacle important à l'agriculture. Ils sont généralement podzolisés; les terrains de cette nature sont le plus souvent lessivés, pauvres en éléments nutritifs pour les plantes et de structure déficiente. Pour obtenir des récoltes abondantes, il faut que les sols contiennent en proportion suffisante les éléments nutritifs indispensables à la vie végétale (en particulier l'azote, le phosphore et la potasse) et que leurs texture, structure et pH (acidité) soient favorables à la croissance des plantes. S'il est possible de porter remède à des insuffisances de cet ordre par le labourage et le drainage, les engrais, le chaulage et autres procédés, la fertilité du sol provient pour l'essentiel de ses propriétés naturelles. Pourtant la fertilité du sol ne saurait suffire; il est indispensable que le terrain soit une surface à peu près égale, et soit bien drainé, qu'il ne contiennent pas trop de pierres et que le climat et l'emplacement soient favorables, etc..., ce sont là des conditions essentielles d'une agriculture prospère. Il faut ajouter que dans les Maritimes le terrain se trouve à un tel

point fractionné en une multitude de champs exigus et divers par des crêtes et des vallées, des zones mal drainées et des matériaux originels disparates, que la plupart des endroits ne permettent pas, en raison de leurs dimensions restreintes, l'emploi efficace d'un outillage moderne. L'exiguïté de ces parcelles et la multiplicité des sols et des mélanges, placent le cultivateur dans une situation désavantagée. L'évaluation et la classification détaillée de tous les sols de la région exigent une somme de travail énorme. Tout cela explique qu'il reste encore bien du travail à faire dans l'étude des sols agricoles des provinces Maritimes et sur la comparaison de ces sols avec ceux d'autres régions. Mais aujourd'hui, la menace concurrentielle d'autres régions à l'encontre de l'agriculture des provinces Maritimes se fait si insistante qu'il devient imprudent de retarder cette étude des sols.

Dans le cadre de la présente étude nous avons entrepris tout spécialement de dresser un inventaire des sols et d'en dresser la carte. Il s'agissait initialement de dresser la liste des terres qui se prêtent à l'exploitation mécanisée sur une grande échelle et d'éliminer les terres trop accidentées, escarpées, encombrées de pierres, mal drainées, isolées ou exigues, pour cette forme d'exploitation. Il n'a malheureusement pas été possible de recueillir les renseignements suffisants qui auraient permis à notre travail de fournir les indications précises sur la nature des sols et les autres données nécessaires à la classification. Il est apparu que l'examen attentif de photographies aériennes des terres concernées serait nécessaire pour y parvenir. Les résultats auxquels nous sommes parvenus ont mis en valeur la nécessité de ce genre de classification si l'on veut assurer à l'agriculture de bonnes bases de départ.

Le *drainage* constitue l'un des problèmes essentiels de l'agriculture des provinces Maritimes. Le drainage des terres se trouve généralement lié à la topographie, à la structure interne et à la profondeur du sol sur le roc. Les trois provinces Maritimes sont vallonnées, aussi les terres sont-elles généralement assez en pente pour permettre aux terres hautes de s'égoutter de façon satisfaisante. Il arrive pourtant fréquemment en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick que les basses terres soient mal drainées parce que la roche de fond affleure ou parce qu'il existe un profil comportant un horizon imperméable. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, ce problème est beaucoup moins grave à cause de l'épais dépôt glaciaire stratifié où la roche n'affleure guère.

Les terrains encombrés de pierre se rencontrent fréquemment en cas d'affleurement rocheux. Débarrasser les sols des pierres en question est coûteux. Mais les risques que courent de leur fait les machines agricoles et le matériel à moissonner sont importants et les frais de réparations ont augmenté. Cette pierrosité est à l'origine de l'absence de culture sur de vastes espaces en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Par contre, dans l'Île-du-Prince-Édouard, les pierres n'encombre guère le terrain.

Quelle que soit la région, le *climat* joue un rôle capital dans les chances de l'agriculture. Il existe pourtant certains aspects du climat qui peuvent induire en erreur; dans les provinces Maritimes ils expliquent les erreurs fréquemment commises par les gens non avertis.

D'une façon générale, les rigueurs du climat continental dans les provinces Maritimes se trouvent tempérées par les influences océaniques de l'environnement atlantique. L'une des conséquences de cet état de choses se trouve être un climat qui bénéficie d'une saison *sans gel* assez longue mais qui souffre d'une *saison de croissance* fraîche et assez brève. Il serait trompeur de croire que la première soit synonyme de conditions de culture particulièrement favorables aux récoltes, parce que la deuxième limite finalement la rapidité et l'importance de la croissance des plantes. Les

précipitations sont généralement suffisantes en été, avec toutefois des périodes de sécheresse tous les six ou sept ans. Au printemps et en été, l'abondance des brouillards, qu'accompagne généralement une forte humidité relative, caractérise également le climat et entrave certaines catégories de productions agricoles. L'ensoleillement n'y est pas aussi intense que dans d'autres régions agricoles du Canada. Malgré les effets adoucissants qu'exerce le milieu atlantique sur les températures hivernales, la vitesse des vents qui est plus grande dans les provinces Maritimes tend à accroître l'importance du refroidissement qu'ils peuvent exercer (sauf à Halifax) par rapport à d'autres centres agricoles comme London ou Calgary. Tous ces facteurs climatiques influent sur le nombre et la diversité des plantes que l'on peut utilement cultiver dans la région et pèsent sur les coûts de l'alimentation du bétail en plein air.

La pluviosité est généralement suffisante pour permettre aux plantes de pousser pendant la saison de croissance, mais pluies et humidité sont souvent excessives au moment du séchage du foin. De façon analogue, la température du sol et celle de l'air dont dépendent les plantes pour se développer normalement sont le plus souvent assez basses, et même ce degré insuffisant ne se maintient généralement pas assez longtemps pour permettre aux cultures agricoles et à leurs semences de mûrir comme il faut.

Dans l'ensemble, le climat a une forte influence sur les possibilités concurrentielles de l'agriculture des provinces Maritimes. La brièveté, la fraîcheur et l'humidité relatives de la saison de croissance rendent la croissance lente et incomplète. Ces facteurs exercent une action sélective sur les récoltes; ils sont propices à la culture du foin et des plantes fourragères, mais peu favorables à celle des céréales. Ils avantagent les plantes racines et les légumes cultivés pour leurs feuilles comme par exemple le chou. Cet été frais réussit moins aux céréales que celui des régions plus chaudes et moins humides. Une humidité intense jointe à un automne frais vient en entraver la maturation et le mûrissement. Ces conditions climatiques défavorables au mûrissement des céréales et au séchage du foin ont des conséquences non négligeables. Ils confèrent en coûts et en qualité une supériorité à l'ensilage sur le foin séché par rapport à d'autres régions. La fraîcheur relative du printemps et de l'automne retarde la croissance des pâturages et en réduit le volume de production; elle raccourcit de plus la saison de pâturage, par comparaison avec les régions concurrentes.

Des températures hivernales modérées permettent de produire une bonne variété de fruits quand le sol et la pente s'y prêtent. D'autre part, le vent d'hiver étant un puissant facteur de refroidissement, le bétail se développe plus lentement et exige une alimentation plus abondante, surtout lorsqu'on l'élève en plein air. De plus, la protection du bétail exige la construction d'abris plus coûteux.

Le climat des provinces Maritimes convient à certaines récoltes comme les pommes de terre, voire les fraises et certains légumes. Pourtant le climat présente des inconvénients importants pour l'agriculture des Maritimes. Comme dans de nombreux endroits de la région, la fertilité des terres est déjà fortement limitée par la pauvreté du sol, le drainage médiocre, la pierrosité ou des facteurs de topographie, on peut s'attendre à ce que, dans bien des cas, les facteurs climatiques excluent toute possibilité d'exploitation rentable de ces terres. Quand il s'agit des régions malgré tout favorables à l'agriculture, les facteurs climatiques ont tendance à en réduire les possibilités concurrentielles.

La *couverture végétale* nous donne une première idée des possibilités de la terre. Les formations végétales renseignent sur la nature du milieu pour ce qui est du climat, du sol et d'autres facteurs physiques. La flore naturelle doit constituer

le guide de base en matière de choix des cultures. C'est ainsi que la présence de prairies naturelles indique généralement qu'il sera possible d'obtenir des récoltes qui n'exigeront que des pluies modérées, par exemple les blés durs et des graminées qui supportent bien la sécheresse. Les terres de la forêt naturelle conviennent généralement mieux aux pâturages et à la culture du foin et des céréales de provende, mais leur podzolisation leur vaut souvent d'être moins fertiles que les prairies naturelles. La majeure partie des terres des Maritimes se rangent dans cette catégorie; elles sont par là même fortement podzolisées et donc moins fertiles qu'un terrain non podzolisé. A l'époque de la colonisation, une importante partie de ces forêts ne se prêtait pas à une agriculture rentable; malgré cela on les mit en culture sans tenir compte de leurs possibilités, surtout après qu'on en eut extrait le bois marchand. Ce qui subsiste de ces exploitations contribue toujours au piètre rendement de l'agriculture des Maritimes et aux faibles revenus des cultivateurs, particulièrement en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Elles permettent également de comprendre pourquoi tant de terres défrichées ont récemment été reboisées dans ces provinces. On peut escompter que dans ces secteurs, une exploitation forestière rationnelle se révélera plus rentable que l'agriculture.

Quand on parle de *l'emplacement* des terres arables, il ne s'agit pas seulement de leurs coordonnées, mais de leur situation par rapport aux services essentiels, aux sources d'approvisionnement, aux marchés et aux avantages sociaux-récréatifs. Si un territoire donné est suffisamment grand et suffisamment productif, il crée tout seul les services et les moyens dont il a besoin. Mais quand il s'agit d'un endroit qui est à la fois isolé et qui produit insuffisamment, le manque d'une infrastructure proche risque d'accentuer les coûts de production et de transport.

C'est en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick que l'on rencontre souvent les problèmes posés par la situation de secteurs de faible superficie dispersés, isolés et de productivité médiocre. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, les terres agricoles sont moins dispersées, mais l'éloignement des services et des marchés continuera d'être une cause de difficulté tant qu'on n'aura pas modernisé le service de transport qu'assurent actuellement les bacs.

Au total dans les Maritimes, il existe en agriculture certains désavantages liés à l'emplacement par rapport à la concurrence d'autres régions. Il se trouve que les grandes zones agricoles sont très éloignées des agglomérations importantes et des gros marchés de consommation comme Montréal et Toronto. Il s'ensuit que les exploitants des provinces Maritimes doivent parcourir de longues distances pour écouler leurs produits; or ils disposent d'un réseau routier local insuffisant, de moyens de commercialisation médiocres (et par là même coûteux) et de services généraux mal organisés. En général, la productivité des terres attenantes à l'exploitation ne permet pas d'améliorer ces services. Dans d'autres grandes régions agricoles, le chemin de fer a jadis favorisé l'expansion de ces services auxiliaires. L'exiguïté et la dispersion des terres dans les provinces Maritimes n'ont pas permis aux chemins de fer de soutenir l'agriculture autant qu'ils ont pu le faire dans d'autres régions agricoles du Canada. Quant aux transports par camions, ils n'ont pu acquérir la même importance qu'ailleurs, surtout parce que les quantités transportées sont faibles, tandis que les distances sont relativement longues et que beaucoup de routes ne sont pas adaptées à la grande circulation.

POIDS DE L'HISTOIRE

Dans les provinces Maritimes, l'agriculture a évolué de façon difficile et troublée. Après avoir connu une croissance initiale très lente de 1605 à 1760, l'agriculture s'est rapidement développée, surtout quand ont été rapatriés les Loyalistes chassés

par la Révolution américaine. Mais en général la culture n'était pas assez rentable pour se suffire à elle-même; aussi les colons durent-ils poursuivre d'autres activités pour étayer l'économie agricole, dont la pêche sans doute, mais surtout le commerce du bois, la construction navale et les transports, toutes activités qui commençaient à peine à offrir de bonnes perspectives d'avenir. Ces occupations nouvelles qui rapportaient davantage n'incitaient guère à la culture permanente des champs effectuée de façon sédentaire et sur une grande échelle; c'est alors que s'installa le système de la petite exploitation exigeant de faibles mises de fonds, avec les problèmes de vente qui lui sont liés.

Ces activités sur lesquelles reposait l'économie des provinces Maritimes subirent leurs premiers assauts ou leurs premières modifications au cours des décennies de 1850 et 1860. La construction navale, le commerce du bois d'oeuvre et les transports (par navires à voile) ont connu un déclin rapide à partir de 1860 et cela jusqu'à la fin du XIX^e siècle. C'est à cette époque que l'agriculture s'est trouvée amenée dans les provinces Maritimes, à occuper le devant de la scène pour combler les vides. Toutefois, l'insuffisance des ressources en terres cultivables et le régime agricole peu judicieux ont freiné le progrès. L'industrie et les mines se sont également développées au cours de cette période. Ces transformations se sont poursuivies jusque dans les premières années du XX^e siècle. De 1896 à 1920, les Maritimes connurent une période de prospérité qui fut suivie d'une récession qui a subsisté dans une certaine mesure presque jusqu'à l'heure actuelle, sauf pendant la deuxième guerre mondiale.

Tout au long de ce siècle de changements qui va de 1860 à 1960, l'agriculture des provinces Maritimes a été orientée vers l'expansion, et, de 1871 à 1891, le nombre des fermes a fortement augmenté, surtout en Nouvelle-Écosse. A cette époque-là on cherchait à remplacer par l'agriculture les industries en perte de vitesse comme celles du commerce du bois d'oeuvre ou des transports. Malheureusement, ressources et conditions agricoles n'étaient pas suffisantes, et le nombre des fermes s'est mis à décliner dans les trois provinces. L'agriculture a eu tendance à se stabiliser entre 1930 et 1940, tout au moins dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick. C'est alors qu'une transformation importante s'est produite dans l'agriculture canadienne au cours de l'après-guerre, et en 1956 les répercussions de cette transformation sur l'agriculture des Maritimes se faisaient fortement sentir. On peut s'en rendre compte en constatant la diminution appréciable du nombre des fermes de 1956 à 1966: une baisse de 32 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard; de 55 p. 100 en Nouvelle-Écosse; de plus de 60 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Ce déclin s'est produit plus tard dans les provinces Maritimes que dans les autres régions agricoles du Canada. Mais les mêmes influences ont joué dans la diminution des exploitations en d'autres endroits du pays. Nous allons examiner ces influences et la raison de leur retentissement sur l'agriculture des provinces Maritimes.

RÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE CANADIENNE - PÉRIODE D'APRÈS-GUERRE

La fin des années trente a constitué un tournant dans l'histoire générale de l'agriculture du Canada. Quand la guerre de 1939-1945 a éclaté, d'autres forces puissantes s'exerçaient déjà pour transformer l'organisation agricole canadienne. Elles allaient exercer un jour une influence capitale sur l'agriculture des provinces de l'Atlantique.

Au cours des deux premiers siècles, l'agriculture des Maritimes s'est, dans une certaine mesure, adaptée aux ressources de la région ainsi qu'au milieu économique et technique que représentait l'agriculture traditionnelle. Dans les années postérieures à la seconde guerre mondiale, les ressources sont restées les mêmes, mais

la technologie a subi de grands bouleversements. Un grand nombre des changements qui en sont issus ont contribué aux difficultés toujours croissantes de la petite exploitation traditionnelle locale tout en renforçant de façon appréciable les grandes exploitations.

Les transformations du milieu agricole au Canada ont été de deux sortes. Vient en premier lieu une amélioration du climat économique qui entraîne une augmentation et une certaine stabilisation des prix ainsi qu'une diminution de certains risques courus par les exploitations agricoles. Viennent ensuite les progrès remarquablement rapides des méthodes agricoles. D'une part, on est parvenu à réduire les risques agricoles traditionnellement élevés au moyen de mesures gouvernementales destinées à diminuer l'instabilité des rendements et des prix (Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, Commission canadienne du blé, accord sur les marchandises, soutien des prix, etc.). D'autre part, grâce aux progrès technologiques, notamment dans les domaines de la mécanisation, des engrais et des pesticides, le cultivateur est beaucoup plus sûr d'avoir une bonne récolte. Sous l'influence de ces deux phénomènes, il s'est produit une grande révolution au sein de l'agriculture canadienne au cours des deux décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale. Ils n'ont pas seulement diminué les risques, ils ont également stabilisé les revenus agricoles et créé un milieu qui se prête à des améliorations et à une adaptation aux nouvelles conditions.

Pourtant, tandis que le milieu se montrait favorable aux transformations, le passage de l'entreprise agricole à une exploitation plus vaste et plus rentable a rendu inévitable une nouvelle répartition des ressources dans ce domaine. Il est heureux que d'autres forces se soient exercées dans ce sens. L'une d'entre elles était le faible niveau des revenus agricoles qui rendaient plus attrayantes les rémunérations perçues dans d'autres branches d'activité. Autre force importante, le brusque accroissement de l'offre d'emploi après la guerre dans d'autres industries a attiré les familles de cultivateurs, surtout dans les Prairies, l'Ontario et le Québec, libérant par là de nombreuses terres que ceux qui demeuraient purent réunir en de vastes exploitations. Cependant, en contradiction avec les théories économiques, ce ne furent pas toujours les cultivateurs les plus pauvres qui ont changé d'emploi. Ce furent plutôt ceux qui étaient vraiment désireux d'améliorer leur situation et qui possédaient les sommes nécessaires pour payer leur déménagement et survivre pendant la période d'attente inévitable avant de pouvoir obtenir l'emploi désiré.

Troisième force à favoriser les changements survenus dans l'agriculture, on disposait, juste après la guerre, de ressources financières spéciales qui permirent de stimuler le processus d'adaptation. L'épargne forcée accumulée aux termes des programmes officiels au cours des hostilités a constitué pour de nombreux exploitants une réserve de liquidités. Immédiatement après la guerre, le niveau élevé des revenus agricoles dans l'Ontario et les Prairies ont mis des sommes supplémentaires à la disposition des cultivateurs. Troisième source importante de financement, la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants a permis de consacrer à l'agriculture, entre 1945 et 1950, plus de 120 millions de dollars puisés à même les fonds publics. Dans les dernières années de cette décennie, la Société du crédit agricole a commencé à augmenter le montant des prêts.

Quatrième force à favoriser les changements dans l'agriculture, un changement fondamental est survenu dans la demande des produits agricoles. L'accroissement des revenus des consommateurs a entraîné un déplacement de la demande, désormais moins centrée sur les féculents (céréales, pommes de terre, etc.), et davantage axée sur une alimentation plus riche en protéines, comme la viande de boeuf, et sur les fruits, les légumes verts et les légumes cultivés pour leurs feuilles. De surcroît les grands magasins d'alimentation ont demandé, de façon de plus en plus ferme, que

non seulement la qualité des produits comestibles reste constante, mais aussi que l'on stabilise l'approvisionnement en éliminant, dans la mesure du possible, les variations saisonnières et autres. Ces exigences nouvelles accompagnaient une conception de plus en plus nette du fait que les grandes entreprises étaient à même de fournir des produits de qualité de façon plus uniforme; qu'elles étaient en mesure de livrer des produits de qualité tout au long de l'année, comme dans le cas de la viande de boeuf, de la viande de porc et des poulets à griller, etc.; qu'enfin elles étaient capables de s'adapter rapidement aux changements qui pouvaient survenir dans la demande. Il est également apparu, de plus en plus, que les denrées agricoles produites par un trop grand nombre de petits exploitants étaient habituellement disparates et douteuses sur le plan de la qualité, peu sûres et fortement influencées par les saisons quant à la quantité, tandis qu'il était pratiquement impossible de les améliorer sous ce double rapport. C'est pourquoi les grands magasins d'alimentation ont, peu à peu, cessé de s'approvisionner chez les petits cultivateurs et ont voulu se fournir chez les gros exploitants plus importants qui leur offraient de meilleures garanties de qualité et de volume. Un tel comportement a stimulé par contrecoup l'expansion des entreprises agricoles optimales qui, elles, peuvent tirer le meilleur parti des conseils technologiques et techniques permettant d'obtenir le genre, la qualité et la quantité de produits que veulent maintenant les consommateurs.

Pour conclure, les nouvelles conditions auxquelles ont dû faire face les exploitants agricoles après la seconde guerre mondiale, les ont encouragés à profiter des possibilités d'adaptation qu'elles offraient. Les dispositions officielles que l'on a prises pour diminuer les incertitudes en matière de rendement et de prix ont réduit les risques que présente, pour l'exploitant agricole, l'accroissement de son activité. La faiblesse des revenus des cultivateurs et l'attrait exercé par un emploi extérieur ont favorisé la possibilité d'obtenir les terres nécessaires à l'expansion des exploitations. Dans l'immédiat après-guerre des moyens financiers provisoires d'origines diverses ont pu intervenir au même moment en permettant aux transformations de se réaliser. Les changements survenus dans la demande et le coût élevé de la main-d'oeuvre ont incité les cultivateurs, désireux de faire des profits et qui en avaient les moyens, à s'agrandir et mécaniser leurs exploitations et ainsi réduire le coût de la production. Pour les exploitants appartenant à cette catégorie, il s'est agi là de conditions extrêmement favorables, et un grand nombre d'entre eux ont rapidement modernisé et agrandi leurs fermes.

Au cours de cette période, l'usage du tracteur moderne et du moteur électrique s'est généralisé. A cela est venu s'ajouter un équipement agricole plus lourd. L'élevage du bétail (viande et produits laitiers), des porcs et de la volaille s'est également modernisé et mécanisé. L'emploi des engrais, des herbicides et des pesticides s'est notablement accru. De leur côté, antibiotiques et hormones, vitamines et alimentation diététique ont connu une vogue croissante, réduisant par là les risques et augmentant le profit en matière d'élevage du bétail et de la volaille. Les exigences en matière de main-d'oeuvre et de capital par unité de production se sont trouvées grandement diminuées, mais on a assisté à une vigoureuse augmentation des exigences en capital total d'exploitation. La main-d'oeuvre par ferme a continué de diminuer bien que celle-ci ait eu tendance à s'agrandir.

Le nombre de fermes a diminué au Canada, tandis qu'augmentaient les dimensions moyennes. Dans les Prairies, peu de fermes furent abandonnées et, par conséquent, la réduction du nombre des exploitations s'est trouvée compensée par l'augmentation de leurs dimensions. Dans le Centre et dans l'Est, cette réduction n'a pas trouvé de contrepartie analogue, ce qui permet de penser que certaines terres ont été complètement abandonnées. Le résultat, ce fut un remarquable déplacement de l'agriculture des régions de l'Atlantique et du centre du Canada en direction des Prairies.

L'ensemble des effectifs de la main-d'oeuvre agricole a brusquement diminué, tandis qu'augmentait notablement la productivité de la main-d'oeuvre. De 1946 à 1966 la productivité d'une personne employée dans l'agriculture canadienne a été presque multipliée par trois. De la même façon le travail fourni dans l'agriculture par un homme en une heure a fait plus que tripler. On peut comparer ces chiffres avec ceux des activités non agricoles où la production par personne s'est accrue de seulement 60 p. 100 au cours de la même période et celle par heure de travail humain, de seulement 81 p. 100.

Pourtant les bénéfices de ces transformations techniques n'ont pas été également répartis. C'est ainsi que la mécanisation des récoltes s'est révélée la plus utile là où les superficies étaient assez vastes, modérément accidentées et relativement dépourvues de pierres. Une importante part de la technologie moderne (pesticides, engrais, etc.), ne s'est trouvée rentable que sur les terres riches où les rendements seraient suffisamment augmentés pour la justifier. Voilà pourquoi la modernisation de l'agriculture qui profitait surtout aux meilleurs sols et aux exploitations les plus étendues a contribué notablement à en accentuer l'avance sur celles au sol médiocre, aux dimensions restreintes. Tout cela a abouti à une augmentation des récoltes rentables et à une agriculture plus intensive surtout dans les meilleures terres agricoles. Parallèlement, une importante partie des terres médiocres et ingrates ont cessé d'être rentables à la suite de ces nouvelles conditions. Aujourd'hui, la plupart de ces exploitations pauvres sont délaissées, du moins au point de vue des récoltes, tant dans l'est que dans le centre du Canada et même dans une certaine mesure dans les provinces des Prairies. Un grand nombre de ces fermes occupent les terres ingrates et défavorisées situées à la lisière du Bouclier canadien, entre les sols cultivables d'un côté, et les forêts de l'autre. Ces sols se rencontrent fréquemment dans les provinces Maritimes. Sur ces terres de qualité inférieure, l'agriculture a connu une crise grave d'adaptation au cours des dernières décennies. C'est une région où les exploitations ont tendance à rester petites. En nombre, ces exploitations de petites dimensions représentent la majorité des fermes canadiennes.

L'agriculture canadienne a donc eu de plus en plus tendance à se répartir en deux catégories d'exploitations. D'un côté, on a pu constater que la plus importante partie de la production agricole du pays provenait des grandes exploitations en nombre toujours croissant. Ces dernières constituaient sans doute moins de 30 p. 100 du nombre total des exploitations, mais elles produisaient au moins 70 p. 100 de la production totale agricole. De l'autre, beaucoup de fermes ne se sont pas agrandies; elles constituaient environ 70 p. 100 des exploitations, mais ne contribuaient qu'à une faible part de la production. Les inégalités de revenus, d'éducation et de ressources socio-culturelles entre ces deux groupes sont allées en augmentant à mesure que progressaient la modernisation et la fusion des exploitations.

INFLUENCE DE LA TECHNOLOGIE MODERNE SUR

L'AGRICULTURE DES MARITIMES

Dans les provinces Maritimes, les répercussions du nouveau milieu technologique sur l'agriculture n'ont pas été les mêmes que dans les autres grandes régions agricoles et elles ont eu lieu à des moments différents. On a déjà vu l'influence de l'agriculture canadienne d'après-guerre dans son ensemble. Ces mêmes causes ont joué dans les Maritimes, mais leurs effets se sont souvent fait attendre ou bien ils ont été différents en raison des conditions particulières.

C'est ainsi que l'amélioration générale constatée dans la conjoncture économique de l'agriculture canadienne et qui provenait des dispositions officielles prises en vue d'accroître et de stabiliser les prix agricoles en réduisant les risques et les aléas de la profession ne s'est pas manifestée aussi tôt dans les provinces Maritimes, même si les avantages que l'on finira par obtenir doivent se révéler aussi importants qu'ailleurs. Tout cela s'est produit parce que le rendement de la plupart des exploitations des Maritimes était si pauvre et si diversifié qu'une légère augmentation ou la stabilisation des prix entraînaient rarement une augmentation appréciable du revenu. C'est seulement dans le cadre d'une action d'envergure que ces dispositions de soutien des prix et de lutte contre les autres aléas pourraient s'avérer vraiment utiles. C'est seulement si les entreprises pouvaient atteindre des dimensions plus appropriées, en tenant compte de la technologie moderne, que ces mesures pourraient vraiment profiter aux exploitants des Maritimes. Mais des obstacles d'ordre économique, institutionnel et physique sont venus empêcher ou retarder une action d'envergure dans les provinces Maritimes.

Ailleurs, le faible niveau des revenus agricoles a, par contraste, rendu séduisantes les rémunérations offertes dans d'autres branches et c'est de cette façon que l'augmentation survenue brusquement après la guerre sur le marché de l'emploi dans les villes a été à même d'inciter les familles de cultivateurs à quitter la terre, libérant des terres que l'on put regrouper en exploitations de dimensions plus vastes. Dans les provinces Maritimes, c'est le manque d'autres possibilités d'emploi intéressantes et nouvelles qui a constitué le principal obstacle à une nouvelle réaffectation des ressources foncières après la guerre. Enfin, alors que la modicité des revenus agricoles dans les Maritimes constituait une incitation puissante à rechercher un autre emploi, les possibilités qu'offraient à cet égard d'autres industries traditionnelles de ces provinces (pêches, mines, forêts, etc.), étaient également peu séduisantes.

Ailleurs, les exploitants agricoles ont eu droit à une aide financière spéciale destinée à permettre leur adaptation à la technologie moderne. Les exploitants des provinces Maritimes ont pu bénéficier de ressources analogues, mais les dimensions des exploitations n'étaient pas assez grandes pour offrir les garanties fondamentales suffisantes; on a pu y constater que les gens se montraient nettement hostiles à toute forme d'emprunt et d'endettement pour des besoins d'expansion.

Dans d'autres régions, il s'est produit un changement fondamental de la demande qui a favorisé les grandes entreprises capables de fournir des produits plus diversifiés aussi bien en qualité qu'en quantité. Cette évolution de la demande s'est révélée, dans les provinces Maritimes, au moins aussi profitable, sinon plus qu'ailleurs. Elle concerne tout particulièrement les légumes frais et surgelés, les pommes de terre, les oeufs, la volaille, l'élevage du boeuf et du porc. C'est dans certaines catégories d'entreprises pour lesquelles une faible superficie de terre est nécessaire que se trouvent peut-être les meilleures possibilités d'expansion agricole. C'est précisément dans des entreprises de cet ordre que les Maritimes ont pu, ces dernières années, tirer partie de ces modifications de la demande qui leur ont procuré des avantages intéressants, par exemple dans le domaine des légumes surgelés et des pommes de terre.

Dans les autres parties du pays, c'est la nouvelle technologie (mécanisation, engrais, pesticides, suppléments alimentaires) qui a permis de réaliser des progrès importants dans les rendements, les coûts et les chances de succès. Dans les Maritimes, le bénéfice retiré d'améliorations technologiques de cet ordre a souvent été moins important; il s'est généralement manifesté dans un nombre plus restreint d'entreprises. Ainsi, dans le cas de la culture en plein champ, les possibilités d'utilisation de la nouvelle technologie se sont trouvées restreintes par le faible pourcentage des terres

susceptibles d'être mécanisées sur une grande échelle. Dans les fermes fourragères et d'élevage le manque de fertilité naturelle des sols et les frais nécessaires pour y remédier ont constitué l'obstacle le plus important. Dans les exploitations spécialisées dans l'élevage du boeuf, du porc et de la volaille, c'est l'éloignement des grands centres de consommation comme Montréal ou Toronto ou de sources d'approvisionnement en céréales de provende bon marché, l'Alberta par exemple, qui a constitué le frein à une adoption rapide et généralisée des méthodes modernes.

Il peut sembler évident que dans les provinces Maritimes ces obstacles ont bel et bien retardé l'adoption de la nouvelle technologie et le processus d'adaptation qui va de pair avec elle. Elle s'est trouvée encore retardée par l'attitude prévalente dans cette région à maintenir les méthodes et les techniques traditionnelles dans l'agriculture, le système de la propriété agricole et les dispositions encourageant la population à ne pas quitter la terre.

Les retards qui en sont résultés dans l'adaptation au nouveau milieu technologique ont permis à d'autres inconvénients de venir s'accumuler. Tandis que la révolution technologique s'instaurait dans des régions plus favorisées, elle avait tendance à saper la capacité de compétition de l'agriculture traditionnelle des provinces Maritimes. La preuve la plus éclatante de ces inconvénients, c'est que les revenus des cultivateurs se sont dégradés alors que leur mode de travail n'a guère changé. Cette situation va de pair avec l'expansion plus active que connaissent d'autres régions. Comme il existe maintenant de grandes exploitations dans ces régions qui sont à même de tirer le meilleur parti de la technologie moderne, leur production par unité a augmenté remarquablement, tandis que diminuaient les coûts. Ce phénomène a eu pour conséquence une augmentation modérée du prix des produits agricoles par rapport à celui d'autres denrées. L'exploitant d'une grande entreprise a été à même de réaliser des bénéfices substantiels en ne relevant ses prix que peu ou pas en raison du prix de revient moins élevé de l'unité de production. Pour le petit exploitant qui retire peu de profit d'une augmentation de la productivité, tout cela implique une substantielle augmentation de ses dépenses (prix des fournitures, etc.), sans accroissement véritable du prix des denrées qu'il vend. Ses frais d'exploitation, loin de baisser comme ceux du gros exploitant, ont augmenté. Son bénéfice net au lieu de demeurer stable n'a fait que décroître, bien que son travail et son revenu brut n'aient pas changé.

Ces conséquences de la technologie moderne réagissent aujourd'hui sur l'agriculture des provinces Maritimes. On peut s'attendre à ce qu'elles se montrent bien plus rigoureuses et bien plus propres à stimuler des changements, que n'avaient pu le faire ses premières manifestations. Voilà pourquoi l'agriculture des provinces Maritimes qui s'était montrée très peu touchée par les premières phases de la révolution technologique s'est mise à perdre rapidement de sa cohésion ces dernières années sous les effets redoublés de son influence. C'est ce qui explique pourquoi le nombre des exploitations et des gens qui y travaillent a si rapidement décliné de 1961 à 1966. On peut en conclure qu'il importe de surveiller de très près l'évolution à venir de l'agriculture si l'on veut la préserver des forces qui s'exercent contre elle.

Voici le but essentiel de l'analyse des entreprises dont traite le chapitre 10: évaluer la profitabilité relative des grandes entreprises agricoles pour l'ensemble de la région et pour chacune des provinces Maritimes. Une estimation de cet ordre exigerait d'être en possession de renseignements plus nombreux, tout particulièrement en ce qui concerne la productivité comparée des différentes terres de chaque région, pour les céréales, le fourrage, le foin, l'ensilage, etc. Pourtant, malgré cette absence de renseignements sur la productivité, nous avons pu établir d'excellentes comparaisons de la situation concurrentielle des entreprises.

Dans l'économie, la population a deux fonctions: elle fournit le réservoir de main-d'oeuvre qui permet de produire des biens et d'offrir des services, ainsi que le milieu qui les utilise. Ces deux rôles se trouvent étroitement liés par suite du niveau de l'emploi, de la production et des revenus dont bénéficie la population. Quand l'emploi et les revenus sont élevés, les consommateurs sont à même de consacrer une partie de leur revenu à des dépenses autres que des dépenses essentielles. Mais dans le cas contraire, ils sont obligés d'affecter une plus grande partie des sommes dont ils disposent aux produits essentiels (nourriture, logement, vêtements); ils essayent alors habituellement de subsister de façon autarcique (produits du jardin, bois de chauffage et autres revenus en nature). Il importe d'examiner ces considérations si l'on veut étudier le marché des produits agricoles dans les provinces Maritimes.

La population devrait y augmenter de moins de 0.7 p. 100 par an, soit un tiers environ du taux national. Il est donc peu probable que la demande s'accroisse beaucoup. La population de ces régions comprenant depuis plusieurs décennies plus de ruraux que dans le reste du Canada, elle a mieux été à même de se suffire à elle-même pour son alimentation et certains autres besoins que ce ne fut le cas dans la plupart des autres provinces. Dans les Maritimes, les revenus en nature contribuent pour une plus grande part au revenu agricole net que dans le reste du pays. Réciproquement, les habitants des provinces Maritimes ont tendance à moins s'approvisionner sur les marchés locaux.

Dans ces provinces, le chômage a été plus répandu et les revenus moins élevés que dans le reste du pays; cet état de choses tend à freiner la demande. La faiblesse des revenus dans les Maritimes ne provient pas uniquement d'un taux de chômage plus élevé qu'ailleurs; elle a bien d'autres origines: la valeur de la production par travailleur y est plus faible, la proportion de la population active (hommes et femmes) y serait moins élevée, le niveau d'instruction moins poussé; enfin un grand nombre de personnes désignées sous le terme "employés" ne le sont qu'en partie, tandis que la proportion des gens qui ne produisent rien y est plus importante qu'ailleurs.

C'est ainsi que, comme marché, la population locale n'offre guère de perspectives d'expansion. Sans doute est-il possible de penser que le chiffre de cette population n'augmentera pas beaucoup, au moins au cours de la prochaine décennie. On peut toutefois escompter une augmentation des revenus, tandis que se poursuivra l'exode rural. Ces deux facteurs devraient améliorer le marché des produits agricoles.

Les traits caractéristiques des effectifs de la main-d'oeuvre montrent ce dont est capable la population. On a pu mentionner qu'un certain nombre de ces traits étaient responsables du faible niveau des revenus: proportion peu élevée de la population dans les effectifs de la main-d'oeuvre, taux de chômage élevé, niveau relativement faible de l'instruction (sauf dans l'agriculture), proportion importante de personnes qui ne produisent pas (jeunes et vieux).

De 1941 à 1961 les effectifs de la main-d'oeuvre agricole des Maritimes ont diminué de plus des deux tiers. Au Canada, ce chiffre n'a été que de 40 p. 100. Ces mêmes provinces ont subi des pertes importantes de 1961 à 1966. En 1961, les effectifs de main-d'oeuvre agricole ne représentaient que 6 p. 100 du total de la main-d'oeuvre de la région, alors que ce chiffre était de 10 p. 100 pour l'ensemble du pays. La répartition des exploitants, selon l'âge, indique que les effectifs de la main-d'oeuvre agricole continueront à diminuer plus rapidement que dans le reste du Canada.

Les déficiences constatées dans la direction des exploitations ne devraient pas entraver la mise en valeur agricole des provinces Maritimes. On pense que les effectifs de la main-d'oeuvre agricole, passés de 34,000 en 1961 à 24,000 en 1966, auront encore perdu de 5,000 à 6,000 personnes en 1975.

CAPITAUX ET FINANCEMENT

La révolution technologique a beaucoup modifié le système de financement de l'agriculture, en particulier dans les régions agricoles où ont dominé les grandes exploitations. Le changement le plus important provient de l'augmentation considérable du capital total dont a besoin chaque entreprise. Un tel accroissement n'a pas été également réparti dans chaque catégorie. Les entreprises qui vivent de récoltes ont habituellement connu une augmentation importante du capital foncier investi et un accroissement de l'outillage utilisé dans l'exploitation, avec toutefois, sur ce dernier point, une diminution à l'acre. Dans les exploitations n'exigeant qu'une faible surface de terre (élevage de la volaille, élevage du porc), l'investissement dans les constructions, l'outillage et les fonds d'exploitation a fortement augmenté. En 1967, il n'était pas rare de voir des mises de fonds de l'ordre de \$100,000 à \$200,000 dans des entreprises agricoles.

Il est souvent arrivé que ces investissements aient pu être réunis en grande partie du vivant des exploitants actuels. Pour financer de telles exploitations, il avait fallu réaliser des modifications importantes dans les mécanismes du crédit et du prêt à intérêt, tandis qu'augmentait l'importance des prêts agricoles et que se faisaient plus fréquentes les additions aux dettes hypothécaires. Les progrès techniques ont été si rapides que les cultivateurs ont dû renouveler plus souvent leur outillage ou agrandir leurs fermes afin de mieux profiter des techniques les plus rentables pour pouvoir rivaliser avec les concurrents. L'augmentation des liquidités nécessaires pour les frais d'exploitation a été remarquable elle aussi. C'est une conséquence de l'abandon des chevaux et des boeufs comme animaux de trait et également de l'augmentation importante des achats effectués comptant aux autres secteurs de l'économie: par exemple, les combustibles et les aliments, les engrais et les pesticides.

Ces changements survenus dans la structure financière sont à l'origine de certaines modifications apparues dans le régime du crédit. Il est cependant devenu évident, au moment où le Canada abordait la période de la relève des générations dans l'agriculture¹, que d'importantes transformations s'imposeraient pour résoudre les nouveaux problèmes. Il était d'abord nécessaire d'assurer le financement du transfert de ces exploitations où se trouvent engagés des fonds importants d'une génération à la suivante. Il fallait aussi se procurer les ressources nécessaires aux fonds d'exploitation.

Dans les provinces Maritimes le mode de financement a beaucoup changé, même si ces modifications n'ont pas été aussi importantes qu'ailleurs. La valeur en capital des exploitations agricoles a augmenté, mais cet accroissement est en majeure partie imputable au renchérissement des terres. Cependant, au Canada l'ensemble des valeurs matérielles agricoles s'est accru de 134 p. 100 de 1950 à 1966; ce chiffre n'était que de 10 p. 100 au Nouveau-Brunswick, de 18 p. 100 seulement en Nouvelle-Écosse,

¹ C'est juste après la deuxième guerre mondiale que s'est produit dans l'agriculture un passage capital à une nouvelle génération. C'est pourquoi on assistera à un phénomène semblable entre 1970 et 1975.

et de 56 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard. En dollars constants, le capital total agricole a incontestablement décliné au cours de la période envisagée dans les provinces Maritimes.

Les besoins financiers de l'agriculture sont devenus à la fois plus complexes et plus exigeants. Au temps où les exploitations étaient peu étendues, il était possible de suivre la filière traditionnelle "de graver les échelons", pour accéder à la propriété si l'on ne disposait pas de fonds importants. Aujourd'hui, l'agriculture exige des sommes importantes. De plus, le rythme rapide du progrès technique rend nécessaire d'effectuer fréquemment des emprunts supplémentaires pour permettre à l'entreprise de faire face aux nouvelles formes de la concurrence. De plus, le montant des liquidités nécessaires pour les fonds d'exploitation à court terme s'est considérablement accru. Dans les provinces Maritimes, beaucoup d'exploitations, en plus de celles, fort nombreuses, qui sont minuscules, ont besoin d'un apport important de capitaux pour qu'elles deviennent concurrentielles.

Ces graves problèmes de financement dans les Maritimes vont rendre nécessaire la mise au point de nouvelles méthodes et de nouveaux seuils de prêts. Parmi eux il faut mentionner des prêts hypothécaires plus importants et une plus stricte observation de la manière dont ils sont utilisés. Le crédit devra être plus accessible pour les fonds d'exploitation à court terme; il faudra tout particulièrement étudier le problème du financement de l'amélioration des terres ou de la fusion des exploitations, mais il ne faut pas que les sommes exigées deviennent un fardeau excessif pour le cultivateur. Il importera enfin d'examiner soigneusement les sommes allouées aux entreprises importantes qui n'ont pas besoin d'une superficie de terrain trop étendue et qui n'assurent ainsi qu'une garantie réduite en capital immobilisé.

STRUCTURE DES MARCHÉS

Pendant de longues années les provinces Maritimes ont eu besoin d'une étude sérieuse des possibilités d'écoulement des produits (entrepôts, ventes aux enchères, transports, centres de triage), des organisations de vente, des produits de base, gros et détail, de la qualité et du classement, des achats et des ventes, des mérites de tel produit et de ses chances sur le marché, etc. Généralement, ce qu'on a coutume d'appeler "problèmes de débouchés" se rangent dans cette liste qui va du producteur au consommateur.

Les provinces Maritimes se trouvent depuis longtemps placées en face du problème suivant: les marchés locaux sont généralement peu importants et éparpillés sur l'ensemble de la région; la qualité des produits en souffre. Les distances assez longues des exploitations aux débouchés rendent plus difficile d'harmoniser les qualités et les quantités destinées au marché; les prix en subissent les fâcheuses conséquences. Comme un grand nombre de producteurs ne sont pas assez importants et que l'ensemble de la production est insuffisante, on se heurte à de graves difficultés dans la commercialisation des produits agricoles des provinces Maritimes. Si un certain nombre de petits exploitants s'unissent pour écouler leurs produits, ce qu'ils ont à offrir est généralement disparate et il est difficile de s'y fier. C'est ainsi que beaucoup de marchés des provinces Maritimes disposent de trop peu d'organismes représentatifs et de services, de moyens d'intervention inappropriés parce que la qualité de leurs produits est médiocre et que l'importance des transactions est trop faible pour permettre une action plus importante. La tendance à la hausse des frais de transport s'explique parce que les quantités transportées sont modestes; les routes sont loin d'être directes et conviennent mieux au tourisme qu'aux transports commerciaux rapides; le matériel de transport est trop souvent inadapté en volume comme en efficacité.

Dans le domaine de la commercialisation, l'attitude officielle reste centrée sur le petit exploitant, tandis qu'aujourd'hui l'essentiel de la production agricole est écoulé par des gros exploitants assez peu nombreux. Les circonstances sont favorables à la modification de l'attitude officielle en matière de débouchés, si l'on s'oriente davantage vers le soutien de ces gros exploitants. Si l'on veut que l'agriculture des provinces Maritimes devienne prospère il sera nécessaire d'améliorer les marchés et l'écoulement des produits. Il faudra se livrer à un certain nombre d'études spéciales pour évaluer les autres possibilités de commercialisation, ce que peut absorber le marché en ce qui concerne les principaux produits et les grandes entreprises dans chaque province et dans la région.

On entend souvent dire que le marché ouvert aux produits agricoles des provinces Maritimes devrait être aussi grand que l'est la consommation locale de produits de ce genre. Il faut pourtant reconnaître que même les marchés locaux n'accueillent les produits agricoles des Maritimes que lorsque le prix versé aux cultivateurs est suffisamment bas pour permettre de faire un bénéfice satisfaisant aux prix courants du marché. Les marchés les plus prometteurs se trouvent être ceux où les exploitants des Maritimes disposent des meilleurs atouts en matière de concurrence ou de profit. Il en découle que les débouchés de produits agricoles dans la région étudiée sont l'apanage des exploitants locaux seulement quand leurs prix sont moins élevés que ceux auxquels leurs concurrents présentent leurs produits.

Dans les provinces Maritimes, la demande potentielle de produits agricoles est influencée par le rapport élevé de la population rurale par rapport à la population urbaine, le niveau médiocre des revenus et la lenteur de l'accroissement démographique. Il faudra sans doute bien des années avant que tout cela ne change et par conséquent, il ne faut pas s'attendre à ce que la demande de produits agricoles dans les provinces Maritimes puisse beaucoup s'accroître pendant un certain temps. Sur le reste du territoire national les marchés continueront de connaître une expansion soutenue. Il est également possible que s'accroissent les débouchés à l'exportation mais les perspectives à cet égard sont beaucoup moins nettes.

On peut donc conclure en disant que l'écoulement des produits agricoles dans les provinces Maritimes continuera d'être un motif de préoccupations, étant donné la nature des conditions physiques et économiques. A l'heure actuelle, ces problèmes de commercialisation font l'effet d'être primordiaux et urgents parce que l'on n'a pas fait grand-chose pour les analyser comme il faut ou même pour les exposer de façon valable.

Malheureusement, la plupart des problèmes connus sous le nom de problèmes de commercialisation sont plus exactement des problèmes de production et sont de même nature que les difficultés concurrentielles auxquelles se heurte l'exploitation agricole des provinces Maritimes, sous le rapport des coûts de production ou de transport, ou encore de difficultés analogues. Comme, dans ces conditions, les marchés ne peuvent pas procurer aux exploitants un revenu intéressant, on a souvent émis l'opinion qu'ils ont des "problèmes de commercialisation".

Ces difficultés s'expliquent plutôt par le manque d'installations, de bureaux et de services auxiliaires. On peut expliquer cette déficience en partie par la quantité relativement restreinte des différentes sortes de produits destinés au marché. On peut aussi l'attribuer à une compréhension insuffisante de la nature des problèmes de commercialisation et des solutions qui y sont apportées, à l'absence d'une recherche analytique valable ayant pour but de mettre ces problèmes en relief.

Il est possible qu'une véritable recherche dans le domaine de la commercialisation, peut-être autant que n'importe quelle autre forme de recherche, puisse contribuer de façon importante à la prospérité future de l'agriculture dans les provinces Maritimes. En effet, elle permettrait de dresser la liste de tous les facteurs, favorables ou non, que l'on rencontre à mesure que le produit parcourt le circuit qui va du producteur au consommateur. C'est de cette façon que la recherche peut donner les renseignements qui permettront de corriger les inconvénients et de bénéficier des avantages. Mais la recherche en matière de marché ne mène pas à grand-chose si elle n'est pas sérieuse. A cet égard, ce que l'on appelle "étude des marchés" et qui a trait seulement au lancement des produits risque souvent de faire plus de mal que de bien. La recherche en matière de commercialisation nécessite généralement un travail plus poussé si l'on veut parvenir à un résultat.

Il existe peu d'études valables en matière de commercialisation des produits agricoles. Et pourtant la vente de presque tous les produits importants dans les Maritimes exige que soit faite cette étude poussée et analytique afin de l'adapter aux nouvelles conditions qui prédominent désormais dans les entreprises agricoles et sur les marchés. Une recherche analytique poussée, surtout en ce qui concerne le lait, les pommes de terre, les légumes, les fruits, le bétail et un certain nombre d'autres produits rendra de précieux services aux cultivateurs.

Certains aspects de la commercialisation rendent également nécessaire une recherche poussée. Il faut citer entre autres les transports. Leur amélioration dans les Maritimes est de première importance pour l'évolution ultérieure de l'agriculture. Les services locaux sont la cause de certains inconvénients redoutables en matière de concurrence. L'accord général ne s'est pas fait à ce sujet, malgré la gravité de la question: routes interminables pour atteindre le marché, matériel roulant insuffisant, services de transports irréguliers et peu sûrs, bacs qui entraînent des retards coûteux et des livraisons aléatoires, entreprises de production situées bien trop loin de leurs débouchés. Les pouvoirs publics peuvent et doivent prendre des mesures pour remédier à ces inconvénients. En Nouvelle-Écosse comme au Nouveau-Brunswick, les exploitants subissent les conséquences néfastes de l'absence de routes directes pour accéder à leurs marchés. Dans cette dernière province, c'est toute l'industrie du traitement du lait qui doit être réorganisée. En Nouvelle-Écosse, une importante partie de l'élevage du porc se trouve sans nécessité trop éloignée des sources d'approvisionnement et des abattoirs ainsi que des marchés; on remédie à ces déficiences par une subvention au transport des porcs jusqu'au marché.

Dans l'Île-du-Prince-Édouard, ce sont les services de bacs qui, par les retards et les aléas excessifs qu'ils imposent à l'agriculture, sont la cause des ennuis les plus graves dans le domaine du transport. L'avenir de l'agriculture dépend essentiellement de la possibilité d'améliorer réellement ce système sans trop tarder. Si l'on y arrive, l'Île-du-Prince-Édouard a toutes les chances de devenir un important fournisseur de produits agricoles pour les provinces Maritimes et d'autres régions. Dans le cas contraire, il faut s'attendre à ce que l'agriculture repose davantage sur des denrées non périssables et des produits de faible valeur pour lesquels les frais entraînés par les retards, les livraisons aléatoires et la marchandise avariée sont relativement négligeables. Aujourd'hui, cette situation s'explique parce que les acheteurs de produits agricoles (et en particulier le service d'achat des magasins à succursales multiples) tiennent à être servis de façon rapide et régulière. Si les acheteurs ne cherchent pas à obtenir une réduction pour compenser les retards dans les services qui dépendent d'un système de bacs susceptible d'être désorganisé par le mauvais temps, ils vont plutôt s'adresser à un autre fournisseur qui est à même de les servir avec la régularité dont ils ont besoin. Ces difficultés concernent tout particulièrement des denrées périssables conditionnées (légumes, pommes de terre, etc.), et le lait en nature qui constitue le meilleur

potentiel agricole de l'Île-du-Prince-Édouard. On peut déduire des considérations qui précèdent que ce potentiel risque fort de décliner fortement si l'on ne trouve pas moyen de remédier à ces déficiences des liaisons maritimes. Enfin, face à cet état de choses, il est peu probable que l'agriculture puisse prospérer; les terres de valeur médiocre risquent de se voir affecter à une utilisation sous-évaluée (emplacement pour résidences d'été, par exemple), entraînant un déclin de la population et des revenus.

Si l'on se livrait à une étude plus poussée de la demande virtuelle des produits agricoles des Maritimes, aussi bien dans ces provinces mêmes qu'à l'extérieur, on contribuerait utilement aux recherches dans le domaine qui nous intéresse. Nous avons dû, dans la présente étude, nous contenter d'envisager la nature des différences dans la demande et de proposer des moyens d'évaluer ce qu'a d'unique une demande qui repose sur une faible urbanisation, de faibles revenus et une population qui croît moins vite qu'ailleurs. Une étude approfondie de la demande virtuelle dans chacune des provinces s'impose.

Un travail de ce genre devra comprendre une étude des prix possibles et signaler s'ils permettent aux cultivateurs des provinces Maritimes de faire des bénéfices suffisants. Les exploitations s'y trouvent souvent lourdement grevées, ce qui entraîne un accroissement des coûts, supérieurs à ceux d'entreprises de même nature situées dans des régions concurrentes et les bénéfices qu'elles peuvent faire en souffrent. Il est nécessaire que les personnes qui se soucient de la mise en valeur agricole des Maritimes soient plus au courant de ces servitudes.

IMPORTANCE DÉCLINANTE DE L'AGRICULTURE

La rapidité de ce phénomène, de 1956 à 1966, retient l'attention. Deux facteurs expliquent ce déclin: le taux de croissance plus rapide du reste de l'économie et le retentissement caractéristique de la technologie moderne sur les ressources physiques, institutionnelles et économiques dont disposent les Maritimes.

Il n'est pas surprenant que l'agriculture des provinces Maritimes perde de son importance, jusqu'à un certain point, par rapport au reste de l'économie parce que celle-ci s'est développée à un rythme très rapide. Bien entendu, ce déclin relatif de l'agriculture s'est manifesté non seulement dans la région en question, mais aussi d'un bout à l'autre du pays et dans presque tous les pays où l'essor de l'industrie a surpassé celui de l'agriculture. Il s'agit là d'une conséquence naturelle de la révolution technologique qui est à l'origine d'une élévation des revenus dont une conséquence a été l'augmentation de la demande de produits autres que la nourriture. Ce déclin relatif de l'agriculture n'est simplement que la réciproque de la Loi d'Engel sur la consommation qui peut ainsi se formuler: "Plus une famille est pauvre et plus la fraction des dépenses affectée à l'alimentation est importante¹."

¹ cf. *Burk* (1954). En langage économique, la Loi d'Engel énonce qu'au fur et à mesure que s'élèvent les revenus individuels réels, au-dessus d'un minimum vital qui se situe très bas, l'élasticité des revenus de demande en produits agricoles devient inférieure à l'unité (inférieure à un). Étant donné que l'élasticité des revenus de demande pour tous les biens et services est représentée par l'unité, il résulte que l'élasticité des revenus de demande pour les biens et les services non agricoles est supérieure à l'unité.

Ce déclin relatif de l'agriculture peut se mesurer de plusieurs façons: part de l'agriculture dans le revenu national; part de la main-d'oeuvre totale ou du capital total à la disposition de l'agriculture; importance relative des terres agricoles comme source du revenu personnel. On doit s'attendre à ce que ce déclin relatif de l'agriculture se poursuive dans les Maritimes ou dans tout autre endroit où l'expansion économique agricole est moins vigoureuse qu'ailleurs. Ce phénomène a reçu le nom de "Loi du déclin de l'importance de l'agriculture" (Johnson, 1966). Il est un aspect négligé de cette "Loi": au fur et à mesure que progresse la croissance économique, le déclin relatif de l'agriculture risque de s'accélérer et, selon toute vraisemblance, ne ralentira pas. C'est pourquoi il faut s'attendre à ce que la vitesse du déclin relatif de l'agriculture dans les Maritimes aille en grandissant, même une fois qu'auront été réalisées les adaptations en cours. Tout au long de cette période, la plus grande part de ce déclin sera la conséquence de la croissance plus rapide du reste de l'économie plutôt que des imperfections dans la production agricole¹.

On peut, bien entendu, se dire qu'après tout une bonne part du marasme actuel lié aux autres secteurs de l'économie des Maritimes a des origines extérieures à l'agriculture et sur lesquelles la politique agricole n'exerce aucune influence directe. On a assisté en même temps à un incontestable déclin relatif de l'agriculture des Maritimes par rapport à celle de l'ensemble du pays et à un déclin absolu dans la plupart des secteurs agricoles de ces provinces. Pour évaluer les chances de l'agriculture dans les provinces Maritimes, il faudra considérer attentivement ce dernier point. Les problèmes rencontrés à ce stade de la crise agricole sont complexes et peuvent nous entraîner loin. Ainsi, la nature des ressources physiques dont dispose l'agriculture dans les provinces Maritimes; les tendances et les institutions qui ont influencé la colonisation et la politique agricole; la révolution technologique qu'a connue notre agriculture; le système traditionnel d'exploitation et les difficultés d'y remédier; les problèmes qui découlent des revenus, de la population et de la main-d'oeuvre, des capitaux et du crédit, des possibilités et des services de commercialisation, sont autant de facteurs à considérer dans l'étude comparative de la situation économique de l'agriculture des Maritimes.

Tout permet de penser que le rapide déclin que nous connaissons actuellement se poursuivra sans doute, au moins pendant la prochaine décennie, et peut-être même au-delà. Les forces favorables au changement sont toujours importantes et vigoureuses, tandis que s'affaiblissent les traditions et les institutions qui s'y sont opposées par le passé. Aujourd'hui, on admet de plus en plus la nécessité de recourir à une adaptation raisonnée des nouvelles méthodes agricoles à la condition particulière des Maritimes. La volonté d'obtenir des rémunérations plus élevées continue d'inciter les cultivateurs à rendre leurs exploitations plus rentables ou à rechercher d'autres occupations mieux rémunérées. L'âge élevé qui était celui de nombreux cultivateurs, en 1967, donnait à penser qu'un grand nombre d'entre eux prendrait leur retraite au cours de la prochaine décennie, tandis qu'il n'y aurait pas suffisamment de jeunes pour assurer la relève, surtout dans les petites exploitations. De cette façon, les terres devenues impropres à l'agriculture dans le contexte technologique actuel cesseront peu à peu d'être exploitées. On assistera pareillement au remplacement progressif des habitudes de mise sur le marché qui ne sont plus adaptées aux nouveaux débouchés de produits alimentaires.

¹ Cette distinction n'est pas toujours aussi clairement reconnue qu'elle devrait l'être.

Cette évolution agricole ne doit pas, malgré son importance, être une cause d'anxiété en elle-même. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'un bouleversement technologique est venu détruire le mode de vie idyllique de la vie des campagnes. Il serait possible d'écouter aujourd'hui, avec autant d'émotion que lorsqu'il fut écrit, *Le Village Abandonné* de Goldsmith, poème émouvant qui décrit des changements analogues survenus il y a 200 ans.

Tout ce que l'on constate aujourd'hui témoigne donc de l'accentuation brusque du déclin de l'agriculture des Maritimes entre 1967 et 1977. Tout au long de cette évolution on assistera à une réorientation importante de l'agriculture ne reposant plus désormais sur la toute petite exploitation qui l'avait jadis caractérisée. Il faut s'attendre à ce qu'en 1977 le nombre des exploitations et des cultivateurs aura diminué d'environ la moitié par rapport à ce qu'il était lors du recensement de 1961. La superficie des terres agricoles ira en déclinant encore, surtout au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse. Réciproquement, l'agriculture devrait continuer d'évoluer vers la grande exploitation. Une telle évolution se dessinait déjà nettement en 1967 alors que, bien que peu nombreuses, les grandes exploitations assuraient plus de 75 p. 100 des produits agricoles mis sur le marché.

Cependant, tandis que ces profondes modifications de l'agriculture des Maritimes étaient déjà bien amorcées en 1967, il faut s'attendre à rencontrer de délicats problèmes d'adaptation au cours de la prochaine décennie. Le prix des petites exploitations, malgré leur situation économique défavorable, reste élevé par rapport au bénéfice net qu'elles assurent à leurs propriétaires; c'est pourquoi on ne saurait compter sur la loi de l'offre et de la demande pour faciliter la fusion des exploitations. C'est une augmentation des possibilités sur le marché de l'emploi ou un accroissement des revenus, voire les deux à la fois, qui donneraient aux ruraux une plus grande mobilité et favoriseraient la fusion des exploitations.

Il ne faudrait pas pour autant conclure des transformations et du déclin de l'agriculture des provinces Maritimes que son avenir est sombre. Il y a tout lieu de penser que cette activité connaîtra des jours meilleurs. Mais elle devra être rentable pour rester une activité importante.

De ce qui précède, il faut retenir que l'agriculture dans les provinces Maritimes ne pourra désormais se contenter des méthodes empiriques de jadis, sauf dans le cas de ceux qui ne se préoccupent pas de la rentabilité de leur entreprise. Si l'on veut que l'agriculture dans ces régions subsiste et prospère, il faut qu'elle y soit aussi rentable et aussi efficace qu'ailleurs et que les conditions de l'emploi y soient aussi intéressantes financièrement parlant et aussi acceptables que dans n'importe quel autre métier. Il va falloir, à l'avenir, s'attacher à rendre le métier d'agriculteur à la fois plus rémunérateur et plus attrayant, afin de permettre à l'agriculture des provinces Maritimes de donner son plein rendement.

Il convient ici de faire observer que la présente étude n'entend pas recommander la suppression immédiate de toutes les nombreuses petites exploitations des Maritimes. Il n'en sera pas ainsi, et cela pour plusieurs raisons. D'abord, lorsqu'il existera un nombre suffisant d'autres emplois intéressants, bon nombre de petits cultivateurs s'en iront d'eux-mêmes. Tant qu'on n'aura pas d'emploi à leur offrir, il est préférable qu'ils restent là où ils sont. Ensuite, un certain nombre de ces gens aiment vivre à leur compte sur une petite exploitation, moins peut-être parce qu'ils ont besoin de revenus élevés que parce qu'ils sont épris de leur indépendance, et préféreraient vivre en rapport étroit avec la nature et profiter des distractions que l'on peut avoir à la campagne. Sans doute les gens qui appartiennent à cette catégorie auront tendance à ne pas quitter leur lopin de terre, (souvent ils s'emploieront à temps partiel), même si d'autres possibilités d'emploi plus attrayantes s'offrent

ailleurs. On ne saurait voir d'un mauvais oeil que subsiste un grand nombre de petites exploitations une fois terminées les grandes transformations de la période de transition actuelle. Les personnes concernées pourront faire beaucoup pour l'essor et la stabilité sociale du pays à condition de ne pas être amenées à vivre dans l'isolement le plus absolu, ou à produire des produits commercialisables, ou à s'attendre à bénéficier d'avantages sociaux accrus sans apporter leur contribution aux frais supplémentaires.

La situation agricole des Maritimes exige donc que l'on prenne des mesures pour améliorer la productivité des fermes, bien sûr, mais elle exige aussi que l'on améliore les possibilités d'emploi qui s'offrent aux petits cultivateurs qui disposent de revenus insuffisants.

RENTABILITÉ DES ENTREPRISES

L'analyse budgétaire de la rentabilité comparée des exploitations agricoles, qui figure en détail dans le second volume du présent rapport, a pour but de déterminer les dimensions optimales des fermes et les modes d'exploitation qui les rendraient rentables, à la condition que la situation sous le rapport des apports de main-d'oeuvre et des possibilités sur le plan social, soit analogue à celle des autres professions. On a comparé des entreprises entre elles dans une même province et entre provinces de la région des Maritimes, puis on les a comparées à des entreprises situées dans d'autres régions. On a fait une analyse budgétaire complète de 15 entreprises et une analyse partielle de deux autres.

Si l'on considère l'ensemble des résultats obtenus, on peut voir que la plupart des petites exploitations traditionnelles que l'on rencontre dans les Maritimes ont peu de chances de devenir rentables. Certaines formes d'exploitation, parmi les plus répandues, ne témoignent que d'une rentabilité marginale, même dans les conditions les plus favorables, mais la plupart des autres formes d'exploitation, dans les mêmes conditions, offrent de bonnes perspectives de rentabilité.

La culture de la pomme de terre et des arbres fruitiers, l'élevage des porcs et des volailles (oeufs et poulets à griller), sont les activités qui offrent les perspectives les plus attrayantes et les plus sûres. Les pommes de terre et les arbres fruitiers, s'étant déjà imposés sur des marchés extérieurs, se sont avérés plus riches de possibilités que toute autre culture¹. L'élevage du porc et de la volaille peut être rentable pourvu que la production soit suffisante; toutefois, leurs marchés sont généralement restés localisés dans les Maritimes et ils ont dû faire face à une compétition acharnée de la part des autres régions.

Le traitement des légumes passe pour très rentable, bien que les renseignements dont on dispose sur toutes les phases de la transformation dans les établissements qui s'en occupent, font encore partiellement défaut. Si l'on considère les perspectives à long terme dans ce domaine, particulièrement en ce qui concerne les produits surgelés, ainsi que les avantages qu'ils possèdent en certains endroits des Maritimes sur le plan de la culture, on a tout lieu de penser qu'il faut étudier attentivement les possibilités qu'offre ce secteur, surtout en ce qui a trait aux produits de la pomme de terre, aux choux et aux petits pois.

¹ Au moment où nous écrivons (fin 1967), on ne sait pas encore, avec certitude, quels seront les effets de la dévaluation de la livre sterling sur le marché des fruits, mais ils ne peuvent qu'être défavorables.

Fraises et bleuets se sont bien vendus dans les circonstances actuelles. Toutefois, deux caractéristiques de ces productions risquent, à la longue, d'en freiner les chances. D'abord, elles dépendent, pour la cueillette, de la disponibilité d'une main-d'oeuvre saisonnière bon marché. Ensuite, les marchés en sont fluctuants en raison de divers facteurs, tels que l'incertitude des prix, la vigoureuse concurrence sur le marché de l'exportation, le manque d'uniformité dans la qualité, la brièveté de la saison. Toutes ces caractéristiques laissent entrevoir un avenir à long terme moins brillant que ne le laisseraient croire les résultats enregistrés.

La culture en serre semble pleine d'avenir. Il est probable que, dans ce domaine, se présenteront des possibilités intéressantes permettant une expansion rentable.

Dans les provinces Maritimes, la culture du tabac en est à ses débuts. Elle n'est pas encore assez répandue pour que l'on puisse avoir des renseignements qui se prêtent à l'analyse, mais ceux dont on dispose déjà, laissent présager que cette culture, en exploitations de dimension optimale, sera tout à fait rentable et que les terres appropriées se vendraient encore à des prix abordables en 1967.

Les entreprises considérées comme marginales ou généralement peu rentables, même dans des conditions de dimension optimale, comprenaient un certain nombre de types traditionnels d'exploitation agricole les plus communs: fermes laitières dont le lait va entièrement à la transformation, élevage du boeuf, culture des céréales de provende.

Toutefois, les études ont révélé que la production du lait en vue de la vente en nature pourrait, pourvu qu'il y ait suffisamment d'animaux, s'avérer intéressante étant donné les prix plus élevés du lait en nature par rapport au lait destiné à la transformation. La production du boeuf et du lait de fabrique pourrait devenir rentable, à condition que l'élevage se fasse sur une grande échelle et que les animaux soient nourris à l'ensilage de maïs; mais avant que cela ne soit possible, il va falloir effectuer d'autres essais. Toutefois, même si ce mode d'élevage y devient rentable, les provinces Maritimes ne sauraient rivaliser avec d'autres régions agricoles comme l'Ontario, par exemple. La culture spécialisée des céréales de provende semble peu intéressante, mais si on l'accompagne de la culture des pommes de terre ou de l'élevage du porc, dans des régions qui s'y prêtent, il semble qu'elle pourrait offrir de bonnes possibilités.

Il faut donc bien admettre que l'agriculture proprement dite ne peut être rentable que dans le cas d'un petit nombre de types de production et d'emplacements: production du lait destiné à la vente en nature, à proximité des marchés importants; culture de la pomme de terre lorsque le sol s'y prête; arboriculture fruitière là où le sol, la topographie et autres conditions sont favorables. Dans le cas de bien d'autres types de production agricole: lait destiné à la transformation, céréales, élevage des bovins de boucherie, etc., la rentabilité médiocre par rapport à ce que peuvent faire ailleurs des entreprises analogues, confère des perspectives marginales et restreint leurs possibilités à longue échéance aux seules entreprises bénéficiant d'avantages locaux spéciaux.

AVENIR DE L'AGRICULTURE DES MARITIMES

Sans doute l'avenir est-il sombre pour ceux qui se raccrochent aux vieilles traditions de l'agriculture locale. Mais pour ceux qui sont décidés à utiliser toutes les possibilités qu'offre la technologie moderne pour rendre leurs exploitations plus rentables, les perspectives sont plus attrayantes. C'est sur ce type d'exploitation que les provinces Maritimes doivent fonder le relèvement de leur agriculture.

Donc, s'il est maintenant possible de fonder des entreprises qui seront encore prospères vers 1980, les provinces auront bénéficié d'un heureux concours dans leur mise en valeur et leurs programmes agricoles. Ces objectifs à long terme entreront en ligne de compte dans l'évaluation du potentiel agricole des provinces Maritimes.

Cette évaluation du potentiel agricole n'est pas sans réserve à cause de l'insuffisance de données. L'importance de l'expansion des fermes ne peut être pleinement évaluée tant qu'on n'aura pas terminé l'inventaire des terres agricoles. Il est impossible de faire une analyse comparée de la rentabilité des diverses productions tant que n'aura pas été faite une étude plus approfondie des facteurs suivants: productivité relative; possibilité du marché et plus particulièrement dans le domaine de l'exportation; fonctionnement pratique de certaines entreprises dans les provinces Maritimes. Pourtant, malgré l'imperfection des renseignements recueillis, il a été possible d'obtenir des résultats intéressants sur la rentabilité relative des entreprises dans les provinces Maritimes. Voici quelles ont été les principales caractéristiques recueillies par la présente étude générale de l'agriculture des provinces Maritimes: déclin rapide et continu de l'agriculture traditionnelle; possibilités d'expansion pour les entreprises importantes; aléas et difficultés auxquels doivent faire face presque toutes les entreprises agricoles, même les plus importantes; les possibilités dignes d'être mentionnées qu'offre la culture du sol et les entreprises agricoles qui exigent peu de terre; la tendance de la production agricole des provinces Maritimes à être écoulée en plus grande partie sur le marché, tandis qu'une plus faible partie est affectée au revenu en nature ou à l'usage domestique; la tendance croissante à adapter l'agriculture locale au nouveau milieu technologique.

L'analyse des entreprises a révélé que la culture du sol, à quelques exceptions près, d'ailleurs notables, se heurte à d'importantes difficultés lorsqu'elle entre en concurrence avec d'autres grandes régions agricoles. Mais, même dans le cas des rares entreprises qui s'avèrent rentables, les difficultés qu'il y a à mettre au point une exploitation de dimension valable restent énormes, surtout dans le cas du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Il convient d'énumérer tous les obstacles que rencontre cette forme d'agriculture. En premier lieu, les fermes des Maritimes sont généralement de dimensions trop restreintes et ont besoin d'être regroupées pour que leur exploitation soit rentable. Mais, pour parvenir à s'assurer la possession ou la direction d'un grand nombre de parcelles qui appartiennent à différents individus, il faut beaucoup d'argent et de temps. Ensuite, il n'a pas encore été possible d'analyser la valeur et la fertilité de la plupart des terres avec assez de précision pour dissiper les incertitudes relatives à leur productivité et à leur meilleure utilisation. Enfin, l'amélioration des terres revient très cher parce que les sols podzolisés des provinces Maritimes sont souvent très acides, manquent de fertilité et exigent de coûteux travaux de drainage, la suppression de clôtures, etc., avant que leur exploitation ne soit rentable. On voit ainsi ce qu'il en coûterait, d'abord en temps, organisation et capitaux, pour regrouper suffisamment de terre agricole, puis en chaulage, engrais, défrichage, drainage et autres travaux d'amendement, avant qu'une entreprise ne soit rentable. Les dépenses constituent un fardeau bien lourd pour ceux qui essayent de se lancer dans la grande culture. Il peut sembler évident, qu'étant donné la cherté de la mise en valeur des terres, seules les plus fertiles ont quelques chances de devenir rentables. Voilà pourquoi il est essentiel de déterminer, avec plus de précision, quelles sont les terres suffisamment fertiles pour se prêter à de telles entreprises dans les Maritimes, et plus particulièrement, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse.

Si l'on veut que l'agriculture proprement dite surmonte la crise de la dernière décennie, il est nécessaire de déterminer quelles sont les terres les plus fertiles afin d'y établir de grandes exploitations. L'analyse budgétaire des entreprises révèle que, seule peut être rentable la culture dans les meilleures terres de produits

qui rapportent le plus: pommes de terre, par exemple, (y compris les cultures de rotation des céréales et des fourrages) et la culture maraîchère (choux et autres légumes destinés à la transformation).

L'arboriculture fruitière peut être rentable quelle que soit la fertilité du sol, mais elle exige certaines conditions de milieu très particulières, au nombre desquelles la pente, le drainage, l'absence de gel, etc.

L'analyse des entreprises permet aussi de penser que, dans les meilleures terres, la production du lait destiné à la transformation et l'élevage du boeuf de boucherie pourraient devenir rentables et plus compétitifs si l'on réussissait à produire un bon ensilage de maïs. Mais dans les Maritimes on n'en est pas encore là. Dans le cas de terres médiocres, il ne faut pas escompter grand-chose, même en ayant recours à l'ensilage de maïs, sauf dans le cas d'une direction particulièrement habile qui, probablement, ne serait pas payée à sa juste valeur.

Cette même analyse montre que, dans les terres qui ne conviennent qu'aux prairies, la seule production rentable est celle du lait destiné à être vendu nature ou des denrées qui se vendent suffisamment cher pour faire face aux coûts élevés de la production.

Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, les terres qui se prêtent à l'agriculture proprement dite sont rares. On en trouve beaucoup plus dans l'Île-du-Prince-Édouard. L'analyse des entreprises a montré que, dans cette dernière province, et dans la mesure où les meilleures terres ne sont pas réservées aux cultures qui rapportent le plus (pommes de terre, culture maraîchère, etc.), on peut y faire, avec moins de profit il est vrai, la culture des céréales et l'élevage du porc ou, avec moins de profit encore, y produire du lait destiné à la transformation.

Les difficultés auxquelles doit faire face la culture dans les provinces Maritimes pourraient nous amener à croire que les cultivateurs continueront d'abandonner leurs terres. On peut aussi s'attendre que les cultivateurs se tourneront toujours plus nombreux vers les formes de productions qui exigent peu de terre, si l'on parvient à supprimer les obstacles actuels. L'adaptation de l'agriculture à ces nouvelles conditions exigera la mise en oeuvre de nouvelles méthodes et de nouveaux programmes, ainsi que l'élimination de façons de voir démodées. C'est à cette condition que l'agriculture pourra s'épanouir pleinement.

CONCLUSIONS

Il existe, dans les provinces Maritimes, de bonnes possibilités d'une agriculture rentable et d'expansion de certains secteurs agricoles. Cependant, les progrès de l'agriculture se trouvent gravement entravés parce que l'on ne reconnaît pas les changements survenus et que l'on ne veut pas les accepter; la même attitude se retrouve à l'égard des ressources et des conditions de notre société moderne auxquelles doit s'adapter l'agriculture pour devenir rentable.

A quoi attribuer cet état d'esprit? Sans doute à une mentalité traditionaliste et à l'inertie, mais surtout à l'absence de recherches assez poussées pour fournir des renseignements complets et exacts.

Pour permettre à l'agriculture de devenir une activité rentable, pour éviter de retomber dans les erreurs passées, les directives en matière de développement doivent s'inspirer des conclusions de telles recherches. La présente étude avait pour but

essentiel de répondre à ces exigences fondamentales. Les conclusions essentielles, rapidement résumées ici, renseignent sur la nature de ces directives:

- 1) Ce sont les progrès accomplis dans les domaines de la technologie et de la commercialisation qui ont mis en relief un grand nombre de déficiences de l'agriculture traditionnelle des Maritimes.
- 2) Dans ce nouveau contexte technologique, cette région profite moins de ses richesses agricoles qu'on aurait pu naguère le croire.
- 3) De multiples causes (la topographie, le sol, le climat, le drainage, entre autres) font que les terres qui peuvent être affectées à l'agriculture dans les provinces Maritimes sont moins étendues et moins fertiles qu'on ne l'a généralement admis. Il sera nécessaire de se livrer à des études spéciales pour déterminer quelles sont les terres qui devraient être cultivées et les délimiter.
- 4) Un certain nombre de traits du climat risquent d'induire en erreur les gens non avertis quand il s'agit des possibilités des terres de la région. La longue durée des jours sans gel est un bien mauvais indice de la période de croissance; il n'est pas possible d'évaluer l'importance de la croissance en se fiant à la teinte verte des gazons. De leur côté, les températures de printemps et d'automne risquent de renseigner imparfaitement sur le facteur de refroidissement dû au vent qui vient entraver la rentabilité du pâturage des troupeaux.
- 5) L'observation de la végétation naturelle et l'inventaire des terres révèlent qu'une plus grande proportion des terres actuellement cultivées devraient être reboisées. Il est nécessaire d'étudier les possibilités d'aménager des forêts jardinées.
- 6) A l'heure actuelle, il ne faut pas que le manque de bonnes terres, qui permettraient à certaines catégories d'exploitations agricoles d'être prospères, constitue un obstacle à une production concurrentielle de produits agricoles parce que les Maritimes sont à même de rivaliser, avec succès, non seulement dans ce domaine, mais aussi dans celui des nombreuses productions agricoles qui n'exigent que peu de terre.
- 7) Les mentalités traditionalistes, les institutions et les méthodes continueront d'entraver l'épanouissement de l'agriculture tant que l'on n'aura pas trouvé le moyen de les adapter à la situation actuelle.
- 8) Le contexte technologique agricole au Canada s'est considérablement modifié depuis la dernière guerre. La petite exploitation traditionnelle des Maritimes s'y trouve déplacée.
- 9) En règle générale, les nombreuses petites exploitations agricoles des Maritimes ne sont pas rentables et leur avenir n'est guère encourageant. Selon toute vraisemblance, seul un tout petit nombre d'entre elles pourront se reconvertir sur les bases d'une technologie moderne adaptée aux grandes exploitations. Il faut s'attendre qu'au cours de la prochaine décennie, la quasi-totalité ne servira plus que de résidences rurales ou sera même purement et simplement abandonnée.

- 10) Si l'on se place du point de vue du nombre des fermes et des cultivateurs, l'agriculture est destinée à jouer plus tard un rôle beaucoup plus modeste que par le passé, mais sous le point de vue de la production d'ensemble et de la rentabilité, elle devrait jouer un rôle bien plus important.
- 11) On assiste, en ce moment, à une utilisation très incomplète des terres dans les Maritimes, et cela pour deux raisons: d'abord l'analyse de leurs propriétés n'a pas été assez poussée pour qu'il soit possible de les cultiver de la façon la plus rentable, et ensuite parce qu'un grand nombre de bonnes terres, naguère affectées à la culture, sont maintenant envahies par les broussailles et autres plantes sans valeur alors qu'elles auraient pu être replantées en espèces forestières commerciales.
- 12) Il est essentiel d'adopter une nouvelle façon d'aborder la mise en valeur des terres afin d'empêcher les pertes qu'entraînent de telles erreurs. Pour commencer, on pourrait dresser une liste complète des ressources en terre dans chaque province et faire une analyse de rentabilité comparée de l'exploitation forestière et de l'exploitation agricole des terres des régions où l'exode rural est devenu indiscutable.
- 13) Les améliorations apportées à l'agriculture ne constitueront qu'un remède partiel à l'insuffisance des revenus dans les campagnes; la vraie solution consisterait à trouver ailleurs des possibilités d'emploi intéressantes.
- 14) Tant que l'on n'aura pas porté remède au sous-emploi et à l'insuffisance des revenus dans les campagnes, l'accroissement de la population et l'expansion du marché des produits agricoles ne seront pas très rapides.
- 15) L'agriculture des Maritimes va continuer de décliner et de tendre vers un nouvel équilibre mieux en rapport avec les nouvelles conditions de la technologie et du marché.
- 16) Désormais, la production agricole va être bien différente de ce qu'elle était dans le passé. Il va falloir adapter la politique agricole à la situation nouvelle, c'est-à-dire l'aligner sur les besoins des grandes exploitations. L'adaptation doit reposer sur une recherche appropriée.
- 17) Il existe deux grands points faibles dans le financement agricole: l'insuffisance des fonds d'exploitation et des prêts hypothécaires pour permettre aux fermes de parvenir à atteindre des dimensions économiquement rentables.
- 18) Il faudrait commencer par effectuer de nombreuses recherches sur les marchés et la commercialisation, afin d'orienter l'expansion de l'agriculture et de permettre la mise en place d'installations et de services de commercialisation à la hauteur des circonstances.
- 19) De tout cela, il faut tirer la conclusion que l'expansion agricole des provinces Maritimes, pour être rentable, ne saurait désormais se contenter des méthodes primitives jadis employées, mais qu'elle doit maintenant reposer sur la recherche et sur des données solides.
- 20) Certaines productions agricoles offrent de bonnes possibilités d'expansion et de rentabilité dans les provinces Maritimes. Les résultats obtenus dépendront surtout du succès des programmes de développement.

3. TERRES PROPICES À L'AGRICULTURE DANS LES MARITIMES

Les terres qu'il est possible d'affecter à l'agriculture se limitent généralement à celles dont l'exploitation est la plus rentable. Sous le rapport de l'utilisation des terrains, l'agriculture doit rivaliser avec la forêt, la récréation, la faune, et autres formes d'exploitation. Dans cette rivalité, l'agriculture est souvent bien mal placée par rapport aux formes d'exploitation mentionnées ci-dessus car elle a besoin de terres aux propriétés spéciales. Ce sont donc des conditions comme le sol et la topographie, le climat et l'emplacement qui, plus que toute autre chose, viennent limiter l'utilisation agricole des terres.

Ces formes d'exploitation qui viennent rivaliser avec l'agriculture vont des utilisations urbaines, fort prisées, comme par exemple les terrains résidentiels ou industriels, à l'utilisation de grandes superficies sans grande valeur, les landes et les régions incultes, pour la conservation du gibier et animaux à fourrure. La plus grande part des terres agricoles dont il a été question se situe à peu près à mi-chemin sur cette échelle des utilisations agricoles. L'agriculture intensive, comme la culture maraîchère, rivalise avec les emplois urbains, tandis que l'agriculture extensive, comme le pâturage du bétail fait vigoureusement concurrence à l'exploitation forestière.

Avant qu'une terre ne soit considérée comme terre agricole, il faut donc que les bénéfices nets que peut réaliser l'exploitant soient au moins égaux aux profits qui pourraient être réalisés en destinant ces terres à des fins autres que l'agriculture. Autrement dit, l'ensemble des terres cultivables au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard, dépend des profits nets des terres affectées à tels ou tels usages par rapport à ce qu'elles pourraient rendre dans d'autres cas. Les récoltes sont rivales entre elles, mais elles le sont aussi avec les pâturages et les forêts. Dans une large mesure, ces profits nets que permet l'agriculture dépendent des caractéristiques physiques du terrain; c'est pourquoi les terres qui peuvent être consacrées à l'agriculture sont essentiellement fonction de ce facteur.

En général, les caractéristiques physiques d'un terrain constituent un facteur bien plus important pour l'agriculture que pour toute autre forme d'exploitation. Cela tient à ce que l'agriculture ne peut pas prospérer dans des conditions de sol aussi variées que les autres formes d'exploitation. De plus, certains autres facteurs d'ordre physique, comme la topographie et la pierrosité, imposent des limites aux cultures plus qu'aux pâturages. Dans les limites imposées par les caractéristiques physiques du terrain, les choix et les décisions arrêtés sous l'influence de forces sociales, économiques entre autres, viennent déterminer les modalités de l'emploi.

Voilà près de deux siècles que ces influences physiques, économiques et institutionnelles s'exercent au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard dans le choix des formes d'exploitation des terres. L'influence des expériences passées, remontant à l'époque de la colonisation, se fait encore nettement sentir dans bien des modes d'exploitation agricole. On peut également constater que les obstacles d'ordre physique (sol, topographie, pierrosité, drainage, etc.), ont freiné l'adaptation des procédés agricoles dans les provinces Maritimes face à la technologie d'après-guerre qui a exercé une influence si considérable sur l'ensemble de l'agriculture canadienne. Il faut accorder toute son importance au rôle de ces obstacles physiques. Ils ont eu pour résultat que seule une faible proportion (moins de 4 p. 100) de l'ensemble des terres de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick

a pu être améliorée à des fins agricoles (cf. tableau 3-1). Dans l'Île-du-Prince-Édouard, plus de 40 p. 100 des terres ont pu être améliorées. Dans ces trois provinces, en 1966, sur la superficie totale des exploitations agricoles, cette amélioration ne portait que sur 26.2 p. 100 en Nouvelle-Écosse, 35.3 p. 100 au Nouveau-Brunswick, mais 61.5 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard; c'est dans cette dernière province seulement que la proportion des terres agricoles amendées s'approche de la moyenne nationale.

Dans ces trois provinces les chances qui s'offrent à l'agriculture dépendent d'abord des conditions physiques, notamment la géologie, la topographie, le sol et le climat. Ce sont ces caractéristiques physiques que nous allons étudier en premier lieu, pour passer ensuite aux facteurs économiques et sociaux.

TABEAU 3-1

Superficie des terres des provinces Maritimes, 1966

	<i>Unité de mesure</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Île-du- Prince- Édouard</i>
Superficie totale des terres	000 acres	17,814	13,057	1,398
Superficie totale de toutes les fermes	000 acres	1,812	1,852	927
Terre agricole améliorée	000 acres	639	486	570
Terre améliorée par rapport à la super- ficie totale	%	3.6	3.7	40.8
Terre améliorée par rapport à toutes les terres agricoles	%	35.3	26.2	61.5

Source: Recensement du Canada, 1966.

Géologie

La Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard constituent l'extrémité nord de la région montagneuse des Appalaches; on y trouve une côte longue et profondément découpée. L'histoire géologique du pays fournit les premiers renseignements concernant l'agriculture. La région en question s'étend jusqu'en Arkansas, aux États-Unis. Au Canada, elle recouvre, en plus des provinces déjà nommées, Terre-Neuve et la Gaspésie. C'est une région de hautes et de basses terres; les dernières sont taillées par la glaciation dans les secteurs constitués de roches tendres.

Au Canada, les Appalaches se composent de chaînes plissées qui s'allongent à peu près parallèlement au Saint-Laurent. Les hautes terres en question se composent de roches ignées, métamorphiques et sédimentaires des périodes silurienne, dévonienne

et carbonifère. L'exposition prolongée à l'érosion, la glaciation et les intempéries ont partiellement raboté les sommets et comblé les vallées, mais le relief n'en demeure pas moins, le plus souvent, peu favorable aux besoins de l'agriculture.

Les débuts de la période tertiaire se sont caractérisés par des soulèvements accompagnés de phénomènes d'érosion, tandis qu'apparaissaient les basses terres du centre du Nouveau-Brunswick et la majeure partie des régions du nord de la Nouvelle-Écosse. Les roches consolidées les plus récentes de cette région comprennent du grès rouge et des schistes, ainsi que des roches volcaniques que l'on rencontre sur les rives de la baie de Fundy.

Topographie

La topographie est l'étude des caractéristiques physiques d'une région quelconque, et plus particulièrement de sa configuration, dont le relief, les dimensions et l'emplacement des lacs, des cours d'eau et des chaînes de montagne. La configuration a toujours joué un rôle important dans la productivité des entreprises agricoles, mais la récente évolution dans le domaine de la mécanique et des autres aspects de la technologie de l'agriculture, donne à la topographie une importance bien plus considérable quand il s'agit de déterminer les possibilités d'une terre sur le plan de l'agriculture. A l'heure actuelle, pour être rentable, l'agriculture a besoin d'un sol moins accidenté qu'au temps du cheval de trait. L'emploi du tracteur, des machines agricoles modernes, des pulvérisateurs à longue rampe, etc., exigent que le terrain soit beaucoup plus plat que du temps du cheval. A cette époque, on estimait qu'une terre avec un pendage ne dépassant pas 15 pieds pour cent était cultivable (cf. Baker, 1923: p. 17). Mais aujourd'hui, la plupart des travaux agricoles exigent une pente bien moins accusée. Même dans le cas des pâturages, l'inclinaison des pentes ne doit pas être trop forte et son atténuation donne de bons résultats pour le bétail. Enfin, il convient de signaler que, s'il est possible d'augmenter la superficie cultivable par nivellement, les travaux entraînés reviendront assurément fort cher et ne seront rentables que dans certaines petites zones où le type d'utilisation de la terre lui donne une valeur unitaire élevée.

L'avènement de la technologie moderne favorable à la grande culture, a eu des répercussions adverses plus graves dans les provinces Maritimes que dans d'autres régions du Canada à topographie plus favorable. Cela tient à ce que la topographie d'une bonne partie des terres de ces trois provinces était déjà à peine passable du temps où on les cultivait avec les chevaux. Seul l'emploi des machines tirées par des chevaux y était possible. A l'époque du tracteur, la topographie devint un grave facteur limitatif à une agriculture concurrentielle.

La surface du sol des provinces Maritimes a beau être assez inégale, les variations du relief ne sont pas considérables: le sommet le plus élevé n'atteint que 2,700 pieds au-dessus du niveau de la mer. Ces provinces font partie de la région de montagnes plissées des Appalaches qui a subi des modifications à cause de dislocations et de plissements tout au long de plusieurs périodes géologiques¹. Les hautes terres apparaissent comme les restes d'anciennes surfaces érodées qui se sont maintenues sur des roches plus dures. Plus tard, au cours de la période glaciaire du pléistocène, de grandes nappes de glace sont venues recouvrir les terres, et en se

¹ Voir Putnam (1961), p. 76; Camu, Weeks et Sametz (1964), ch. 1; et Annuaire du Canada (1960, 1963-1964).

retirant, ont abandonné toutes sortes de débris non consolidés en une couche d'épaisseur inégale sur la roche de fond¹. Cette glaciation a transformé l'ancienne topographie et le relief primitif en modifiant presque complètement l'ancien système de drainage et parsemant le pays de marécages et de lacs. Ces modifications du relief ont entraîné l'apparition d'innombrables cours d'eau qui divisent le terrain en une multitude de petites zones. En fin de compte, il n'est resté qu'un nombre limité d'espace de terrain peu accidenté où le sol et le drainage soient satisfaisants; c'est surtout dans l'Île-du-Prince-Édouard que l'on retrouve ce genre de terre. Le drainage reste souvent insuffisant dans les basses terres de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. La plupart des terres propres à la culture sont sillonnées de crêtes, de vallées, de collines et de buttes morainiques qui réduisent les surfaces qui se prêteraient à la grande culture mécanisée (voir la carte des caractéristiques physiographiques en frontispice).

En Nouvelle-Écosse (superficie: 21,068 milles carrés), les terres ne sont, en général, pas bien hautes. On y trouve cependant des crêtes qui peuvent atteindre une altitude de 1,000 pieds formant une chaîne longitudinale au centre de la province, tandis que les monts Cobequid la traversent au nord, d'est en ouest. L'île du Cap-Breton se trouve presque coupée en deux, suivant un axe nord-est/sud-ouest par les lacs Bras-d'Or; l'île est couverte principalement de terres hautes boisées, dont le point culminant, situé au nord, s'élève à 1,747 pieds. La côte atlantique de la province est généralement rocheuse et profondément découpée de baies et de petits bras de mer.

Les principales zones agricoles de cette province sont les versants de la baie de Fundy et du détroit de Northumberland. La vallée d'Annapolis, qui s'étend parallèlement à la côte de la baie de Fundy, est la plus importante zone agricole. Les digues destinées à empêcher l'invasion de la mer, ont considérablement agrandi la superficie des terres cultivables de la vallée et de la région d'Amherst. À part ces terrains marécageux qui sont d'un entretien coûteux et dont la production est peu diversifiée, la majeure partie des terres agricoles sont fortement vallonnées, à surface inégale et sans continuité.

Le Nouveau-Brunswick, de forme à peu près rectangulaire, a une superficie de 28,354 milles carrés; son relief est presque partout ondulé. Le grand plateau du Nord-Ouest, à une altitude variant entre 1,000 et 1,500 pieds au-dessus du niveau de la mer, est profondément entaillé par les méandres de la Restigouche et de nombreuses vallées qui viennent se jeter dans le Saint-Jean. Le Saint-Jean, fleuve au cours sinueux et aux nombreux affluents, coule vers le sud en traversant la majeure partie de la province jusqu'à la baie de Fundy, tandis que la Restigouche, qui coupe le plateau en deux, roule en général ses eaux venues de ses affluents vers le nord et se jette dans la baie des Chaleurs. Au cœur du Nouveau-Brunswick, on trouve les hautes terres centrales formant un plateau découpé qui s'élève à environ 2,000 pieds au-dessus du niveau de la mer; il est dominé par de nombreuses collines faites de roches plus dures. Un grand nombre de vallées, parmi lesquelles il faut compter celles des innombrables bras de la Miramichi, coupent cette zone centrale de gorges profondes de mille pieds et davantage. Dans le sud, une zone de hautes terres constituée de crêtes plissées largement espacées offre un relief plus paisible. On peut dire qu'en général le Nouveau-Brunswick a une topographie accidentée. La vallée du Saint-Jean est la zone de basses terres la plus étendue. Mais même dans ces zones où l'agriculture se trouve très favorisée, les terres sont généralement très vallonnées, fréquemment coupées de ravins, de crêtes et de collines.

¹ Les caractéristiques glaciaires englobent les moraines, les drumlins, les kames et les eskers.

L'Île-du-Prince-Édouard est la plus petite province canadienne, d'une superficie de 2,184 milles carrés. La glaciation a eu beau en raboter la surface et perturber l'ancien système de drainage, les caractéristiques essentielles du point de vue topographique et hydrographique subsistent, ayant été fixées bien avant cette époque géologique. L'essentiel de la surface, modérément vallonnée, ne dépasse pas 200 pieds au-dessus du niveau de la mer. Il n'y a pas de hautes terres bien caractérisées, mais il existe deux régions montueuses dont le point culminant atteint 450 pieds. La première se trouve dans la partie ouest du comté de Queen's et coupe toute l'Île de la baie de New London sur la côte nord, jusqu'à la côte sud, à l'est de Victoria; la deuxième s'allonge des deux côtés de la limite entre les comtés de Queen's et de King's dans la région de Culloden-Caledonia au sud-est de la province. Une fois à l'ouest de Summerside, le relief va en s'aplanissant; on rencontre au nord-est de la baie Egmont une zone de terres basses marécageuses. La moitié orientale de l'Île est plus vallonnée et un peu plus élevée que l'autre. Le relief local exerce son influence sur la façon d'utiliser les terres: les régions plates souffrent généralement d'un drainage médiocre, tandis que les pentes abruptes sont trop souvent exposées à un drainage et à une érosion excessifs. Comme la plupart des sols sont assez sablonneux, les pentes, même modérées, causent de fortes érosions. La plupart des terres agricoles sont situées dans les zones à ondulations de terrain douces dont les pentes varient de 2 à 4 p. 100 ou moins.

Sol

On peut généralement dire que les caractéristiques pédologiques d'une terre agricole se trouvent déterminées par la nature. Si la structure et la composition du sol peuvent être modifiées par l'action de l'homme (labourage, drainage, engrais, etc.), il n'en reste pas moins que la véritable fertilité du sol dépend, en dernière analyse, de ses qualités naturelles. C'est ainsi que le drainage, le chaulage, les engrais chimiques, peuvent améliorer le sol et entraîner un accroissement de la production, mais pour que l'agriculture puisse rivaliser avec d'autres formes d'utilisation des terres, il faut que le sol ait une fertilité naturelle suffisante. En somme, du point de vue physique, chimique et biologique, la nature du sol doit se prêter à l'exploitation agricole. Pour donner des récoltes abondantes, les sols doivent contenir des quantités suffisantes d'aliments indispensables à la vie des plantes: azote, phosphore, potassium; de plus, leur texture, structure et propriétés chimiques (l'acidité) doivent être favorables. Les sols en question, qui contiennent généralement des particules très fines et une forte proportion de matière organique, sont à même de donner à la plante l'essentiel de sa nourriture, ce qui assure une végétation plus active et permet au sol de mieux se prêter à l'agriculture.

Mais si la fertilité du sol est une condition essentielle au succès de l'agriculture, elle n'est pas la seule. L'agriculture n'est possible que si les autres caractéristiques des terres sont favorables (topographie, climat, drainage, faible pierrosité et emplacement). On n'a pas toujours eu conscience de cette dépendance de l'agriculture vis-à-vis du sol et de quantité d'autres facteurs à l'époque de la colonisation agricole des provinces Maritimes.

On se rend compte que, de façon générale, on n'entreprend guère d'études véritables des sols ni de levés géographiques tant que l'agriculture ne s'est pas heurtée à des difficultés. C'est ainsi qu'un levé pédologique a débuté modestement en 1914, en Ontario, pour prendre de l'ampleur à partir de 1924, devant les possibilités en matière de culture du tabac du comté de Norfolk. En Alberta et en Saskatchewan, ce sont les collèges d'agriculture qui ont effectué les premiers levés pédologiques en 1921 à la suite de plusieurs mauvaises récoltes consécutives. Dans les Prairies, ces travaux avaient pour but d'empêcher les gens de venir s'installer sur des terres

médiocres pour les cultiver. Dans les autres provinces, c'est un peu plus tard qu'on a entrepris des levés pédologiques: au Manitoba et au Québec en 1927, en Colombie-Britannique en 1931, en Nouvelle-Écosse en 1934, au Nouveau-Brunswick en 1938 et dans l'Île-du-Prince-Édouard en 1943. A Terre-Neuve, ces levés avaient été commencés avant la réunion au Canada.

Comme on ne s'est préoccupé de la valeur du sol dans la plupart des provinces que longtemps après que les terres furent défrichées, il n'est pas étonnant qu'une bonne partie de terres cultivées ne soit pas particulièrement favorable à l'agriculture. Pourtant, même après cette colonisation, on a encore eu tendance à surestimer la valeur des sols et l'étendue de terre qui reste utilisable pour la culture¹.

La raison essentielle de cette erreur en matière d'utilisation des terres est que, s'il existe un grand nombre de zones, étendues ou non, dont le sol se prêterait à l'agriculture, dans la plupart des cas ces zones ne sont pas cultivables pour des raisons de topographie, de drainage, de pierrosité, d'isolement, de climat ou autres entraves sur le plan physique. Une étude plus approfondie des sols des Maritimes, aurait mis en relief un grand nombre de ces caractéristiques défavorables. Mais ce genre de travail n'a débuté que bien après que les terres ne furent défrichées. Cet état de chose fut désastreux pour l'agriculture. Putnam pouvait écrire, en 1951, au sujet de la situation arriérée de la cartographie des sols:

"Ce qui a manqué au Canada, ce n'est ni l'introduction de nouvelles variétés de plantes cultivées, ni les recherches agronomiques, mais on n'a ni tiré parti, ni compris les possibilités naturelles qu'offrait le pays à un essor précoce de la science des sols."

Dans les provinces Maritimes, la plupart des sols exploitables appartiennent au groupe podzolique analogue à ceux que l'on rencontre dans le nord de l'Ontario et du Québec, ainsi qu'en Scandinavie. La majeure partie des sols du Canada entre dans cette catégorie. Plusieurs facteurs du milieu ont favorisé la podzolisation: l'abondance des précipitations, la rigueur et la longueur des hivers, la brièveté et la fraîcheur des étés, une végétation forestière naturelle composée en grande partie de conifères: pin, épinette, sapin baumier. Les sols podzoliques se composent

¹ C'est ainsi que le service des levés topographiques du ministère de l'Intérieur a, en 1931 (cf. Annuaire du Canada, 1934-1935, p. 1,108), évalué l'ensemble des terres agricoles de la Nouvelle-Écosse à 8.1 millions d'acres, soit 61 p. 100 de la superficie totale des terres de la province, dont 4.3 millions d'acres étaient exploitées (sur la base du recensement de 1931). On attribuait, de façon analogue, au Nouveau-Brunswick une superficie en terres agricoles qui s'élevait à 10.7 millions d'acres, soit 60 p. 100 de la superficie de la province, dont 4.2 millions d'acres seulement étaient exploitées. Pour l'Île-du-Prince-Édouard, ces chiffres étaient respectivement de 1.3 million d'acres, soit 90 p. 100 de la superficie totale de la province, dont 1.2 million d'acres étaient exploitées. Bien que la colonisation agricole se soit poursuivie pendant quelques années, la superficie des terres cultivées a fortement diminué au cours des trois dernières décennies, tant en Nouvelle-Écosse qu'au Nouveau-Brunswick (les chiffres y sont respectivement passés de 4.3 millions d'acres à 2.2 millions dans la première province, et de 4.2 millions à 2.2 millions dans la seconde). Dans chaque province, la superficie des terres cultivées a diminué de 17 p. 100 entre 1961 et 1966. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, cette superficie est passée de 1,191 mille acres en 1931 à 960,000 seulement en 1961, pour tomber à 926,000 en 1966, soit une diminution de 3.5 p. 100 au cours des cinq dernières années.

d'une couche superficielle de débris organiques d'origine forestière au-dessous de laquelle on rencontre, en couches superposées, un horizon gris lessivé, un horizon ocre, et enfin un horizon d'accumulation rougeâtre. Une grande partie des minéraux (le calcium, le magnésium et le potassium) ont été lessivés sous l'action d'acides libérés par la décomposition des débris d'origine forestière. Pour que les plantes cultivées puissent pleinement profiter des substances nutritives, il faut que ces dernières soient situées à proximité de la surface. D'autres minéraux comme les oxydes de fer ou d'aluminium sont eux aussi entraînés et déposés dans le sol sous-jacent. Les sols podzoliques sont habituellement acides, lessivés et peu fertiles. Pour les rendre fertiles, il faut généralement y faire de forts apports de chaux, d'engrais chimiques et d'humus.

Les podzols orientaux des provinces Maritimes et du sud du Québec se distinguent de ceux du Bouclier canadien (nord de l'Ontario et Québec) en ce que, les pluies y étant plus abondantes, les sols de la région de l'est sont lessivés plus profondément et plus complètement que ceux de la région du nord (Leahey, 1946).

Au Nouveau-Brunswick, les sols de la région de Woodstock sont un bon exemple des sols podzoliques de l'est de la province. Ils sont généralement lessivés et acides. L'horizon supérieur (horizon A) se compose de matière organique partiellement décomposée, de teinte marron foncé ou noire. Au-dessous on trouve une couche lessivée pareille à de la cendre, d'une teinte gris-blanc et d'une épaisseur qui peut atteindre six pouces (horizon A-2). Vient ensuite une couche rougeâtre ou rouille qui a été teintée par le produit du lessivage des dépôts de fer et d'alumine (horizon B); l'épaisseur de cet horizon varie de 6 à 24 pouces, parfois davantage. Viennent ensuite les matériaux originels du sol (horizon C) qui, aux environs de Woodstock, sont essentiellement des alluvions morainiques variant du gris au rougeâtre et au rouge, selon l'importance du lessivage et la composition initiale du dépôt morainique (Stobbe et Aalund, 1944; 21-22).

On rencontre une structure podzolique semblable en Nouvelle-Écosse. Les limons sableux de Woodville dans la vallée d'Annapolis sont un bon exemple de ce genre de formation. Egalement acide et lessivé, le sol y est bien plus podzolisé que les sols de Woodstock au Nouveau-Brunswick.

Le problème capital que posent ces sols lessivés et acides, c'est celui de la fertilisation et de l'entretien de leur fertilité, car le terrain à l'état naturel est le plus souvent trop pauvre pour être productif¹. Lorsque ce type de sol est soigneusement amélioré, on peut y pratiquer diverses cultures et obtenir des rendements intéressants. Ainsi, les limons sableux de Woodville dans la vallée d'Annapolis constituent-ils un des sols les plus avantageux de cette région de vergers.

Les sols de l'Île-du-Prince-Édouard, hormis dans les zones de dépôts tourbeux, organiques et sableux, sont presque tous des podzols. L'influence du climat frais et humide et la végétation forestière initiale ont entraîné une podzolisation que caractérise un profil de sol d'une profondeur d'environ deux pieds et demi avec horizon lessivé gris cendré, bien marqué, immédiatement sous la surface. Les matériaux originels sont surtout des alluvions glaciaires formant une couche épaisse

¹ Comparez Mackay et Munro (1964), p. 16 à 19; et Putnam (1951), p. 77 et 78.

en surface. Ces alluvions sont essentiellement le produit de l'érosion du socle rocheux de grès tendre et rouge; les sols qui en sont issus sont généralement sableux, ne contiennent presque pas de pierres et ont une couleur brune tirant sur le rouge. Ces sols sont généralement perméables, acides, pauvres en substances nutritives. Même les meilleurs d'entre eux exigent des soins particuliers pour améliorer et conserver une fertilité et une structure de sol qui soit satisfaisante.

On voit donc que, dans l'Île-du-Prince-Édouard, la structure du sol est plus favorable que dans les deux autres provinces Maritimes. Une étude réalisée en 1950 par les soins de M. G.B. Whiteside a rangé les sols de l'Île en cinq catégories qui vont de "meilleure terre agricole" jusqu'à "terre non agricole". Près de 57 p. 100 de la superficie de l'Île entrent dans la première catégorie, qui correspond à la classe d'aptitude 2 de l'Inventaire des terres du Canada. La répartition des terres qualifiées de "meilleures" représentent en grande partie les défrichements. Elles comprennent la totalité de l'est du comté de Prince, du centre du comté de Queen's, la presque totalité de la partie occidentale du comté de Prince qui s'étend entre O'Leary et Tignish, et enfin différents secteurs épars dans le comté de King's. Ce sont là des endroits où les meilleures terres sont généralement peu accidentées ou vallonnées et bien drainées. Les limons sableux fins sont caractéristiques de la catégorie en question, sauf dans l'ouest du comté de Prince où les limons argileux constituent l'essentiel du district de O'Leary.

Les autres espèces de sols qui se prêtent à l'agriculture, soit environ 15 p. 100 de la superficie, ne sont pas favorisées que ce soit du fait d'un drainage médiocre (terres basses ou fortement argileuses) ou d'un drainage trop rapide (matériaux de surface poreux: sable ou gravier, souvent en terrains en pente très abrupte et exposés à l'érosion).

Whiteside a classé 25 p. 100 environ de l'Île dans des catégories qui vont de marginale à sous-marginale pour l'agriculture. Il s'agissait de terres défavorisées sur le plan topographique, exposées à l'érosion et où le drainage était soit trop rapide, soit trop lent. Une toute petite partie de l'Île, ne dépassant guère 3 à 4 p. 100 de sa superficie, est jugée impropre à la culture (relief trop accidenté marécages, dunes, etc.). Il est permis de penser que, depuis la publication du rapport Whiteside en 1950 et l'avènement de la technologie moderne, une plus grande proportion de l'Île serait classée parmi les terres sous-marginales ou impropres à la culture.

La qualité des sols des provinces Maritimes est l'élément principal de la supériorité agricole de ces provinces sur certaines autres grandes régions de culture. C'est ainsi que, d'abord dans les zones agricoles des provinces Maritimes où la topographie et le drainage médiocre, la pierrosité, la minceur du sol, ou tout autre obstacle d'ordre physique n'interdisent pas l'agriculture, surtout en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, qu'il nous faut rechercher les ressources en sols cultivables. Mais, même dans le cas où toutes ces conditions se trouvent réunies, les sols ne sont pas pour autant suffisamment riches en éléments nutritifs. Il est généralement indispensable de procéder à une fertilisation artificielle du terrain, ce qui exige beaucoup d'argent.

La rentabilité des sols est également dépendante de leur localisation. Bien des exploitations agricoles des provinces Maritimes, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick surtout, sont exiguës parce que la superficie cultivable est trop faible ou encore parce que le terrain est divisé en une multitude de petits champs par des accidents, des zones de drainage médiocre, des routes ou des clôtures de pierre.

Des terres de cette nature n'offrent guère d'intérêt pour l'agriculture en dépit des possibilités du sol, parce que les champs sont si petits ou si mal conformés qu'il est impossible de bénéficier d'une mécanisation de grande envergure. L'expansion ultérieure des provinces Maritimes exige l'appréciation exacte des désavantages économiques qui découlent de ces aspects ingrats de terrains, au sol par ailleurs favorable.

On a d'abord cru qu'il était possible de se procurer les renseignements nécessaires à cette appréciation en puisant aux données détaillées sur lesquelles s'appuie l'Inventaire des terres du Canada. Une étude spéciale a donc été entreprise pour le compte de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, parallèlement à la présente étude; il est alors apparu que ces données sont trop générales et trop réduites à de simples moyennes pour permettre de déterminer l'emplacement et la superficie exacts des zones, qu'il pourrait être rentable de cultiver dans les années à venir. Pour assurer le succès de l'expansion agricole dans les Maritimes, il va falloir procéder à une étude spéciale des régions qui offrent les meilleures possibilités.

Drainage

Le drainage naturel se fait par ruissellement des eaux de surface, ainsi que les possibilités d'infiltration de l'eau dans le sol. Ainsi, le drainage des terres agricoles se trouve-t-il habituellement lié à la topographie ou à la structure profonde, ou aux deux à la fois. Un drainage insuffisant est souvent le corollaire d'un terrain peu élevé. Il arrive fréquemment que, par manque de collecteurs naturels, l'eau de ruissellement forme des mares, des marécages ou des fosses boueuses. De surcroît, quand la roche profonde affleure, il n'y a guère d'infiltration possible et, dans le cas de basses terres, apparaissent des sols spongieux. On assiste à un phénomène analogue dans le cas de sols où s'est constitué un horizon inférieur imperméable et qu'apparaissent des terrains mal drainés.

Dans le cas d'un relief vallonné, comme celui des trois provinces Maritimes, la pente est généralement assez forte pour assurer un bon ruissellement, de sorte que les plus hautes pentes des terres sont habituellement bien drainées. Il arrive pourtant, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, que les bas de pentes soient souvent mal drainés à cause de la présence de la roche en place à peu de profondeur ou de formations imperméables dans les basses couches du profil des sols. C'est pourquoi, malgré le grand nombre des rivières et de leurs affluents dans les deux provinces, il se forme quantité de petits lacs, mares et marécages dans les régions basses d'où l'eau de drainage ne peut s'écouler. Avec les affleurements de la roche profonde, ces manifestations constituent des obstacles à l'agriculture, car elles interdisent l'emploi de grosses machines agricoles et obligent les cultivateurs à n'utiliser que des techniques de petite culture.

Il est vrai que dans l'Île-du-Prince-Édouard, l'épaisse couche d'alluvions glaciaires qui en recouvre la majeure partie et l'absence presque complète d'affleurements rocheux rendent le problème du drainage bien moins préoccupant que dans les deux autres provinces Maritimes. C'est seulement dans les régions très basses et les dépressions, par exemple dans les parties centrale et occidentale du comté de Prince et dans tout le comté de King's, que les terrains sont mal drainés. Les sols de cette nature représentent probablement 20 p. 100 de l'ensemble des terres.

En Nouvelle-Écosse, le drainage est déficient sur plus de la moitié des terres, surtout à cause de la présence du socle rocheux près de la surface enrayant l'infiltration et le ruissellement; c'est pourquoi la majeure partie de la province demeure couverte de forêts. Dans le centre-nord du Nouveau-Brunswick aussi, le sol mince sur

le roc est plus propice à la forêt qu'à la culture. Il faut également noter dans le centre-est du Nouveau-Brunswick, la présence d'un abondant réseau fluvial (Miramichi, Salmon, Richibouctou, Buctouche, etc.); c'est une région qui consiste surtout en terres plates et assez basses (à 500 pieds tout au plus au-dessus du niveau de la mer) et mal drainées. Il faut s'attendre à ce que cette zone reste recouverte par la forêt. Il est probable qu'au moins les deux tiers du Nouveau-Brunswick ne pourraient se prêter à l'agriculture à cause des affleurements rocheux et du mauvais drainage des basses terres. En Nouvelle-Écosse, cette proportion serait encore plus élevée.

L'augmentation de la production par l'aménagement ou l'amélioration des canaux de drainage ne justifie pas les dépenses qu'entraîneraient ces travaux. Voilà pourquoi beaucoup de terres qui pourraient être cultivées, si elles étaient mieux drainées, connaissent d'autres utilisations. En général, les fonds que l'on pourrait consacrer au drainage, y compris les dépenses d'équipement et les coûts d'entretien, seraient mieux placés si on s'en servait pour fertiliser ou amender, par tout autre moyen, les bonnes terres bien drainées.

Pierrosité

Un sol destiné aux cultures ou au foin ne doit contenir que peu de pierres¹. Ces dernières années, l'importance de ce problème s'est accrue quand il a fallu déterminer la productivité agricole des terres, en vue de l'adoption des techniques de culture modernes et de l'apparition de la mécanisation. Même dans le cas des terres à foin, les pierres constituent aujourd'hui une grave menace quand on se sert pour la récolte d'un matériel coûteux. Quand il s'agit de faire paître les animaux, la menace est moindre mais les pierres peuvent néanmoins empêcher les améliorations par la culture et la fertilisation; de surcroît, elles offrent un milieu favorable aux broussailles et aux arbustes. Dans les régions du Nouveau-Brunswick où l'on cultive la pomme de terre, des cailloux gros comme des oeufs ne sont pas gênants, eu égard aux machines dont on se sert. Ce sont les pierres plus grosses qui sont une cause d'ennuis.

Il existe maintenant des machines pour épierrier les champs, mais cette opération revient encore très cher. L'épierrage et le débroussaillage reviennent trop cher par rapport aux avantages financiers de l'accroissement de la productivité; c'est pourquoi on a fait, depuis quelques années, bien moins d'épierrage et de débroussaillage de terres vierges en vue de leur mise en culture.

Une grande partie des terres agricoles du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, amendées autrefois en vue de leur mise en culture et de l'aménagement de prairies, se sont révélées trop accidentées et trop encombrées de pierres pour la mécanisation agricole; aussi, beaucoup d'entre elles sont à nouveau exploitées comme terre à bois. Mais la pierrosité et la nature accidentée du terrain font qu'une importante partie des terres agricoles restent à l'état de pâturages "permanents". Ces terres, elles aussi, seront un jour envahies par les broussailles et les arbustes.

Lors du relevé des sols dans la région de Woodstock, l'une des plus fertiles au Nouveau-Brunswick, on a rangé en 1939 près de 9 p. 100 des terres dans la catégorie accidentée et pierreuse (Stobbe et Aalund, 1944: p. 55). En 1967, une plus grande superficie encore serait classée dans cette catégorie, étant donné les exigences nouvelles imposées par la mécanisation agricole intensive. Dans la vallée d'Annapolis, riche région agricole de la Nouvelle-Écosse, et de caractéristiques analogues,

¹ Il faut aussi qu'il ne soit pas trop recouvert par la forêt, ce qui présente pour la culture des inconvénients voisins de ceux occasionnés par les pierres.

une bonne partie des champs entre dans cette catégorie de terre pierreuse. Dans la plupart des autres régions agricoles de ces deux provinces, la roche profonde prévaut, ou ne la cède qu'à la pierrosité, et la culture en souffre. On peut s'attendre que ces terres soient peu à peu enlevées à l'agriculture et rendues à la forêt.

Les sols de l'Île-du-Prince-Édouard sont toutefois peu pierreux. Au départ, les matériaux originels du sol étaient constitués par du grès tendre et rouge usé par les intempéries au point de former un sol habituellement sableux et sans pierres; même les quelques pierres que l'on trouve encore sont relativement tendres. C'est à cette absence de pierrosité qu'accompagnent des écarts de topographie moins accentués que l'Île-du-Prince-Édouard doit de disposer, par rapport aux deux autres provinces, d'appréciables avantages latents dans le domaine de l'agriculture.

Végétation

La couverture végétale naturelle peut donner une première idée de la productivité des terres. La nature de cette couverture originelle procure ordinairement des indications sur l'histoire du milieu, vue sous l'angle du climat, du sol et d'un certain nombre d'autres facteurs physiques. Quand il s'agit de prairies naturelles, la végétation elle-même peut modifier ces conditions de façon importante. De même, la disparition du couvert forestier entraîne des modifications matérielles dans le micro-environnement: c'est ainsi qu'apparaissent un accroissement de la luminosité, de plus grandes variations de température et d'humidité, et enfin une plus grande évaporation. Le milieu ainsi créé est généralement plus chaud et plus sec; en cas de retour de ces terres à l'état forestier, il arrive souvent que seules des espèces sans valeur s'y établissent, ou même que les terres soient temporairement stériles.

Il est possible de considérer la couverture végétale comme une manifestation de l'écologie sous ses divers aspects: climat, sol, drainage, etc. Sous cet angle, la couverture végétale peut fournir des renseignements précieux sur la façon dont le milieu physique agit sur la production agricole. En résumé, la végétation naturelle permet de prévoir quelles cultures de plein champ ou plantes fourragères offrent les perspectives les plus intéressantes dans le milieu en question. Les prairies indiquent habituellement qu'il est possible d'obtenir des récoltes pour lesquelles il ne faut que peu de pluie: par exemple, blé dur et herbes résistantes à la sécheresse. Par ailleurs, les terres à vocation forestière conviennent généralement mieux aux pâturages, au foin ou aux céréales de provende; toutefois, leur podzolisation habituelle est responsable de leur productivité souvent inférieure à celle des prairies naturelles. C'est ce qui se passe dans les provinces Maritimes où la majorité des terres actuellement cultivées, au départ recouvertes de forêts, sont actuellement podzolisées. Joint à d'autres entraves, cet état de chose est responsable de ce que les meilleures terres se rangent dans la deuxième ou la troisième catégorie de productivité, si on les compare à d'autres grandes régions agricoles.

Dans les provinces Maritimes, les forêts étaient un mélange de conifères et de feuillus. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, la plupart des terres ont été défrichées et mises en culture; on n'y trouve guère de forêts importantes, mais par contre de nombreuses fermes possèdent des boisés. Les deux autres provinces comportent de vastes étendues forestières dont une importante partie a été coupée à blanc, ce qui rend aujourd'hui nécessaire la suppression des essences indésirables ou un ensemencement et un reboisement appropriés. Une importante partie des terres, jadis affectées aux exploitations agricoles, avait déjà commencé à se reboiser en 1967, tant en Nouvelle-Écosse qu'au Nouveau-Brunswick.

La nature et la répartition du manteau forestier sont fonction du milieu physique. Ce sont ces mêmes caractéristiques physiques qui permettent habituellement de mesurer dans quelle proportion une terre recouverte de forêts peut être affectée à l'agriculture. Ainsi, le manteau de forêt naturelle des provinces Maritimes constitue la preuve que le climat est raisonnablement humide et tempéré, et que les sols sont généralement podzolisés. Comme on rencontre souvent l'Épinette noire, le cèdre et le Mélèze laricin, on peut en conclure qu'il existe, tant au Nouveau-Brunswick qu'en Nouvelle-Écosse, de vastes zones mal drainées.

Au cours des premières années de la mise en valeur des provinces Maritimes, on a surtout considéré la forêt comme une réserve importante de terres cultivables. Les méthodes officielles ont consisté essentiellement à permettre à des exploitants agricoles de venir s'établir sur une terre dès qu'elle avait été défrichée, en ne prêtant guère attention à sa valeur. La technique de colonisation consistait, a-t-on dit, à découper la forêt en lots de cent acres sans s'occuper de la qualité du sol. (Putnam, 1961: p. 57.) Cette façon de procéder fut quelque peu modifiée mais s'est poursuivie jusqu'en plein XX^e siècle. La piètre productivité agricole de la majeure partie de ces terres forestières est sans aucun doute une des principales raisons des faibles rendements et des maigres revenus agricoles observés dans les provinces Maritimes, ainsi que du récent retour à la forêt d'une importante partie des terres défrichées, tant en Nouvelle-Écosse qu'au Nouveau-Brunswick. On peut en déduire qu'il serait plus rentable d'établir des forêts jardinées dans ces terres que d'y pratiquer l'agriculture.

Climat

Le climat joue un rôle important dans les possibilités agricoles de n'importe quelle région. Dans les provinces Maritimes, ce rôle est prépondérant parce que certains de ses aspects pourraient donner une fausse idée de la productivité des terres. Le climat compte également beaucoup parce que l'agriculture dépend, en grande partie, de la croissance des plantes et que cette croissance, lorsque le sol s'y prête, bien entendu, dépend surtout des conditions climatiques¹. Autrement dit, l'optimum de croissance d'une plante quelconque découle de la température et de l'humidité du sol et de l'air, de l'ensoleillement, de l'exposition au vent et d'autres facteurs climatiques. Enfin, le climat intervient dans les cycles naturels de la production végétale et animale au cours desquels les plantes, nourries par photosynthèse et autres processus d'absorption des substances nutritives du sol, de l'air et de l'eau, servent à l'alimentation de l'homme et des animaux.

Lorsqu'on étudie le climat des Maritimes en fonction de l'agriculture, il faut tenir compte de la latitude, de l'altitude et à la position par rapport aux masses voisines de terre et d'eau où prennent naissance les masses d'air qui, en les balayant, agissent sur le climat. Les deux facteurs de situation géographique et d'altitude permettent de se faire une idée des conditions climatiques d'une région. On peut de plus mesurer ces conditions en fonction de ses possibilités agricoles, en utilisant les températures et les précipitations, l'humidité, l'ensoleillement et le vent.

Les provinces Maritimes sont situées entre le 43^e et le 48^e degré de latitude nord. Si l'on se réfère à leur emplacement sur la carte de la végétation du Canada à l'est du lac Supérieur, on pourrait en déduire que l'agriculture des Maritimes serait mar-

¹ Des facteurs climatiques, dépendent aussi la possibilité d'élever les animaux à l'extérieur, ainsi que la nature et le prix des abris dont ils ont besoin.

ginale. En effet, les meilleures terres du sud-ouest de l'Ontario, y compris la presqu'île de Niagara, sont situées plus au sud. Seules les basses terres du Saint-Laurent se trouvent à une latitude aussi septentrionale.

L'altitude ne constitue presque nulle part une entrave pour l'agriculture des provinces Maritimes. La majeure partie de la région ne dépasse pas 500 pieds au-dessus du niveau de la mer, altitude assez semblable à celle des basses terres du Saint-Laurent. En définitive, ce n'est pas l'altitude en tant que telle qui est responsable de températures trop basses pour l'agriculture.

Les zones où prend naissance le climat des provinces Maritimes sont essentiellement le continent canadien et l'océan Atlantique. En Amérique du Nord les masses d'air qui agissent sur le climat se déplacent ordinairement du nord-ouest vers le sud-est, ce qui fait du nord de l'Ontario et du Québec les grandes zones d'influence. En même temps, les provinces Maritimes s'avancent dans l'Atlantique ouest et en subissent largement l'influence. Situées trop à l'ouest pour être soumises au courant chaud du Gulf Stream qui se déplace vers le nord, elles se trouvent par contre sur le chemin du courant froid du Labrador qui se dirige vers le sud en empruntant le détroit de Belle-Isle; il a généralement pour effet de retarder au printemps la période de croissance. Il convient également de noter que l'air marin est responsable d'une humidité relativement élevée.

Les recherches ont mis en relief trois raisons pour lesquelles le climat revêt une importance spéciale dans l'agriculture des provinces Maritimes. Tout d'abord, il serait moins favorable à l'agriculture que dans les régions les plus fertiles du Canada. Ensuite, un certain nombre d'indications climatiques risquent d'induire en erreur. Enfin, bien que les inconvénients climatiques des provinces Maritimes, pris un à un, puissent paraître modérés, ils suffisent tous ensemble à donner un aspect relativement marginal à un grand nombre d'exploitations agricoles si on les compare à celles de régions plus favorisées¹. L'estimation qui suit compare un certain nombre de données sur les possibilités climatiques de l'agriculture dans les provinces Maritimes.

La *température* exerce partout son influence sur le rythme de croissance et la diversité des plantes. Les cultures ont besoin de certaines températures ambiantes du sol et de l'air pour poursuivre leur processus de développement. Il est une température minimale au-delà de laquelle les plantes cessent de pousser. En règle générale, plus la température reste voisine de ce degré minimal, plus la croissance est lente. Réciproquement, plus la température s'élève (dans les limites reconnues), plus la croissance est rapide, à condition, bien entendu, que les conditions d'humidité et de sol soient favorables. De plus, le mûrissement et la maturation de diverses plantes exigent que la température du sol et de l'air soit propice pendant un certain temps. Par ailleurs, des froids intenses endommagent les récoltes et, à quantité égale de nourriture, freinent l'engraissement du bétail de boucherie, la production du lait et celle des oeufs. On peut attribuer ce froid en partie à la température et en partie au vent et à l'humidité.

¹ Le terme "marginal" est ici employé dans un sens relatif. La majorité des exploitations des Maritimes étaient de taille à rivaliser (c'est-à-dire se rangeaient probablement dans la catégorie concurrentielle) avec d'autres régions, avant la récente révolution technologique dans l'agriculture.

Sous le rapport des *précipitations*, les Maritimes se trouvent généralement bien pourvues pour faire face aux besoins agricoles. La moyenne annuelle des précipitations passe d'une moyenne de 55 pouces sur la côte sud-est de la Nouvelle-Écosse à une moyenne de moins de 40 pouces dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, les précipitations s'établissent à un peu plus de 40 pouces (Annuaire du Canada, 1959, 1960). Ces chutes sont abondantes surtout au cours des mois d'hiver. Par exemple, de septembre à mai inclus, elles s'élèvent à 33.8 pouces à Charlottetown et à 31.2 pouces à Moncton, tandis qu'à London (Ontario) les précipitations ne représentent que 28.3 pouces d'eau. Toutefois, en juin, juillet et août, mois où s'épanouissent les moissons, Charlottetown et Moncton ont eu respectivement une moyenne de chutes de pluie de 9.3 pouces et de 9.8 pouces, tandis que la moyenne de London dans l'Ontario était de 9.9 pouces. L'ensemble de ces précipitations, joint à la forte humidité relative (cf. tableau 3-2) due aux vents venus de l'Atlantique, amène souvent plus d'eau qu'il n'en est besoin pour les cultures, avec les inconvénients que cela comporte habituellement à la saison des foin. Il pleut assez régulièrement, mais le volume des précipitations est variable. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, une étude a révélé qu'il faut s'attendre, tous les six ou sept ans, à ce qu'il tombe moins d'un pouce de pluie durant un mois d'été au moins, mais souvent, on trouve aussi dans cette même Île, pendant la saison de croissance, des conditions d'humidité excédentaires (Raymond, McLellan et Rayburn, 1963: p. 15).

Dans les Maritimes, le degré d'humidité relative est élevé (cf. tableau 3-2) ce qui constitue incontestablement un facteur défavorable à l'élevage du bétail. Au printemps, en automne et en hiver, l'hygrométrie élevée semble renforcer *le facteur de refroidissement par le vent* (cf. Thomas et Boyd, 1957: p. 29), de sorte que les animaux mangent plus pour conserver leur chaleur naturelle, que la période de stabulation est plus longue et que les étables sont de construction plus coûteuse. En définitive, si le temps est plus froid, une humidité excessive risque de réduire la part des gains obtenus par les éleveurs de bétail ou le rendement en viande, lait, oeufs par rapport à la nourriture consommée. Elle peut aussi abréger la saison de pâturage et augmenter le prix des bâtiments destinés à abriter le cheptel vif.

En ce qui concerne la température, le climat des provinces Maritimes comporte pour l'agriculture à la fois des avantages et des inconvénients. Étant donné leur proximité de la limite septentrionale des cultures sous le rapport de la latitude, l'océan Atlantique exerce une influence modératrice sur les températures locales. Il fait plus frais en été et moins froid en hiver, conséquence du milieu océanique. La fraîcheur des températures nuit à la croissance des récoltes en été, mais encore plus en automne, alors qu'il faut des températures plus douces pour permettre à de nombreuses cultures de mûrir. À cet égard, Charlottetown est dans une situation désavantagée par rapport à London (Ontario) comme l'illustrent les relevés mensuels de températures moyennes (cf. tableau 3-3). En mai et juin, la température est de six degrés plus élevée en moyenne à London, et même la température mensuelle y est supérieure.

Ces températures sont importantes pour l'agriculture pendant la saison de croissance. Dans le cas de l'agriculture dans les provinces Maritimes, on doit en tenir compte tout particulièrement lorsqu'on examine les températures aux fins de production agricole; on se contente souvent de déterminer si la période exempte de gel est d'une durée suffisante pour la plupart des récoltes. Dans le cas des Maritimes, cette façon de procéder convient mal parce que la période exempte de gel ne tient pas suffisamment compte de la fraîcheur des températures au cours de la saison de croissance. En résumé, l'océan Atlantique exerce une influence adoucissante sur les basses températures du printemps et de l'automne, ce qui contribue à étendre la période exempte de gel; mais d'un autre côté, il modère les températures élevées de l'été, réduisant ainsi la durée et la chaleur de la saison de croissance, ainsi que le taux de croissance.

TABLEAU 3-2

Renseignements climatiques à long terme, stations choisies

Station	Altitude moyenne	Précipita- tions annuelles moyennes	Période moyenne exempte de gel	Température moyenne de juillet	juin-août facteur calo- rifique au- dessous de 65°F	Date moyenne du dernier gel de printemps	Ensoleillement moyen juin-août	Humidité relative moyenne juin-août	Moyenne annuelle de jours de pluie (entre paren- thèses, de juin à août)	Facteur de refroidissement par le vent (janvier)
	pieds	pouces	jours	°F	jour - degré	date	heures	pourcentage	jours	°F
Charlottetown	74	43.13	150	66.6	380	16 mai	701	69*	115 (34)	2
Halifax	83	54.26	151	65.0	339	13 mai	670	64*	126 (35)	11
Fredericton	164	41.90	126	66.6	302	20 mai	657	52*	114 (37)	2
Saint-Jean	119	47.39	164	61.8	470	4 mai	623	70*	137 (41)	3
Moncton	248	40.97	104	65.8	330	1 juin	652	56*	109 (33)	- 4
London (Ont.)	912	38.24	137	69.6	150	16 mai	773	59†	112 (30)	9
Winnipeg (Man.)	786	19.72	110	68.4	259	27 mai	807	56‡	66 (32)	-20
Saskatoon (Sask.)	1,690	14.40	111	66.4	350	24 mai	911	43**	57 (31)	-18
Calgary (Alb.)	3,540	17.47	91	62.4	550	3 juin	819	48**	56 (32)	4
Grande Prairie (Alb.)	2,190	16.80	103	60.7	420	23 mai	817	47**	68 (35)	- 3

* Selon les enregistrements quotidiens, à 14h, heure normale de l'Atlantique.

‡ Selon les enregistrements quotidiens, à 13h, heure normale de l'Est.

† Selon les enregistrements quotidiens, à 12h, heure normale du Centre.

** Selon les enregistrements quotidiens, à 11h, heure normale des Rocheuses.

Source: Annuaire du Canada.

TABLEAU 3-3

Température moyenne quotidienne de l'air

	<i>Charlottetown</i>	<i>London</i>
	°F	°F
Mai	48.6	54.5
Juin	58.4	64.9
Juillet	66.6	69.6
Août	65.9	68.0
Septembre	58.4	60.9
Octobre	48.4	49.2

Source: Annuaire du Canada: 1960.

Cet effet modérateur du milieu atlantique qui s'exerce dans deux directions à la fois peut être illustré par divers relevés de température. C'est ainsi que la durée moyenne de la période exempte de gel dans les provinces Maritimes (à l'exception de Moncton) est plus longue que dans la plupart des régions de culture du Canada (cf. tableau 3-2). Pourtant, la température moyenne de juillet y est inférieure à celle que l'on note à London ou à Winnipeg. L'influence de l'océan Atlantique qui modère la température des provinces Maritimes au cours de la saison de croissance, peut aussi se mesurer au facteur calorifique, c'est-à-dire le nombre de degrés-jours au-dessous de 65°F pendant la période de croissance. Au cours des mois de croissance normaux (juin, juillet et août), les centres des Maritimes viennent loin derrière London ou Winnipeg pour ce qui est de la chaleur. Il faudrait à Charlottetown 380 degrés-jours de plus pour atteindre 65°F contre 150 à London. La température est aussi plus élevée en septembre à London (150 degrés-jours au-dessous de 65°F) par rapport à celle des Maritimes (240 degrés-jours au-dessous de 65°F à Charlottetown). On peut conclure que la fraîcheur de l'été cause, dans les Maritimes, une croissance plus lente que dans le sud-ouest de l'Ontario et certains endroits des Prairies. Il existe une autre façon d'illustrer ces insuffisances calorifiques: elle consiste à faire la moyenne de la somme des degrés-jours au-dessus de la température quotidienne moyenne (42°F) nécessaire pour un minimum de croissance au cours de la saison de croissance. Une étude du ministère de l'Agriculture, comprenant des relevés de température à neuf endroits différents du Canada, a mis en relief les inégalités qui existent entre Greenwood en Nouvelle-Écosse et Windsor ou Ottawa dans l'Ontario par exemple (cf. tableau 3-4). Le petit nombre d'heures où la température atteint ou dépasse 72°F est particulièrement révélateur dans le cas de Greenwood.

On peut aussi utiliser la température du sol pour calculer la durée de la saison de croissance et le rythme probable du développement des plantes. Un autre rapport du ministère de l'Agriculture du Canada indique la température moyenne mensuelle relevée à une profondeur de 10 cm dans plusieurs fermes expérimentales, dont celles de Harrow, en Ontario, et de Fredericton, au Nouveau-Brunswick (cf. tableau 3-5). La température du sol, à la ferme de Fredericton, est bien moins favorable à la germination et la croissance des plantes.

Le froid est un autre aspect de la température qu'il convient de mentionner. On le mesure d'après l'interaction en hiver de la température et du vent; c'est ce qu'on appelle le facteur de refroidissement par le vent. C'est ainsi que, bien que le milieu océanique tempère le froid au cours des hivers, la moyenne du climat hivernal

en termes de refroidissement par le vent est plus basse dans les provinces Maritimes (à l'exception d'Halifax) qu'à London ou à Calgary (tableau 3-6).

Le froid qui prévaut n'empêche pas le milieu marin de venir en adoucir les rigueurs à un tel point que la culture de diverses espèces de fruits se révèle possible quand le sol et l'exposition s'y prêtent.

On peut aussi évaluer les possibilités de croissance en se fondant sur le nombre d'heures d'ensoleillement intense à la belle saison. La lumière, la chaleur et bien d'autres facteurs sont indispensables à la vie et à la croissance des plantes. C'est la lumière et l'énergie solaire qui permettent aux plantes de transformer des substances chimiques inorganiques en hydrates de carbone et en d'autres éléments nutritifs. C'est la lumière solaire qui permet la photosynthèse végétale, aussi, toutes autres conditions étant égales, plus elle est intense, plus la croissance est vigoureuse. L'intensité de la lumière solaire et la durée des jours pendant la saison de croissance sont des facteurs critiques qui déterminent la somme des radiations permettant la photosynthèse. Dans les provinces Maritimes, l'absence de luminosité ou de soleil, s'ajoutant aux basses températures, jouent au détriment de la production agricole. Au cours de la période de croissance qui va de juin à août, les provinces Maritimes bénéficieraient d'un ensoleillement moins intense que d'autres provinces situées plus à l'ouest, car, dans ces régions, l'ensoleillement est de dix à vingt pour cent moins intense qu'ailleurs (cf. tableau 3-2). Il en résulte une fraîcheur et une humidité excessives peu favorables au séchage du foin.

TABLEAU 3-4

Comparaisons des degrés-jours dans neuf stations
du Canada, moyenne 1950-1956

	<i>Date moyenne où les degrés-jours au-des- sus de 42°F commencent à s'accumuler</i>	<i>Nombre moyen de degrés-jours à la fin de la saison (novembre)</i>	<i>Nombre moyen d'heures à 72°F ou plus au cours de la saison de crois- sance</i>
Medicine Hat, Alberta	26 mars	3,140	769
Winnipeg, Manitoba	15 avril	3,020	670
Windsor, Ontario	19 mars	4,380	1,265
Ottawa, Ontario	8 avril	3,440	780
Greenwood, Nouvelle-Écosse	22 mars	3,100	480

Source: Ministère de l'Agriculture du Canada. Degrés-jours et croissance des cultures, publication 1,042, Ottawa, 1959. "Au nombre des services signalés que pourra rendre la théorie des degrés-jours vient sans doute la régionalisation des cultures" (p. 28).

TABLEAU 3-5

Température du sol, 1959*

	<i>Harrow</i>	<i>Fredericton</i>
	°F	°F
Avril	43.5	38.0
Mai	58.7	54.5
Juin	68.9	60.1
Juillet	75.7	71.3
Août	75.8	67.3
Septembre	69.6	60.3
Octobre	56.6	50.2

* On a également recueilli les données pour 1960, mais dans le cas de Harrow en Ontario, elles n'étaient disponibles que du mois d'août à la fin de l'année. Pour la période allant d'août à octobre 1960, les comparaisons étaient voisines de celles du tableau ci-dessus.

Source: Relevés de températures du sol effectués dans huit localités du Canada en 1959-1960. Établis par M. J.G. Potter. Direction de la météorologie, ministère des Transports du Canada, mars 1962, Ottawa.

TABLEAU 3-6

Facteur de refroidissement par le vent

	<i>Température moyenne mois le plus froid</i>	<i>Vitesse moyenne du vent, même mois</i>	<i>Facteur de refroidi- sissement par le vent</i>
	°F	milles à l'heure	°F
Charlottetown	17.6 (fév.)	13.3	- 1.0
Halifax	23.4 (fév.)	12.5	8.5
Moncton	16.1 (jan.)	14.6	- 4.0
Saint-Jean	19.8 (jan.)	13.5	3.0
London	22.2 (fév.)	11.9	8.4
Winnipeg	0.6 (jan.)	12.7	-20.0
Calgary	15.8 (jan.)	10.0	3.6

Source: Renseignements pris dans l'Annuaire du Canada, 1960; formules permettant de calculer le facteur de refroidissement par le vent communiquées par la Direction de la météorologie, ministère des Transports, Ottawa.

Dans l'ensemble, il faut compter avec les effets du climat des Maritimes sur les cultures. La saison de croissance relativement courte et fraîche ralentit la croissance et diminue la production, rendant le choix des cultures plus difficile. Les plantes-racines, les légumes à feuilles comme le chou, le foin, les pâturages et les plantes fourragères s'en trouvent favorisés. Le climat des Maritimes est généralement moins favorable à la culture des céréales que celui du sud-ouest de l'Ontario

et des Prairies. La culture des céréales s'accommode mal de la fraîche saison estivale de croissance et de la forte humidité relative; de plus l'automne trop frais n'est guère favorable à la croissance finale et à la maturation des céréales. Le choix de certaines espèces précoces ne permet de remédier que partiellement à ces inconvénients.

Le climat est donc défavorable au séchage du foin et à la maturation des céréales et autres récoltes. Aussi, par rapport aux autres régions, est-il plus avantageux, sur le plan des coûts et de la qualité, d'ensiler les fourrages que de faire du foin. L'automne assez froid n'est pas propice aux céréales comme le blé ou le maïs. Quant à l'orge ou l'avoine, qui ont besoin d'une saison de croissance plus brève, elles mûrissent la plupart du temps, mais la fraîcheur de cette même saison en affaiblit le rendement et la forte humidité relative rend la moisson difficile.

Le printemps et l'automne étant assez frais, la saison de croissance s'en trouve raccourcie; aussi les pâturages poussent-ils plus lentement et produisent-ils moins que dans les régions concurrentes.

Les températures hivernales relativement modérées, résultant des influences océaniques, permettent de produire d'assez nombreuses espèces de fruits lorsque le sol et l'exposition s'y prêtent.

Pourtant, le climat hivernal relativement âpre, aux vents violents, risque de réduire le niveau des gains et d'augmenter le coût des soins du bétail et de la volaille. Le facteur de refroidissement par le vent étant très important dans les Maritimes en hiver, si on le compare à d'autres régions d'élevage, on peut s'attendre à ce que le niveau des profits réalisés ou la production (viande, lait, oeufs, etc.), par unité d'aliments fourragers consommés soient également inférieurs. Cet inconvénient augmente de façon appréciable les coûts de production par unité dans les provinces Maritimes. Le refroidissement supplémentaire en question rend aussi plus coûteux les abris dont le bétail a besoin. Ces conditions climatiques rendent d'autant plus difficile l'élevage en pâturage, surtout au printemps et en automne.

Emplacement

Les produits agricoles viennent, en général, des régions où ils bénéficient de l'avantage relatif le plus important. Ce dernier, en ce qui concerne certains produits, peut dépendre de la situation géographique de la région du point de vue de sa proximité des marchés et des centres d'approvisionnement. Si l'on évalue les avantages comparés de l'agriculture, il faut tenir compte de l'importance des frais de transport par rapport aux différences dans les coûts de production. A coûts de production égaux, l'exploitation la mieux située est celle pour laquelle les coûts de transport sont les moins élevés, c'est-à-dire celle qui se trouve la plus proche du marché.

L'emplacement d'une vaste zone agricole très productive est moins important que celui d'une petite zone peu productive car, généralement, les grandes zones agricoles disposent de tous les services de commercialisation nécessaires (grand-route, voies ferrées, services d'achat et d'emmagasinement). Mais dans le cas des zones agricoles peu étendues ou peu productives, les services de commercialisation coûtent cher, aussi sont-ils souvent embryonnaires et insuffisants.

Il est facile de donner des exemples de situations de ce genre dans les Maritimes. La plupart des zones agricoles sont de dimensions restreintes; leur topographie est souvent accidentée et leurs sols podzoliques sont assez peu fertiles. Par surcroît, les grandes zones agricoles des Maritimes sont éloignées des agglomérations impor-

tantes ou des gros marchés de consommation, tels que Montréal ou Toronto. C'est la raison pour laquelle les producteurs agricoles des provinces Maritimes doivent faire face à de difficiles problèmes d'acheminement vers les marchés importants; le réseau routier local est insuffisant¹, les services de commercialisation souvent peu importants, et par là même coûteux, et les autres services sont souvent insuffisants à bien des égards. Malheureusement, étant donné la superficie et la productivité actuelles des terres agricoles des Maritimes, il est impossible de faire mieux. Si les exploitations étaient plus grandes et moins nombreuses, il serait assurément plus facile de réorganiser les services; il est vraisemblable que les routes seraient alors moins nombreuses et les services moins coûteux parce que le volume produit par exploitation serait plus important et la manutention plus efficace.

Il existe toujours une distance au-delà de laquelle il n'est pas économique pour un cultivateur, un entrepreneur forestier ou une mine de transporter ses produits; cette distance est fonction du volume de production, de l'état des routes, des moyens de transport, du coût de la main-d'oeuvre et de la valeur marchande du produit. Dans la plupart des grandes zones agricoles, la construction des chemins de fer a joué un rôle capital dans la mise en valeur des campagnes. Mais à cause des dimensions relativement modestes de la majorité des zones agricoles des Maritimes, le volume des produits transportés par voie ferrée est également modeste, de sorte que le chemin de fer a moins profité à l'agriculture des provinces Maritimes qu'à celles d'autres régions du Canada. C'est seulement avec l'apparition d'un meilleur système de transport par camions dans les années cinquante que les conditions de transport se sont améliorées. Par contre, les progrès des transports routiers ont entraîné le déclin d'un grand nombre de petites villes et de villages dans les régions agricoles du Canada, phénomène que l'on observe dans les Maritimes.

Certains progrès technologiques ont toutefois amélioré la position relative de l'agriculture des Maritimes. L'un de ces progrès les plus importants est le procédé de surgélation des légumes et de divers autres aliments qui met légumes verts, fruits, etc., à portée du consommateur des villes en dehors de la saison. Ce mode de conservation permet d'ouvrir aux produits des provinces Maritimes, les grands marchés urbains du Canada et des États-Unis, à condition que les coûts soient maintenus dans des limites raisonnables.

L'accès aux marchés extérieurs de l'agriculture des Maritimes est généralement assez difficile. Situées à l'extrême est, elles se trouvent beaucoup trop loin de la plupart des grands marchés, eu égard au volume de marchandise à transporter. Pourtant, sur un certain nombre d'autres marchés, par exemple ceux de Terre-Neuve, des Antilles et de certains États de la Nouvelle-Angleterre (pour des produits comme les oeufs, les pommes de terre, les fruits, etc.), l'emplacement des Maritimes n'est pas sans avantages. Toutefois, dans le cas de la majorité des produits agricoles qu'elles exportent, les volumes sont généralement trop faibles et les distances trop grandes pour assurer l'apparition d'un système de transport spécialisé. C'est pour cela que le transport des produits agricoles doit être calqué sur celui des denrées non agricoles, ce qui est rarement suffisamment économique ou opportun pour assurer une commercialisation rentable.

¹ Ce fait est illustré par les cartes de l'utilisation des terres dans les Maritimes. Dans chacune des trois provinces, les exploitations agricoles occupent une bande de terre étroite des deux côtés des routes. Voir par exemple *Land utilization in Prince Edward Island* (Utilisation des terres dans l'Île-du-Prince-Édouard) - Mémoire 9, Direction de la géographie, ministère des Mines et des Relevés techniques, 1963, et plus particulièrement, la carte jointe des terres utilisées dans le comté de King. Cette configuration est encore plus frappante dans les zones agricoles du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Dans l'ensemble, les avantages relatifs de l'agriculture sur le plan de l'emplacement sont fonction de conditions physiques et économiques. Les premières comprennent par exemple, la nature du sol, le climat et la topographie, qui ne sont pas spécialement favorables en bien des zones des provinces Maritimes. Les secondes sont représentées par de multiples facteurs autres que les transports et des services de commercialisation, dont les disponibilités dans le domaine de la main-d'oeuvre, des capitaux et des compétences techniques. Les dimensions modestes des exploitations et leur dispersion en une multitude de petites zones agricoles jouent au détriment de la mobilité de la main-d'oeuvre et à l'avantage de l'embauchage agricole. Toutefois, en raison de cette dispersion des lieux d'exploitation et des centres de distribution, il est plus difficile de répondre aux autres conditions économiques (capital, connaissances techniques, etc.), que dans d'autres régions agricoles plus importantes. C'est pourquoi il en coûte plus cher d'établir des conditions économiques favorables dans les Maritimes que dans certaines autres grandes régions agricoles du Canada.

OFFRE DE TERRES AGRICOLES

Pour résumer, si l'on veut estimer les possibilités agricoles des provinces Maritimes, il faut commencer par repérer les régions qui ont le plus de chances d'accueillir les entreprises les plus rentables en fait de culture et de production de fourrage. Ensuite, il convient d'évaluer les exploitations qui n'ont guère besoin de terres pour produire, afin de voir celles d'entre elles qui seront vraisemblablement les plus rentables. Enfin, on doit examiner les influences susceptibles de gêner l'agriculture des provinces Maritimes dans son adaptation à des spéculations plus intéressantes.

Dans la première étape, on s'est tout particulièrement efforcé d'évaluer les terres des trois provinces afin de déterminer celles dont l'exploitation offrira sans doute plus tard les meilleures chances de rentabilité. Les renseignements dont on disposait pour une telle évaluation, étaient insuffisants et il faudra effectuer un travail supplémentaire (analyse de photos aériennes et nouvelles études de sols) pour faire face à ces exigences. Ces projets devront être prioritaires dans les recherches ultérieures.

La deuxième étape, l'évaluation de la rentabilité des spéculations n'exigeant que peu de terres, est traitée dans une section spéciale de ce projet; le compte rendu détaillé figure dans un volume séparé, mais le chapitre 10 du présent rapport en donne un résumé.

La dernière étape, l'étude des influences susceptibles d'empêcher l'adaptation de l'agriculture des Maritimes, fait l'objet des chapitres qui vont suivre.

La façon dont une région a été colonisée et mise en valeur influe sur le caractère de ses traditions, de ses institutions et de son organisation générale, puis, par contrecoup, sur l'adaptabilité de l'agriculture à l'évolution économique. La façon dont a eu lieu cette première mise en valeur, a exercé une grande influence sur l'agriculture des Maritimes.

Au cours des premières années, la mise en valeur agricole a été très lente dans la région connue aujourd'hui sous le nom de provinces Maritimes. Bien que les premiers postes aient été créés par Monts et Champlain, dès 1604, l'expansion est restée peu importante au cours des cent-cinquante années qui ont suivi. Ces premiers colons français furent connus plus tard sous le nom d'Acadiens; ce furent les premiers fermiers, d'abord établis dans le bassin d'Annapolis (Port-Royal); ils devaient plus tard, en compagnie d'autres immigrants, venir s'installer dans les terres de prairie, surtout dans les prés salés des terres à marée de Fundy dans la région de Chignecto et dans le bassin d'Annapolis et de Minas.

Au cours des 150 années qui suivirent cette première arrivée de colons, en 1604, la croissance de la population resta lente. Le nombre des Acadiens augmenta lentement, passant de 400 (sans compter les soldats ou les fonctionnaires) en 1671, à 2,100 en 1710, pour atteindre 12,000 aux environs de 1750. A cette date, la colonisation et la mise en valeur d'autres régions d'Amérique du Nord avaient également progressé et l'on commençait à reconnaître les possibilités du continent. La France et la Grande-Bretagne considéraient toutes deux la région des provinces Maritimes comme un avant-poste éventuel de leur empire colonial. La France avait construit Fort-Louisbourg après 1713, tandis que la Grande-Bretagne fondait Halifax en 1749. Londres était bien décidé à s'emparer de la région et entreprit de la peupler de colons qui lui seraient fidèles. Expulsés en 1755, les Acadiens, au nombre d'environ 6,000, furent remplacés, surtout par des gens de la Nouvelle-Angleterre d'origine britannique. Un groupe de 2,500 colons, parmi lesquels un grand nombre de protestants allemands, avait été envoyé, en 1749, avec Lord Cornwallis pour fonder Halifax. Ces colons allemands vinrent s'établir, en 1753, dans ce qui est aujourd'hui la région de Lunenburg.

Au cours des années suivantes, d'autres colons arrivèrent en foule. Environ 4,500 personnes de la Nouvelle-Angleterre vinrent s'établir dans la région entre 1760 et 1763. Cinq cents colons originaires de l'Irlande du Nord arrivèrent vers la même époque. De 1772 à 1774, près de mille personnes venues du Yorkshire s'installèrent dans l'Isthme de Chignecto, et en 1773, deux cents Écossais environ vinrent coloniser Pictou. En dépit de leur importance, ces immigrations étaient relativement modestes si on les compare à celles qui suivirent la fin de la Révolution américaine. Quand les hostilités commencèrent, en 1775, la population de l'ensemble de la région qui constitue à présent les provinces Maritimes n'atteignait pas 20,000 personnes. Mais avant d'aborder ce point, il faut dire un mot de la colonisation de l'Île-du-Prince-Édouard.

Cette dernière débuta en 1719, quand un petit groupe de Français vinrent s'installer à Port-La-Joie. Ces premiers colons souffrirent de la famine et de la maladie au cours de leurs multiples tentatives malheureuses pour fonder une colonie durable. Les Anglais s'en emparèrent, en 1745, mais elle fut rendue à la France au traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748.

Au cours des années qui suivirent, un grand nombre d'Acadiens de la Nouvelle-Écosse furent amenés à émigrer dans l'Île-du-Prince-Édouard (l'Île-Saint-Jean d'alors), en partie sous la pression exercée par la Nouvelle-Écosse pour leur faire adopter la citoyenneté britannique et en partie parce que les Français de Louisbourg les incitaient à s'y installer. En 1752, 2,000 Acadiens environ étaient venus s'établir sur l'Île-Saint-Jean, tandis qu'un autre groupe de 700 à peu près s'installaient dans l'Île-du-Cap-Breton (Île-Royale).

Les Anglais reprirent la colonie de l'Île-Saint-Jean, en 1758, et Londres ne tarda pas à adopter deux mesures qui devaient avoir une influence importante sur l'avenir de leur nouvelle conquête.

La première fut de concéder à une soixantaine de personnes à l'égard desquelles le gouvernement britannique avait des obligations, 20,000 acres de terres (Cf. MacNutt, 1955: p. 14). Il s'agissait d'instaurer dans l'Île un régime de grands propriétaires, régime seigneurial, pour favoriser la colonisation. On espérait que les propriétaires absentéistes mettraient leurs biens en valeur et viendraient s'y installer, mais peu le firent vraiment et le progrès économique de l'Île n'avança guère, tandis que la "question agraire" était pour les colons une source de mécontentement et d'amertume perpétuels. Cette forme de colonisation a, en fait, retardé la mise en valeur de l'Île. Les hommes n'étaient pas disposés à se donner du mal comme tenanciers à ferme, alors qu'ils avaient la possibilité d'acquérir des terres ailleurs (MacNutt, 1955). Cette "question agraire" resta sans solution dans l'Île-du-Prince-Édouard, jusqu'à l'époque qui suivit la Confédération quand on racheta les terres des propriétaires; toutefois, la tradition de la petite exploitation rurale qui s'était créée au cours de cette première période, n'a pas vraiment disparu de l'Île.

La deuxième fut de faire de l'Île, en 1769, une province à part dans l'intention de favoriser le programme de colonisation des grandes propriétés. En cette année 1769, la population ne comptait que 250 personnes, ce qui rendait lourd le fardeau d'un gouvernement provincial doté d'un mécanisme complexe. Ce fut également là l'origine de multiples querelles politiques¹.

Ainsi, au moment où éclata la Révolution américaine, en 1775, la colonisation agricole dans les provinces Maritimes n'avait guère avancé. On avait expérimenté les possibilités dans ce domaine, seulement en Acadie, qui se composait surtout de prairies. Le reste de la région, connue aujourd'hui sous le nom de provinces Maritimes, était le plus souvent recouvert de forêts, d'une topographie généralement accidentée et rocheuse, qui n'avait pas vraiment été évalué sous l'angle des possibilités agricoles. Si l'on ne tient pas compte des Acadiens qui restaient², les 20,000 personnes qui s'étaient installées dans cette région étaient, pour la plupart, des nouveaux venus (pour la moitié environ des gens de la Nouvelle-Angleterre) arrivés après 1760, et peu au courant des méthodes agricoles dans ces conditions primitives et ingrates.

Il peut alors paraître évident que l'afflux de loyalistes, de militaires et de civils qui émigrèrent après la Révolution, n'avait pas grand-chose à voir avec les possibilités agricoles de la région. Le programme de colonisation postérieur à 1783, se proposait d'abord de trouver rapidement un logement pour un grand nombre

¹ En 1799, l'Île fut baptisée Île-du-Prince-Édouard.

² Cf. MacNutt (1955), p. 12, et Encyclopaedia Canadiana (1958) Vol. 7, p. 408.

de personnes déplacées, originaires des 13 colonies. La Nouvelle-Écosse qui comprenait alors l'actuel Nouveau-Brunswick, se prêtait à l'entreprise: elle était dotée d'une administration relativement solide et stable et disposait, en grand nombre, de terres vierges que l'on supposait propices à la colonisation. On semble avoir ignoré que la majeure partie des terres n'était pas favorable à l'agriculture et les personnes responsables ne paraissent pas s'en être souciées.

Militaires et civils arrivèrent dans les Maritimes après la Révolution parce qu'ils étaient loyalistes. En tout, 35,000 personnes s'y fixèrent. Sur ce nombre, 12,000 environ, colonisèrent ce que nous appelons aujourd'hui le Nouveau-Brunswick, surtout dans la vallée de la rivière Saint-Jean. Quelques-uns s'installèrent sur l'Île-Saint-Jean, l'Île-du-Cap-Breton et sur la côte orientale rocheuse de la Nouvelle-Écosse. Toutefois, la colonie la plus importante de l'Île se trouvait à Port Roseway, sur la rive sud de la presqu'île où vinrent s'établir 10,000 loyalistes, en 1783. Ils y fondèrent la ville de Shelburne qui, à ce qu'ils prétendaient, devrait l'emporter sur Halifax. Venus d'une sorte de pays de cocagne, ils tombèrent sur des rochers et des forêts; Shelburne ne devait pas tarder à se transformer en un monument empreint de désolation, témoignant de la ruine de leurs espoirs. Un ou deux ans à peine après l'arrivée des colons, l'agglomération était devenue un petit village de pêcheurs de quelques centaines d'habitants (MacNutt, 1955: p. 17).

La colonisation loyaliste eut pour résultat immédiat la constitution en provinces séparées du Nouveau-Brunswick et du Cap-Breton¹.

La colonisation par les loyalistes imposa beaucoup de travail aux pouvoirs publics. La hâte présida à son exécution et l'on se soucia peut-être plus des problèmes pratiques de l'heure, que d'en faire une réussite. On trouve dans le programme de colonisation et dans les mesures prises ensuite pour aider l'agriculture, la ferme conviction que toutes les régions des Maritimes étaient propices à l'agriculture. Mais il est aussi bien évident que cette opinion était bien mal fondée, tant sur le plan des renseignements concrets que des connaissances techniques. Cette vue optimiste de la colonisation et de la mise en valeur agricole devait être populaire pendant plusieurs générations dans les Maritimes, et les inconvénients de cette politique font sentir leurs répercussions jusqu'à aujourd'hui. Ces erreurs courantes de la période initiale de colonisation ont été brièvement résumées par Putnam (1951)².

Si l'on tient compte de la façon dont s'est effectuée la colonisation agricole, il est évident que nombre de colons ont affronté leur tâche dans des conditions ingrates avec aucune chance d'y échapper. Les personnes chargées de la conduite du pro-

¹ Les loyalistes qui vinrent s'installer au Nouveau-Brunswick n'aimaient guère les "premiers" habitants ou le gouvernement de la Nouvelle-Écosse auxquels ils reprochaient de ne pas avoir su les installer dans le pays. Cf. MacNutt (1955): p. 18.

² L'exiguïté des concessions, la nature accidentée du terrain et les tracés arbitraires font qu'aujourd'hui de nombreux champs sont trop étroits, trop petits et trop irréguliers pour permettre l'emploi des machines agricoles modernes. Ce système de petits champs irréguliers, possédés individuellement, a figuré au nombre des difficultés rencontrées par les exploitants dans leur effort pour transformer leurs terres utilisables en champs assez grands pour y utiliser des machines. Autre aspect du problème: la surface des terres disponibles (quand on ne tient pas compte des limites de propriété) ne serait pas assez importante pour permettre une utilisation véritable des machines sur une grande échelle.

gramme de colonisation avaient négligé d'ordonner une appréciation de la qualité des terres; c'est ainsi que bien des zones sans avenir agricole furent colonisées. Les terres attribuées étaient trop petites pour permettre de constituer des exploitations agricoles ou forestières rentables; de toute évidence, elles ne se prêtaient qu'à l'autoconsommation la plus élémentaire. A cause de la nature accidentée du terrain et des communications médiocres, les municipalités qui se sont créées étaient relativement modestes, à l'écart des marchés, sans accès aux renseignements agricoles, et jaloux de leur autonomie. L'isolement en question rendait les exploitants et les pouvoirs publics locaux ombrageux devant les tutelles ou les directives extérieures, et il les soumettait aux conditions défavorables inhérentes à la vision étroite des choses qui en résultait.

La plus grave erreur survenue lors de la mise en valeur initiale fut peut-être commise par les administrateurs officiels qui ne surent pas se rendre compte des défauts d'une grande partie des terres qu'ils assignaient à des fins agricoles. Et pourtant, les défauts en question auraient dû sauter aux yeux considérant l'importance des subventions affectées au défrichement, à la production du blé, aux moutures d'avoine, à la production du bétail et à d'autres produits. Ces subventions furent, en ces temps lointains, accordées pour s'incliner devant les intérêts des milieux du commerce, de la pêche ou des transports. On a dit de la mise en valeur agricole initiale qu'elle avait d'abord fait fonction d'instrument au service d'un empire commercial et politique¹. Les gens semblaient généralement croire, à cette époque-là, qu'il était possible de produire, de façon rentable, n'importe quel produit agricole souhaité ou par les pouvoirs publics ou par les commerçants. Mais rien n'aurait pu être plus éloigné de la vérité. Dans la plupart des terres colonisées, il était pratiquement impossible d'obtenir des produits avec des bénéfices qui puissent se comparer à ceux de régions rivales et, dans les meilleures terres, l'effort fourni et les coûts se révélaient bien trop importants. Cet échec subi dans l'estimation véritable des possibilités physiques et des chances sur le marché de la production agricole est clairement apparu à la fin du XVIII^e siècle et pendant la plus grande partie du XIX^e siècle. La tradition s'est établie de commencer par favoriser l'agriculture pour ne passer à l'estimation des terres que lorsqu'on ne pouvait plus nier l'existence de graves difficultés. Le drame de la colonisation dans les provinces Maritimes, ce fut que trop souvent on s'est représenté l'agriculture comme un secteur qui pouvait être rentable là où échouaient d'autres entreprises.

Les colons loyalistes eurent la chance de bénéficier d'autres occasions qui, au moins pendant un certain temps, écartèrent les rigueurs et le dénuement auxquels ils auraient pu s'attendre s'ils avaient uniquement dépendu de l'agriculture. Au cours des années qui suivirent 1783, les conditions économiques, agriculture mise à part, furent favorables dans toutes les Maritimes. Le gouvernement britannique poursuivit son aide directe à la colonisation et à la mise en valeur, par le moyen de subventions à la colonisation et d'indemnités pour les pertes subies aux États-Unis. Les commerçants entreprenants surent rapidement tirer parti des possibilités qu'offrait le commerce avec les Antilles britanniques, après la rupture de leurs relations commerciales avec les États de la Nouvelle-Angleterre. Cette augmentation de l'activité commerciale fit naître bien des possibilités d'emploi.

¹ Cf. Fowke (1946), ch. III et p. 65: Les problèmes de défense ont joué un rôle important dans l'élargissement de l'aide accordée à l'installation des loyalistes après la Révolution.

On pensait généralement que les quatre nouvelles provinces Maritimes allaient, dans le nouvel empire britannique, remplacer les États de la Nouvelle-Angleterre en tant que centre de transport maritime et de construction navale, pour les expéditions de pêche dans l'Atlantique-Nord, et source d'approvisionnement en vivres et en bois brut pour Terre-Neuve et les Antilles (Easterbrook et Aitken, 1958: p. 142-143).

Dans tout cela, le point noir, c'était l'agriculture. En Nouvelle-Écosse, l'agriculture en était encore à ses débuts, sauf dans la région de Chignecto - Annapolis. Au Nouveau-Brunswick, elle était à peu près inexistante, tandis que, dans l'Île-du-Prince-Édouard, elle ne faisait que commencer. On pensait que les denrées alimentaires devraient encore venir des États-Unis pendant quelques années après 1783, car la plupart des Loyalistes qui venaient d'arriver étaient des citadins qui n'avaient pas l'habitude du rude labeur des champs. Mais la situation devint inquiétante au moment où, longtemps après l'installation des Loyalistes, on s'aperçut que seule l'Île-du-Prince-Édouard arrivait à se suffire. Les trois autres provinces continuaient à dépendre d'importations alimentaires américaines, tant pour la consommation intérieure que pour l'exportation vers les Antilles (Easterbrook et Aitken, 1958: p. 144).

Deux événements vinrent relancer l'économie des provinces Maritimes, en 1807. Il y eut d'abord la fermeture des ports de la Baltique aux navires britanniques, à la suite du traité de Tilsit. Cette mesure eut pour résultat l'institution de tarifs préférentiels pour le bois de l'Amérique du Nord britannique, grâce auxquels les provinces de l'Atlantique purent l'envoyer vers la Grande-Bretagne en quantités presque illimitées. Les quatre provinces étaient fort bien dotées à cet égard, et au cours des quarante années qui suivirent, elles bénéficièrent toutes, sur ce point, d'un courant d'exportations rémunératrices. Il y eut ensuite l'Acte d'embargo des États-Unis qui revenait à interdire tout commerce, à partir des ports américains. A la suite de cette mesure, une importante partie des marchandises américaines dut passer par les Maritimes. Il ne fallut pas un an pour que les ports de l'Amérique britannique reçoivent plus de navires que tous ceux des États-Unis. L'essentiel des cargaisons était destiné aux Antilles. Toutefois, cette supériorité dans le commerce du transport, était une situation particulière qui ne devait pas durer plus d'une décennie.

Le commerce du bois d'oeuvre et les transports maritimes apportèrent, aux quatre provinces, une expansion économique sans précédent qui devait prendre l'aspect d'une immense vague de prospérité, surtout de 1808 à la fin des guerres napoléoniennes, en 1815. Avant 1807, elles produisaient surtout des mâts de navire en Pin blanc, au Nouveau-Brunswick en particulier. De 1807 à 1810, le commerce du bois d'oeuvre de cette province tripla. Son expansion se poursuivit et le bois d'oeuvre devint un important enjeu commercial, faisant appel à la main-d'oeuvre agricole (souvent à temps partiel). Il aurait fallu une agriculture hautement rentable pour tenir devant une concurrence de cet ordre. La dépendance du marché britannique du bois d'oeuvre ne tarda pas à devenir le trait essentiel de l'économie du Nouveau-Brunswick; elle devait le rester pendant les quarante années qui suivirent. Dans les trois autres provinces, elle acquit également une grande importance. C'est au cours de cette période que s'installèrent solidement, dans les quatre provinces Maritimes, les économies traditionnelles dites du bois, du vent et de l'eau (bois d'oeuvre, constructions navales, transport maritime et pêche).

La période qui va de 1808 à 1815 fut, pour l'ensemble des provinces Maritimes, une remarquable époque d'expansion économique (Easterbrook et Aitken, 1958: p. 149). Quand elle commença, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick n'étaient guère connus et n'avaient pas réalisé de progrès économiques sensibles. Les comptoirs y étaient encore primitifs et les hommes pouvaient s'y estimer heureux s'ils réussissaient à faire vivre leurs familles du produit de leurs fermes et de la pêche.

Vers la fin de cette époque, des fortunes se constituaient, des capitaux avaient été réunis, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick pouvaient rivaliser avec la Nouvelle-Angleterre dans les transports maritimes.

Il est bien évident que cette poussée d'expansion économique a trouvé son origine dans un concours de circonstances absolument uniques découlant des erreurs commises par les États-Unis dans leur politique étrangère et des mesures d'urgence prises par l'Angleterre pour s'approvisionner en bois d'oeuvre.

Après 1815, ce système économique se renforça encore en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Ces deux provinces devinrent des colonies commerçantes qui vivaient surtout du bois d'oeuvre, de la construction navale¹, du commerce et de la pêche. Cependant, leur agriculture fut très lente à s'épanouir. Elles devaient se procurer des vivres aux États-Unis pour l'approvisionnement des centres de pêche et l'exportation vers les Antilles et Terre-Neuve. Les cultivateurs de la Nouvelle-Écosse se spécialisèrent surtout dans l'élevage et les produits laitiers. Au Nouveau-Brunswick l'agriculture se pratiquait en marge de l'exploitation forestière et, une fois ce stade dépassé, ne présentait guère d'importance commerciale. Il n'y a que dans l'Île-du-Prince-Édouard que l'agriculture connaissait un essor intéressant. Les exportations à partir de cette province s'accrurent avec les ventes de blé à l'Angleterre qui commencèrent en 1831.

Toutefois, la demande en denrées alimentaires dans les provinces Maritimes avait augmenté très rapidement. La population du Nouveau-Brunswick passa de 74,000 habitants en 1824, à 194,000 en 1851, soit une augmentation de 161 p. 100. Vers la même époque (1825-1851), la population de la Nouvelle-Écosse passa de 104,000 à 277,000, soit une augmentation de 166 p. 100². L'Île-du-Prince-Édouard connut également un grand essor démographique.

Les perspectives de l'agriculture se trouvaient donc très favorables devant une économie en pleine expansion et cette rapide augmentation de la population à nourrir. On a imputé l'échec de cette agriculture au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse aux traits caractéristiques des immigrants qui venaient d'Europe, à la dispersion de la population dans de petites agglomérations situées au bord de la mer, à l'absence de bonnes routes, au fait que les possibilités de crédit et de financement allaient au commerce outre-mer, à la prédominance de méthodes agricoles particulièrement médiocres, et à l'absence de protection contre les importations américaines (Easterbrook et Aitken, 1958: p. 239). Mais on néglige ainsi les servitudes foncières dues à une terre médiocre. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, l'agriculture a réussi en dépit de la prospérité, à une moindre échelle toutefois, du commerce du bois d'oeuvre et de la pêche.

Le défrichement des forêts et l'épierrage des terres vierges de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau Brunswick furent plus difficiles et plus coûteux que tous les travaux de préparation des terres auxquels les immigrants avaient été habitués en Europe. Un grand nombre de colons n'avaient guère d'expérience en agriculture, aussi les tech-

¹ Les constructions navales acquirent une grande importance avec des bâtiments construits pour la pêche et le commerce colonial, en 1849, ainsi que pour les ventes à l'étranger. On construisit 89 navires (jaugeant 14,689 tonneaux) dans l'Île-du-Prince-Édouard, 221 (29,442 tonneaux) en Nouvelle-Écosse et 119 (39,280 tonneaux) au Nouveau-Brunswick.

² De 1815 à 1851, 55,000 émigrants environ vinrent s'établir en Nouvelle-Écosse.

niques agricoles, adoptées dans les Maritimes, restèrent-elles médiocres. Les efforts d'Agricola (pseudonyme de John Young) pour y remédier, en 1818, en Nouvelle-Écosse eurent, à long terme, d'heureux effets dans toutes les provinces, mais ses efforts, pour faire de cette province un "grenier à blé", discréditèrent plus ou moins le bon travail qu'il entreprit dans d'autres domaines (Cf. Fowke, 1946: p. 36-61).

Le grand facteur d'expansion agricole de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick était le même qu'aujourd'hui: la qualité des terres. Si l'agriculture avait disposé de vastes étendues de terres fertiles dans ces deux provinces, il eut été possible d'instaurer de bons services auxiliaires (routes, crédit, marché, agronomes). Autrement dit, il était très discutable d'affecter des sommes venues d'autres secteurs de l'activité économique pour aider l'agriculture, à moins d'escompter que l'expansion agricole ne finisse, à la longue, par profiter davantage à l'économie que les activités en question. Des sommes substantielles furent cependant attribuées, dès le début de la période de colonisation, au défrichage (Acte de 1805), à la production de céréales ou de "maïs panifiable" (Acte de 1806-1807), à l'importation de bétail et de semence, etc. (par exemple, Bureau de l'Agriculture, Acte de 1819), et à d'autres usages. Ces méthodes de subvention ont subsisté au-delà des premiers temps de la colonisation. Cependant, la médiocrité générale des revenus agricoles a permis aux industries du bois, de la construction navale et à d'autres, d'attirer les travailleurs agricoles et d'affaiblir dangereusement l'agriculture.

De plus, toutes les fois que survenait une crise économique dans l'industrie du bois, la construction navale ou le commerce, l'agriculture était invariablement promue au rang de secteur de remplacement; elle fournissait de l'emploi sur le plan local et permettait de réduire les importations. Ce fut le cas en Nouvelle-Écosse, à la fin des guerres napoléoniennes, en 1815. Ce phénomène se produisit au Nouveau-Brunswick, en 1925, quand s'effondrèrent les prix du bois à la suite d'une crise boursière et d'une dépression dans le bâtiment en Grande-Bretagne. Une crise analogue survenue en 1842, au Nouveau-Brunswick, incita de nouveau à favoriser l'agriculture (Easterbrook et Aitken, 1958: ch. XI). Vers le début des années cinquante, les marchés des bois carrés en Grande-Bretagne étaient sur le déclin et les réserves de bon bois d'oeuvre dans les provinces Maritimes se raréfiaient¹. Tout cela indiquait qu'on allait avoir besoin d'industries de remplacement pour venir en aide aux économies rurales qui avaient reposé sur la vente du bois d'oeuvre. Une grande partie des terres étant désormais débarrassées de leurs forêts primaires, on pensait que l'agriculture constituait logiquement l'activité de remplacement idéale.

Les gens se mirent à appuyer vigoureusement l'idée de la réciprocité avec les États-Unis pour ouvrir ce marché aux produits agricoles de base des provinces Maritimes. La politique d'abolition des préférences coloniales, suivie par la Grande-Bretagne pendant un peu plus d'une décennie, à partir de 1840, vint favoriser cette réciprocité. La période au cours de laquelle fut en vigueur la réciprocité avec les États-Unis (1854-1866) fut, à l'exception d'une brusque récession survenue en 1857, une époque de prospérité considérable et de croissance rapide pour les Maritimes dont l'économie devint encore plus florissante après qu'eut éclaté la guerre civile américaine.

Pourtant, au début des années soixante, un certain nombre de changements fondamentaux se produisirent dans la structure économique des Maritimes. Ces colonies, qui avaient évolué comme colonies commerciales d'un empire d'outre-mer en un siècle où

¹ Les exportations de pin du Nouveau-Brunswick sont passées de 100,000 tonnes en 1856 à 27,174 tonnes en 1865.

les moyens essentiels du commerce mondial, aussi bien que local, étaient la marine à voile et les vaisseaux en bois, subissaient des transformations importantes à la suite de l'évolution des institutions et de la technologie. Deux produits de cette évolution furent l'abolition, par la Grande-Bretagne, du régime des préférences commerciales et l'évolution des transports. Ce dernier facteur fut plus lourd de conséquences: les chemins de fer reliaient alors des communautés situées à l'intérieur des terres et déplaçaient vers l'ouest la frontière agricole; la vapeur détrônait la suprématie traditionnelle de la marine à voile, tandis que le navire à coque métallique allait ravir la place au bâtiment de bois¹. On a beaucoup parlé des effets de la Confédération sur l'économie des provinces Maritimes, mais les grandes transformations se préparaient bien avant cette époque. Le déclin des économies, fondées sur "le bois, le vent et l'eau", était déjà visible. Les difficultés résidaient dans l'hypothèse que les conditions de l'ancienne prospérité des provinces tenaient au caractère des provinces elles-mêmes et que des activités qui dépendent de la terre, comme l'agriculture, pourraient combler le vide créé par le déclin des industries alors battues en brèche par la nouvelle technologie des transports et l'évolution du régime commercial.

Il serait possible d'attribuer la prospérité de la première moitié du XIX^e siècle, dans les Maritimes, à un concours de circonstances exceptionnellement favorables qu'il ne fallait normalement pas s'attendre à voir continuer². Il n'était pas raisonnable d'espérer que l'agriculture et les autres activités, qui dépendent de la terre, puissent venir remplir le grand vide laissé par le déclin de l'économie "du bois, du vent et de l'eau", car les possibilités agricoles des provinces Maritimes étaient alors purement et simplement insuffisantes.

Le déclin des activités traditionnelles fut encore plus net quand, à la fin de la guerre civile américaine, en 1865, l'activité commerciale des Maritimes fléchit. Ce fléchissement se poursuivit pendant les trente années qui suivirent. Des efforts considérables furent accomplis pour orienter l'activité économique vers d'autres secteurs, à mesure que le commerce du bois d'oeuvre, la construction des navires et les transports maritimes, démobilisaient les ressources. On s'efforça d'orienter les excédents de main-d'oeuvre vers l'agriculture et la pêche, vers les mines également, et plus spécialement vers l'exploitation des houillères, tandis que les excédents de capitaux étaient affectés à la petite industrie, en particulier aux textiles et à d'autres petites industries de fabrication³.

¹ Cf. Saunders (1939): p. 1. En 1840, les transports par les navires à vapeur représentaient 14 p. 100 de tous les transports maritimes; en 1860, ils en représentaient 31.5 p. 100 et en 1880, 61.5 p. 100.

² On peut comparer cette prospérité sans précédent du siècle du bois, du vent et de l'eau à des miettes qui seraient tombées de tables voisines, résultat de l'expansion de l'économie mondiale de la décennie de 1850 (MacNutt, 1967: p. 267).

³ L'économie de la Nouvelle-Angleterre présentait un aspect analogue; elle était pareillement minée par les mêmes agents économiques. Mais les commerçants de la Nouvelle-Angleterre hésitèrent moins à placer leurs capitaux dans des entreprises comme les textiles et d'autres productions de cet ordre, tandis que les exploitants agricoles quittèrent la Nouvelle-Angleterre pour se diriger vers l'Ouest afin de bénéficier de conditions agricoles plus saines, abandonnant en Nouvelle-Angleterre leurs exploitations à la forêt (Cf. Cole, 1926).

Ce fut l'époque où l'on accomplit un important effort pour faire de l'agriculture un puissant secteur économique, l'expansion de la culture de la pomme de terre et de la pomme bénéficiant d'une attention toute particulière. Au cours de la récession qui survint à partir des années soixante-dix, et qui devait durer jusque vers 1896, il fallut adapter l'économie aux conditions du moment et, une fois de plus, on se tourna vers l'agriculture. Cependant, un autre concours de circonstances ramena quelques années de prospérité et modifia, encore une fois, l'orientation économique des Maritimes.

C'est l'essor remarquable de l'immigration et de la colonisation des grandes plaines de l'Amérique du Nord, de 1895 à 1914, qui fit démarrer cette vague de prospérité au Canada. La première guerre mondiale devait l'amplifier. Les provinces Maritimes purent expédier aux nouveaux colons des Prairies, pommes et pommes de terre, par wagons entiers. La sidérurgie avait démarré en Nouvelle-Écosse vers les années quatre-vingt. L'importance prise par la construction des chemins de fer et, plus tard, les besoins de la guerre furent à l'origine de la vague de prospérité que connut cette province jusqu'en 1913; elle ne devait pas en retrouver de semblable avant la deuxième guerre mondiale¹. Le textile et d'autres industries relativement modestes furent également prospères entre 1896 et 1920.

En ce qui concerne les Maritimes, la prospérité de ces vingt-cinq années prit brusquement fin, peu de temps après l'armistice de 1918. Au cours des années "vingt", l'époque d'expansion économique rapide du Canada s'achevait, et les débouchés offerts par la colonisation des Prairies avaient diminué en conséquence. La demande de pommes de terre et de pommes des Maritimes dans l'Ouest avait accusé une chute brutale. La concurrence pour le marché de la pomme en Grande-Bretagne se fit plus âpre. La demande de l'acier produit par la Nouvelle-Écosse diminua rapidement après la guerre. L'industrie forestière connut le marasme au cours des années "vingt". Les prix du poisson tombèrent beaucoup et l'industrie des pêches traversait une crise aiguë. L'agriculture en général se trouvait, pour la première fois, placée devant les grandes difficultés causées par la nouvelle technologie. Le recours toujours plus poussé aux véhicules à moteur entraînait une diminution de la demande en chevaux et en foin, et certaines régions, comme les marécages de Tantramar, en pâtirent. Les transports par chemin de fer et les procédés frigorifiques permettaient de faire venir, d'autres régions du Canada, la viande qui concurrençait ainsi la production locale de boeuf. Le passage dans l'industrie forestière de la production du bois de construction à celle du bois à pâte, désorganisa l'économie rurale fondée sur l'agriculture et l'exploitation forestière qui, depuis longtemps, avait permis à de nombreux fermiers de subsister.

Les difficultés des années "vingt" furent à l'origine de la nomination de la "Commission Duncan" en 1926. Encore une fois, la solution préconisée se trouva être le recours aux subventions; malheureusement, celles-ci ne furent pas affectées à l'essor des industries les plus rentables, mais au soutien des industries non rentables, qui commençaient à périr.

Si l'on énumère les activités principales des Maritimes, dans la période qui a précédé la deuxième guerre mondiale, on constate que l'économie dépendait essentielle-

¹ La production de fonte brute en Nouvelle-Écosse est passée de 19,008 tonnes fortes en 1889 à 428,632 tonnes fortes en 1913. En 1922, elle était tombée à 120,769 tonnes fortes (Saunders, 1939: p. 115).

ment de l'agriculture, des mines, de la pêche et du bois de construction, ainsi que de quelques industries manufacturières¹, et que l'agriculture détenait la première place.

Toutefois, les quatre industries de base n'assuraient à la population que de faibles revenus. L'agriculture était généralement d'un rendement médiocre, parce que la plupart des exploitations étaient de dimensions trop modestes et que les terres étaient trop pauvres pour procurer des revenus intéressants. La pêche, étant une activité saisonnière, se trouvait dans le même cas (la saison de pêche étant généralement assez courte); de plus, le prix du poisson était bas et instable et il était difficile d'assurer de bons régimes scolaires et sociaux dans les villages de pêcheurs isolés². L'extraction de la houille pouvait être rangée dans la même catégorie, parce que les couches étaient trop minces pour permettre une mécanisation efficace et, par conséquent, la productivité était peu élevée. Tel était enfin le cas de l'industrie du bois, parce que les ressources en bois de construction étaient épuisées et que, par conséquent, le prix de revient du bois était élevé par rapport aux coûts dans les régions concurrentes, comme la Colombie-Britannique.

Les salaires étaient généralement médiocres, saisonniers et peu sûrs, que ce fût dans les exploitations agricoles, la pêche, les mines ou le travail du bois. Devant l'insuffisance de ces salaires, il était usuel de joindre deux de ces activités pour avoir de quoi vivre. Dans les trois provinces en question, au cours de la période d'avant-guerre, agriculture et pêche allèrent souvent de pair, l'agriculture se pratiquant aussi comme complément du travail forestier. On rencontrait moins fréquemment des agriculteurs-mineurs, sauf dans l'Île-du-Cap-Breton et sur la côte nord de la Nouvelle-Écosse.

Cette tendance à cumuler des activités dissemblables dépendait en partie du besoin d'un revenu supplémentaire et en partie de l'absence de terres agricoles fertiles. Elle excluait en grande partie la possibilité d'une agriculture spécialisée et de réaliser les profits qui en résultent. En matière de progrès agricole, on avait de tout temps mis surtout l'accent sur la diversification, autrement dit, sur la polyculture, afin de ne pas "mettre tous ses oeufs dans le même panier". Il aurait été possible de pratiquer une certaine spécialisation par le moyen d'une diversification de la polyculture, mais cette diversification, impliquant deux activités séparées et distinctes, a eu pour résultat non seulement d'annuler les bénéfices de la spécialisation, mais souvent aussi d'entraîner une insuffisance des apports de capitaux puisqu'il fallait répartir des capitaux limités entre deux sortes d'entreprises.

A ce stade de l'étude, l'examen des conclusions de Saunders (1939) sur les caractéristiques et les tendances des activités agricoles des Maritimes, il y a trente ans, apporte de grandes lumières. Ce qu'il y a d'intéressant dans ces conclusions, c'est que l'on a trop souvent négligé leur retentissement sur la politique agricole. Voici le résumé fait par le professeur Saunders des caractéristiques et des tendances de l'agriculture des Maritimes:

¹ "Les quatre piliers de l'économie des provinces Maritimes sont: l'agriculture et les mines, la pêche et le bois. Les quatre piliers en question soutiennent une industrie manufacturière peu importante" (Saunders, 1939: p. 59).

² Une étude de l'emploi dans les pêches montre que les ouvriers vont y chercher du travail quand il n'y a guère d'embauche ailleurs. L'emploi dans les pêches va en diminuant quand il est possible de trouver du travail ailleurs. Les rémunérations perçues dans les pêches des provinces Atlantiques ne font rien pour atténuer ces déplacements de travailleurs.

- 1) Dans les provinces Maritimes, l'agriculture est une activité déjà ancienne. Les terres les plus intéressantes ont été occupées depuis longtemps et l'on a été fort loin dans l'abandon des zones les moins appropriées. Ces dernières années, la mise en exploitation de nouvelles terres propres à l'agriculture n'a vraiment compté qu'au Nouveau-Brunswick.
- 2) Seule une partie relativement peu importante des terres des provinces Maritimes est cultivable et les meilleures d'entre elles se trouvent rassemblées, pour la plupart, dans un certain nombre d'endroits favorisés, mais peu nombreux. Tout cela entraîne une forte concentration de la production agricole.
- 3) De façon générale, la topographie du pays, même dans le cas des meilleures zones agricoles, est hostile à une agriculture extensive car elle impose des limites à l'emploi du matériel. Dans les régions moins favorisées, la quantité des terres agricoles dont on dispose dans chaque exploitation est généralement fort modeste. Tout cela fait que la région toute entière présente l'aspect d'un pays de petites exploitations.
- 4) L'agriculture des provinces Maritimes est étroitement liée à un certain nombre d'autres activités, c'est-à-dire que l'agriculture va souvent de pair avec la pêche, l'exploitation forestière, le travail des mines ou tout autre métier.
- 5) L'isolement relatif de certaines petites collectivités agricoles et généralisation de la pratique qui consiste à accompagner l'agriculture d'une ou de plusieurs activités rendent difficile d'atteindre un niveau élevé d'efficacité dans la gestion agricole et d'adopter des méthodes agricoles nouvelles et acceptables.
- 6) La nature du sol et des marchés disponibles ont favorisé la production des plantes-racines, des fruits et des produits laitiers. Chacun de ces domaines connaît un certain degré de spécialisation, mais l'exploitation caractéristique des Maritimes reste encore l'exploitation mixte.
- 7) Les deux récoltes de rapport, pommes et pommes de terre, ont progressé pour répondre à la demande de marchés extérieurs et elles se trouvent par conséquent dans une position menacée, car elles sont soumises non seulement à une concurrence venue de l'extérieur, mais aussi aux caprices de la politique tarifaire de beaucoup de pays.
- 8) Pour bien des denrées agricoles, les provinces Maritimes constituent une région mal lotie. Elles ont dû longtemps dépendre de sources extérieures pour l'essentiel de leur blé et de leur farine de blé; pendant un certain temps, la production de beurre, de fromage, d'oeufs et de viande n'a pu répondre à la demande globale de la région.
- 9) Les circonstances dans lesquelles l'agriculture est pratiquée en de nombreux endroits et l'existence d'un grand nombre de très petites exploitations ne favorisent pas la production de produits de première qualité; elles rendent difficiles l'organisation de la commercialisation, l'amélioration des normes de production et, en fin de compte, l'augmentation des recettes dans les régions les moins favorisées (Saunders, 1939: p. 68-69).

C'est à des conclusions de cet ordre que l'on aboutissait, dès 1760, après qu'eut été achevée la colonisation de la plupart des terres les plus productives en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard. Ce sont encore des conclusions de cet ordre que l'on a obtenues, toutes les fois que l'on s'est livré à un examen sérieux, des avantages comparés de l'agriculture: on s'aperçoit que la terre est médiocrement fertile, que les terres arables sont rares, et qu'il est souvent difficile de rassembler des terres de bonne qualité pour rendre parfaitement rentable une entreprise agricole suffisamment importante. Pourtant, autrefois, quand se produisait une demande de colonisation, on ne tenait généralement pas compte de ces facteurs. Ainsi, des milliers de Loyalistes furent-ils établis après 1780 sur des terres où il était impossible de gagner sa vie. Au cours de la dépression économique qui suivit 1815, on insista de nouveau sur la colonisation et l'expansion agricole mais, encore une fois, cette politique fut abandonnée par la suite. Ainsi, après 1860, au cours de la crise consécutive au déclin de la navigation à voile, la politique économique fut aussi orientée vers la colonisation et le relèvement agricoles. Finalement, dans les années de la crise mondiale, on préconisa de nouveau la recolonisation des terres comme politique de base¹, mais à nouveau les terres furent plus tard abandonnées, surtout au cours de la période d'après-guerre, à partir de 1955 en particulier.

C'est ainsi que dans le passé la colonisation ou la recolonisation des terres à des fins agricoles, ainsi que leur abandon ultérieur devinrent traditionnels dans les provinces Maritimes, mais surtout en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Cette façon de procéder avait généralement pour but de permettre la réalisation de certains objectifs économiques: atténuer le chômage en période de récession, favoriser certaines productions intérieures et inciter les habitants des Maritimes à rester dans leurs provinces plutôt que d'aller chercher du travail ailleurs. On a pu appliquer ces mesures agricoles par le passé sans infliger d'épreuves pénibles aux personnes concernées par cette colonisation, mais c'était devenu impossible en 1967, car deux nouveaux facteurs technologiques ont rendu cette façon d'agir vraiment trop dangereuse.

Il y a d'abord eu la révolution technologique survenue au sein de l'agriculture, en particulier depuis la deuxième guerre mondiale, révolution qui s'est montrée si bénéfique pour les cultures dans les vastes exploitations en terrain plat, exemptes de pierres et suffisamment fertiles pour permettre l'utilisation de grosses machines et l'implantation de la technologie moderne. Il y a eu ensuite l'accroissement vertigineux de l'emploi dans les industries manufacturières et autres, au cours des deux dernières décennies; ce phénomène a permis aux gens qui travaillaient dans les secteurs faiblement rétribués comme l'agriculture, la pêche et les mines, de trouver des conditions d'emploi plus rémunératrices.

¹ Consulter par exemple "Conseil économique de la Nouvelle-Écosse" (1938), vol. III, p. 15, où l'on peut lire: "Toutes les fois qu'il se produit un important excédent de population par suite du chômage ou de toute autre cause, on émet habituellement l'idée que l'on devrait y remédier en ayant recours à la colonisation agricole. Il arrive souvent, cependant, que cette proposition soit avancée sans que l'on se soucie véritablement des coûts de la colonisation, des aptitudes des chômeurs, de la disponibilité des terres qui se prêtent vraiment à l'agriculture, ou de la situation de ceux qui s'adonnent déjà à l'agriculture. Des propositions de cet ordre ne manquèrent pas au cours de la dernière crise économique et, en 1932, on échafauda rapidement des projets sur ces prémisses. La conséquence fut que la Nouvelle-Écosse et plusieurs autres provinces se trouvèrent accablées de plans compliqués de colonisation agricole, entrepris au titre de la lutte contre le chômage. Leurs résultats se sont à peu près invariablement avérés décevants."

Le sens de ces événements pour l'avenir de l'agriculture des provinces Maritimes est étudié dans les dernières sections de cet ouvrage. On ne les signale ici que pour résumer les conséquences du passé sur l'agriculture actuelle.

L'agriculture des provinces Maritimes a hérité d'un grand nombre de traditions, d'institutions et de structures dont plusieurs continuent d'influencer le rythme et l'orientation de l'évolution. L'influence de cet héritage est plus grande dans les Maritimes que dans les autres provinces, car les progrès économiques y sont moins grands.

Dans les Maritimes, la tradition a été d'installer les exploitants sur des terres dont les possibilités en matière de production n'ont pas été évaluées correctement. Cette attitude a eu pour résultat que de nombreuses terres qui n'auraient jamais dû être cultivées, ont été affectées à l'agriculture. Autre conséquence: la plupart des exploitations sont trop petites et la terre est trop pauvre pour procurer à une famille un niveau de vie satisfaisant. C'est pourquoi il est aujourd'hui malaisé d'acquérir une exploitation suffisamment grande, sauf dans une région d'exode rural intensif.

Dans les provinces Maritimes, il est traditionnel d'accorder des subventions pour améliorer les terres quand elles sont médiocres, afin d'en augmenter la fertilité. C'était peut-être là une sorte de compensation pour ne pas avoir donné, dès le début, suffisamment de terre au colon.

La tradition des Maritimes a consisté à favoriser l'agriculture pour compenser le déclin d'autres activités, au lieu de tenir compte de son potentiel. C'est pourquoi l'agriculture de ces provinces a été victime de migrations excessives, arrivées ou départs, et il lui a été impossible de se développer à partir de modèles et de dimensions d'exploitations rentables.

La tradition a consisté à poursuivre une politique agricole sans se livrer à une étude convenable de ses conséquences économiques. Si l'on avait fait un examen approprié de la rentabilité de certains modèles d'exploitations et de cultures, les fermes auraient incontestablement été plus étendues et plus spécialisées qu'elles ne l'étaient devenues à la veille de la seconde guerre mondiale.

Il a été de tradition, au cours des premiers temps, d'allier le travail à la ferme avec la pêche, le travail du bois ou celui des mines dans les trois provinces. Ces dernières années il est apparu que cette façon de procéder ne fonctionnait que dans le cas d'une agriculture fournissant de faibles revenus. De plus, les demandes supplémentaires d'apports de capitaux pour la seconde activité exercée, ainsi que les pertes causées par le manque de spécialisation, ont rendu pratiquement inévitable le maintien des revenus à un niveau médiocre. Au cours des dernières décennies, cette association de l'agriculture avec d'autres activités a perdu de son importance et est maintenant négligeable.

La tradition des Maritimes a consisté à favoriser la polyculture ou l'agriculture diversifiée. On agissait ainsi parce que l'on pensait que la diversification limitait les périls et les aléas. Mais dans les conditions actuelles on se rend compte que cette diversification limite les possibilités d'augmenter les revenus agricoles par le recours à la spécialisation et qu'elle revient dans de nombreux cas à maintenir les revenus à un niveau peu élevé.

Dans bien des cas, on a pris l'habitude de s'en remettre à un certain nombre de petits producteurs disséminés dont chacun produisait la catégorie et la qualité particulières du produit qui lui convenait le mieux. En conséquence, la commercialisation

de ces produits a été souvent difficile et onéreuse parce que la qualité du produit était généralement inégale, peu sûre et le plus souvent médiocre. Il en coûtait cher de rassembler les produits provenant d'un grand nombre de petites fermes dispersées, même après l'aménagement du réseau routier; il s'avérait difficile de réaliser une marge de commercialisation convenable sans faire tomber les prix agricoles au-dessous du niveau normal, à moins d'obtenir un prix anormalement élevé des acheteurs nationaux ou étrangers.

On a aussi, de tout temps, négligé de procéder à des évaluations satisfaisantes des conditions du marché au nombre desquelles figurent les inconvénients signalés plus haut. On a traditionnellement eu tendance à considérer ces inconvénients en matière de débouchés ou de production comme un fardeau inévitable plutôt que de reconnaître qu'ils empêchaient souvent l'agriculture d'être rentable.

On s'est toujours imaginé que tout produit agricole que l'on peut cultiver en d'autres endroits du Canada ou des États-Unis peut l'être de façon rentable dans les Maritimes. De plus, on a toujours considéré que le chiffre des importations de produits agricoles destinés à chaque province exprimait les possibilités d'expansion qui s'offrent à l'agriculture dans la province en question.

De tout temps, les municipalités rurales ont été relativement petites, leur population faible et leur revenu provenant des taxes, médiocre. Cet état de choses a créé des difficultés chaque fois que les revenus agricoles ont diminué ou que des fermes ont été abandonnées.

Il conviendrait peut-être ici de faire ressortir l'importance des rapports qui existent entre la pauvreté rurale et les insuffisances des services sociaux. Dans les régions rurales caractérisées par la faiblesse des revenus ou par l'importance de l'exode rural, il est difficile d'assurer de bons services sociaux (éducation, routes, églises, santé, etc.). A mesure que se multiplient les difficultés, on assiste au déclin des services sociaux et c'est de cette façon que se dégrade l'aptitude de la population à se tirer d'affaire. Le mal que l'on a eu pour assurer de bons services sociaux dans les campagnes s'est accru parce que la municipalité locale était généralement trop peu importante et qu'elle disposait de ressources trop limitées pour assurer des services satisfaisants. En règle générale, on peut dire que, dans de telles circonstances, plus la municipalité est petite et plus elle a besoin de l'aide de la province pour surmonter ses difficultés en matière de services sociaux locaux. Mais la province a rarement tenu compte de ce facteur dans l'octroi de subventions aux services sociaux.

La fin des années "trente" constitue un moment crucial pour l'agriculture du Canada et des provinces Maritimes. Avec le début de la deuxième guerre mondiale, vinrent s'exercer de nouvelles et importantes influences qui modifièrent la situation de l'agriculture canadienne. Les influences en question devaient finalement avoir des effets d'une portée considérable sur l'agriculture dans les provinces Maritimes.

Au cours des deux premiers siècles de son évolution, l'agriculture des Maritimes s'est sans cesse adaptée aux ressources disponibles de la région, ainsi qu'au contexte économique et technique de l'économie canadienne. Les ressources régionales sont demeurées relativement stables, mais le contexte canadien lui s'est profondément transformé ces dernières années. Au cours des deux décennies qui ont suivi la guerre de 1939-1945, le milieu agricole canadien a subi une mutation remarquable qui a causé un bouleversement des techniques et des structures agricoles. Un grand nombre de ces transformations que l'on examinera plus loin ont eu pour effet de mettre la petite exploitation traditionnelle dans une position toujours plus précaire tout en conférant des avantages importants aux exploitations de grandes dimensions. Il importe de saisir la signification et le déroulement de cette révolution agricole si l'on veut interpréter les transformations remarquables qui sont plus tard apparues dans l'agriculture des Maritimes.

INFLUENCES À L'ORIGINE DE LA RÉVOLUTION AGRICOLE

La révolution agricole a été le résultat d'une double transformation survenue dans le contexte général. Il y a d'abord eu une amélioration des conditions économiques grâce, d'une part, à une augmentation et à la stabilisation des prix, d'autre part, à une diminution des autres risques agricoles. Il y a eu ensuite une amélioration remarquablement rapide de la technologie. Une seule de ces influences eût été capable d'opérer une transformation importante dans l'agriculture canadienne. Leur réunion rendit possible l'apparition d'un grand bouleversement agricole survenu au cours des deux décennies qui suivirent la guerre de 1939-1945. Cependant, ce bouleversement ne devait pas avoir lieu de façon égale dans toute l'agriculture canadienne. Son retentissement fut d'abord perceptible dans les régions qui disposaient de vastes étendues de terres fertiles se prêtant à la grande culture et c'est là qu'il fut le plus puissant. Son influence se fit sentir en dernier lieu et à un moindre degré dans les régions accidentées, de fertilité médiocre, de drainage insuffisant ou encore ne se prêtant généralement pas à la grande culture.

La seconde guerre mondiale sépare assez bien la période de l'ancienne agriculture et celle de la nouvelle. Jusqu'à cette époque, les aspects traditionnels prédominaient: petites exploitations, ayant surtout recours à l'énergie animale, rendements incertains, revenus peu élevés et variables. Les influences s'exerçant dans le sens du changement, la mécanisation par exemple, avaient alors commencé d'opérer, mais jusqu'à un certain point. On avait également créé des programmes gouvernementaux destinés à réduire les risques agricoles, mais leur influence était encore faible. Pendant le deuxième conflit mondial et dans les années qui suivirent, d'autres influences importantes et nouvelles vinrent s'ajouter à celles qui se faisaient déjà sentir et furent le facteur principal de la révolution agricole qui vint ensuite.

La remarquable transformation qui se produisit dans l'agriculture au cours de la période d'après-guerre a été la résultante de ces diverses influences dont, parmi

les plus fortes, les mesures publiques destinées à réduire les incertitudes en matière de rendement et de prix. L'insuffisance des revenus agricoles, ajoutée à l'attrait de métiers non agricoles qui incitaient les gens à quitter la terre, exercèrent aussi une forte influence en stimulant le regroupement des fermes en grandes exploitations. Immédiatement après la guerre, on consacra plus d'argent à faciliter la transition. Les fluctuations de la demande de produits agricoles influencèrent aussi la nature du travail agricole. Les progrès techniques et la mécanisation réalisables, grâce aux fonds dont on disposait, incitèrent les cultivateurs à moderniser et à améliorer leurs exploitations.

MESURES PRISES PAR LES POUVOIRS PUBLICS POUR LUTTER CONTRE LES ALÉAS

Avant que l'agriculture ne puisse réaliser, avec assurance, des améliorations importantes, il a fallu remédier aux aléas des revenus et des prix agricoles. Avant 1930, on n'avait généralement pas admis que les pouvoirs publics puissent jouer un rôle important à cet égard. Au cours des années qui suivirent 1930, la faiblesse du rendement et des prix dans les Prairies a coïncidé avec une crise économique générale qui a plongé la plupart des familles des cultivateurs dans la misère. Ce ne fut qu'après cette crise que les différents gouvernements se mirent à augmenter leur concours, allant au-delà des interventions classiques, consistant en démonstrations, études d'ordre public, normalisation et vulgarisation des produits, qui avaient caractérisé l'action des pouvoirs publics dans le passé. Les nouvelles mesures adoptées avaient pour objet d'agir sur les aléas en matière de prix et de rendement, et d'améliorer l'utilisation des terres. La première de ces mesures fut prise en 1935.

Si l'on veut apprécier le sens de ces dispositions d'ordre public, il faut se représenter la gravité de la menace que faisaient peser le risque et les incertitudes sur les entreprises agricoles avant les années "quarante". Jusqu'alors, l'éventualité d'un brusque déclin dans les prix des produits agricoles, faisait partie des risques du métier, et les brusques variations de rendement n'étaient pas rares. Dans les Prairies, il arrivait souvent que des récoltes soient partiellement endommagées ou complètement perdues; ces calamités étaient imputables à la sécheresse, au poudroïement du sol, aux sauterelles, aux vers gris, à la grêle, enfin. De fait, les risques étaient si grands, avant 1940, que nombre d'institutions commerciales refusaient d'assurer le financement agricole dans les provinces de l'Ouest. Ces menaces, en matière de prix et de rendement, ont d'ailleurs fait que les exploitants qui auraient autrement pu agrandir et améliorer leur entreprise, n'étaient guère convaincus qu'ils pourraient rembourser les sommes empruntées pour le faire. Les cultivateurs durent renoncer aux possibilités de mécanisation et de technologie moderne qui se présentaient déjà à cette époque, en raison de la menace que faisait peser la médiocrité des revenus.

Ces conditions extraordinaires de l'agriculture des Prairies, au cours des années "trente", amenèrent le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à prendre des mesures d'urgence. Celles-ci se présentèrent d'abord comme des programmes imposés par la nécessité; elles ont ensuite évolué en un programme d'ensemble destiné à limiter les risques dans d'autres régions.

La menace la plus grave qui pesait sur le rendement agricole, résidait dans la mauvaise utilisation des terres. Dans l'enthousiasme qui a présidé à la colonisation des Prairies, un grand nombre de terres semi-arides, qui se prêtaient surtout aux

pâturages, furent affectées à la culture des céréales¹. Dans ce genre de terres, les risques de sécheresse, de poudrolement du sol et de faibles revenus étaient élevés. Aux termes de la Loi de 1935 sur le rétablissement agricole des Prairies, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont pris des mesures pour reconverter ces terres à l'état de pâturages. Ce programme, en grande partie financé par le gouvernement fédéral, devait contribuer à l'amélioration des techniques agricoles, à la conservation du sol et des eaux, et à la mise en valeur des pâturages collectifs. Sept millions d'acres, environ, furent aménagées en pâturages collectifs. Ces mesures ont encouragé les agriculteurs voisins à recourir à la diversification et à élever du bétail. L'importance de ce programme pour la stabilisation de l'agriculture dans les Prairies, a été considérable et on en a, plus tard, reconnu la valeur. On a pu s'en inspirer lors de l'élaboration de la Loi sur la remise en valeur et l'aménagement des terres agricoles qui, adoptée en 1961, établissait un plan de réorganisation analogue mais de portée plus étendue, destiné aux régions agricoles dans tout le Canada.

Une autre intervention importante se produisit, en 1939, quand le gouvernement fédéral mit en oeuvre la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies. Cette loi prévoyait que des sommes provenant en partie de contributions faites par les exploitants eux-mêmes, seraient versées aux agriculteurs des Prairies au cas où les revenus, tirés de leurs récoltes, tomberaient au-dessous d'un minimum fixé officiellement. Cette disposition qui produisait des avantages semblables, dans une certaine mesure, à ceux d'une assurance-récolte venait limiter, de façon appréciable, la douloureuse menace d'une récolte entièrement perdue².

C'est également au cours de cette période que les directives officielles s'orientèrent vraiment, pour la première fois, dans le sens d'une diminution des incertitudes qui régnaient en matière de prix agricoles. Dans le cas d'activités primaires, telles que l'agriculture et les pêches, faisant appel à un grand nombre de petits producteurs, les incertitudes en matière de prix freinaient, depuis longtemps, l'expansion et l'amélioration des entreprises. Dans l'agriculture, ces aléas provenaient, d'une part, de fluctuations liées à une demande peu vigoureuse et changeante et à une offre instable, d'autre part, du fait que les cultivateurs n'avaient aucune influence sur l'ensemble de la production, ni sur son écoulement méthodique. C'est pourquoi la structure de l'agriculture et la façon dont les marchés étaient organisés, à cette époque, contribuèrent à créer des conditions où purent se donner libre cours les fluctuations de prix saisonnières, cycliques, inopinées ou autres. De plus, les effets de ces fluctuations des prix du marché touchaient les cultivateurs, d'autant plus que leurs frais fixés élevés rendaient leurs revenus nets encore plus instables que leurs revenus en espèces.

¹ Les choses se passèrent à peu près de la même façon dans le centre et dans l'est du Canada, mais l'adaptation y fut plus lente; il fallut attendre 1950 et 1960 pour qu'elle atteigne un réel intérêt.

² Plus tard, la Loi de 1959 sur l'assurance-récolte a prévu une couverture plus étendue des risques par les provinces, la part du gouvernement fédéral portant surtout sur les frais d'ordre administratifs et sur une fraction du risque. Le fardeau du risque, aux termes de cette loi, repose donc surtout sur les cultivateurs et les gouvernements provinciaux; c'est pourquoi elle n'a trouvé son application, jusqu'à ces dernières années, que dans des zones témoins.

Les cultivateurs s'efforcèrent d'abord d'obtenir une réglementation gouvernementale, puis se réunirent en coopératives, améliorèrent l'organisation du marché agricole; toutefois, ils ne réussirent pas à obtenir la stabilité des prix. Leur expérience de la crise économique des années "trente" leur fit voir qu'à eux seuls, ils ne viendraient pas à bout de cette tâche. Il y avait des années que les agriculteurs réclamaient du gouvernement des mesures destinées à coordonner la vente de leurs produits et à affermir les prix¹. Mais il fallut attendre 1935 pour que les pouvoirs publics prennent des initiatives concrètes. La plus importante fut la création, cette année-là, de la Commission canadienne du blé, chargée d'"assurer la commercialisation ... des grains cultivés au Canada". La Commission canadienne du blé a commencé par recevoir des céréales livrées de leur propre chef par les cultivateurs et elle s'est cantonnée dans les transactions sur le blé. En 1943, elle s'est vue confier la réglementation obligatoire de la commercialisation des céréales pour l'ouest du Canada, réglementation obligatoire qui s'est maintenue après la guerre en ce qui concerne le blé. On l'a étendue, en 1949, à l'avoine et à l'orge.

La Commission du blé a joué un rôle important dans la stabilité des prix. Elle a d'abord permis d'assurer aux cultivateurs un prix garanti avant l'époque des semailles. Ce résultat a été obtenu parce que la Commission a annoncé, dès le début de la campagne, la nouvelle d'un versement initial à garantie du gouvernement. Ensuite, la Commission a stabilisé les prix de vente et les a sans doute même fait monter, grâce à son énergique surveillance du marché et à la rationalisation des ventes de céréales. La fermeté des cours des céréales, de 1950 à 1960, constitue la preuve de cet équilibre.

La décision de négocier des accords sur la vente des denrées agricoles a également contribué à stabiliser les prix. Les accords sur le blé étaient entrés en vigueur dès la fin de la deuxième guerre mondiale; il y a d'abord eu accord avec la Grande-Bretagne, puis une série d'accords internationaux sur le blé, dont l'objectif était de fixer un prix minimal pour les exportations de blé. Dans le cas d'un grand nombre d'autres produits agricoles, écoulés surtout sur les marchés intérieurs, les commissions de vente et les accords sur les marchandises, au niveau fédéral comme à celui des provinces, ont pareillement contribué à stabiliser les produits agricoles.

Une troisième mesure favorisa cette stabilisation; il s'agit du programme fédéral de soutien des prix, lancé en 1944. D'abord, établi pour fournir un soutien aux prix dans les cas d'urgence seulement, il évolua en un programme de soutien permanent des prix des principaux produits agricoles. Les mesures de soutien furent encore élargies par l'adoption de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles de 1948, aux termes de laquelle les paiements compensatoires vinrent remplacer la politique d'achat par le gouvernement. Dans l'ensemble, cette loi s'est révélée un instrument efficace pour stabiliser les coûts et orienter les décisions des agriculteurs, fondées sur les prix. En 1966, les produits garantis comprenaient le blé, l'avoine et l'orge de l'Est, les bovins, les moutons, les porcs, le beurre, les oeufs, le soja, la laine, le lait et la crème industriels, le miel, les graines de tournesol, les dindes et les betteraves.

¹ Galbraith (1952), dans son excellente analyse de ce phénomène aux États-Unis, envisage la pression agricole sous la forme d'un processus en trois temps: l'appui d'abord donné par les exploitants à l'inflation; ensuite, l'insistance mise à la fin du XIX^e siècle sur la surveillance ou sur la mise en tutelle des firmes avec lesquelles traitaient les cultivateurs; enfin, des actions de commercialisation exécutées en groupe qui, quand les coopératives se furent avérées plus ou moins imparfaites, revêtirent l'aspect d'un appel à la coordination des pouvoirs publics. Ces trois étapes apparaissent bien nettement dans l'histoire agricole du Canada.

Ces mesures officielles, destinées à atténuer les aléas du rendement et des prix, se sont trouvées renforcées par l'appui grandissant apporté à la stabilité des céréales par la technologie moderne (mécanisation, engrais et pesticides). Cela donna aux exploitants une plus grande confiance dans la rentabilité de leur travail. Les périodes d'abondance ou de disette, qui caractérisaient l'agriculture dans le passé, s'en trouvèrent éliminées et le revenu annuel des agriculteurs en fut stabilisé. La stabilisation des prix et des rendements et des possibilités de modernisation contribuèrent à établir un climat propice à l'amélioration et au redressement de l'agriculture canadienne, allant bien au-delà de ce qu'on aurait pu prévoir.

Ainsi s'établirent des conditions favorables à une rationalisation de la majeure partie du travail de la ferme, dans la mesure où les ressources agricoles pourraient être redistribuées. Sur ce point, d'autres agents étaient heureusement à l'oeuvre; ils permirent cette adaptation et facilitèrent la nouvelle répartition des ressources.

Au début des années "quarante", les exploitations étaient en général encore trop petites pour permettre de tirer un très grand profit des nouvelles possibilités de la technologie ou des nouveaux avantages en matière de stabilité des prix et des rendements. Ce furent surtout les cultivateurs qui purent s'agrandir qui profitèrent de la situation. Dans le cas des agriculteurs, cet agrandissement a généralement impliqué l'acquisition de nouvelles terres et de matériel moderne. Dans celui des éleveurs, l'expansion de leur entreprise a impliqué l'agrandissement de leurs pâturages ou l'adoption d'un système d'alimentation mécanisé, voire les deux.

En somme, la possibilité d'améliorer la rentabilité des fermes reposait sur une nouvelle répartition générale des ressources visant à une augmentation de l'actif foncier et des capitaux et à une réduction de la main-d'oeuvre. Cette nouvelle répartition des ressources, qui eut lieu dans la période d'après-guerre, se serait produite beaucoup plus lentement si certains facteurs importants n'étaient venus la hâter. Parmi ces facteurs, ceux qui exercèrent la plus grande influence étaient la médiocrité des revenus agricoles, les possibilités de réorientation, les nouvelles possibilités de financement et les modifications dans la demande de produits agricoles.

Médiocrité des revenus agricoles et possibilités de réorientation

Le premier des deux phénomènes peut exercer une influence subtile, amenant les cultivateurs à changer d'attitude pourvu qu'existent des possibilités d'améliorer son sort par la réorientation. Or, il en existait après la deuxième guerre mondiale; à cette époque-là, deux possibilités de réorientation s'offraient aux petits cultivateurs: l'une consistait à améliorer sa situation en recherchant des revenus plus élevés dans le secteur non agricole; l'autre consistait à augmenter ses revenus en s'agrandissant. La médiocrité des revenus agricoles eut l'un ou l'autre de ces effets, selon les difficultés rencontrées dans le processus de réorientation.

Tout semble indiquer que les revenus d'origine non agricole ont exercé une grande influence sur le processus d'adaptation. Les revenus que procurait l'agriculture étaient médiocres par rapport à ceux des autres secteurs de l'économie; ils étaient aussi moins réguliers. Ces revenus, qui n'atteignaient que 64 p. 100 des revenus non agricoles pendant la guerre, augmentèrent plus vite au cours de l'immédiat après-guerre. Mais tout en se situant bien loin derrière les revenus non agricoles, ils plafonnèrent au cours des années "cinquante", alors que les revenus non agricoles, eux, continuèrent à augmenter considérablement (tableau 5-1).

TABLEAU 5-1

Revenu moyen par travailleur, secteurs agricole et non agricole,
Canada, 1941-1962

<i>Année</i>	<i>Revenu agricole</i>	<i>Revenu non agricole*</i>
	\$	\$
1941	475	1,086
1942	988	1,220
1943	802	1,364
1944	1,101	1,432
1945	855	1,457
1946	1,007	1,460
1947	1,121	1,638
1948	1,533	1,869
1949	1,434	1,976
1950	1,335	2,049
1951	2,224	2,316
1952	2,339	2,512
1953	2,106	2,632
1954	1,342	2,663
1955	1,761	2,726
1956	2,089	2,939
1957	1,637	3,009
1958	2,093	3,005
1959	1,968	3,178
1960	2,197	3,135
1961	1,782	3,265
1962	2,627	3,344

* Ces chiffres représentent le revenu global moins les gains attribuables à l'agriculture, à la pêche et au piégeage.

Source: Revenu agricole; Revue statistique du Canada, B.F.S.; Tendances de la main-d'oeuvre agricole au Canada, ministère du Travail, 1960.

De 1958 à 1962, les revenus des travailleurs agricoles canadiens n'atteignirent encore en moyenne que 67 p. 100 de ceux des personnes employées dans d'autres activités.

Dans le cas de travailleurs agricoles qui acceptaient de changer d'emploi, le passage dans un autre secteur de l'activité économique offrait ainsi des possibilités non seulement d'amélioration immédiate des revenus, mais aussi d'augmentation ultérieure. Il existait de surcroît une forte demande de travailleurs dans d'autres secteurs économiques, de sorte que les travailleurs agricoles pouvaient habituellement trouver un emploi en dehors de l'agriculture sans avoir à subir la coûteuse période d'attente, courante autrefois. De 1946 à 1966, l'emploi dans le secteur non agricole augmenta de plus de 88 p. 100 (Cf. tableau 5-2). Au cours de la même période, l'emploi dans les exploitations agricoles diminua de 54 p. 100. La rapide croissance de l'emploi, dans le bâtiment et les services en particulier, créa de nouvelles occasions d'emploi pour les agriculteurs qui acceptaient d'aller chercher ailleurs du travail mieux rémunéré.

En plus, les différences de salaires allaient en s'accroissant. Les salaires agricoles qui s'élevaient en 1946 à environ 59 p. 100 des salaires non agricoles étaient tombés en 1960 à 48 p. 100. Ces chiffres sont une preuve supplémentaire de la médiocrité des revenus agricoles, mais ils signifient également qu'il devenait de plus en plus difficile de trouver des ouvriers agricoles compétents. Les jeunes ruraux étaient moins désireux de se présenter à l'embauche pour une rémunération aussi faible. Désormais, les cultivateurs n'étaient plus de taille à rivaliser avec le marché urbain du travail pour obtenir le personnel compétent dont ils avaient eu l'habitude. Ce phénomène nouveau fut pour beaucoup dans le développement de la mécanisation.

Les bonnes possibilités d'emploi qui s'offraient ailleurs, en plus de la perspective de s'assurer un revenu toujours meilleur dans le secteur non agricole, eurent une forte influence sur les familles de cultivateurs, les incitant à quitter leurs exploitations à faibles revenus. La rapidité de l'exode rural dans les années "cinquante" (Cf. tableau 5-2), fait ressortir l'importance de cette influence.

TABEAU 5-2

Emploi, secteur agricole et secteur non agricole, 1946-1966

<i>Année</i>	<i>Travailleurs agricoles</i> (en milliers)	<i>Travailleurs non agricoles</i> (en milliers)
1946	1,186	3,500
1951	939	4,178
1956	776	4,826
1961	674	5,375
1966	544	6,609

Source: Recensement du Canada.

Il ne faudrait pourtant pas aller croire que ce furent les personnes aux revenus les plus bas qui se dirigèrent le plus volontiers vers les emplois non agricoles, améliorant ainsi progressivement le niveau moyen des revenus dans l'agriculture. Au contraire, les gens qui percevaient les rémunérations les plus médiocres n'avaient généralement pas suffisamment de ressources pour couvrir les frais d'un déménagement. Si l'on observe les caractéristiques des déplacements, on remarque que ce sont généralement les personnes aux revenus agricoles moyens qui ont disposé de l'argent nécessaire pour se reconverter et qui ont eu la volonté de le faire; c'est là un trait symptomatique dont on peut déduire que l'exode rural s'est surtout produit là où les revenus n'étaient ni trop élevés, ni trop médiocres. Mais dans les régions agricoles où les revenus étaient les plus bas, les influences favorables au changement ont eu tendance à se montrer plus faibles et n'ont généralement pas suffi à inciter la mobilité. Les revenus ne s'y sont guère accrus et ils ont même souvent baissé. La présence de zones toujours plus nombreuses de pauvreté agricole au Canada, est à l'origine de la législation sur le rétablissement agricole (ARDA) votée en 1961 et dont la portée s'est plus tard élargie. Elle était conçue pour fournir une aide spéciale destinée à permettre d'améliorer les revenus agricoles des cultivateurs désavantagés qui ne percevaient que de faibles revenus.

Dans le cas de cultivateurs compétents, ayant le sens de l'initiative, la recherche d'un travail en dehors du secteur agricole ne fut pas la seule autre possibilité offerte. Il leur était aussi possible d'accroître leurs activités, augmentant par là leurs revenus. Dans bien des régions agricoles, les bons cultivateurs eurent la possibilité de le faire. Pour certains d'entre eux, cette possibilité consistait à s'agrandir. Heureusement, l'exode rural libérait des terres que ces cultivateurs pouvaient réunir aux leurs. Pour d'autres, la possibilité qui s'offrait consistait à augmenter leurs investissements sans changer d'activité, c'est-à-dire en se spécialisant dans la volaille, les produits laitiers ou l'élevage, par exemple.

Seule une minorité de cultivateurs fut capable de relever son revenu de façon plus ou moins appréciable par l'une ou l'autre de ces méthodes. La plupart des cultivateurs ne devaient pas dépasser le stade des revenus tout à fait médiocres. On peut illustrer les changements survenus dans ce régime des revenus agricoles en puisant aux renseignements fournis par le recensement sur le nombre des exploitations classées d'après la valeur des produits vendus (Cf. tableau 5-3). Le nombre total des fermes est tombé de 623,000, en 1951, à 481,000, en 1961 et à 431,000, en 1966, soit une diminution totale de 31 p. 100. Les fermes dont les ventes de produits n'atteignaient pas \$3,750 constituaient 77 p. 100 de l'ensemble des exploitations, en 1951

TABEAU 5-3

Nombre et pourcentage des fermes, selon la valeur des produits vendus,
1951, 1961 et 1966

<i>Valeur des produits vendus*</i>	<i>Nombre de fermes</i>			<i>Pourcentage des fermes</i>		
	<i>1951</i>	<i>1961</i>	<i>1966</i>	<i>1951</i>	<i>1961</i>	<i>1966</i>
\$	no.	no.	no.	%	%	%
35,000 et au-dessus))	9,507	10,282)	1.4)	2.0	2.4
25,000 - 34,999)	8,649)		9,384))		2.2
15,000 - 24,999)		14,411	31,149)		3.0	7.2
10,000 - 14,999	12,594	25,923	44,217	2.0	5.4	10.3
7,500 - 9,999	18,984)		38,753	3.1)		9.0
5,000 - 7,499	50,035)	90,419	58,103	8.0)	18.8	13.5
3,750 - 4,999	53,162	49,754	37,923	8.5	10.3	8.8
2,500 - 3,749	91,666	69,023	47,024	14.7	14.4	10.9
1,200 - 2,499	151,290	94,256	60,947	24.3	19.6	14.2
250 - 1,199	148,962	82,946	55,271	23.9	17.2	12.8
50 - 249	87,057	43,850	36,692	14.0	9.1	8.5
Établissements publics et semi-publics	692	814	777	0.1	0.2	0.2
TOTAL	623,091	480,903	430,522	100.0	100.0	100.0

* La valeur des produits vendus représente la valeur des produits agricoles vendus au cours des douze mois qui ont précédé le premier juin. Les fluctuations des prix influent sur ces valeurs. Ainsi, les valeurs de produits agricoles, lors du recensement de 1951, furent relativement plus élevées que lors de celui de 1961. L'indice des prix de 1950-1951 dépassa 252.6, alors qu'il n'était que de 225.8, en 1960-1961.

Source: Recensement du Canada.

et 47 p. 100, en 1966¹. La diminution la plus importante eut lieu dans les exploitations où les ventes de produits furent inférieures à \$1,200; elles tombèrent de 236,000, en 1951, à 127,000, en 1961 et à 92,000, en 1966, mais elles constituaient encore 21 p. 100 des fermes, en 1966. Au Canada, 29.2 p. 100 seulement des fermes connaissaient des ventes de produits atteignant ou dépassant \$5,000, en 1961, alors que cette proportion était de 44.6 p. 100, en 1966. Les fermes dont les ventes se situaient entre \$1,200 et \$4,999 sont passées de 213,033, en 1961, à 145,894, en 1966; elles constituaient, cette année-là, 33.9 p. 100 des exploitations.

Si l'on considère l'influence globale des revenus médiocres sur l'évolution de l'agriculture, on peut constater que ces deux conséquences primaires tendent à se compléter mutuellement. Certains cultivateurs, à la recherche d'une meilleure situation, abandonnèrent leurs fermes, démobilisant ainsi des ressources au profit de ceux qui restaient dans l'agriculture. Ces derniers, qui cherchaient à améliorer leurs revenus agricoles, y réussirent jusqu'à un certain point en agrandissant, réorganisant et mécanisant leurs exploitations. C'est ainsi que la médiocrité des revenus des cultivateurs, jointe aux possibilités de réorientation, joua un rôle important dans l'évolution agricole.

DISPONIBILITÉS DE FONDS

Les disponibilités de fonds, qui existaient juste après la guerre, ont facilité ce bouleversement des structures de l'agriculture. Un certain nombre de circonstances ont contribué à rendre cette situation unique. Il y eut d'abord l'accumulation de l'épargne forcée, constituée par les cultivateurs et d'autres groupes sociaux, au cours de la deuxième guerre mondiale. Il y eut ensuite l'accroissement relativement rapide des revenus des cultivateurs, conséquence de la vigoureuse demande de produits agricoles, une fois la guerre terminée. Il y eut, enfin, la forte participation financière du gouvernement au programme d'installation réalisé en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Grâce à cet ensemble de circonstances, les cultivateurs disposèrent, pendant quelques années, de plus d'argent qu'auparavant.

Le revenu agricole net, de 1946 à 1952, s'est situé aux alentours de \$600 millions par an; il était donc de 74 p. 100 plus élevé qu'il ne l'avait été au cours des années de guerre. Cette augmentation des revenus était essentiellement due à ce que les prix de vente des denrées agricoles augmentaient plus rapidement que les prix de revient². Après 1952, ces derniers continuèrent à croître alors que les prix de vente tombaient brusquement.

Aux termes de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, le gouvernement a accordé plus de \$120 millions pour assurer le financement agricole répartis sur une période de six ans (1945-1950). Ce régime de financement a permis à beaucoup de jeunes agriculteurs de s'installer dans des conditions favorables, mais il

¹ Il est possible de calculer le revenu net à partir de la vente des produits en déduisant 55 à 65 p. 100 au titre des frais d'exploitation et d'amortissement. Ainsi pourrait-on escompter que des ventes de produits de l'ordre de \$3,750 rapportent de \$1,300 à \$1,700 de revenu net.

² L'indice des prix payés par les cultivateurs a passé de 126.6, en 1942, à 229.8, en 1952. L'indice des prix reçus par les cultivateurs a passé de 127.1, en 1942, à 268.6, en 1951, pour retomber à 250.2, en 1952.

a aussi permis de financer le fusionnement de nombreuses exploitations délaissées par les cultivateurs qui se retiraient. Au cours de cette même période, la Commission du prêt agricole canadien n'a avancé que \$22.8 millions. Le financement, selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, n'en était qu'à ses débuts.

Cette situation financière particulière fut, à coup sûr, l'élément moteur de la révolution agricole de la période d'après-guerre. Ces disponibilités de fonds essentiellement provisoires, rendirent possible au secteur agricole de s'adapter et de bénéficier ainsi d'un élan qui vint consolider les transformations survenues au cours des années "cinquante" et "soixante". Cette évolution agricole se poursuivit bien que le contexte soit devenu moins favorable, après 1952, surtout en ce qui concernait l'autofinancement. Les adaptations survenues au cours des sept années précédentes ont démontré la rapidité avec laquelle les cultivateurs modernisent leurs exploitations quand ils disposent des fonds nécessaires.

FLUCTUATIONS DE LA DEMANDE

La structure de l'agriculture a fortement subi l'influence de changements survenus dans la demande de produits agricoles. Dans le cas qui nous occupe, ce sont les changements durables ou à long terme de la demande qui sont significatifs et non pas les fluctuations à court terme. L'augmentation progressive, mais réelle de la demande de bovins de boucherie, est un bon exemple de transformations à long terme. La consommation de viande de boeuf au Canada est passée de 613 millions de livres, en 1951, à 1,240 millions de livres, en 1957. Elle a amené un accroissement des besoins en pâturages et l'établissement d'un plus grand nombre de parcs d'engraissement. Pour répondre à cette demande de viande de boeuf, on a transformé des terres pauvres abandonnées en pâturages. Cette demande a ouvert de nouvelles possibilités d'élevage, entraînant une expansion des parcs d'engraissement, et l'apparition de nombreuses grandes spéculations d'embouche spécialisées. Les techniques d'élevage spécialisé ont par la suite été adoptées dans d'autres domaines: élevage de poulets à griller, des pondeuses et des porcs, par exemple.

Une autre tendance nouvelle de la demande fut un important facteur de cette évolution: le désir de plus en plus vif des consommateurs, manifesté dans la création de grands magasins à succursales multiples, que les produits alimentaires soient toujours dignes de confiance et de première qualité. Ces exigences de la part du consommateur furent stimulées par l'augmentation des revenus, la poussée de l'urbanisation, et la nécessité pour les grands magasins d'acheter en gros. Ces derniers commencèrent à insister pour qu'on leur livre, en tout temps, des produits alimentaires de première qualité. Ces magasins représentaient un important marché et offraient des prix avantageux aux producteurs capables de satisfaire leurs exigences en matière de qualité et de quantité. Produisant des produits variés en faible volume, les petits cultivateurs indépendants ne pouvaient répondre à ces exigences. Les gros producteurs spécialisés étaient mieux armés pour le faire.

L'insistance prise par cette demande de produits de première qualité en quantité constante, jointe à une efficacité accrue des techniques de production est devenue un facteur prépondérant de l'agrandissement des exploitations agricoles. Dans le centre du Canada, au début des années "soixante", cette spécialisation était déjà considérable; on y trouvait des spéculations spécialisées produisant 100,000 dindons à griller par an, 2,000 porcs et plus, 5,000,000 d'oeufs, 3,000 bovins de boucherie, et exploitant de vastes étendues plantées de légumes ou d'autres récoltes. Depuis quelques années, on trouve aussi dans l'Ouest de plus en plus de grandes entreprises spécialisées qui n'utilisent que peu de terre. C'est là une application faisant surtout appel au capital de la technologie et de la rationalisation moderne à la production de denrées alimentaires.

Le contexte nouveau dans lequel se trouvèrent placés les fermiers, après la seconde guerre mondiale, les incita à profiter des possibilités d'adaptation qui s'offraient. Les dispositions prises par les pouvoirs publics, dans le but de diminuer les aléas en matière de rendement et de prix, avaient réduit les risques que comportait l'agrandissement des fermes. Les faibles revenus agricoles et les intéressantes perspectives de travail dans d'autres secteurs libérèrent les terres nécessaires à l'expansion. Il se produisit une coïncidence fortuite dans l'immédiat après-guerre entre des courants temporaires de ressources financières venus de plusieurs sources qui fournirent les moyens de changement de structure. La forme prise par la demande et le coût élevé de la main-d'oeuvre avaient créé une situation favorable aux personnes qui purent agrandir et mécaniser leurs exploitations, et aussi produire à moindre prix. Nombreux sont les cultivateurs qui exploitèrent cette situation.

Alors même que les fermes s'agrandissaient, il se produisait d'importants progrès techniques; ces deux phénomènes eurent une vaste influence, tant sur l'organisation de l'agriculture que sur son financement.

L'utilisation pratique de l'énergie mécanique fut prépondérante dans cette révolution technique. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, on utilisait encore beaucoup de chevaux de trait. Ils disparurent pratiquement au cours des deux décennies qui suivirent. On put donc consacrer à la culture commerciale de nombreuses terres jadis utilisées en guise de pâturages pour les chevaux.

Les tracteurs plus petits, plus puissants et plus maniables, que l'on put se procurer vers la fin des années "trente", ouvrirent la route à l'usage généralisé de l'énergie mécanique dans la plupart des fermes. Les perfectionnements des tracteurs après la seconde guerre mondiale (diésélisation, utilisation de moteurs plus puissants, etc.), permirent d'en diminuer les frais d'exploitation et en augmentèrent le rendement, surtout dans les grandes exploitations. Il y avait, en 1941, 159,792 tracteurs de ferme. Ce chiffre avait fait plus que doubler en 1951 (cf. tableau 5-4). En 1961, il y en avait 550,000, près de trois fois et demie le total de 1941, soit 1.4 tracteur par exploitation utilisant les tracteurs. En 1966, il y en avait 600,000, soit 1.6 par ferme.

L'emploi de l'énergie électrique se répandit encore plus rapidement. Les moteurs électriques dans les exploitations furent multipliés presque par huit, passant de 58,000, en 1941, à près de 445,000, en 1961.

Pour mieux bénéficier des avantages de l'énergie mécanique, les exploitants achetèrent des machines plus grosses et plus puissantes. Le rendement du matériel de culture, de récolte, de pulvérisation, de traite et de fenaison, etc., s'améliora. L'emploi de distributeurs automatiques de nourriture dans les spéculations spécialisées de bovins laitiers et de boucherie, de volailles et de porcs, permit d'améliorer le rendement de la main-d'oeuvre.

La technologie moderne offrait aux cultivateurs la possibilité d'accroître la productivité de leur main-d'oeuvre. Les risques qu'ils couraient se trouvaient réduits, puisque les labours, les récoltes et d'autres travaux agricoles s'effectuaient plus rapidement, et au moment le plus opportun. Ils purent aussi se lancer, avec plus de confiance, dans la grande culture. Grâce à la mécanisation, les cultivateurs purent s'agrandir tout en diminuant le nombre de leurs employés. Cette tendance fut particulièrement nette dans les Prairies où le nombre d'employés par ferme est passé de 1.54, en 1951, à 1.37, en 1961. Les dimensions moyennes des exploitations des Prairies sont passées de 498 acres à 609 acres au cours de la même période.

TABLEAU 5-4

Force motrice dans les fermes

<i>Année</i>	<i>Tracteurs</i>	<i>Moteurs électriques</i>
	no.	no.
1921	47,455	n.d.
1931	105,360	18,639
1941	159,752	58,192
1951	399,686	196,681
1961	549,789	444,507
1966	598,483	n.d.

Source: Recensement du Canada.

L'augmentation du prix des machines est venue partiellement contrebalancer la diminution des besoins en main-d'oeuvre. De 1941 à 1951, les investissements agricoles en machines et équipement ont plus que triplé, passant de \$596 millions, en 1941, à \$1,933 millions, en 1951 (Cf. tableau 5-5). De 1951 à 1966, ils ont presque doublé pour atteindre \$3,552 millions. Il est possible d'imputer une partie de cette augmentation à une certaine inflation, mais pour l'essentiel, elle fut la conséquence de la mécanisation, du perfectionnement des machines et du remplacement de la main-d'oeuvre par la machine.

TABLEAU 5-5

Valeur des machines et de l'équipement dans les fermes du Canada

<i>Année</i>	<i>Valeur</i>
	(en millions de dollars)
1921	665.2
1931	650.7
1941	596.0
1951	1,933.3
1961	2,568.6
1966	3,552.4

Source: Recensement du Canada.

Cet essor pris par l'investissement dans les machines eut sa contrepartie dans d'autres aspects de la technologie. L'emploi des engrais commerciaux a triplé de 1941 à 1961, passant de 324,000 tonnes à 1,077,000 tonnes. L'emploi des herbicides et pesticides par les cultivateurs a augmenté encore plus rapidement, près de cinq fois (Cf. tableau 5-6).

Le recours aux antibiotiques, hormones et vitamines, ainsi qu'à un régime alimentaire équilibré s'est rapidement répandu, diminuant les risques et déculpant les rendements de l'élevage du bétail et de la volaille. De nouvelles techniques de conservation du sol et des eaux, ainsi que de nouvelles variétés agricoles et horticoles amenèrent à la même époque des rendements accrus et plus sûrs.

TABLEAU 5-6

Ventes de pesticides au Canada, en 1947 et en 1961

<i>Année</i>	<i>Herbicides</i>	<i>Récoltes et fourrage</i>	<i>Bétail</i>	<i>Total</i>
----- (en milliers de dollars) -----				
1947	1,046	3,936	449	5,432
1961	10,925	12,329	2,420	25,674

Source: *Sales of Pest Control Products by Canadian Registrants D.B.S.* (Vente de pesticides par les détenteurs canadiens de brevets, B.F.S.).

Toutefois, les avantages de cette révolution technique ne furent pas également répartis. Par exemple, la mécanisation de la production des récoltes s'avéra rentable, surtout dans les grandes plaines non encombrées de pierres. Dans une grande mesure, l'application de la technologie moderne (pesticides, engrais, etc.), ne se justifiait du point de vue économique que dans les meilleures terres où l'accroissement des rendements en assurerait la rentabilité. C'est ainsi que les progrès technologiques agricoles, du fait qu'ils trouvaient leurs meilleures applications dans les sols les plus fertiles et dans les fermes les plus grandes, ont sérieusement accentué les avantages des grandes exploitations par rapport aux petites fermes au sol pauvre. En conséquence, c'est surtout la rentabilité des meilleures terres qui s'en est trouvée accrue et intensifiée. En même temps, du fait des nouvelles conditions, l'exploitation d'une grande partie des terres plus pauvres et plus accidentées perdit pratiquement toute rentabilité. C'est pourquoi bien des fermes marginales de l'est du Canada, du centre et des Prairies sont aujourd'hui plus ou moins abandonnées. Bon nombre de ces fermes se trouvent dans la zone accidentée et peu fertile qui borde le Bouclier canadien, entre la zone agricole d'une part, et la zone forestière de l'autre. On retrouve ce genre de terre dans de nombreux endroits de la région appalachienne dans les provinces de l'Atlantique. Dans ces terres de qualité inférieure, l'agriculture connaît actuellement une difficile période d'adaptation.

TRANSFORMATION DE LA STRUCTURE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PRODUCTIVITÉ

Au cours de la phase de transition qu'a connue après la guerre l'agriculture canadienne, les effectifs de la main-d'oeuvre ont brusquement diminué. Le nombre des exploitations a décliné, tandis que leurs dimensions moyennes ont augmenté. La mécanisation et la technologie ont considérablement accru les besoins de chaque exploitation en capital et en moyens financiers, en particulier les spéculations qui se classaient dans la catégorie relativement réduite mais importante sur le plan de la production, où l'on avait largement recours à ces techniques modernes. Cependant, à mesure que les fermes se sont agrandies, le rendement à l'acre des investissements s'est accru, de sorte que le montant des capitaux engagés dans l'agriculture s'en est trouvé limité. De 1950 à 1960, la valeur du capital agricole matériel n'a augmenté que de 54 p. 100, ce qui représente essentiellement l'accroissement de la valeur des terres (cf. tableau 5-11).

A la même époque, la productivité de la main-d'oeuvre agricole au Canada augmentait rapidement. De 1946 à 1966, le rendement par personne employée dans l'agriculture a presque triplé (Cf. tableau 5-7). Le rendement par heure-homme dans l'agriculture a de son côté fait plus que tripler. C'était là des progrès remarquables réalisés dans le domaine de la productivité, surtout si l'on songe à ceux qu'a réalisés le secteur non agricole où le rendement par personne n'a augmenté que de 60 p. 100, de 1946 à 1966, et où le rendement par heure-homme est parti d'un indice de 96.2 pour atteindre un indice de 174.6, soit un pourcentage de 81 p. 100 seulement (cf. tableau 5-7). Il est également intéressant de noter que ces dernières années, en 1965 et 1966, le taux d'accroissement de la productivité individuelle a décliné dans le secteur non agricole, alors qu'il continuait d'augmenter dans le secteur agricole¹. On peut, en partie, attribuer le taux plus élevé de l'accroissement de la productivité dans l'agriculture au départ continu des petits cultivateurs au cours de ces dernières années, départ qui a surtout eu lieu dans des régions où les inconvénients d'ordre physique ou économique rendent peu vraisemblable l'établissement de grandes exploitations agricoles rentables.

TABLEAU 5-7

Orientation globale de la productivité, Canada, 1946-1966
(Indice de référence: 1949 = 100)

Année	Agriculture			Activités commerciales non agricoles		
	Nombre de personnes employées	Rendement par person- ne employée	Rendement par heure- homme	Nombre de personnes employées	Rendement par person- ne employée	Rendement par heure- homme
1946	109.4	100.0	97.6	86.9	98.1	96.2
1947	103.5	99.3	100.4	94.6	98.1	97.3
1948	101.1	104.9	105.3	97.8	98.5	97.7
1949	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1950	93.9	113.1	115.7	102.0	104.6	106.7
1951	86.6	139.6	140.3	107.7	106.0	108.9
1952	82.2	181.0	180.2	110.4	108.3	112.2
1953	79.2	172.2	168.0	112.1	112.2	116.9
1954	81.0	128.8	124.4	110.6	113.9	120.1
1955	75.6	174.9	168.5	114.1	120.5	127.4
1956	71.6	198.0	189.4	121.0	124.7	131.2
1957	68.6	171.2	165.7	124.5	123.3	131.9
1958	65.7	190.5	187.5	121.3	127.1	137.2
1959	63.8	196.0	193.4	124.3	131.8	141.9
1960	62.3	205.5	203.5	124.2	133.8	145.0
1961	62.2	186.5	188.3	124.7	137.0	150.7
1962	60.2	223.6	227.2	128.4	141.0	154.1
1963	59.1	249.5	256.9	131.5	145.4	159.6
1964	57.6	243.6	254.7	137.4	149.8	164.2
1965	54.2	276.4	292.0	144.0	153.5	170.1
1966	49.6	337.5	350.6	151.0	156.3	174.6

Source: Le Bulletin quotidien, B.F.S. 36 (139): 3-4. 20 juillet 1967.

¹ Le Bulletin quotidien, B.F.S. 36 (139): p. 2 et suivantes, 20 juillet 1967.

Moins de personnes purent produire plus. Tandis que les effectifs de la main-d'oeuvre agricole diminuaient de moitié, la production augmentait, elle, de plus de 53 p. 100, de 1946 à 1966¹. L'effectif de la main-d'oeuvre agricole au Canada était demeuré assez stable, avoisinant le chiffre de 1.2 million de travailleurs, de 1931 à 1946, mais de 1946 à 1961, il a accusé une perte de plus de 43 p. 100 et il a encore diminué de 10 p. 100, en 1966 (Cf. tableau 5-8). L'essentiel de cette réduction s'est produit dans le centre du Canada où les nouveaux emplois industriels ont connu l'essor le plus rapide. De 1946 à 1966, la perte de travailleurs agricoles en Ontario et au Québec a été de 351,000 personnes, soit de 59 p. 100. Sur l'ensemble du déclin dans l'effectif de main-d'oeuvre agricole du Canada, de 1946 à 1966, la part de l'Ontario et du Québec a été de près de 55 p. 100. La place occupée par la main-d'oeuvre agricole du Canada dans ces deux provinces est passée de 50 p. 100, en 1946, à 45 p. 100, en 1966.

Les terres rendues vacantes par cet exode rural étaient loin d'être négligeables. Ce phénomène a eu pour résultat la diminution du nombre des exploitations et l'augmentation de leurs dimensions (Cf. tableau 5-9). La fusion des exploitations a été particulièrement digne d'intérêt dans les Prairies où la superficie des fermes a augmenté plus de deux fois et demie, en moyenne, en 25 ans (1941-1966). Dans les régions du Centre et de l'Atlantique, le nombre des fermes a brusquement diminué, mais l'accroissement de la dimension des exploitations n'a pas été inversement proportionnel, ce qui prouve que les fermes totalement abandonnées sont plus nombreuses dans l'Est que dans les Prairies.

Cependant, tandis que dans toutes les régions le nombre des exploitations a décliné de 1941 à 1966 et que la dimension moyenne des fermes a augmenté, un remarquable déplacement s'est produit dans la localisation régionale de l'agriculture. On peut illustrer ce déplacement régional en comparant les changements dans la répartition des terres agricoles par région. (Cf. tableau 5-10).

TABLEAU 5-8

Effectifs de la main-d'oeuvre agricole, selon les régions, 1946-1961

Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Total
	----- 000 -----					
1946	92	277	320	466	31	1,186
1951	62	229	238	382	28	939
1956	49	165	213	323	26	776
1961	56	137	162	293	26	674
1966	32	106	140	240	25	544

Source: Recensement du Canada.

¹ Ibid, p. 4.

TABLEAU 5-9

Nombre de fermes, superficie cultivée totale, superficie moyenne par ferme,
Canada et régions, années choisies

<i>Année</i>	<i>Détail</i>	<i>Canada*</i>	<i>Région Atlantique</i>	<i>Centre</i>	<i>Prairies</i>	<i>C.-B.</i>
--------------	---------------	----------------	------------------------------	---------------	-----------------	--------------

1941						
------	--	--	--	--	--	--

TABLEAU 5-10

Répartition des terres agricoles, Canada et régions,
années de recensement

<i>Année</i>	<i>Canada</i>	<i>Région de l'Atlantique</i>	<i>Centre</i>	<i>Prairies</i>	<i>Colombie- Britannique</i>
	%	%	%	%	%
1941	100.0	5.2	23.3	69.2	2.3
1951	100.0	4.5	21.6	71.2	2.7
1961	100.0	3.1	19.0	75.3	2.6
1966	100.0	2.6	17.6	76.7	3.0

Source: Recensement du Canada.

Il y a eu un déplacement important de la superficie agricole, des régions de l'Atlantique et du Centre vers les Prairies, preuves des avantages économiques toujours plus grands de la grande culture mécanisée¹. Il n'y a qu'en Colombie-Britannique que la superficie cultivée s'est accrue autant que dans les Prairies. Au cours de ces vingt-cinq années, la superficie agricole totale du Canada n'a guère changé. En 1941, elle était de 173.6 millions d'acres; elle était de 174.1 millions d'acres, en 1966. Mais, dans les provinces de l'Atlantique, elle a diminué de moitié. En Ontario et au Québec, elle a décliné de 25 p. 100. Dans les Prairies, elle a augmenté de 11 p. 100 et elle s'est accrue de 13 p. 100 en Colombie-Britannique.

En 1966, la superficie cultivée des provinces de l'Atlantique était inférieure à celle de la Colombie-Britannique. La superficie cultivée dans les Prairies représentait 76.7 p. 100 de toutes les terres agricoles du Canada et ne cessait d'augmenter. En 1966, pour la première fois, les Prairies comptaient plus de fermes que toute autre région (194,844).

L'abandon de terres accidentées et la mise en culture des grands espaces plats et fertiles ont été remarquables pour une période si courte. Les témoignages recueillis ont montré que ce déplacement était encore loin d'être terminé, en 1966. On pouvait se rendre compte que beaucoup de cultivateurs âgés achevaient leur existence sur leur ferme parce qu'elle leur tenait lieu de maison, mais qu'un grand nombre d'entre elles seraient abandonnées après le départ de leurs propriétaires actuels.

Un aspect important de ces changements, aspect insuffisamment mis en lumière par les statistiques, fut que les exploitations se sont de plus en plus séparées en deux catégories bien nettes. D'une part, le nombre des grandes exploitations a augmenté. Ce sont elles qui fournirent l'essentiel de la production agricole; elles groupaient probablement moins de 30 p. 100 de toutes les fermes, mais elles comptaient pour au moins 70 p. 100 de la production agricole. D'autre part, un grand nombre d'exploitations sont demeurées petites; ne contribuant que peu à la production globale, elles

¹ Ce serait une erreur de penser que l'aide fédérale au transport des aliments du bétail a eu un rôle prépondérant dans ce déplacement. Les forces à l'oeuvre derrière ce phénomène agissaient déjà bien avant que ne commence l'aide au transport alimentaire. Cette dernière a probablement contribué à atténuer les répercussions de ces changements, du moins pour un certain temps.

TABLEAU 5-11

Valeurs courantes du capital agricole, Canada, 1950-1966

Année	Terres et bâtiments	Outillages et machines	Bétail et volaille	Ensemble des actifs réels	Frais d'ex- ploitation en espèces	Capital agricole global
----- (en millions de dollars) -----						
1950	5,023	1,681	1,468	8,171	1,096	9,284
1951	5,513	1,932	2,006	9,459	1,219	10,691
1952	5,668	2,077	1,791	9,536	1,277	10,771
1953	6,296	2,258	1,557	10,110	1,261	11,030
1954	6,183	2,353	1,424	9,960	1,251	10,942
1955	6,567	2,284	1,463	10,313	1,313	11,258
1956	6,853	2,263	1,423	10,539	1,426	11,548
1957	6,958	2,371	1,512	10,842	1,407	11,685
1958	7,441	2,441	1,860	11,742	1,504	12,439
1959	7,842	2,510	1,956	12,308	1,601	12,934
1960	8,227	2,575	1,878	12,680	1,666	13,188
1961	8,603	2,566	1,990	13,159	1,671	13,735
1962	8,974	2,656	2,054	13,684	1,776	15,460
1963	9,639	2,782	2,120	14,541	1,959	16,500
1964	10,676	2,948	2,166	15,790	2,067	17,857
1965	12,039	3,140	2,102	17,282	2,240	19,527
1966	13,467	3,386	2,312	19,165	2,424	21,589

Source: Bulletin trimestriel de la statistique agricole, B.F.S. *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income* (Manuel de la statistique agricole, partie II, Revenu agricole), 1926-1965, B.F.S., juin 1967.

TABLEAU 5-12

Investissement moyen en capital par exploitation étudiée

	Superficie (en acres)	Nombre d'exploitations (nombre)	Investissement (en dollars)
Saskatchewan	0 - 480	4	35,626
	481 - 800	16	42,252
	801 - 1,120	16	51,763
	1,121 - 1,440	9	75,000
	Plus de 1,440	5	116,776
Manitoba	Moins de 400	13	30,509
	400 - 599	21	41,027
	Plus de 599	26	75,932

Source: 1961 *Saskatchewan Farm Business Summary*; 1960 *Annual Report, Carman District (Manitoba) Farm Business Association* (Résumé des questions agricoles en Saskatchewan, 1961; Rapport annuel, district de Carman (Manitoba), 1960, Association d'économie agricole).

représentaient néanmoins près de 70 p. 100 du nombre de fermes. A mesure que progressaient la modernisation technologique et la fusion des exploitations, les écarts de revenus et de possibilités tendaient à s'accroître entre ces deux grandes catégories de cultivateurs. Sur le plan du financement, la demande de crédit émanant des gros exploitants s'est rapprochée davantage de ce qu'attendent les établissements commerciaux. Mais, la situation des petites fermes par rapport aux conditions de la demande de crédit, ne s'est guère améliorée. Il devint évident que de nombreux petits cultivateurs qui avaient les moyens et l'intention d'agrandir leur exploitation allaient avoir encore plus de difficulté à le faire que par le passé.

L'influence de ce grand nombre de petites exploitations est manifeste dans la croissance et la composition des capitaux agricoles au Canada. Les données officielles révèlent que l'accroissement du capital agricole global au Canada (Cf. tableau 5-11) a découlé surtout de l'accroissement du capital des petites fermes; or, cet accroissement tient plus de l'augmentation de la valeur estimée des terres plutôt que d'une augmentation des autres biens d'équipement. L'augmentation de la productivité agricole a été nettement moins importante dans ces petites fermes que dans les grandes. Mais, dans les grandes exploitations plus importantes, s'il y eut une brusque augmentation des capitaux utilisés par ferme, les capitaux utilisés à l'acre diminuèrent. L'accroissement du capital global investi ne reflète donc que partiellement le brusque accroissement en capital unitaire dans les grandes fermes, parce que l'augmentation de la valeur des terres de la multitude des petites fermes entraînait pour une forte proportion dans l'augmentation générale. En 1966, par exemple, la valeur de l'actif réel des fermes, estimée à \$19,165 millions (Cf. tableau 5-11), était équivalente à un capital investi moyen à peine supérieur à \$44,500 par exploitation, alors qu'en 1951, il dépassait à peine \$15,000. Toutefois, une étude spéciale sur les fermes moyennes financée par la Société du crédit agricole a montré que les investissements moyens dans ce type de fermes étaient de \$45,000, en 1962. Mais, cette étude elle-même n'a pu montrer l'importance prise par le capital dans les grandes exploitations agricoles. Il en existait, désormais, un assez grand nombre, surtout dans les Prairies, dont les investissements dépassaient de beaucoup les \$45,000. C'est ce qu'ont révélé les statistiques des groupes d'étude de gestion agricole pour les années 1960 et 1961 en Saskatchewan et au Manitoba (Cf. tableau 5-12). Dans bon nombre de fermes mentionnées dans ces études, les investissements dépassaient les \$75,000.

L'accroissement du capital agricole global au Canada a été important, passant de \$9.2 milliards, en 1950; à \$21.6 milliards, en 1966. Les investissements en terrains et bâtiments qui étaient de \$5.0 milliards, en 1950, ont atteint \$13.5 milliards, en 1966; cet accroissement est essentiellement dû à l'augmentation du prix des terres. Les investissements en machinerie ont connu une hausse de 100 p. 100, pour atteindre \$3.4 milliards. Les investissements dans le bétail et la volaille ont connu une hausse de 59 p. 100, pour atteindre \$2.3 milliards. Les fonds d'exploitation ont connu une hausse de 118 p. 100, pour atteindre \$2.4 milliards (Cf. tableau 5-12).

En résumé, dans les exploitations qui se sont agrandies, il y a eu accroissement du capital investi par ferme, mais diminution des investissements par acre ou par unité de production. La grande majorité des fermes sont demeurées petites; leur activité n'a guère pris d'expansion, mais la valeur des investissements a augmenté quelque peu, surtout à cause de la plus-value de leur actif, et plus particulièrement des terres. Il y a également eu, au cours de cette période, un important exode rural; les fermes abandonnées ont ordinairement été affectées à des usages autres que la culture. Entre l'abandon et la fusion, le nombre d'exploitations au Canada a diminué de 192,000, de 1951 à 1966.

Il s'est produit une amélioration incontestable de l'utilisation des ressources dans la production agricole. Cependant, il est également apparu que ce progrès était surtout le fait des grandes exploitations agricoles qui ne constituaient que 30 p. 100 de l'ensemble des fermes, mais dont la part dans la production générale était de l'ordre de 70 p. 100. La plupart des autres fermes sont petites, et leur exploitation ne s'est pas autant améliorée. On s'est rendu compte qu'il allait falloir prendre des mesures spéciales, dont un régime de financement adapté à leurs besoins, pour améliorer la productivité des ressources agricoles.

6. EFFETS DU CONTEXTE NOUVEAU SUR L'AGRICULTURE DES PROVINCES MARITIMES

Les progrès technologiques d'après-guerre ont eu de fortes répercussions, surtout dans les régions de grandes plaines fertiles se prêtant à la grande culture mécanisée. Dans des régions comme les provinces Maritimes, les effets sur l'agriculture ont été freinés par les conditions physiques, économiques et institutionnelles. C'est avec un certain retard que les progrès technologiques ont fait sentir leur influence dans les Maritimes; les résultats furent différents et plus rigoureux.

Il est possible de passer rapidement en revue les facteurs propres au contexte des Maritimes qui ont retardé l'implantation de la nouvelle technologie. Les conditions physiques d'abord ont présenté trois obstacles importants: les terres, le climat et la situation géographique. Les terres consacrées à l'agriculture ne se prêtaient généralement pas à la grande culture. Le relief accidenté, les pierres, les affleurements rocheux, les zones médiocrement drainées, les clôtures, les chemins, etc.; tous ces inconvénients découpaient les terres en des zones vraiment exiguës, mal agencées, ou accidentées, donc peu propices à la culture mécanisée. Les sols podzolisés étaient souvent trop peu fertiles pour justifier des applications de chaux ou d'engrais. Il était de surcroît difficile de fusionner les exploitations existantes pour les transformer en unités suffisamment grandes pour être rentables. Le climat se prêtait moins à la culture que dans les régions concurrentes. La saison de croissance y est trop brève et trop fraîche. L'excès d'humidité plus intense, la surabondance des pluies et le manque de soleil font monter les coûts de production, empêchent les récoltes de mûrir et augmentent les exigences en matière de protection du bétail contre les intempéries. La position assez éloignée des régions agricoles, par rapport aux marchés importants ou aux grandes voies de communication, majorait le coût des transports et rendait plus délicate et plus coûteuse l'organisation des services de commercialisation.

Il y eut aussi des obstacles d'ordre économique à l'adaptation. Ces difficultés provenaient surtout de la médiocrité des revenus et de l'absence de possibilités d'emplois rémunérateurs. Le chômage devint donc chose courante dans l'agriculture, tandis que les revenus agricoles restaient médiocres et que les agriculteurs restaient dans l'agriculture, parce qu'ils étaient incapables de payer leur déménagement vers des régions plus éloignées où ils auraient pu trouver du travail. Les possibilités intéressantes de ces régions éloignées avaient été une des raisons principales du départ des petits cultivateurs.

Les obstacles d'ordre institutionnel à l'adaptation étaient surtout constitués, soit par le régime de propriété des terres, soit par les traditions et les habitudes des gens. L'agencement des zones cultivées et le partage des exploitations d'une génération à l'autre avaient eu pour résultat le morcellement des terres. Les gens n'ont pas su surmonter les difficultés du remembrement et du regroupement des petites fermes en exploitations plus grandes. Comme il n'y avait pas d'autres possibilités d'emploi, le chômage partiel devint chose courante, tandis que s'instaurait la tradition chez les cultivateurs de rester inactifs pendant les périodes creuses. Bien des petits cultivateurs, dont le temps n'était que partiellement occupé, ont été attirés par des possibilités d'emplois rémunérateurs dans d'autres régions.

Voilà quelques-uns des aspects physiques, économiques et institutionnels des Maritimes qui ralentirent les progrès technologiques de l'agriculture dans cette région. Pour ce qui est des conditions d'ensemble, ces provinces ne se heurtent pas à des difficultés bien différentes de celles que rencontrent d'autres régions agricoles

du Canada comme par exemple la vallée de l'Outaouais dans l'Ontario et la région d'Interlake au Manitoba. Cependant, dans ces deux derniers cas, les effets de la révolution technologique se feront sentir tôt ou tard. Peut-être faudra-t-il attendre l'arrivée d'une nouvelle génération pour que les résultats soient pleinement évidents. La nature des changements que l'on peut escompter est apparue nettement dans les tendances de l'agriculture des Maritimes, au moins pendant les dix dernières années. Pour pouvoir les évaluer, par rapport à l'ensemble de l'agriculture canadienne, il convient de faire observer que la plupart des cultivateurs du Canada, surtout ceux du Québec et de l'Ontario, vivent dans des régions qui sont placées dans des conditions défavorables analogues par rapport à la technologie moderne.

Il est possible de se rendre compte du retard des Maritimes sur l'agriculture du reste du Canada au cours des deux dernières décennies, en observant le volume pondéré de la production agricole (Cf. tableau 6-1). L'indice montre que depuis 1949 le niveau de la production agricole du Canada n'a cessé de croître et qu'en 1965 il avait augmenté de 62 p. 100 (l'indice de 1966 a été faussé dans le sens de la hausse à cause de l'importante récolte de blé des Prairies). Dans l'Île-du-Prince-Édouard, la production n'a guère varié de 1957 à 1966. En Nouvelle-Écosse, la production a quelque peu augmenté, mais elle n'avait pas retrouvé, vers le milieu des années "soixante", le niveau auquel elle était parvenue, de 1935 à 1939, quand elle atteignait une moyenne de 130.7. Au Nouveau-Brunswick, la production ne semble pas avoir beaucoup changé tout au long de la période envisagée, sauf pendant quelques années.

TABEAU 6-1

Indices de la production agricole,
Canada et provinces choisies, 1946-1966
(1949 = 100)

<i>Année</i>	<i>Canada</i>	<i>Î.-P.-É.</i>	<i>N.-É.</i>	<i>N.-B.</i>	<i>Qué.</i>	<i>Ont.</i>	<i>Alb.</i>
1946	107.6	75.9	122.7	91.6	95.4	95.8	127.3
1947	100.6	80.7	103.0	90.4	97.3	90.6	123.6
1948	104.9	83.8	103.7	94.1	102.3	95.7	121.8
1949	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1950	110.4	91.6	103.4	95.6	108.0	99.3	115.5
1951	122.3	76.7	93.8	79.8	107.0	103.1	149.9
1952	140.0	96.6	106.1	85.9	113.6	105.5	167.2
1953	130.2	98.7	106.2	91.6	108.1	110.1	160.1
1954	104.0	96.1	115.9	84.5	109.5	105.6	122.3
1955	127.1	96.2	114.1	90.6	117.9	107.4	147.8
1956	136.5	94.7	112.6	91.8	116.9	108.8	163.5
1957	117.0	99.8	110.9	88.5	117.9	115.4	130.7
1958	128.2	98.7	109.4	85.7	123.8	128.0	150.4
1959	127.3	90.5	111.4	80.0	123.8	121.7	154.9
1960	133.7	89.2	112.3	84.7	124.1	122.8	146.3
1961	116.1	93.0	118.9	87.1	133.3	134.1	144.9
1962	147.6	94.0	124.2	89.3	142.4	139.5	157.4
1963	162.0	94.4	126.4	87.7	142.7	140.5	182.0
1964	150.9	103.9	125.1	92.1	143.2	146.8	174.7
1965	162.0	97.0	135.8	90.5	147.8	148.4	187.9
1966	182.8	105.9	131.9	98.4	154.2	156.0	215.3

Source: Bulletin trimestriel de la statistique agricole, avril-juin 1967, B.F.S.

La valeur de la production agricole par rapport à l'ensemble de la production totale a baissé davantage dans les Maritimes, depuis 1950, qu'elle ne l'a fait dans tout le Canada (Cf. tableau 6-2). Dans tout le pays, l'agriculture est tombée de 10.6 p. 100 de l'ensemble de la production, en 1950, à 6.1 p. 100, en 1962. Dans les Maritimes, ces chiffres ont été respectivement de 8.7 p. 100 et 3.4 p. 100.

Le nombre des exploitations a baissé beaucoup plus rapidement dans les Maritimes après 1941 que dans le reste du Canada, mais leurs dimensions ne se sont pas accrues dans les mêmes proportions. Pour l'ensemble du Canada, les exploitations ont diminué de 206,000 unités, soit approximativement de 30 p. 100, de 1941 à 1966; elles ont perdu 156,000 unités, de 1941 à 1961 et 50,400, de 1961 à 1966 (Cf. tableau 6-3)¹. Dans le cas des Maritimes, au cours de la même période, le nombre des exploitations a diminué de 31,400, soit plus de 45 p. 100, tandis que ce pourcentage était de 49 p. 100 au Nouveau-Brunswick, de 45 p. 100 en Nouvelle-Écosse et de 38 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard.

La superficie moyenne des fermes des Maritimes n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que dans l'ensemble du Canada (Cf. tableau 6-4). Cette augmentation n'a pu compenser la diminution du nombre des exploitations agricoles. Dans les régions agricoles du Canada, où l'on pratiquait le plus la nouvelle technologie, la superficie des fermes a augmenté rapidement par suite du regroupement des terres en grandes exploitations. La superficie moyenne des fermes a moins augmenté dans les Maritimes par rapport à la diminution du nombre total des exploitations, que dans l'ensemble du Canada, montrant par là qu'un plus grand nombre de fermes ont été complètement abandonnées. Cependant, le trait le plus intéressant de ce changement de superficie moyenne est la faible augmentation du nombre d'acres amendées par exploitation des provinces Maritimes (Cf. tableaux 6-4 et 6-5).

TABLEAU 6-2

Valeur nette de la production agricole (VNPA), en pourcentage
du produit brut, aux prix du marché, années choisies

	1951	1955	1960	1962
	%	%	%	%
Canada*	10.6	7.3	7.9	6.1
Provinces Maritimes	8.7	5.5	4.7	3.4
Île-du-Prince-Édouard	27.0	21.8	17.1	11.2
Nouvelle-Écosse	6.0	3.7	2.9	2.5
Nouveau-Brunswick	9.7	5.5	5.2	3.4

* Sauf Terre-Neuve.

Source: D'après R.K. Fletcher, *Postwar agricultural trends in the Atlantic Provinces* (Tendances agricoles de l'après-guerre dans les provinces de l'Atlantique), Conseil économique des provinces de l'Atlantique, 1966, tableau 7, p. 28.

¹ Ces chiffres ne tiennent pas compte de diminutions dues au changement de la définition du mot "exploitation" dans le recensement de 1961.

TABLEAU 6-3

Nombre de fermes, Canada et provinces choisies,
années de recensement, 1941-1966

	1941*	1951*	1956*	1961*	1961§	1966§
	----- 000 -----					
Canada	677.5	623.1	575.0	521.6	480.9	430.5
Provinces Maritimes	69.1	60.0	52.6	44.6	31.6	24.7
Île-du-Prince-Édouard	11.4	10.1	9.4	8.0	7.3	6.4
Nouvelle-Écosse	27.9	23.5	21.1	18.3	12.5	9.6
Nouveau-Brunswick	29.8	26.4	22.1	18.3	11.8	8.7

* Sur la base de la définition que donne du mot "ferme" le recensement de 1951: une exploitation de trois acres ou plus ou d'une à trois acres ayant une production agricole minimale estimée à \$250.

§ En se servant de la définition que donne du mot "ferme" le recensement de 1961, c'est-à-dire une exploitation d'une acre ou plus qui a vendu pour plus de \$50 de produits agricoles. On peut remarquer que la définition de 1961 excluait les propriétés non agricoles, c'est-à-dire qui ne vendaient pas de produits agricoles (il y en avait 12,000 en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick), mais qu'elle s'appliquait à un plus grand nombre de celles qui vendaient des produits.

Source: Recensement du Canada.

TABLEAU 6-4

Superficie moyenne des fermes, nombre total d'acres,
années de recensement, 1941-1966

Année	Canada	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Ontario
	----- acres -----				
1941	237	96	116	124	126
1951	279	108	135	131	139
1956	302	113	132	135	141
1961	359	131	178	187	153
1966	404	146	192	208	162

Source: Recensement du Canada.

Dans tout le Canada, près des deux tiers de la superficie occupée par des exploitations se composaient, en 1966, de terres amendées, mais ce pourcentage n'était que de 26 p. 100 environ en Nouvelle-Écosse, tandis qu'au Nouveau-Brunswick 35 p. 100 seulement des terres des exploitations moyennes avaient été amendées. Il n'est pas surprenant que le revenu agricole moyen ait été faible dans les Maritimes puisque en Nouvelle-Écosse 51 acres seulement en moyenne avaient été amendées par ferme; ces chiffres étaient de 73 acres au Nouveau-Brunswick et de 90 acres dans l'Île-du-Prince-Édouard. Le reste était en grande partie abandonné à sa condition première. Le fait qu'une proportion aussi faible des terres des exploitations a été bonifiée est la meilleure preuve du peu de valeur de la terre et du coût relativement élevé de son amélioration.

TABLEAU 6-5

Superficie moyenne des fermes, nombre d'acres améliorées,
années de recensement, 1941-1966

<i>Année</i>	<i>Canada</i>	<i>Île-du-Prince-Édouard</i>	<i>Nouvelle-Écosse</i>	<i>Nouveau-Brunswick</i>	<i>Ontario</i>
	----- acres -----				
1941	125	60	25	39	75
1951	155	64	28	38	85
1956	174	68	30	43	89
1961	236	79	40	62	99
1966	251	90	51	73	109

Source: Recensement du Canada.

Il aurait été possible de regrouper des petites fermes améliorées en exploitations plus grandes, propices à une agriculture rationnelle. Cependant, un grand nombre de ces exploitations sont vraiment très petites, plusieurs d'entre elles sont isolées ou se trouvent dans des zones d'une superficie globale insuffisante pour y établir des exploitations rentables. Dans la présente étude, on aurait voulu déterminer les zones des Maritimes où il existe assez de terres agricoles d'un seul tenant pour qu'un groupe de fermes y pratiquent la grande culture. Malheureusement, on ne dispose pas encore de suffisamment de données pour le faire. Lorsqu'on aura repéré toutes les zones où le regroupement est possible, par une analyse de photos et une étude des sols, on pourra envisager des progrès plus poussés dans la rentabilité agricole. En attendant, il est probable que l'avenir de l'agriculture restera bien incertain.

La contribution négligeable de cette multitude d'exploitations à la production totale constitue également un point faible du régime agricole. Ainsi, en Nouvelle-Écosse, 70 p. 100 des exploitations étaient si peu importantes qu'elles entraient pour 15 p. 100 seulement de la vente de produits agricoles (Cf. tableau 6-6). Au Nouveau-Brunswick, 74 p. 100 des exploitations entraient pour 18 p. 100 des ventes. Ce sont généralement ces petites fermes pauvres qui cessent de produire ou sont abandonnées. Il est bien évident que la production agricole souffrira peu si la plupart d'entre elles viennent à cesser toute activité; il est d'ailleurs vraisemblable qu'un grand nombre seront abandonnées au cours de la prochaine décennie¹.

A côté de ces orientations fondamentales de l'agriculture des Maritimes, il existe un certain nombre de courants secondaires que l'on examinera un peu plus loin. Les effectifs de la main-d'oeuvre agricole ont diminué des deux tiers dans ces provinces alors qu'ils n'ont même pas diminué de moitié dans l'ensemble du Canada. Dans les Maritimes, surtout en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, les jeunes ruraux ne succèdent pas à leurs parents aussi souvent que cela se produit dans le reste du pays. Aussi, la moyenne d'âge des cultivateurs y est-elle notablement plus élevée. Tout laisse prévoir que bien des exploitants âgés ne trouveront personne pour les remplacer au moment de leur retraite.

¹ En 1966, mille exploitations seulement, de la dimension des 250 exploitations les plus importantes de la Nouvelle-Écosse, auraient suffi pour obtenir le chiffre de ventes qu'avait réalisé l'ensemble des 9,621 exploitations qui figurent, cette année-là, dans le recensement.

TABLEAU 6-6

Évaluation de la part des exploitations les plus modestes
dans les ventes agricoles, 1966

<i>Province</i>	<i>Pourcentage des exploitations</i>	<i>Pourcentage des ventes agricoles</i>
	%	%
Nouvelle-Écosse	70	15
Nouveau-Brunswick	74	18
Île-du-Prince-Édouard	70	25
Ontario	65	21
Canada	69	28

Source: Recensement du Canada.

On remarque que ce déclin de l'agriculture des Maritimes s'est produit surtout au cours de la décennie qui va de 1956 à 1966 et plus particulièrement de 1961 à 1966. A cet égard, les diminutions brutales dans le nombre et la superficie des fermes de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick sont révélatrices.

Ces renseignements montrent que les effets de la technologie sur l'agriculture des provinces Maritimes ne font peut-être que commencer et qu'ils risquent d'être plus redoutables encore au cours de la prochaine décennie. Voilà pourquoi il serait plus judicieux d'adopter une politique agricole fondée sur la situation probable, en 1975 ou 1980, que de le faire en fonction de la situation actuelle. Peut-être a-t-on tendance à sous-estimer l'ampleur du déclin probable de l'agriculture des Maritimes. Il est permis de penser qu'au cours de la prochaine décennie un plus grand nombre encore d'exploitations seront abandonnées et que la majorité de celles qui subsisteront seront des entreprises peu importantes caractérisées par une pauvreté sans cesse croissante. A cet égard, les orientations actuelles permettent de croire que l'agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard ne déclinera pas aussi rapidement que dans les deux autres provinces. Il importe de tenir compte de plusieurs faits lorsqu'on évalue la situation de cette province, quelle que puisse en être l'évolution ultérieure. Tout d'abord, il y a peu de terre agricole (927,000 acres seulement étaient cultivées en 1966). Deuxièmement, l'agriculture y demeure encore bien isolée et les autres possibilités d'emploi restent minces malgré la médiocrité des revenus. En troisième lieu, il faut tenir compte des aléas et des retards rencontrés dans le domaine des transports vers le continent. Tout cela a certainement retardé la modernisation de l'agriculture et le déplacement de la main-d'oeuvre agricole vers un autre domaine d'activité. Si ces changements tardent à se réaliser, sans amélioration du revenu agricole, il est à peu près inévitable que d'autres utilisations des terres (résidences d'été et forêts, récréation et fermettes, etc.), remplaceront presque partout l'agriculture commerciale, à cause du bas prix des terres.

Il est évident que l'adoption de la nouvelle technologie dans les Maritimes avec les adaptations qu'elle comportait ont connu un retard appréciable. En conséquence, d'autres inconvénients sont venus s'accumuler. Les progrès technologiques dans d'autres régions plus favorisées sont venus saper les possibilités des Maritimes dans le domaine de la concurrence. Les maigres revenus des exploitants qui continuaient de pratiquer leur métier de façon à peu près identique, constituent la preuve la plus inquiétante de ces difficultés. Il faut l'attribuer aux progrès plus rapides qu'ont connus d'autres régions.

Dans d'autres régions, on a fondé de grandes exploitations capables d'appliquer avec succès la technologie moderne, aussi la production y a-t-elle connu un accroissement remarquable par rapport aux mises de fonds, d'où diminution des coûts unitaires. Cette baisse des coûts dans d'autres régions a fait que les prix des produits agricoles ont moins augmenté que ceux d'autres denrées. Ailleurs, le gros cultivateur a pu faire des bénéfices à partir de prix à peine supérieurs (ce qui n'était pas toujours le cas) à cause de ses coûts moins élevés par unité de production. Pour le petit exploitant qui n'a guère profité de l'accroissement de la productivité, cela signifie une importante majoration de ses frais (c'est-à-dire le prix des fournitures), mais une faible augmentation de ses prix de vente. Ses coûts unitaires, au lieu de décroître comme ceux du gros exploitant, ont été en grandissant. Son revenu agricole net, au lieu de rester le même parce que son travail demeurerait identique, a été en diminuant.

Voilà quelles furent les répercussions de la technologie moderne sur l'agriculture des provinces Maritimes. On peut s'attendre à ce que ces répercussions s'accroissent encore et suscitent à l'avenir plus de changements qu'elles n'ont fait jusqu'à maintenant. C'est la raison pour laquelle l'agriculture des Maritimes, qui avait démontré sa capacité de résistance au cours des premières phases du bouleversement technologique, a commencé à s'affaiblir vers la fin des années "soixante" quand a doublé le retentissement de cette technologie. C'est également la raison pour laquelle le nombre des fermes et des gens qui y vivaient a diminué si rapidement, de 1961 à 1966. On peut en déduire qu'il faudra étudier soigneusement l'évolution ultérieure de l'agriculture si l'on veut lui permettre de tenir contre les pressions qui s'exercent actuellement sur elle.

Dans l'analyse des spéculations présentée en annexe, on établit une évaluation pour la région des Maritimes et pour chacune des provinces qui la composent des avantages relatifs des principales spéculations agricoles. Une évaluation approfondie exigerait que l'on dispose de bien plus de renseignements, surtout en ce qui concerne la productivité comparée des divers types de terre dans chaque région en fonction des céréales et du fourrage, du foin et de l'ensilage, etc. En dépit de cette absence de renseignements complets en matière de productivité, il a malgré tout été possible d'obtenir des comparaisons fort intéressantes de spéculations concurrentes.

Dans l'économie, la population joue un double rôle: elle constitue d'abord le réservoir de main-d'oeuvre nécessaire à la production des denrées et ensuite elle représente les familles dont on a besoin pour que ces denrées puissent être consommées. Les deux fonctions en question se trouvent étroitement liées en ce que la consommation dépend du niveau de l'emploi, de la production et des revenus sur lesquels les gens peuvent compter. Dans le cas où les conditions d'emploi et les revenus sont intéressants, le consommateur peut faire des dépenses qui dépassent de beaucoup la satisfaction des besoins élémentaires. Dans le cas contraire, il doit affecter une part plus importante de son revenu à des achats indispensables (nourriture, logement, vêtements)¹; il cherche alors à se suffire davantage à lui-même (produits du jardin, combustible, et autres formes de revenu en nature). Il est nécessaire d'insister sur ce point quand on évalue le secteur agricole des Maritimes, parce que ces considérations sont décisives pour son avenir.

La population des Maritimes ayant continué pendant plusieurs décennies d'être plus agricole que celle du reste du Canada (Cf. tableau 7-1), elle a pu également se suffire davantage à elle-même que ce ne fut le cas dans d'autres provinces en matière de nourriture et autres besoins. Une des preuves de cette situation est la part plus élevée qu'occupe le revenu en nature dans le revenu agricole net (Cf. tableau 7-2). Comme il n'y a pas d'autres possibilités intéressantes d'emploi dans ces provinces, le pourcentage élevé de la population agricole a eu tendance à se maintenir. En conséquence, la demande de produits alimentaires n'y a pas augmenté aussi vite que dans d'autres régions où l'accroissement de la population urbaine (les citadins achètent une plus grande part de leur nourriture) a progressé plus rapidement que celui de la population rurale au cours des deux dernières décennies (Cf. tableau 7-1).

Dans les Maritimes, le chômage (Cf. tableau 7-3)² a été plus grave et les revenus plus faibles (Cf. tableau 7-4) que dans l'ensemble du Canada. Ces deux phénomènes ont affaibli la demande de produits agricoles et favorisé les migrations vers d'autres régions. C'est ainsi que la population et la demande se sont développées beaucoup moins vite que dans le reste du pays.

On croit que ce ralentissement de l'accroissement démographique va se poursuivre. Une étude à ce sujet, conduite sous les auspices du Conseil économique des provinces de l'Atlantique (Walton et McDonald, 1966), indique que la population des Maritimes n'augmentera sans doute que de 0.7 p. 100, de 1964 à 1971³, tandis que pour l'ensemble du Canada on a évalué l'accroissement correspondant de population auquel on s'attend à 1.8 p. 100 par an (cf. Illing, 1967). Ce faible taux traduit dans une

¹ Cf. la loi de la consommation énoncée par Engel: "Plus un ménage est pauvre et plus la nourriture représente une part importante de ses dépenses."

² On ne dispose malheureusement de données sur le chômage que pour l'ensemble de la région de l'Atlantique, qui réunit Terre-Neuve aux Maritimes. Il est toutefois permis de penser qu'elles ne varieraient guère si l'on faisait abstraction de Terre-Neuve.

³ Cependant, le recensement de 1966 a montré l'importance de ce taux d'accroissement que l'on envisage (Cf. tableau 9-1).

certaine mesure l'exode éventuel des jeunes ruraux à la recherche d'un emploi et de salaires plus élevés dans d'autres régions. Le nombre des jeunes familles et, par contrecoup, la demande dans le domaine de la construction résidentielle s'en trouveront diminués. Pour résoudre ce problème il faudrait adopter des mesures permettant d'augmenter les revenus de la population adulte, mesures qui entraîneraient non seulement une augmentation de la demande du consommateur individuel, mais aussi une diminution de l'émigration et un accroissement de l'immigration, ce qui finirait par augmenter l'ensemble de la population et le nombre des consommateurs. Dans l'ensemble, on ne s'attend guère à ce que l'accroissement démographique stimule la consommation ni la production agricole. Toutefois, il semble que les migrations des ruraux vers les villes se poursuivront et que même le rythme s'accélérera. Ce phénomène ne devrait permettre qu'un essor limité du marché agricole.

TABLEAU 7-1

Ensemble de la population rurale et agricole,
Canada et provinces Maritimes, années choisies

<i>Provinces et années</i>	<i>Ensemble de la population</i>	<i>Population rurale (agricole et non agricole)</i>		<i>Population agricole</i>	
	no.	no.	Pourcen- tage	no.	Pourcen- tage
Canada					
1951	14,009,429	5,381,176	38.4	2,827,732	20.2
1961	18,238,247	5,537,857	30.4	2,072,785	11.4
1966	20,014,880	5,288,121	26.4	1,913,714	9.6
Île-du-Prince-Édouard					
1951	98,429	73,744	74.9	46,757	47.5
1961	104,629	70,720	67.6	34,514	33.0
1966	108,535	68,788	63.4	30,841	28.4
Nouvelle-Écosse					
1951	642,584	297,753	46.3	112,135	17.5
1961	737,007	336,495	45.7	56,832	7.7
1966	756,039	317,132	41.9	45,251	6.0
Nouveau-Brunswick					
1951	515,697	300,686	58.3	145,771	28.3
1961	597,936	319,923	53.5	62,265	10.4
1966	616,788	304,563	49.4	51,504	8.4
Maritimes					
1951	1,256,710	672,183	53.5	304,663	24.2
1961	1,439,572	727,138	50.5	153,611	10.7
1966	1,481,362	690,483	46.6	127,596	8.6

Source: Recensement du Canada.

TABLEAU 7-2

Revenu en nature en pourcentage du total du revenu agricole net
des cultivateurs, Canada et provinces Maritimes,
moyennes quinquennales, de 1946 à 1965

<i>Années</i>	<i>Canada</i>	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
	%	%	%	%
1941-1945	27.3	41.7	59.6	49.0
1946-1950	23.2	38.8	54.3	46.8
1951-1955	21.8	32.3	43.7	49.4
1956-1960	29.0	42.3	46.8	54.5
1961-1965	27.8	47.9	45.4	54.9

Source: *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income 1926-1965*,
(Manuel de statistiques agricoles, partie II, revenu agricole 1926-1965,
juin 1967, B.F.S.).

TABLEAU 7-3

Pourcentage des effectifs de la main-d'oeuvre en chômage,
Canada et régions, 1961-1966

<i>Région</i>	<i>1961</i>	<i>1962</i>	<i>1963</i>	<i>1964</i>	<i>1965</i>	<i>1966*</i>
	%	%	%	%	%	%
Atlantique	11.2	10.7	9.5	7.8	7.4	6.4
Québec	9.2	7.5	7.5	6.4	5.4	4.8
Ontario	5.5	4.3	3.8	3.2	2.5	2.5
Prairies	4.6	3.9	3.7	3.1	2.6	2.1
Colombie-Britannique	8.5	6.6	6.4	5.3	4.1	4.4
Canada	7.1	5.9	5.5	4.7	3.9	3.6

* Moyenne des huit premiers mois.

Source: D'après le Conseil économique du Canada: Les prix, la productivité et l'emploi. Troisième exposé annuel, 1966, tableau 7-5, p. 252. 1961 représente la moyenne de 1960, 1961 et 1962.

Le niveau des revenus a lui aussi un effet considérable sur la demande de produits alimentaires. Les revenus par habitant sont inférieurs dans les Maritimes à ce qu'ils sont dans l'ensemble du Canada (Cf. tableau 7-4), et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la valeur de la production fournie par un travailleur y est moins importante (ce dont est partiellement responsable une productivité inférieure, comme c'est le cas dans l'agriculture); ensuite, la proportion active de la population, hommes et femmes, est plus faible (Cf. tableau 7-5)¹; le niveau de l'éducation n'atteint pas ce que l'on rencontre presque partout ailleurs au Canada (Cf. tableau 7-6); la proportion de la population active totalement ou partiellement employée est faible (d'où un chômage considérable); une importante proportion des personnes employées ne le sont que partiellement (en particulier les ouvriers agricoles victimes du sous-emploi); la proportion non productive de la population (vieillards et enfants) est plus forte que dans l'ensemble du Canada (cf. tableau 7-7). Pris ensemble, tous ces facteurs affaiblissent le potentiel économique des Maritimes, réduisant ainsi le taux de croissance de la demande de denrées alimentaires agricoles.

Il sera possible de porter remède à ces défauts avec le temps en améliorant les possibilités d'emplois rémunérateurs dans les Maritimes même ou à l'extérieur. Mais, récemment encore, cette deuxième éventualité était impensable sur le plan politique. Il faut s'attendre à ce qu'au cours de la même période les agents économiques qui favorisent la mobilité et les changements aillent en se renforçant, tandis qu'augmentera l'écart entre les emplois agricoles dans les Maritimes et les possibilités de travail dans d'autres endroits. On peut aussi penser que les facteurs économiques finiront par jouer à la longue le rôle principal. On peut se rendre compte de cette tendance en constatant que les emplois agricoles dans la région de l'Atlantique ont diminué davantage qu'ailleurs, même si les revenus agricoles (en dépit de leur faiblesse toujours très grande) ont augmenté à un rythme plus rapide que dans le reste du Canada (Cf. tableau 7-8).

TABLEAU 7-4

Revenu personnel par habitant, Canada et provinces Maritimes,
(Calculé en dollars constants, valeur de 1949)

Moyenne annuelle*	Canada	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	\$	\$	\$	\$
1939-1941	662	330	479	423
1944-1946	1,008	572	800	701
1949-1951	962	538	700	651
1954-1956	1,090	612	809	714
1959-1961	1,198	752	912	800
1964-1966	1,420	967	1,096	1,002

* Moyenne des trois années indiquées. Les revenus ont été réduits par l'indice des prix à la consommation (référence 1949 = 100) qui s'applique à chaque province et au Canada.

Source: Comptes nationaux, revenus et dépenses, et Revue statistique du Canada, B.F.S.

¹ Consulter également Walton et McDonald (1966), tableau 29, p. 40.

TABLEAU 7-5

Pourcentage des effectifs de la main-d'oeuvre civile, selon le sexe,
moyennes de 1961-1964

	<i>Canada</i>	<i>Région de l'Atlantique</i>	<i>Ontario</i>
	%	%	%
Sexe masculin	78.9	71.8	81.3
Sexe féminin	29.5	23.6	32.6
TOTAL	54.0	47.4	56.6

Source: Pourcentage des effectifs de la main-d'oeuvre civile par rapport à la population âgée de 14 ans et plus, calculé à partir du *Labour Force Survey* (B.F.S.) tel qu'il figure dans le travail de Frank T. Denton, Analyse des différences interrégionales dans l'utilisation de la main-d'oeuvre et le revenu gagné. Étude (n° 15) préparée par le personnel, Conseil économique du Canada, avril 1966, p. 5.

TABLEAU 7-6

Pourcentage de la population masculine,
selon le niveau d'instruction, 1^{er} juin 1961

	<i>Pourcentage n'ayant pas dépassé le niveau de l'école primaire</i>	<i>Pourcentage de titulaires d'un diplôme universitaire</i>
	%	%
Canada	52.4	4.0
Région de l'Atlantique	59.0	2.3
Québec	59.5	4.0
Ontario	48.9	4.7
Prairies	50.7	3.4
Colombie-Britannique	40.2	4.3

Source: D'après Frank T. Denton, Analyse des différences interrégionales dans l'utilisation de la main-d'oeuvre et le revenu gagné. Étude (n° 15) préparée par le personnel, Conseil économique du Canada, avril 1966, p. 12. Les effectifs scolarisés et les enfants de moins de cinq ans ne figurent pas au tableau.

TABLEAU 7-7

Répartition de la population, selon l'âge,
1^{er} juin 1961

<i>Catégorie</i>	<i>Canada</i>	<i>Région de l'Atlantique</i>	<i>Québec</i>	<i>Ontario</i>	<i>Prairies</i>	<i>Colombie- Britannique</i>
	%	%	%	%	%	%
Moins de 15 ans	33.9	37.6	35.4	32.2	34.1	31.3
De 15 ans à 64 ans	58.5	54.6	58.8	59.7	57.7	58.5
65 ans et plus	7.6	7.8	5.8	8.1	8.2	10.2
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Recensement du Canada.

TABLEAU 7-8

Variation dans les revenus et les emplois dans les secteurs agricoles
et non agricoles, en pourcentage,
Canada et régions, 1961 à 1965

<i>Région ou province</i>	<i>Agricole</i>			<i>Non agricole</i>		
	<i>Revenu*</i>	<i>Emploi</i>	<i>Revenu par travailleur</i>	<i>Revenu*</i>	<i>Emploi</i>	<i>Revenu par travailleur</i>
	%	%	%	%	%	%
Région de l'Atlantique	8.3	-9.6	20.0	7.3	4.1	3.1
Québec	-1.5	-3.7	2.2	8.2	4.0	4.0
Ontario	3.1	-2.3	5.5	7.8	3.2	4.4
Prairies	13.0	-2.0	15.4	6.3	3.5	2.7
Colombie-Britannique	2.0	-5.9	8.1	8.7	5.2	3.7
Canada	6.6	-3.1	10.1	7.7	3.8	3.8

* Sur la base du cours actuel du dollar.

Source: D'après le Conseil économique du Canada: Les prix, la productivité et l'emploi. Troisième exposé annuel, 1966, tableau 7-5, p. 252. 1961 représente la moyenne de 1960, 1961 et 1962.

Certains des renseignements qui vont suivre permettent de se faire une idée de ce que l'on peut attendre de la population sous l'angle de ses possibilités de production en tant que main-d'oeuvre. Sa productivité se trouve réduite par le taux plus modeste de participation, plus faible pour les hommes (71.8) comme pour les femmes (23.6) dans la région de l'Atlantique que partout ailleurs au Canada. Le taux de chômage des provinces Maritimes est notablement plus élevé que dans le reste du pays. Il convient enfin de remarquer que la main-d'oeuvre n'a pas bénéficié d'une scolarité très poussée et que l'éventail démographique indique que les couches improductives (moins de 15 ans et plus de 65 ans) sont plus importantes que la population active. Cet état de choses est la conséquence du départ des personnes dans la force de l'âge.

Dans l'ensemble, toutes ces caractéristiques de la population et de la main-d'oeuvre se retrouvent également dans la main-d'oeuvre agricole bien que le niveau d'instruction des cultivateurs des Maritimes soit, en dépit de sa faiblesse, légèrement supérieur à la moyenne pour les cultivateurs canadiens.

De 1941 à 1961, la main-d'oeuvre agricole a accusé une diminution brutale dans les provinces Maritimes. Alors qu'au cours de ladite période la main-d'oeuvre agricole canadienne a diminué de près de 40 p. 100, celle des Maritimes est tombée de 64 p. 100 (Cf. tableau 7-9). Cette diminution a été de 68 p. 100 en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Les trois provinces ont subi une autre perte importante, de 1961 à 1966.

TABLEAU 7-9

Main-d'oeuvre agricole, Canada et provinces Maritimes,
années choisies

<i>Année</i>	<i>Canada</i>	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>	<i>Provinces Maritimes</i>
	----- 000 -----				
1941	1,075	17	37	41	95
1951	826	13	24	27	64
1961	649	9	12	13	34

Source: Recensement du Canada.

Dans les Maritimes, la main-d'oeuvre agricole représente une proportion moins importante de la population active (6 p. 100) que dans le reste du Canada (10 p. 100). On pense que la différence ira en s'accroissant. Cette situation est mise en relief dans la répartition des cultivateurs par classes d'âge (Cf. tableau 7-10). Dans les Maritimes, une forte proportion de fermiers (plus importante que dans le reste du Canada) était âgée, en 1966, d'au moins 60 ans; elle s'est accrue depuis 1961 en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Le groupe des moins de 35 ans était beaucoup moins important dans les Maritimes. Devant l'accroissement du pourcentage de cultivateurs âgés et la diminution du nombre des jeunes exploitants, il est permis de penser que vers 1975 (exemple proposé) bien des cultivateurs âgés, en 1967, d'au moins 60 ans auront cessé de travailler et ne seront pas remplacés; c'est au cours de cette période que le nombre des fermes et des cultivateurs diminuera très rapidement.

TABLEAU 7-10

Répartition des cultivateurs par classes d'âge, 1941-1966

Âge	Canada	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
	%	%	%	%
<u>Moins de 35 ans</u>				
1941	19.9	15.3	12.3	16.8
1951	21.7	16.6	13.1	16.6
1961	16.8	14.1	8.7	10.0
1966	15.2	14.5	8.6	9.3
<u>De 35 à 59 ans</u>				
1941	57.8	54.2	51.3	55.1
1951	58.7	57.8	55.9	58.0
1961	62.7	57.6	59.4	62.1
1966	63.6	58.8	58.3	62.2
<u>60 ans et plus</u>				
1941	22.4	30.6	36.2	28.1
1951	19.6	25.6	31.0	25.4
1961	20.5	28.3	31.9	27.9
1966	21.2	26.7	33.1	28.5

Source: Annuaire du Canada; recensement du Canada, 1966.

Il convient ici de faire remarquer que s'il existe un grand nombre de petits cultivateurs qui ne peuvent prétendre s'agrandir, les cultivateurs des Maritimes que nous avons pu interroger dans le cadre de cette étude étaient des gens compétents, connaissant bien leur métier, et tout à fait capables de diriger une entreprise agricole moderne. Beaucoup se recommandaient par leur intelligence et les succès obtenus. Il ne nous a été nulle part donné de recueillir des preuves venant étayer la thèse parfois exprimée selon laquelle l'agriculture des Maritimes est moins rentable que celle d'autres régions, parce que les cultivateurs y seraient dépourvus de connaissances, d'énergie ou de compétences.

Il faut s'attendre à ce que la main-d'oeuvre agricole diminue très rapidement dans les Maritimes au cours de la prochaine décennie. De 1961 à 1966, cette main-d'oeuvre est passée de 34,000 à 24,000 personnes environ¹. On peut s'attendre que d'ici 1975 elle aura encore perdu 5,000 ou 6,000 personnes au moins. Ces chiffres donnent une idée des excédents actuels de main-d'oeuvre agricole dans les Maritimes; il ne sera possible de les éliminer que si les travailleurs vont ailleurs chercher du travail ou si les revenus agricoles augmentent suffisamment pour encourager les jeunes ruraux à ne pas abandonner la terre.

¹ Les renseignements sur la main-d'oeuvre agricole n'ont pas été recueillis dans le recensement de 1966.

Le régime de financement agricole a été profondément transformé par la révolution technologique, surtout dans les régions agricoles où domine la grande entreprise. La nouveauté la plus caractéristique, c'est l'importante augmentation du montant total des capitaux dont a besoin chaque spéculation (Cf. Carr, 1962). Cette augmentation n'a pas été également répartie par genre de spéculation. Dans les exploitations spécialisées dans les récoltes, il y a généralement eu une importante augmentation des capitaux investis dans les terres; il y a eu aussi une augmentation du capital investi dans les machines par ferme, mais une réduction de ce genre d'investissement par acre. Dans le cas des spéculations qui exigent peu de terre, l'élevage de volailles ou de porcs, par exemple, les investissements dans le domaine des constructions, du matériel et du fonds d'exploitation, se sont fortement accrus. En 1967, des investissements en capital de l'ordre de \$100,000 à \$200,000 n'étaient pas rares. Bien souvent l'essentiel en avait été amassé du vivant du cultivateur actuel. Pour financer de telles exploitations, il a fallu opérer des changements importants dans les mécanismes traditionnels du crédit; ainsi, le montant des prêts agricoles s'est considérablement accru et il est arrivé souvent que des dettes s'ajoutent à la dette hypothécaire. Les progrès de la nouvelle technologie étaient si rapides que les cultivateurs furent obligés d'investir de plus en plus souvent dans du matériel moderne, ou dans l'expansion de leurs fermes, afin d'améliorer la productivité et ainsi faire face à la concurrence. Il y eut aussi une augmentation notable des besoins en liquidités pour les dépenses d'exploitation: on a pu l'attribuer au passage de la traction animale (chevaux et boeufs), à la traction mécanique, ainsi qu'à la forte progression des achats effectués comptant dans d'autres secteurs de l'économie, achats qui comprennent les combustibles et les provendes, les engrais et les pesticides.

Toutes ces transformations survenues dans le régime de financement de l'agriculture ont entraîné certaines transformations du régime de crédit. Mais, à l'heure où une nouvelle génération de Canadiens était sur le point de prendre la relève¹, il était évident que les besoins à venir pourraient exiger certaines transformations profondes. L'une consistait à prendre des dispositions pour assurer le financement de la transmission de ces exploitations (qui exigeaient beaucoup de capitaux²) d'une génération à la suivante. L'autre consistait à établir un meilleur régime de crédit pour consolider le fonds d'exploitation.

¹ Immédiatement après la seconde guerre mondiale, l'agriculture a connu une importante transformation avec l'apparition d'une nouvelle génération de ruraux. On peut en conclure qu'une nouvelle génération prendra à nouveau la relève dans la décennie se situant autour des années 1970-1975.

² Ces opérations peuvent souvent se révéler décevantes sur le plan financier en vertu d'une règle d'économie politique bien simple qui a inspiré l'accroissement du capital de bien des exploitations agricoles. Selon cette règle, un apport supplémentaire de capital peut s'avérer proportionnellement plus rentable que ne l'est l'ensemble de l'entreprise. Ainsi, les profits marginaux que procure l'accroissement des terres ou du nombre des vaches laitières, peuvent être plus importantes que la moyenne des bénéfices de l'ensemble de l'exploitation. Dans ce cas, la conséquence est la suivante: le prix du marché des terres ou des vaches laitières est entraîné vers une hausse que ne justifient pas les bénéfices moyens qu'elle procure. Finalement, lors de la vente des exploitations, l'acheteur a besoin de bénéficier d'une remise sur le prix du marché s'il veut réaliser un profit intéressant.

Dans les provinces Maritimes, le régime de financement s'est profondément transformé mais pas dans la même mesure que dans d'autres grandes régions agricoles. L'accroissement général déclaré de la valeur en capital des exploitations agricoles est surtout un produit de l'inflation, et surtout de l'inflation du prix des terres. Voilà pourquoi la valeur d'ensemble des terres s'est accrue alors que la superficie globale des fermes exploitées a diminué, de 1950 à 1966, dans les trois provinces Maritimes (Cf. tableaux 8-1, 8-2 et 8-3). De 1950 à 1966, l'ensemble de l'actif matériel a augmenté de 56 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard, de 18 p. 100 en Nouvelle-Écosse et de 10 p. 100 au Nouveau-Brunswick. Au cours de la même période, l'ensemble de l'actif matériel pour le Canada a connu une augmentation de 134 p. 100. Les dépenses d'exploitation effectuées comptant se sont accrues de façon appréciable, de 1950 à 1966; elles ont été dues, en partie, à la hausse des prix, mais surtout aux transformations d'ordre technologique. Ce genre de dépenses a augmenté, au cours de la même période, de 115 p. 100 dans l'Île-du-Prince-Édouard, de 89 p. 100 en Nouvelle-Écosse et de 75 p. 100 au Nouveau-Brunswick; pour l'ensemble du Canada, cette augmentation a été de 121 p. 100.

Dans les Maritimes, les investissements en capital par ferme ont beaucoup augmenté, mais là encore une forte partie de cet accroissement est due à l'inflation. De 1951 à 1966, le capital total par exploitation est passé de \$9,812 à \$22,624 dans l'Île-du-Prince-Édouard; en Nouvelle-Écosse il est passé de \$7,489 à \$21,453; au Nouveau-Brunswick de \$6,465 à \$23,214 (Cf. tableau 8-4). Pour l'ensemble des Maritimes, le capital par exploitation est passé d'une moyenne de \$7,430, en 1951, à \$22,376, en 1966, alors qu'au cours de la même période il a passé de \$17,158 à \$50,146 pour l'ensemble du Canada. Il va de soi qu'une proportion considérable de ces augmentations était due à l'inflation.

Il serait souhaitable de faire ces comparaisons à partir de dollars constants afin d'éliminer les risques de confusion dus à l'inflation, mais on n'a pu encore y arriver car il est difficile de déterminer les indices appropriés en matière de prix pour ramener à ses vraies proportions l'échelle des valeurs en capital. Dans les Maritimes, l'inflation de la valeur en capital agricole a été nettement différente de ce qu'elle a été dans le Canada pris dans son ensemble, surtout en ce qui concerne les terres agricoles; c'est pourquoi les indices généraux des prix valables pour tout le pays sont inutilisables quand il s'agit de considérer les valeurs agricoles des Maritimes sous leur vrai jour¹.

Il est cependant permis de conclure que si l'on tient compte de la hausse des prix due à l'inflation, de la disparition d'un grand nombre de fermes avec leurs bâtiments et leur bétail, etc., au cours des dix ou vingt dernières années, et des transformations survenues dans la structure financière des fermes qui subsistaient, le capital agricole global a diminué dans toutes les provinces Maritimes. Le capital moyen par exploitation s'est accru pendant les quinze dernières années, mais dans la plupart des cas, les mises de fonds demeuraient trop faibles, en 1967, pour que les cultivateurs produisent de façon suffisamment rentable pour bénéficier d'un revenu intéressant.

¹ C'est peut-être en cela que consiste la faiblesse essentielle de la réévaluation du capital agricole des Maritimes entreprise par Fletcher (1966), tableau 18, qui utilise comme modérateur l'indice implicite des prix de la formation brute de capital engagé. Cet indice de capital engagé ne peut être utilisé quand il s'agit de ramener à leurs vraies proportions, la valeur en capital des terres agricoles ou du bétail. Il peut, à la rigueur, rendre service quand il s'agit de la valeur du matériel agricole.

TABLEAU 8-1

Valeurs courantes du capital agricole,
Île-du-Prince-Édouard, 1950-1966

<i>Année</i>	<i>Terres et bâtiments</i>	<i>Outils et machines</i>	<i>Bétail et volaille</i>	<i>Actif maté- riel total</i>	<i>Dépenses d'ex- ploitation en espèces</i>	<i>Total du capital agricole</i>
----- en milliers de dollars -----						
1950	44,550	14,653	16,660	75,863	11,866	87,729
1951	47,844	16,261	23,093	87,198	12,267	99,465
1952	48,519	17,841	19,287	85,647	14,482	100,129
1953	48,519	20,123	16,343	84,985	14,253	99,238
1954	47,168	21,400	15,540	84,108	14,192	98,300
1955	47,168	21,215	15,614	83,997	15,416	99,413
1956	48,519	22,022	14,638	85,179	15,448	100,627
1957	48,519	24,010	14,377	86,906	15,246	102,152
1958	50,508	25,115	16,149	91,772	16,233	108,005
1959	52,501	26,108	17,185	95,794	16,985	112,779
1960	52,501	26,774	16,754	96,029	18,045	114,074
1961	52,501	26,856	16,957	96,314	18,450	114,764
1962	54,852	28,099	16,969	99,920	18,110	118,030
1963	55,636	29,112	17,345	102,093	19,127	121,220
1964	57,203	30,116	17,740	105,059	20,179	125,238
1965	58,770	31,505	18,489	108,764	22,127	130,891
1966	65,039	33,959	19,317	118,315	25,506	143,821

Source: Bulletin trimestriel de la statistique agricole et *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income 1926-1965*, (Manuel de statistiques agricoles, partie II, revenu agricole 1926-1965) juin 1967, B.F.S.

TABLEAU 8-2

Valeurs courantes du capital agricole,
Nouvelle-Écosse, 1950-1966

<i>Année</i>	<i>Terres et bâtiments</i>	<i>Outils et machines</i>	<i>Bétail et volaille</i>	<i>Actif maté- riel total</i>	<i>Dépenses d'ex- ploitation en espèces</i>	<i>Total du capital agricole</i>
----- en milliers de dollars -----						
1950	90,551	23,005	28,278	141,834	20,553	162,387
1951	94,486	25,224	32,955	152,665	23,444	176,109
1952	94,250	27,140	33,849	155,239	24,100	179,339
1953	94,250	29,575	28,425	152,250	23,656	175,906
1954	94,250	30,939	25,252	150,441	24,330	174,771
1955	94,198	30,020	25,958	150,176	24,676	174,852
1956	93,321	30,692	23,831	147,844	26,591	174,435
1957	93,321	32,369	22,352	148,032	25,425	173,457
1958	91,869	32,138	23,582	147,589	26,705	174,294
1959	90,125	32,115	26,703	148,943	27,982	176,925
1960	90,125	31,521	26,318	147,964	29,496	177,460
1961	89,263	30,252	26,642	146,157	29,968	176,125
1962	86,817	31,852	26,982	145,651	30,995	176,646
1963	86,817	32,777	26,828	146,422	32,593	179,015
1964	90,485	33,936	26,428	150,849	33,961	184,810
1965	94,153	35,498	26,317	155,968	35,349	191,317
1966	102,712	37,416	27,347	167,475	38,927	206,402

Source: Bulletin trimestriel de la statistique agricole et *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income 1926-1965*, (Manuel de statistiques agricoles, partie II, revenu agricole 1926-1965) juin 1967, B.F.S.

TABLEAU 8-3

Valeurs courantes du capital agricole,
Nouveau-Brunswick, 1950-1966

<i>Année</i>	<i>Terres et bâtiments</i>	<i>Outils et machines</i>	<i>Bétail et volaille</i>	<i>Actif maté- riel total</i>	<i>Dépenses d'ex- ploitation en espèces</i>	<i>Total du capital agricole</i>
----- en milliers de dollars -----						
1950	97,910	24,475	26,509	148,894	21,970	170,864
1951	98,717	26,971	32,120	157,808	24,794	182,602
1952	98,500	28,959	29,392	156,851	26,338	183,189
1953	97,504	31,448	26,785	155,737	25,795	181,532
1954	94,250	30,939	25,252	150,441	25,550	175,991
1955	97,504	31,669	23,814	152,987	26,220	179,207
1956	96,257	32,099	23,230	151,586	27,944	179,530
1957	95,646	33,732	21,787	151,165	26,814	177,979
1958	93,788	33,926	24,834	152,548	28,241	180,789
1959	91,930	33,943	25,001	150,874	29,745	180,619
1960	91,500	33,321	23,675	148,496	31,297	179,793
1961	90,115	31,682	23,617	145,414	31,780	177,194
1962	86,019	32,860	22,551	141,430	30,995	172,425
1963	84,654	34,007	22,297	140,958	32,563	173,521
1964	88,750	35,215	22,321	146,286	34,184	180,470
1965	92,846	36,870	21,752	151,468	35,604	187,072
1966	102,404	39,220	21,740	163,364	38,737	202,101

Source: Bulletin trimestriel de la statistique agricole et *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income 1926-1965*, (Manuel de statistiques agricoles, partie II, revenu agricole 1926-1965) juin 1967, B.F.S.

TABLEAU 8-4

Valeur en capital total et moyenne de la valeur en capital par exploitation,
Canada et provinces choisies, 1951 et 1966

Provinces et années	Capital total		Nombre d'ex- ploitations	Moyenne de l'actif maté- riel par exploitation	Moyenne par exploitation du capital agricole total
	Actif matériel	Total du capital agricole			
	en milliers de dollars		no.	\$	\$
<u>Î.-P.-É.</u>					
1951	87,198	99,465	10,137	8,602	9,812
1966	118,315	143,821	6,357	18,612	22,624
<u>N.-É.</u>					
1951	152,665	176,109	23,515	6,492	7,489
1966	167,475	206,402	9,621	17,407	21,453
<u>N.-B.</u>					
1951	148,894	170,864	26,431	5,633	6,465
1966	163,364	202,101	8,706	18,765	23,214
<u>Maritimes</u>					
1951	388,757	446,438	60,083	6,470	7,430
1966	449,154	552,324	24,684	18,196	22,376
<u>Canada</u>					
1951	9,459,000	10,691,000	623,091	15,181	17,158
1966	19,165,000	21,589,000	430,522	44,516	50,146

Source: Bulletin trimestriel de la statistique agricole et *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income 1926-1965* et *Census of Canada, Agriculture*, (Manuel de statistiques agricoles, partie II, revenu agricole 1926-1965 et Recensement du Canada, Agriculture, B.F.S.).

FINANCEMENT ET CRÉDIT

On a autrefois considéré, dans les provinces Maritimes, que le financement des activités agricoles était une opération relativement simple et limitée. Les dimensions généralement modestes des fermes et l'outillage restreint ne nécessitaient en règle générale qu'un faible investissement global. Dans ces conditions, il fallait suivre la "filière" pour avoir accès à la propriété agricole. Autrement dit, celui qui voulait devenir cultivateur à son compte devait commencer par louer ses services ou travailler chez son père, et il fallait qu'il travaille jusqu'à ce qu'il ait réuni la mise de fonds qui lui permettrait de racheter l'exploitation; désormais, il passerait la presque totalité de ses jours à rembourser l'hypothèque.

Mais aujourd'hui, les grandes exploitations agricoles spécialisées et orientées vers la concurrence, exigent des capitaux importants, de beaucoup supérieurs à ce qu'une personne pourrait accumuler après quelques années de salariat agricole, et de beau-

coup supérieurs à ce qu'un homme pourrait rembourser au cours de son existence. De plus, le rythme accéléré des progrès technologiques rend nécessaire l'emprunt fréquent de capitaux pour permettre à l'exploitation de rester concurrentielle. Enfin, le montant des liquidités dont on a besoin au fonds d'exploitation à court terme a considérablement augmenté.

Nos travaux de recherche ont révélé que, pour devenir aussi concurrentielles que possible, un grand nombre d'exploitations agricoles des Maritimes ont besoin d'importants apports de capitaux supplémentaires pour l'achat de terres (dans certains cas), de machinerie et parfois de bétail, ainsi que de réserves de capital roulant beaucoup plus importantes destinées aux achats d'engrais et de pesticides, de fourrage et de diverses autres denrées et fournitures.

Il sera toutefois peut-être nécessaire de changer ou de modifier les méthodes et les critères depuis longtemps en vigueur pour permettre au crédit agricole de faire face à ces nouvelles exigences en matière de capital. La plupart des fermes des Maritimes sont aujourd'hui trop petites pour que l'on puisse en faire des unités économiques rentables en ayant recours à des emprunts que justifierait le montant de leur revenu. Peut-être faut-il ne s'occuper que des cultivateurs auxquels il est possible d'accorder des prêts d'une importance exceptionnelle en les exemptant de remboursement pour quelques années, ce qui permettrait aux petites fermes de s'agrandir et de repartir sur une base intéressante. Cette méthode a généralement donné de bons résultats lorsque l'utilisation des sommes empruntées a fait l'objet d'une certaine surveillance.

Mais on ne manquera pas tout de même de remarquer que la modernisation des fermes se fera plus rapidement en assurant le financement intégral d'exploitations spécialisées assez grandes, que par l'agrandissement et la modernisation des petites entreprises actuelles.

Il existe déjà des publications qui donnent une description exacte des services de crédit offerts aux cultivateurs des Maritimes; il n'y a donc pas lieu d'y revenir ici¹. Pour l'essentiel, les services de crédits hypothécaires tant fédéraux que provinciaux, ont fait leurs preuves et sont susceptibles, si ce n'est fait, d'une adaptation aux besoins propres à l'agriculture des Maritimes. Les faiblesses les plus graves du crédit agricole résident dans le montant des prêts et dans les techniques de contrôle. On se heurte à la difficulté suivante: les emprunts nécessaires sont plus importants que la somme que la petite exploitation sera à même de rembourser au début. En pratiquant un contrôle plus sévère des emprunts de cette catégorie, il serait possible d'accorder des emprunts plus importants aux petites exploitations en courant le minimum de risques à condition d'avoir affaire à des gens sur lesquels on puisse compter.

Le point où le crédit agricole dans les Maritimes est très déficient, c'est celui du fonds d'exploitation à court terme. On s'en est généralement remis à cet égard aux banques et aux fournisseurs agricoles; seulement, les banques hésitent à accorder ce genre de prêt, à moins que le cultivateur ne puisse prouver qu'il bénéficie de revenus d'une certaine importance et qu'il a toujours remboursé comme prévu. Ces réserves amènent les banques à ne pas vouloir traiter avec des emprunteurs ruraux qui ont

¹ Cf. Carr (1962), ch. 3 et 4, ainsi que Booth, Retson et Heighton (1967), p. 46 et suivantes.

besoin que l'on finance leur expansion pour amorcer l'agrandissement de leur entreprise¹. Par ailleurs, si les banques sont prêtes à avancer des fonds au titre du capital d'exploitation d'une entreprise agricole ordinaire, elles n'accordent guère de crédit à l'expansion si ce n'est dans le cadre restreint de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

Les témoignages recueillis révèlent que le prêteur hypothécaire pourrait assumer mieux que quiconque ces avances de capital d'exploitation à court terme au cours de la première phase de mise en valeur agricole; il s'agirait là d'un service distinct qui pourrait bénéficier du concours des organismes de contrôle des emprunts qui ont été créés à propos des prêts hypothécaires.

Dans les Maritimes, on aura généralement besoin de pas mal de fonds pour aménager une superficie de terres pour y pratiquer la grande culture ou y cultiver le fourrage; les sols podzolisés sont le plus souvent infertiles et il leur faut au départ de la chaux et des engrais en abondance pour qu'ils puissent fournir un rendement optimal. Ce financement s'avère nécessaire également parce que de nombreuses terres ont souvent besoin d'être remembrées (ce qui entraîne fréquemment des travaux de drainage, d'épierreage, de clôture, etc.) avant de pouvoir être mécanisées. Peut-être faudra-t-il prendre des mesures spéciales pour assurer au départ le financement de ces fermes parce que, bien souvent, les frais des travaux préliminaires risquent de s'élever à \$150 l'acre, ou plus encore. Si des améliorations de cet ordre s'avèrent nécessaires dans une entreprise de 600 acres, il faudrait ajouter \$80,000 aux frais d'établissement, ce qui constitue un fardeau bien lourd.

Il conviendra aussi d'adopter des dispositions spéciales pour financer les grandes spéculations qui n'ont besoin que d'un minimum de terres. Comme une proportion toujours plus grande des spéculations agricoles des Maritimes entrerait dans cette catégorie, il sera nécessaire de disposer d'organismes de crédit et de financement qui puissent satisfaire leurs demandes. Il faudra donc encourager la Banque d'expansion industrielle à accroître ses activités dans ce domaine.

Toutefois, pour permettre aux mécanismes de crédit publics ou privés des Maritimes de bien fonctionner et de connaître le succès, il faudra réunir des renseignements encore plus nombreux sur les possibilités des différentes entreprises, sur les méthodes que l'on a perfectionnées pour évaluer la gestion des exploitations, sur les coûts et les profits exacts de diverses améliorations du genre du drainage, du chaulage, etc., et sur un grand nombre d'autres problèmes de financement. Il faudra effectuer sans tarder d'autres études sur ces zones afin de se procurer les renseignements nécessaires à la mise en oeuvre de politiques de crédit appropriées aux différentes provinces.

¹ Ainsi se trouveraient pratiquement exclus 90 p. 100 des cultivateurs des Maritimes, car un trop petit nombre d'entre eux a contracté l'habitude d'emprunter aux banques.

Les marchés et la commercialisation des produits agricoles comportent les aspects les plus variés: installations de vente (parmi lesquelles les entrepôts, les points de vente aux enchères, les gares et les stations de classement), les organismes de commercialisation primaire, le gros et le détail, les catégories et le classement, les achats et la vente, la qualité des différents produits et le marché auquel chacun peut prétendre, etc. Depuis longtemps, le besoin se fait sentir d'une évaluation de tous ces points relatifs à la commercialisation des produits agricoles des Maritimes. Nous examinerons ici l'organisation de la commercialisation et les problèmes qu'elle implique, mais d'autres recherches de cet ordre s'avèrent indispensables.

Dans les Maritimes comme ailleurs, la commercialisation consiste d'abord à acheter et à vendre; il faut entendre par là l'accord sur les conditions auxquelles l'échange des produits agricoles pour un prix donné est acceptable, tant pour le vendeur que pour l'acheteur. Pour le premier, il s'agira de celui qui lui permettra de rentrer dans ses frais tout en réalisant un bénéfice intéressant. Pour le second, il s'agira du prix qui lui permettra de vendre au consommateur à des conditions telles que ses frais et ses services seront couverts et qu'il réalisera un bénéfice raisonnable. Les problèmes dits de "commercialisation" se retrouvent à tous les niveaux de la commercialisation, du producteur au consommateur. Il se peut donc que certains problèmes soient dus à ce que les coûts de production du cultivateur sont trop élevés pour que ce dernier puisse réaliser un bénéfice raisonnable. Ces problèmes peuvent encore avoir pour origine l'irrégularité de la qualité ou du volume de la production. Ils peuvent aussi dépendre des installations, des organismes ou des services de commercialisation. Ils peuvent enfin se produire au niveau du commerce du détail ou du consommateur, où des changements de la demande finale, ou bien encore des maladroites dans la manutention, peuvent influencer sur la qualité des produits que les consommateurs seront disposés à se procurer pour un prix donné.

Les remarques qui précèdent mettent en relief la nature et l'étendue des "problèmes" de commercialisation qui concernent l'ensemble de l'agriculture des Maritimes. On peut rencontrer des problèmes analogues dans le cas de la commercialisation de chaque produit agricole pris individuellement. Il n'est sans doute pas possible de les passer tous en revue, mais on peut examiner les plus tenaces.

L'exiguïté et la dispersion fréquentes des marchés locaux constituent un mal chronique. Ils ne sont pas aussi exigeants que les gros marchés et dans ces conditions la qualité ne bénéficie pas des stimulants et de l'organisation dont elle a besoin. Dans le cas de certaines denrées produites dans la région et dont seuls les excédents sont expédiés sur les marchés extérieurs, le niveau de qualité atteint sera insuffisant pour assurer une commercialisation rentable. Quand il s'agit d'autres marchandises (pommes de terre, légumes congelés, etc.) destinées en grande partie aux marchés extérieurs, il faut faire face à des frais spéciaux et instaurer un régime de vérification dont le but est d'obtenir des produits de qualité uniforme. Tous les gros exportateurs ont pu se rendre compte (oranges "Sunkist", laine d'Australie, etc.), que cette tradition de la qualité à l'exportation doit commencer au niveau du cultivateur; c'est lui qui doit trier les différentes qualités avant d'expédier sa marchandise, et cela pour deux raisons: d'abord parce qu'il a tout intérêt à maintenir une production de qualité, et ensuite parce qu'il faut qu'il se rende personnellement compte des imperfections auxquelles il doit s'efforcer de remédier.

C'est habituellement un atout pour le producteur agricole que de se trouver tout à côté de son marché. A cet égard, les Maritimes sont peu favorisées car les marchés sont généralement situés à plusieurs centaines de milles du lieu de production des denrées agricoles à exporter. Les marchés régionaux eux-mêmes sont rarement situés à côté des zones de production, et cela ajoute à la difficulté de régler le volume et la qualité des produits dirigés vers le marché; ce sont en fin de compte les prix qui en souffrent. Le manque de connaissances des goûts du consommateur rend difficile l'adaptation des produits à la demande avec tout l'à-propos et toute la rapidité qui s'imposent. Qualité et normalisation ne peuvent s'obtenir que quand la production est suffisamment importante pour permettre de recourir aux services d'un organisme spécialisé qui se charge de classer les produits.

L'agriculture des Maritimes est victime de l'exiguïté et de l'insuffisance de la production de la plupart des fermes. Quand plusieurs petits cultivateurs s'entendent pour écouler leur production, celle-ci est le plus souvent d'une qualité irrégulière. Les produits ont souvent besoin d'être triés et classés pour répondre aux goûts du consommateur. De plus, si le volume de production est faible, ce qui est souvent le cas sur bien des marchés locaux des Maritimes, il devient impossible de recourir aux organismes et services de commercialisation normaux ou spéciaux qui sont indispensables pour l'écoulement des produits. Voilà pourquoi de nombreux marchés des Maritimes disposent de trop peu d'organismes et de services de commercialisation pour être concurrentiels et aussi pourquoi les installations et services sont trop souvent insuffisants.

Diverses raisons font que les coûts de transport sont généralement élevés: volume insuffisant des produits commercialisés, routes sinueuses faites davantage pour le tourisme que pour le transport rapide et direct, matériel de transport de faible capacité et assez mal adapté à ses fins (Section des renseignements économiques, 1967).

Dans le domaine de la commercialisation, ce sont surtout les petits cultivateurs, très nombreux, qui ont eu droit à l'aide des pouvoirs publics. Or, vers la fin des années "soixante", la majeure partie des produits commercialisés provenait des grandes exploitations; toutefois, leurs difficultés n'avaient pas encore attiré l'attention des pouvoirs publics.

Pour que l'agriculture des Maritimes tire le meilleur parti de ses ressources, il faudra s'attacher à l'amélioration des marchés et des services de commercialisation. Sans doute sera-t-il difficile d'y arriver vraiment dans le cas du petit producteur qui continuera de dépendre pour ses débouchés des petits marchés locaux, des touristes et des kiosques installés au bord des routes. Dans le cas des grandes exploitations, le volume de la production sera certainement suffisant pour justifier des services de commercialisation appropriés. Peut-être faudra-t-il prendre des mesures spéciales pour assurer de bons services, chose plus facilement réalisable quand il s'agit de grandes fermes. Plus le volume est élevé, plus les frais unitaires de manutention et de commercialisation sont faibles.

Il faudra toutefois faire précéder les améliorations dans ce domaine d'une solide analyse des conditions du marché et des autres possibilités d'écoulement des produits agricoles. Les renseignements que l'on a pu recueillir ont révélé que le secteur de la commercialisation se range parmi ceux qui laissent le plus à désirer. Il va falloir entreprendre un certain nombre d'études spéciales en vue d'examiner toutes les possibilités qui s'offrent en matière de commercialisation pour les grandes productions et les grosses entreprises de chaque province et de la région. A l'heure actuelle, l'étendue des recherches nécessaires dans ce domaine peut paraître très grande parce que ce doit être un travail d'analyse poussé ayant pour objectif de

résoudre les problèmes de la commercialisation actuelle ou éventuelle. Mais il est permis de penser qu'une fois que des recherches solides auront prouvé qu'elles peuvent clarifier et résoudre les problèmes de commercialisation dans le cas d'un ou deux produits importants, le reste des recherches se fera sans grande difficulté. On pourra ainsi chercher des solutions aux problèmes comme le nombre excessif d'usines de transformation au Nouveau-Brunswick ou la possibilité d'augmenter le nombre des ventes de bétail aux enchères dans toutes les Maritimes, ou encore les possibilités d'expansion des marchés de légumes congelés; la découverte de solutions satisfaisantes à ces problèmes redonnera aux producteurs comme aux administrateurs l'espoir de voir disparaître les leurs un jour ou l'autre. Toutefois, les solutions apportées aux problèmes de commercialisation n'auront un effet sur l'économie de la région que dans la mesure où les exploitations seront rentables et où leur production tiendra compte des exigences du marché.

PERSPECTIVES DU MARCHÉ

Les chances d'une production agricole rentable dans les Maritimes sont liées d'une part aux frais de production et de commercialisation, d'autre part aux prix du marché. Si les frais sont relativement peu élevés pour permettre un bénéfice aux prix du marché, il y a possibilité de production. On émet communément l'idée que les marchés qui s'offrent aux cultivateurs des Maritimes comprennent non seulement l'ensemble des consommateurs de ces provinces, mais aussi certains marchés du reste du Canada et d'autres pays importateurs; il serait plus exact de dire que c'est seulement dans la mesure où les frais agricoles des Maritimes seront suffisamment bas pour procurer un bénéfice intéressant au cours officiel du marché, que même les marchés locaux leur seront ouverts. Cette réserve faite, il est possible de passer à l'examen des marchés auxquels pourraient prétendre les Maritimes.

Les plus intéressants d'entre eux correspondent aux spéculations qui donnent aux cultivateurs des Maritimes les meilleurs atouts en matière de concurrence. Leurs produits seront l'objet d'une attention toute particulière dans l'analyse qui va suivre. La raison en est que seules les denrées qui peuvent être produites à un prix concurrentiel dans les Maritimes, ont des chances de trouver un marché intéressant, dans la province, au Canada ou à l'étranger. Les denrées qui entrent dans cette catégorie, les pommes de terre par exemple, trouveront preneur sur ces trois marchés, mais les autres risquent bien d'y connaître la mévente. On peut déduire de ces remarques que le marché des produits agricoles des Maritimes ne restera l'apanage des cultivateurs de ces provinces que s'ils parviennent à garder leurs coûts assez bas pour affronter les marchés locaux.

Dans le cas des produits qui offrent un avantage concurrentiel, le marché en puissance est fonction de la demande. Or, les courbes de consommation donnent une bonne indication des tendances de la demande. On ne possède des précisions sur les tendances de la consommation de denrées alimentaires que pour l'ensemble du Canada, mais à partir de ces données, on peut se faire une idée assez juste de la situation des marchés autres que nationaux. Ainsi, à partir des données sur la consommation par personne au Canada, on peut déduire ce qu'est à peu de chose près la consommation individuelle dans les Maritimes, bien que cette dernière puisse subir l'influence d'une population agricole plus élevée et de revenus plus modestes.

Il faut également noter que le marché des produits agricoles augmente avec la population. Dans les Maritimes, celle-ci ne devrait pas s'accroître aussi vite que dans le reste du Canada et il faut en déduire que les marchés locaux grandiront moins vite que les marchés nationaux. Au cours des treize années à venir, on estime que

la population des Maritimes va augmenter au rythme de 0.65 p. 100 par an, soit d'un total de 1,481,300 personnes, en 1966, à un total de 1,616,100, en 1980 (Cf. tableau 9-1). Au cours de la même période, on pense que la population canadienne augmentera au rythme de 1.8 p. 100 par an, c'est-à-dire presque trois fois plus vite.

Il est aussi possible que la demande change, passant d'une denrée alimentaire à une autre, au gré des goûts du consommateur. Le facteur le plus important à cet égard est l'augmentation des revenus du consommateur. A mesure que les revenus augmentent, la demande délaisse dans une certaine mesure l'alimentation bon marché à base de céréales pour s'orienter vers la viande de boeuf, les fruits, et les légumes verts. C'est ce que révèle l'étude des tendances de la consommation individuelle de denrées alimentaires canadiennes; le Bureau fédéral de la statistique et la Direction de l'économie du ministère de l'Agriculture ont réalisé l'extrapolation de ces données pour l'ensemble du Canada jusqu'en 1980 (Cf. tableau 9-2). La diminution de la consommation individuelle de céréales, de pommes de terre, et dans une moindre mesure, de produits laitiers, apparaît nettement pour la période qui va de 1949-1951 à 1964. L'augmentation de la consommation des fruits et légumes, du boeuf et de la volaille, est importante. Le poids total de la nourriture consommée n'a guère varié, mais le type d'aliment a changé rapidement. Dans le cas de l'agriculture des Maritimes, les tendances de la consommation sont une diminution de la demande de produits laitiers et de pommes de terre (diminution à vrai dire fort modérée) et l'augmentation de la consommation des fruits et des légumes, de la volaille et du lait concentré.

TABEAU 9-1

Population des provinces Maritimes en 1966,
et évaluation démographique pour 1980

<i>Province</i>	<i>1966</i>	<i>1980</i>
	----- 000 -----	
Île-du-Prince-Édouard	108.5	118.4
Nouvelle-Écosse	756.0	824.8
Nouveau-Brunswick	616.8	672.9
TOTAL	1,481.3	1,616.1

Source: Recensement du Canada, 1966. Les extrapolations jusqu'en 1980 laissent prévoir un accroissement annuel de 0.65 p. 100. Cette estimation brute de l'accroissement démographique repose sur des prévisions du Conseil économique des provinces de l'Atlantique et sur celles de l'Office d'expansion économique de la région atlantique (ces dernières n'ont d'ailleurs pas été publiées). Ces 0.65 p. 100 d'accroissement démographique annuel ne sont que très légèrement inférieurs à ceux des provinces Maritimes réunies tels qu'ils figurent dans les deux études: le CEPA donne 0.7 p. 100 et l'OEERA, 0.8 p. 100. Si l'on a choisi le taux d'accroissement le plus faible, c'est parce qu'on s'est rendu compte, en 1967, que les deux études avaient surestimé l'accroissement démographique jusqu'en 1966, date à laquelle elle pouvait être confrontée avec les données du recensement. Dans les deux études en question, les taux d'accroissement par province différeraient de manière appréciable, mais dans le présent ouvrage on a appliqué le même taux, soit 0.65 p. 100, pour chaque province.

TABLEAU 9-2

Consommation annuelle de nourriture par habitant au Canada,
années choisies, 1949-1964 et extrapolation jusqu'en 1980

Détail	Mode d'évaluation	Consommation annuelle par habitant				
		1949-51	1959-61	1964	1980	1980 en % de 1959-61
		livres	livres	livres	livres	
Céréales	Poids, détail	171.7	153.1	145.7	126.0	82.3
Farine de blé	" "	153.1	135.6	127.1	111.0	81.9
Pommes de terre	Équivalent fraîches	164.3	156.0	155.7	144.0	92.3
Sucres et sirops	Poids, détail	109.5	108.9	109.7	109.0	100.1
Sucre	" "	99.5	97.8	98.3	98.0	100.2
Légumes à gousses et noix	" "	11.4	10.3	10.4	9.0	87.4
Matières grasses (sauf le beurre)	" "	27.5	31.8	31.9	39.0	122.6
Fruits	Équivalent frais	153.0	186.6	179.0	225.0	120.6
Frais	" "	90.2	97.0	102.0	103.0	106.2
Traités	" "	62.8	89.6	77.0	122.0	136.3
Légumes	" "	135.3	159.3	160.1	209.0	131.2
Frais	" "	71.8	83.0	80.5	102.0	122.9
Traités	" "	63.5	76.3	79.6	107.0	140.2
Produits laitiers	Poids, détail	451.6	411.6	393.5	353.5	85.8
Lait nature et crème	" "	389.1	344.7	321.6	266.0	77.2
Beurre	" "	21.9	17.2	19.0	13.0	75.6
Fromage	" "	6.1	8.4	10.2	14.0	166.7
Lait entier concentré	" "	18.9	19.7	18.3	17.0	86.3
Sous produits concentrés	" "	5.3	9.4	11.5	25.0	266.0
Crème glacée	" "	10.3	12.2	12.9	18.0	147.5
Produits laitiers	Équivalent en lait	1,028.0	895.8	913.8	791.0	88.3
Viande	Poids abattu	129.8	141.3	149.1	168.7	119.4
Boeuf	" "	52.3	68.4	78.5	98.0	143.3
Veau	" "	8.9	6.9	6.9	7.0	101.4
Porc	" "	56.2	53.1	52.0	49.0	92.3
Agneau et mouton	" "	2.3	3.1	3.4	3.7	119.4
Autres	" "	10.1	9.8	8.3	11.0	112.2
Volaille	Poids éviscéré	16.6	29.7	34.5	46.0	154.9
Poules et poulets	" "	13.7	21.9	25.3	32.0	146.1
Dindons	" "	2.5	7.2	9.2	13.0	180.6
Oeufs	Poids, détail	29.5	34.4	32.2	31.0	90.1
TOTAL		1,400.2	1,423.2	1,401.8	1,459.7	102.6
Revenu disponible par habitant	1949 \$	901	1,068	1,196	1,782	166.8

Source: D'après F. Shefrin et Z. Yankowsky, extrapolations de la demande agricole à long terme, l'Économie agricole canadienne 1 (5): 12-16, 1966, tableau 1, p. 15.

TABLEAU 9-3

Évaluation supposée de la consommation alimentaire jusqu'en 1980

	<i>Consommation cana- dienne par habitant</i>	<i>I.-P.-É.</i>	<i>N.-É.</i>	<i>N.-B.</i>	<i>Maritimes</i>
	livres	----- 000,000 -----			
Céréales	145.7	17.3	120.2	98.0	235.5
Farine de blé	127.1	15.0	104.8	85.5	205.4
Pommes de terre	155.7	18.4	128.4	104.8	251.6
Sucres et sirops	109.7	13.0	90.5	73.8	177.3
Sucre	98.3	11.6	81.1	66.1	158.9
Légumes à gousses et noix	10.4	1.2	8.6	7.0	16.8
Matières grasses (sauf le beurre)	31.9	3.8	26.3	21.5	51.7
Fruits	179.0	21.2	147.6	120.4	289.3
Frais	102.0	12.1	84.1	68.6	164.8
Traités	77.0	9.1	63.5	51.8	124.4
Légumes	160.1	19.0	132.0	107.7	258.7
Frais	80.5	9.5	66.4	54.2	130.1
Traités	79.6	9.4	15.7	53.6	128.1
Produits laitiers	393.5	46.6	324.6	264.8	635.9
Lait nature et crème	231.6	38.1	265.3	216.4	519.7
Beurre	19.0	2.2	15.7	12.8	30.7
Fromage	10.2	1.2	8.4	6.9	16.5
Lait entier concentré	18.3	2.2	15.1	12.3	29.6
Sous produits et concentrés	11.5	1.4	9.5	7.7	18.6
Crème glacée	12.9	1.5	10.6	8.7	20.5
Produits laitiers équiva- lent en lait	913.8	108.2	753.7	614.9	1,476.8
Viande	149.1	17.7	123.0	100.3	241.0
Boeuf	78.5	9.3	64.7	52.8	126.9
Veau	6.9	0.8	5.7	4.6	11.2
Porc	52.0	6.2	42.9	35.0	84.0
Agneau et mouton	3.4	0.4	2.8	2.3	5.5
Autres	8.3	1.0	6.8	5.6	13.4
Volaille	34.5	4.1	28.5	23.2	55.8
Poules et poulets	25.3	3.0	20.9	17.0	40.9
Dindons	9.2	1.1	7.6	6.2	14.9
Oeufs	32.2	3.8	26.6	21.7	52.0
TOTAL	1,401.8	166.0	1,156.2	943.3	2,265.4

NOTE: Il se peut que les totaux des lignes et des colonnes ne coïncident pas exactement, car les chiffres ont été arrondis.

Source: Tableau 9-2. Consommation canadienne par habitant, 1964, multipliée par la population calculée pour 1980, à partir du tableau 9-1. On a eu recours à la consommation par tête pour le Canada en 1964 et non à la consommation évaluée par habitant en 1980, parce qu'il est apparu qu'on obtiendrait ainsi une vue plus juste de la consommation dans les Maritimes.

On peut se faire une idée approximative du marché des produits agricoles dans les Maritimes vers 1980 (Cf. tableau 9-3), en se fondant sur le taux de consommation individuelle au Canada en 1964 (Cf. tableau 9-2)¹ et aux évaluations démographiques pour 1980 (cf. tableau 9-1). Dans la plupart des cas, ces calculs seront assez exacts; toutefois, dans le cas des produits laitiers, il y a des risques d'erreur. Dans les Maritimes, leur consommation n'a pas augmenté, même si l'on tient compte du modeste accroissement de la population. Cependant, si l'on se rapporte au tableau 9-3, elle devrait atteindre 1,477 millions de livres vers 1980, soit une augmentation de plus de 50 p. 100 par rapport aux 930 millions de livres produits en 1965. Il est permis de penser que la consommation de viande de boeuf dans les Maritimes atteindra 127 millions de livres vers 1980 (cf. tableau 9-3).

On peut s'attendre à ce qu'en même temps le marché des produits agricoles dans le reste du Canada augmente notablement en 1980 (cf. tableau 9-2). Selon toute vraisemblance, les Maritimes trouveront dans le reste du Canada un bon débouché pour les pommes de terre et les légumes, les fruits et certaines récoltes de choix. Le marché sera moins bon pour les produits laitiers, le porc, la volaille et d'autres produits moins concurrentiels.

TABLEAU 9-4

Valeur totale de la production, production et exportation agricoles,
Canada et provinces Maritimes, 1960 et 1962

	<u>Canada</u>		<u>Provinces Maritimes§</u>	
	<u>1960</u>	<u>1962</u>	<u>1960</u>	<u>1962</u>
	----- \$ 000,000 -----			
Valeur de l'ensemble de la production	25,857.0	40,081.0	1,749.0	1,893.0
Valeur de la production agricole	2,043.1	2,443.1	82.5	64.1
Valeur des exportations agricoles	922.7	1,149.8*	21.4	23.6
Exportations agricoles en pourcentage de la production agricole totale	45%	47%	26%	37%

* Annuaire du Canada.

§ En partant du principe que toutes les exportations de produits agricoles des provinces de l'Atlantique sont pratiquement expédiées à partir des Maritimes.

Source: D'après J.F. Earl, *The exports of the Atlantic provinces* (Les exportations des provinces de l'Atlantique), Conseil de recherche des provinces de l'Atlantique, Fredericton, 1964; R.K. Fletcher, *Postwar agricultural trends in the Atlantic provinces* (Tendances de l'agriculture d'après-guerre dans les provinces de l'Atlantique), Étude n° 3, Centre de recherche du Conseil économique des provinces de l'Atlantique, Fredericton, 1966; Bureau fédéral de la statistique.

¹ Comme à l'heure actuelle les revenus par personne sont faibles et l'urbanisation peu poussée, il est possible que les tendances de la consommation dans les Maritimes en 1980 soient semblables à celles que l'on se servait pour l'ensemble du Canada en 1964.

TABLEAU 9-5

Valeur et utilisation par denrée de la production agricole, provinces de l'Atlantique, 1960

Denrée	Revenu en espèces		Vers d'autres provinces		Vers l'étranger		Demeurant dans les provinces de l'Atlantique	
	\$ 000	\$ 000	\$ 000	%	\$ 000	%	\$ 000	%
Avoine	890	-	-	-	-	-	890	100.0
Pommes de terre	29,191	17,843	-	61.1	4,141	14.2	7,207	24.7
Fruits	4,860	166	166	3.4	1,246	25.6	3,448	71.0
Bleuets	1,240	90	90	-	612	-	538	-
Fraises	1,215	-	-	-	40	-	1,175	-
Pommes	2,301	76	76	-	594	-	1,631	-
Autres fruits	104	-	-	-	-	-	104	100.0
Légumes	2,765	13	13	0.5	230	8.3	2,522	91.2
Produits agricoles variés	1,923	-	-	-	-	-	1,923	100.0
Semence de trèfle et de graminées	54	-	-	-	-	-	54	100.0
Foin et trèfle	210	-	-	-	-	-	210	100.0
Tabac	25	13	13	52.0	-	-	12	48.0
Total des récoltes	39,918	18,035	18,035	45.2	5,617	14.1	16,266	40.7
Bovins	16,960	612	612	3.6	266	1.6	16,082	94.8
Porcs	9,727	3	3	0.1	20	0.2	9,704	99.7
Ovins	1,000	117	117	11.7	2	0.2	881	88.1
Volaille	5,819	-	-	-	-	-	5,819	100.0
Oeufs	13,597	14	14	0.1	85	0.6	13,498	99.3
Produits laitiers	30,127	-	-	-	-	-	30,127	100.0
Laine	297	287	287	96.6	-	-	10	3.4
Miel	71	-	-	-	-	-	71	100.0
Fourrures	1,455	1,455	1,455	100.0	-	-	-	-
Total du bétail et des produits	79,053	2,488	2,488	3.1	373	0.5	76,192	96.4
Produits de l'érabie	88	-	-	-	-	-	88	100.0
Produits forestiers	8,103	-	-	-	-	-	8,103	100.0
Subventions	81	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	127,243	20,523	20,523	16.1	5,990	4.7	100,730	79.2

Source: Levitt, K., *Agriculture in the Atlantic Provinces, inputs and outputs* (l'Agriculture dans les provinces de l'Atlantique, mises de fonds et rendements), 1960; non publié.

TABLEAU 9-6

Exportations agricoles des provinces de l'Atlantique,
1960, 1961 et 1962

	1960	1961	1962
	----- \$ 000 -----		
Animaux vivants	540	472	519
Viande et produits de la viande	2,776	2,021	1,753
Produits laitiers	2,216	2,611	1,667
Fromage	53	70	73
Poudre de lait - entier	1,427	2,122	954
Poudre de lait - écrémé	475	79	396
Lait évaporé	139	178	163
Oeufs en coque	101	84	53
Autres	21	78	28
Céréales et produits céréaliers	2,347	1,687	1,809
Production de fruits et de légumes	9,649	9,754	14,693
Pommes - fraîches	1,869	1,947	2,673
Bleuets - frais	494	479	401
Autres fruits - frais	42	38	58
Fruits congelés, baies	874	630	733
Jus de pommes	314	300	171
Autres jus de fruits	-	2	5
Pommes en conserves	77	330	898
Petits pois en conserves	9	10	154
Autres conserves	64	54	64
Noix	34	38	61
Oignons et échalotes	34	442	487
Pommes de terre de semence	3,098	3,422	4,436
Autres catégories de pommes de terre	1,859	1,194	3,826
Navets	302	220	144
Autres fruits et légumes frais	85	81	76
Légumes congelés	283	328	149
Conserves de légumes et jus en boîtes	127	109	104
Condiments	84	130	253
Autres produits pour l'alimentation humaine et animale	3,842	2,315	3,138
Total des exportations agricoles	21,370	18,860	23,579
Total des exportations	411,312	446,605	469,733
Pourcentage de l'agriculture par rapport à l'ensemble	5.20%	4.22%	5.02%

Source: Earl, J.F., *The exports of the Atlantic Provinces* (Les exportations des provinces de l'Atlantique), Conseil de recherche des provinces de l'Atlantique, Fredericton, 1964.

Les marchés agricoles d'exportation ont beaucoup d'importance pour les Maritimes, bien que ces provinces en dépendent moins que d'autres régions agricoles du Canada (Cf. tableau 9-4). Les grands marchés d'exportation sont surtout ouverts aux pommes de terre et aux produits à base de pommes (Cf. tableaux 9-5 et 9-6). Avant de pouvoir évaluer les tendances des exportations, il va falloir effectuer une étude beaucoup plus poussée des perspectives sur la demande des produits agricoles des Maritimes à l'étranger. Tant que l'on ne disposera pas de renseignements plus complets, l'incertitude continuera de régner au sujet de la demande probable de telle ou telle denrée. Les données fragmentaires dont on dispose actuellement (Cf. tableau 9-4), laissent apparaître d'importants écarts dans le volume des exportations d'une année à l'autre.

ÉVALUATION DES PROBLÈMES DE COMMERCIALISATION

Étant donné la nature des conditions physiques et économiques dans les Maritimes, on s'attend à ce que la commercialisation agricole continue de présenter des difficultés. Les questions de commercialisation donnent en ce moment l'impression d'être à la fois graves et urgentes, parce que l'on a trop peu fait pour les analyser correctement, ou même pour les décrire avec exactitude.

Le point noir, c'est qu'un grand nombre des problèmes baptisés problèmes de commercialisation sont, à proprement parler, des problèmes de production et ont trait aux faiblesses concurrentielles de l'exploitation agricole des Maritimes, sous le rapport des frais de production ou de transport ou de facteurs du même ordre. Comme dans de telles circonstances les marchés ne rapporteront pas aux exploitants un bénéfice intéressant, on a souvent avancé l'idée qu'ils ont des "problèmes de commercialisation". Mais c'est là une conclusion hâtive, car leurs problèmes ne dépendent pas de la vente, mais bien de la production et, plus particulièrement, des frais de production.

C'est plutôt dans le manque d'installations, d'organismes et de services auxiliaires conçus en vue de la vente que résident les problèmes de commercialisation. Cette déficience peut s'expliquer en partie par le volume relativement faible d'un grand nombre de produits destinés au marché; mais on peut aussi l'expliquer en partie par l'ignorance de la nature des problèmes de commercialisation et l'absence d'une véritable recherche analytique dans ce sens.

La recherche bien conduite dans le domaine de la commercialisation est sans doute tout aussi capable que n'importe quel autre genre de recherche de contribuer, de façon importante, à la réussite ultérieure de l'agriculture dans les Maritimes: la raison en est qu'elle permet d'évaluer tous les facteurs, favorables ou non, qui interviennent dans le parcours qu'accomplit le produit depuis l'exploitant jusqu'au consommateur. Vue sous cet angle, la recherche procure les renseignements pour remédier aux défauts et tirer parti des avantages. La recherche consacrée aux marchés ne présente toutefois pas grand intérêt si elle n'est pas effectuée avec compétence; à cet égard, ce que l'on appelle "recherche sur les marchés", recherche qui ne se soucie que d'activer les ventes, risque souvent de faire plus de mal que de bien. Un travail bien fait exige que les recherches en matière de commercialisation soient à la fois détaillées et complètes.

Si l'on examine l'ensemble des problèmes que rencontre la commercialisation des produits agricoles dans les Maritimes, on constate qu'il va falloir surmonter un grand nombre de difficultés pour rendre l'agriculture concurrentielle. Parmi ces difficultés, il y a celle qui a trait à la multitude des petits exploitants et à leur faible production. Il est permis de penser que ces problèmes perdront de leur acuité avec le temps, beaucoup de cultivateurs âgés prenant leur retraite et leurs petites fermes étant alors regroupées ou abandonnées.

Des recherches à la fois nombreuses et approfondies seront nécessaires pour remédier aux déficiences des installations, organismes et autres services de vente. Dans l'organisation et l'exécution d'un travail de ce genre, il importe d'admettre que bon nombre de problèmes qui assaillent les services de vente proviennent de ce que la production est insuffisante pour permettre la meilleure commercialisation possible. C'est pour cela que des mesures spéciales, y compris les monopoles accordés aux offices de vente ou aux coopératives, peuvent parfois se trouver justifiées sur le plan économique, car elles constituent un moyen de limiter la hausse des frais de commercialisation.

En ce qui concerne la commercialisation agricole, les recherches analytiques valables sont très insuffisantes; et pourtant il n'est guère de produit important dont la commercialisation n'exige une évaluation analytique soigneuse afin de l'adapter aux conditions nouvelles auxquelles sont soumises les spéculations agricoles et les marchés. Les recherches analytiques poussées seront très profitables pour les cultivateurs, surtout en ce qui a trait à la vente du lait et des pommes de terre, des légumes et des fruits, du bétail et d'un certain nombre d'autres produits.

Certains aspects particuliers de la commercialisation devront faire l'objet de recherches; c'est par exemple le cas des transports dont l'amélioration dans les Maritimes est indispensable pour l'essor ultérieur de l'agriculture. Les transports locaux sont la cause de graves difficultés en matière de concurrence, mais ce fait est rarement admis. Les difficultés en question se font surtout sentir sur les points suivants: avec leurs détours, les routes qui mènent aux marchés font perdre beaucoup de temps¹; le matériel des transports locaux par camions en service est insuffisant; les services de transport sont irréguliers et incertains; les traversiers imposent des retards onéreux et des livraisons peu sûres; les spéculations agricoles sont situées trop loin des marchés, et ainsi de suite. Il est incontestable que des mesures officielles auraient dû être prises pour remédier à nombre de ces inconvénients en matière de transport. En Nouvelle-Écosse, comme au Nouveau-Brunswick, les cultivateurs souffrent de l'absence de routes plus directes pour se rendre à leurs marchés. Au Nouveau-Brunswick, il faudrait réorganiser le marché de la transformation du lait, tandis qu'en Nouvelle-Écosse une importante partie des élevages de porcs est bien trop loin des sources d'approvisionnement, des abattoirs et des marchés de consommation; on remédie à ces déficiences par une subvention destinée à égaliser les frais de transport des porcs sur le marché.

Dans l'Île-du-Prince-Édouard, ce sont les retards excessifs et les aléas qu'entraînent pour l'agriculture les services des traversiers actuels qui constituent l'inconvénient le plus grave en matière de transport. Dans cette Île, l'avenir de l'agriculture dépend en grande partie des améliorations véritables que l'on pourra ou non apporter à ces services dans un proche avenir; si l'on y arrive, l'Île-du-Prince-Édouard devrait devenir une des principales sources de produits agricoles des Maritimes, mais dans le cas contraire, il faudra s'attendre à y voir décliner l'agriculture. Un des domaines les plus prometteurs pour la production agricole dans l'Île-du-Prince-Édouard, est celui des denrées périssables (lait frais, légumes congelés et fruits), mais si les services ne s'améliorent pas, la plupart des chances dans ce domaine risquent d'être perdues; que viennent à se produire un ou deux retards ou manquements dans les livraisons, et les magasins à succursales comme les autres acheteurs iront s'approvisionner ailleurs. Les preuves dont on dispose indiquent que dans l'état actuel des services, ces retards se produisent effectivement et, plus particulièrement, au cours des mois d'hiver. L'économie de

¹ Voir *Economist Intelligence Unit* (1967), Vol. I, p. iv et 45; Vol. II, p. iv et *passim*; Vol. III, p. i et *passim*.

l'Île a besoin des exportations pour se développer et si les transports s'avèrent déficients à cet égard, il n'y aura guère moyen de la relancer sur le plan intérieur.

Un des aspects les plus précieux de la recherche serait l'évaluation détaillée des possibilités de la demande de produits agricoles des Maritimes, dans les Maritimes elles-mêmes comme à l'extérieur. Au cours de la présente étude, on a dû se contenter de déterminer en quoi consistaient les différences dans la demande et de proposer comment juger ce qu'a de typique une demande qui subit les effets d'une urbanisation plus réduite, de revenus plus modestes et d'un accroissement démographique plus lent qu'ailleurs. Il est donc souhaitable de procéder à un examen approfondi de la demande virtuelle dans le cas de chacune des provinces.

L'examen en question devrait comporter une prévision des prix en signalant s'ils seront avantageux pour les cultivateurs des Maritimes. Dans cette région, les exploitations sont bien souvent dans une situation désavantageuse et leurs frais de production sont bien plus élevés que ceux de leurs rivales installées dans d'autres régions. Seules les spéculations, pour lesquelles les Maritimes bénéficient d'un avantage relatif ou pour lesquelles les frais sont inférieurs aux prix de revient de la marchandise livrée par leurs concurrents, peuvent réaliser un profit sur le marché local de produits agricoles. Il importe que les personnes qui suivent l'évolution des problèmes agricoles dans les Maritimes prennent vraiment conscience de ces limites.

Les chapitres précédents ont permis d'apprécier le potentiel agricole du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard par rapport à la situation nationale. On a pu apprécier les ressources disponibles, l'organisation et les institutions, les tendances de l'agriculture et les problèmes fondamentaux rencontrés dans les Maritimes. La présente étude va maintenant quitter ces considérations d'ordre général pour aborder l'évaluation du potentiel des exploitations de façon plus précise. C'est dans ce but qu'une analyse poussée des exploitations a été entreprise, grâce à laquelle il sera possible d'évaluer les genres et les dimensions des spéculations agricoles les plus rentables; elle figure de façon détaillée en annexe. On trouvera dans le présent chapitre les résultats de l'analyse en question sous une forme abrégée.

C'est en fonction de l'analyse des budgets d'entreprises spécialisées qu'a été effectuée l'évaluation de la rentabilité comparée des exploitations. Cette façon de procéder oblige de recourir, du point de vue des grandeurs et des valeurs, à la comparaison des mises de fonds et des résultats obtenus dans certaines spéculations agricoles, selon leur taille et selon leur emplacement, afin de parvenir aux dimensions les plus satisfaisantes sous le rapport des profits nets que peut retirer le cultivateur. L'analyse qui suit a été faite pour chacune des principales spéculations des Maritimes; on y compare les spéculations entre provinces et entre les Maritimes et d'autres régions.

Chacune des spéculations analysées a été, en règle générale, traitée comme s'il s'agissait d'une exploitation spécialisée dans une seule spéculation. Il ne s'agissait pas simplement là d'une technique commode destinée à faciliter les calculs. En agriculture, les avantages de la spécialisation sont désormais reconnus et la technologie moderne a rendu la spécialisation toujours plus importante. Il ne faut pas en conclure, bien entendu, que certaines cultures complémentaires comme les pommes de terre et les céréales ne soient pas à la fois appropriées et rentables.

Les spéculations analysées au cours de la présente étude comprennent les principales spéculations dans l'agriculture actuelle des Maritimes et d'autres qui semblent offrir de bonnes possibilités. Il s'agit de l'élevage de bovins laitiers et produits laitiers, élevage de boucherie, du porc et de la volaille, de la culture des pommes de terre, arbres fruitiers, fraises, bleuets, céréales de provende, fourrage, du traitement des légumes, de la culture en serre, ainsi que celle du tabac.

L'analyse de chaque spéculation s'est effectuée en deux étapes. La première, l'étape initiale, s'inspire des spéculations qui existent actuellement dans chaque province. De là, on est passé à une deuxième étape, encore appelée étape "optimale"; il s'agit dans ce cas de spéculations assez grandes pour permettre aux cultivateurs de parvenir à certains objectifs précis en matière de revenu, de temps libre et d'avantages sociaux. On a supposé que le cultivateur possédait les compétences voulues en matière de direction et que, dans le cas contraire, il était possible de les lui donner, ainsi serait-il possible d'atteindre les niveaux de productivité et d'efficacité recherchés.

Il n'a généralement pas été possible de se servir de moyennes provinciales pour déterminer l'organisation de certains genres de spéculations. On s'est rendu compte que les spéculations des Maritimes étaient généralement trop petites au départ pour qu'il soit possible de viser à une production optimale. Dans un certain nombre de

cas la spéculation de départ a été conçue en prenant comme référence la moyenne des exploitations qui se situaient parmi le dixième ou le cinquième le mieux placé quant à la taille. Il ne faudrait pas en conclure que cette catégorie se composait d'unités économiques offrant à la fois des profits avantageux sur le plan du capital et des revenus satisfaisants sur le plan du travail. Il s'agit plutôt de spéculations pourvues d'un nantissement suffisant pour avoir droit à un prêt à long terme; par conséquent, susceptibles de prendre une expansion suffisante pour devenir rentables.

La deuxième étape de l'analyse budgétaire a consisté à étudier les spéculations de taille optimale. Les spéculations optimales ont été conçues en fonction de trois objectifs essentiels qui devaient procurer à l'exploitant certains avantages économiques et sociaux essentiels. On se proposait: 1) que la main-d'oeuvre agricole, y compris l'exploitant, bénéficiât d'autant de temps libre que les personnes engagées dans d'autres secteurs de l'économie; 2) que les revenus de l'exploitant puissent se comparer à ceux que procurent d'autres occupations qui exigent autant de capitaux et de compétence administrative et technique; 3) que l'exploitant et sa famille bénéficient, à peu de choses près, des mêmes avantages sociaux que le reste de la population¹.

En ce qui concerne le premier objectif, on est parvenu à la conclusion que la semaine de 40 heures, avec cinq jours de travail et un congé payé annuel de deux ou trois semaines donnent pratiquement l'équivalent de ce que la main-d'oeuvre est en droit d'attendre.

Dans le cas du deuxième objectif, on a pu conclure que le revenu net de l'exploitant d'une spéculation optimale doit être voisin de celui que lui procurerait un autre travail, c'est-à-dire un revenu moyen égal à celui des familles canadiennes non agricoles, en 1963 (Cf. tableau 10-1), soit \$6,000 par famille. C'était là un revenu bien inférieur à la moyenne atteinte en Ontario (\$6,571), province qui offre les meilleures possibilités d'emploi.

Cet objectif de \$6,000 en matière de revenus est cependant bien plus élevé que la moyenne des revenus non agricoles des Maritimes et il est considérablement supérieur au revenu agricole moyen des Maritimes. Dans la plupart des régions du Canada, le revenu moyen des travailleurs agricoles est environ la moitié de celui des travailleurs des autres secteurs, mais dans les Maritimes il n'est que le tiers. Pour que les revenus agricoles des Maritimes atteignent le niveau des revenus non agricoles d'autres régions, ils devraient quadrupler pour rattraper les revenus non agricoles en Ontario et dans l'ouest du Canada. Sans aller jusque là, l'objectif de \$6,000 comble une grande partie de la différence.

En ce qui concerne le troisième objectif, l'accès à des avantages sociaux qui puissent se comparer à ceux du reste de la population, on est venu à la conclusion que, dans la mesure où la spéculation est isolée, il faudrait ajouter au revenu net de l'exploitant un montant lui permettant d'avoir accès aux avantages en question.

¹ Par "avantages sociaux" on entend des services scolaires, sociaux, commerciaux, récréationnels et culturels comparables à ceux dont bénéficient généralement les citoyens. On a supposé que la réalisation des objectifs en matière de revenu permettrait à la majorité des exploitants d'avoir accès aux avantages sociaux en question. Toutefois, lorsque la famille est isolée sans accès facile à ces services, des compensations supplémentaires s'avéreraient nécessaires.

Dans ces conditions, il faudra trouver les sommes supplémentaires pour scolariser les enfants, permettre de nouveaux loisirs, assurer d'autres services récréatifs plus ou moins rapprochés du domicile. On voit donc que pour disposer d'avantages sociaux équivalents on aura besoin, dans le cas d'une exploitation isolée, de plusieurs milliers de dollars supplémentaires qui viendront s'ajouter au revenu net.

TABEAU 10-1

Revenu des familles canadiennes non agricoles,
par régions, 1961 et 1963

<i>Région</i>	1961	1963
	\$	\$
Atlantique	4,156	4,375
Québec	5,294	5,899
Ontario	5,773	6,571
Prairies	4,836	5,478
Colombie-Britannique	5,491	5,917
Canada	5,317	5,939

Source: *Incomes, assets and indebtedness of non-farm families in Canada* (Revenu, actifs et dettes des familles non agricoles au Canada), 1963; *Distribution of non-farm incomes in Canada by size* (Répartition des revenus non agricoles au Canada, par ordre d'importance), 1961. B.F.S., 1966.

TECHNIQUE DE RECHERCHE DE L'ANALYSE BUDGÉTAIRE

Cette analyse est un moyen d'analyse quantitative dont on se sert en affaires ou en planification agricole; elle permet de comparer les effets des variations de mises de fonds et de rendement sur les coûts et les revenus d'une spéculation; on peut ainsi se rendre compte de l'effet net de ces variations sur le revenu de l'exploitant. Vu sous cet angle, le budget n'est qu'un moyen commode d'évaluer quantitativement toutes les considérations d'ordre physique et économique, y compris les apports à la production et le rendement, ayant une influence sur la rentabilité d'une spéculation ou d'une ferme d'importance donnée. Si l'analyse est suffisamment détaillée, le budget peut indiquer les effets sur le revenu de la spéculation de toute variation dans un facteur quelconque; ainsi disposera-t-on d'une référence pour déterminer les changements à apporter à la planification, la gestion ou l'exploitation de la spéculation pour obtenir les résultats recherchés. Par conséquent, la budgétisation permet d'évaluer les différentes possibilités d'expansion d'une spéculation de départ donnée et d'en déterminer les avantages et les inconvénients. L'analyse budgétaire d'une spéculation exige que l'on utilise des données exactes sur les apports à la production et le rendement. L'exactitude et l'utilité des résultats de l'analyse dépendent directement de l'exactitude des données et des rapports utilisés. Les données doivent être établies en se référant à ce qui se fait dans la pratique et en effectuant des recherches poussées des conditions matérielles et économiques; à cet égard, les Maritimes ont encore beaucoup à faire. Pour que l'agriculture de ces provinces aille de l'avant avec confiance, il va falloir accumuler par la recherche bien plus de données comparatives sur les principales spéculations de chaque province.

Dans la présente étude on s'est servi de l'analyse budgétaire pour faire une évaluation quantitative et objective de l'aptitude des spéculations des Maritimes à procurer des revenus satisfaisants. Ce genre d'analyse a permis de déterminer quelle devrait être la taille des spéculations pour qu'elles rapportent un profit net donné, en se référant à diverses hypothèses en matière de prix et de productivité. Il est arrivé que les budgets montrent l'impossibilité d'atteindre le niveau de revenu désiré à cause des conditions physiques et économiques qui règnent dans la région. L'analyse ainsi comprise a permis de découvrir quelles spéculations ont le plus de chances d'être rentables, et celles qui semblent offrir le plus d'avantages relatifs. Cette méthode a enfin permis de comparer les spéculations des Maritimes à celles des régions rivales; ainsi a-t-il été possible de découvrir leurs possibilités relatives d'expansion.

On a situé les spéculations de départ, dans chaque province, dans les zones où elles sont les plus nombreuses et où les conditions sont les plus favorables. C'est ainsi que pour l'analyse budgétaire de spéculations laitières de la Nouvelle-Écosse, on a choisi un emplacement dans les environs de Truro. Au Nouveau-Brunswick, on a choisi la région de Grand Falls et dans l'Île-du-Prince-Édouard, celle de Summerside pour y situer les spéculations de pommes de terre. Les emplacements choisis peuvent généralement être considérés les plus propices de la province pour le genre de spéculation étudié. Dans la plupart des cas, on ne possédait pas les données précises dont on aurait eu besoin pour procéder aux distinctions sur le plan économique entre des emplacements choisis, soit à l'intérieur d'une même province, soit dans des provinces différentes. Il convient plus particulièrement de noter qu'on aurait eu besoin de plus de renseignements pour être à même de comparer la productivité et les aptitudes des terres disponibles, ainsi que tous les autres facteurs qui entrent en jeu. Cependant, les facteurs d'ordre économique (différence de frais de transport, de mises de fonds, et ainsi de suite), se sont souvent révélés une bonne indication de la rentabilité. Mais quand les facteurs économiques n'ont pas permis de décider d'un bon emplacement, ce sont d'autres considérations d'ordre physique (le climat, la topographie, le genre de sol, etc.) qui ont souvent permis de le faire.

Plusieurs considérations ont présidé au choix de la taille optimale des spéculations. On a observé les résultats obtenus dans des spéculations plus importantes situées dans d'autres grandes régions agricoles, et déterminé, en fonction de leur taille, quelles spéculations accusent les plus forts bénéfices nets. De cette façon, les dimensions optimales attribuées dans le budget à la plupart des spéculations des Maritimes étaient le plus souvent analogues à celles de grandes exploitations du même genre en Ontario ou au Québec. On a également utilisé le critère revenu (soit un revenu du travail de \$6,000) dans la définition de la spéculation de taille optimale.

RÉSULTATS DE L'ANALYSE BUDGÉTAIRE DES SPÉCULATIONS

Il est possible d'examiner les résultats de l'analyse budgétaire des spéculations des Maritimes en présentant les éléments de trois façons. On peut d'abord les exposer sous la forme d'un résumé rapide des dépenses d'établissement, des besoins de main-d'oeuvre, du revenu brut, du revenu net, et du revenu du travail de l'exploitant de chacune des quinze spéculations de taille optimale analysées (Cf. tableau 10-2). A côté de ces quinze spéculations dont la liste a été dressée, on a procédé à des analyses partielles des spéculations tabaciques et des spéculations de légumes industriels. Cependant, on a manqué de renseignements nécessaires pour en pousser l'analyse à fond, aussi n'apparaissent-elles pas au tableau 10-2.

TABLEAU 10-2

Apports de capital et de travail et revenus
des spéculations optimales budgétisées*

<i>Spéculation</i>	<i>Capital (Nouveaux coûts)</i>	<i>Main-d'oeuvres</i>	<i>Revenu brut</i>	<i>Revenu net</i>	<i>Revenu</i>
	\$	no. hommes	\$	\$	\$
Lait industriel	135,855	3.0	46,020	4,464	-1,380
Bovins de boucherie - élevage	122,450	1.5	21,745	1,343	-4,657
- embouche	125,400	1.5	120,115	-8,101	-13,201
Céréales de provende	134,300	1.5	29,549	6,230	-370
Porcs - traditionnelle	76,300	2.0	70,090	6,213	3,485
- porcelets	96,000	2.0	46,400	4,098	498
- d'engraissement	70,000	2.0	164,273	9,418	7,108
Volailles - ponduses	54,000	2.0	117,491	12,202	10,422
- poulets à griller	75,000	2.0	100,800	6,752	4,277
Pommes de terre - N.-B.	105,900	2.0	45,948	12,670	8,470
- I.-P.-É.	151,900	2.5	66,969	19,792	13,012
Arbres fruitiers	106,550	1.5	40,000	12,768	7,278
Fraises	37,150	1.5	32,000	8,512	7,068
Bleuets	20,000	1.0	22,500	6,150	5,190
Serres	100,000	6.0	51,000	8,877	5,577

* Les évaluations en matière de dépenses d'établissement, de main-d'oeuvre et de revenus renvoient à l'analyse budgétaire fondamentale de chaque spéculation. Les différences constatées entre provinces dans les prix des produits, les dépenses, les rendements, les frais de commercialisation, les primes et autres facteurs n'apparaissent pas sur ce tableau. On ne trouvera pas non plus les renseignements sur les spéculations de légumes industriels et de tabac, parce qu'il a été impossible de se procurer les données à partir desquelles rédiger des budgets complets sur des bases analogues à ceux des autres spéculations.

§ Non comprise la main-d'oeuvre engagée à forfait ou à contrat pour accomplir des travaux comme le triage et l'ensachage des pommes de terre, la cueillette des pommes et des fraises, le mirage et l'emballage des oeufs, etc.

La deuxième présentation des résultats de l'analyse est un résumé de chacun des budgets qui s'appliquent aux quatorze spéculations décrites en annexe. Le résumé donne les conclusions en matière d'apport à la production, de rendements et de revenus dans le cas de chacune des spéculations de taille optimale; il est accompagné d'un rapide exposé des conclusions générales. Les personnes souhaitant se documenter davantage trouveront dans l'annexe technique publiée comme ouvrage de documentation des données détaillées sur les budgets et les spéculations elles-mêmes.

Un examen d'ensemble des résultats de l'analyse des spéculations (Cf. tableau 10-2) indique que la plupart des petites spéculations traditionnelles ont peu de chances de rester rentables; cependant, plusieurs des spéculations de taille optimale analysées offrent de bonnes perspectives de rentabilité. Les spéculations qui, même dans des conditions optimales de taille, se sont révélées non rentables sont celles que l'on peut classer dans l'agriculture traditionnelle: fermes laitières ne produisant que du lait industriel, spéculations de bovins de boucherie et spéculations de céréales de provende.

D'autre part, les spéculations de lait nature de taille optimale se sont révélées rentables et ce, parce que le prix du lait nature est supérieur à celui du lait industriel. Il se peut que les spéculations de bovins de boucherie et de lait industriel de taille optimale soient rentables à condition d'utiliser de l'ensilage de maïs pour l'alimentation; il faudrait toutefois, pour en être certain, procéder à des essais supplémentaires. D'ailleurs, en admettant que ce genre de spéculation soit rentable dans les Maritimes, elle le sera moins que dans l'Ontario. Les céréales fourragères envisagées sous l'angle de la spécialisation n'offrent, semble-t-il, que des possibilités modestes; toutefois, jointes à la culture des pommes de terre ou à l'élevage du porc, ces spéculations seraient rentables à condition de se trouver dans des régions favorables.

Ce sont les spéculations arboricoles, porcines, avicoles et de pommes de terre qui ont les meilleures chances d'avenir. Les pommes de terre et les fruits des Maritimes se sont acquis une place intéressante sur les marchés en dehors de la région. Pour cette raison, leur production est susceptible d'une extension plus importante que celle de la plupart des autres spéculations¹. Les spéculations porcines et avicoles de taille optimale se sont révélées rentables, mais leurs marchés se limitaient essentiellement aux Maritimes et ils y sont soumis à une dure concurrence de la part d'autres régions.

On a pu remarquer que les légumes industriels étaient d'un bon rapport bien que l'on n'ait pu disposer de renseignements complets à leur égard. Si l'on considère les perspectives à long terme en matière de légumes traités, et en particulier les légumes congelés, ainsi que les avantages en matière de production que possèdent certaines zones des Maritimes, il semble souhaitable de favoriser l'expansion dans ce domaine, surtout en ce qui a trait aux produits de la pomme de terre, aux crucifères et aux petits pois.

Fraises et bleuets se sont avérés rentables dans les conditions posées en hypothèse mais deux traits caractéristiques de ces spéculations risquent d'en diminuer les possibilités à long terme. Il s'agit premièrement de leur dépendance de la main-d'oeuvre saisonnière faiblement rémunérée qui se charge de la cueillette mais sur laquelle il ne sera pas toujours possible de compter; deuxièmement, du manque de

¹ Au moment où ce texte a été rédigé, les effets de la dévaluation de la livre sterling (juin 1967) sur le marché des fruits de vergers n'apparaissent pas encore nettement, mais leur aspect négatif ne fait guère de doute.

stabilité de leurs marchés dû à des facteurs comme les fluctuations de prix, la concurrence à l'exportation, la qualité variable et la brièveté de la saison. Tous ces facteurs rendent leur production à long terme moins rentable que ne le laisseraient croire les analyses des spéculations.

Les spéculations de culture en serres offrent de bonnes possibilités de rentabilité et d'expansion.

On commence à trouver des plantations de tabac dans les Maritimes. Toutefois, cette culture ne s'y pratique pas depuis assez longtemps pour qu'on dispose des données suffisantes pour faire une analyse budgétaire; mais il semble que les spéculations de taille optimale soient fort rentables et que, en 1967, le prix de terres propices à ce genre de production était encore abordable.

Cette analyse des spéculations comporte des conséquences importantes pour l'agriculture actuelle des Maritimes. Si l'on s'attache aux résultats fournis par les estimations, tant au stade initial qu'au stade optimal, cette analyse démontre que la plupart des fermes des Maritimes ne sont pas rentables en ce que le revenu du capital et du travail y est insuffisant. Une faible partie seulement de l'ensemble des spéculations étaient suffisamment importantes et suffisamment efficaces pour être rentables à cet égard. Mais on a pu rencontrer dans chacune des trois provinces d'excellents exemples de spéculations efficaces, bien dirigées et très rentables qui pourraient montrer aux autres le chemin à suivre en ce qui concerne les techniques, l'organisation et la gestion. Mais il existait aussi un grand nombre de fermes de dimensions moyennes (dénommées fermes commerciales dans le recensement) dont l'organisation laissait à désirer. Ces fermes ne procuraient généralement qu'un revenu modeste à l'exploitant pour son travail et aucun revenu pour le capital investi; il est donc permis de penser que beaucoup d'entre elles cesseront toute activité avec la disparition de leur propriétaire actuel.

SENS DE L'ANALYSE DES ENTREPRISES

La méthode en question a eu pour objet de comparer la rentabilité relative des spéculations les plus importantes des Maritimes, afin d'être à même de donner une orientation à l'expansion agricole. L'analyse des spéculations, tout comme les premiers chapitres du présent rapport, a pour but de procurer la base la plus sûre possible qui permette l'essor d'une agriculture à la fois durable et rentable; il ne s'agissait pas de réaliser une prévision des résultats que l'on pourrait obtenir en agriculture, car les conditions peuvent changer et la rentabilité de certaines spéculations peut s'en trouver affectée. Ces réserves étant faites, elle peut donner une idée de ce que sera l'avenir et donner son orientation à la politique agricole de demain.

L'essentiel de la production agricole des trois provinces Maritimes, sous le rapport du volume, a déjà cessé de dépendre de la petite exploitation traditionnelle pour être désormais du ressort des grandes spéculations. Il importe aussi de se rendre compte que d'ici dix ou vingt ans, l'agriculture aura encore évolué et qu'il n'y aura plus qu'un assez petit nombre de fermes hautement spécialisées qui exigeront un apport de capitaux considérable. Celui qui réussira, alors, sera un homme qui saura tirer parti de la situation en faisant appel aux techniques modernes et à la gestion financière; il devra, en outre, utiliser son crédit avec intelligence et fonder ses décisions sur une connaissance des questions économiques. L'apparition des grandes spéculations va exiger l'adoption d'une nouvelle politique agricole et la mise en place de meilleurs services que ceux dont on dispose actuellement.

Cette tendance à l'agrandissement des entreprises est déjà bien établie. Il va pourtant falloir adopter une ligne de conduite en matière d'expansion si l'on veut que les mesures et les programmes publics soient parfaitement adaptés aux exigences de la modernisation et des remaniements progressifs qui seront nécessaires. Certains des changements qu'impose la modernisation de l'agriculture ont été esquissés à grands traits. Or, seule la modernisation permettra à la communauté agricole d'orienter ses efforts vers les spéculations les plus rentables.

Si donc on envisage les dix ou vingt années à venir, l'analyse des spéculations indique que celles qui seront les plus rentables dans les provinces Maritimes, seront sans doute les spéculations spécialisées de taille optimale produisant des pommes de terre, des fruits, des porcs, du lait nature, de la volaille, et des produits de serres; telles sont les spéculations qui offrent les meilleures possibilités.

Dans le cas des spéculations spécialisées de lait industriel, des céréales de provende ou de bovins de boucherie, l'analyse budgétaire montre que les perspectives à long terme ne seront sans doute guère favorables et qu'à moins d'un changement des conditions générales, leurs possibilités se limiteront sans doute à certains cas spéciaux pourvus d'avantages particuliers.

Plusieurs spéculations offriront des possibilités intéressantes en matière de rentabilité en se livrant à des cultures auxiliaires ou supplémentaires, d'abord parce qu'elles n'exigent qu'une main-d'oeuvre saisonnière, ensuite parce que le risque qu'elles représenteraient à titre de spéculation spécialisée constituerait un fardeau excessif; il peut arriver même qu'interviennent les bénéfices complémentaires réalisables par une utilisation commune de la main-d'oeuvre, de l'outillage, des engrais ou autres apports à la production. Les spéculations qui font partie de cette catégorie comprennent les légumes industriels, les fraises, les bleuets et, dans certains cas, les céréales de provende.

Il faut admettre que les possibilités d'une agriculture axée sur le sol se limitent surtout à un petit nombre de spéculations et d'emplacements: spéculations de lait nature dans les environs des grands marchés de consommation; spéculations de pommes de terre là où l'on dispose de la qualité de terre voulue; spéculations arboricoles là où le sol, la pente du terrain et un certain nombre d'autres conditions y sont favorables. Dans le cas d'un grand nombre d'autres spéculations axées sur le sol, comme la production de lait industriel, des céréales, des bovins de boucherie, etc., la piètre rentabilité par rapport aux autres régions confère à leurs possibilités un aspect marginal et vient limiter leur rentabilité à long terme, excepté les spéculations particulièrement bien placées. Il est possible que l'ensilage du maïs, au cas où l'on viendrait à mettre au point des variétés appropriées, permette à un plus grand nombre de ces spéculations axées sur le sol de parvenir à un niveau de rentabilité satisfaisant sur des terres de bonne qualité.

D'une façon générale, l'analyse des spéculations met en relief certains éléments importants quant à l'avenir de l'agriculture dans les provinces Maritimes: les raisons du déclin ininterrompu et rapide de la petite agriculture traditionnelle; les possibilités constantes d'expansion des grandes spéculations; les incertitudes et les difficultés qui attendent presque toutes les spéculations axées sur le sol; les importantes possibilités offertes par certaines spéculations axées sur le sol et par un grand nombre de spéculations qui n'ont guère besoin de terrains; la tendance d'après laquelle une partie plus importante de la production agricole des Maritimes est le fait d'un nombre toujours plus restreint de cultivateurs qui travaillent plus pour le marché et moins pour obtenir un revenu en nature; le besoin de services agricoles plus spécialisés incompatibles avec les services agricoles traditionnels; le besoin de bien plus de recherches en matière d'analyse des spéculations, de

possibilités des terres, de concurrence, de gestion financière, etc.; enfin le besoin de mettre en oeuvre les nouvelles méthodes qui permettront de créer ce nouveau milieu agricole.

RÉSUMÉ DE L'ANALYSE DES SPÉCULATIONS AGRICOLES DES MARITIMES¹

Le présent appendice comprend un résumé de l'analyse budgétaire des spéculations agricoles les plus rentables des provinces Maritimes. Dans le cas de chacune, on a d'abord présenté un bref rappel des données sur les entrées et sorties et du revenu; on a ensuite rapidement passé en revue les conclusions auxquelles aboutit l'analyse de la spéculation.

¹ Ces résumés de l'analyse des spéculations sont surtout le fruit du travail de M. B.H. Sonntag. Pour plus amples renseignements, consulter l'annexe technique au présent rapport intitulée: "Analyse des spéculations agricoles des Maritimes".

SPÉCULATION LAITIÈRE

DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Nombre de vaches	75	75	75
Capital - Coût de remplacement (\$)		135,855	
- Investissement moyen (\$)		97,400	
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)		3.0	
Terres (en acres)		215	
<u>Dépenses et profits (\$)</u>			
Revenu brut, à \$4.40 par 100 livres	46,020	46,020	46,020
Dépenses	40,149	41,556	40,449
Revenu net	5,871	4,464	5,571
Rendement du capital (6%)	5,844	5,844	5,844
Revenu du travail de l'exploitant	27	-1,380	-273

REVENU NET POUR DIFFÉRENTS PRIX DU LAIT EN NOUVELLE-ÉCOSSE¹

<i>Prix par cent livres</i>	<i>Revenu brut</i>	<i>Revenu net</i>	<i>Revenu par travail</i>
\$	\$	\$	\$
4.00	42,420	864	-4,980
4.50	46,920	5,364	-480
5.00	51,420	9,864	4,020
5.50	55,920	14,364	8,520
6.00	60,420	18,864	13,020

¹ Au Nouveau-Brunswick et dans l'Île-du-Prince-Édouard, le revenu net et le revenu du travail seraient plus élevés de \$1,100 à \$1,400 respectivement, témoignant de dépenses moins importantes comme l'indique le tableau ci-dessus.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire a révélé que, de façon générale, les spéculations de lait industriel n'assurent à l'exploitant que des revenus insuffisants. Les prix du lait industriel sont généralement trop faibles pour assurer des revenus du capital et du travail satisfaisants. Le revenu du travail est insuffisant même dans le cas de spéculations relativement importantes (de 75 à 90 vaches produisant de 900,000 à 1,000,000 de livres de lait), surtout quand la main-d'oeuvre est assez nombreuse pour permettre aux employés de bénéficier des avantages sociaux jugés indispensables pour un emploi comparable dans un autre domaine. Ainsi a-t-il été impossible de parvenir à un revenu du travail de l'exploitant convenable (minimum de \$6,000) dans une spéculation de 75 vaches employant trois travailleurs dont deux engagés à un prix du lait inférieur à \$5.00 les 100 livres; mais dans une spéculation de 90 vaches employant le même nombre d'hommes, on atteint ce niveau de revenu avec un prix de \$4.50 les 100 livres. A \$4.00 les 100 livres, il faudrait une spéculation de 90 vaches n'employant qu'un seul ouvrier pour que l'exploitant tire ce revenu de son travail.

S'il est d'autres régions où les spéculations laitières ne bénéficient pas de revenus particulièrement intéressants de la vente du lait industriel, leurs revenus nets sont néanmoins plus élevés que dans les Maritimes. Le prix de revient dans l'est de l'Ontario est inférieur de 10 p. 100 à ce qu'il est dans les Maritimes. Dans ces provinces il faudrait que le lait se vende 40 cents les 100 livres de plus qu'en Ontario pour que des spéculations analogues aient des revenus équivalents. On peut voir par là que les spéculations laitières du centre du Canada pourraient atteindre des revenus du travail satisfaisants à partir de prix qui ne procureraient dans les Maritimes qu'un bien faible revenu du travail. Les différences de frais de production entre les deux régions sont surtout liées aux différences entre le prix des aliments, c'est-à-dire, en définitive, à la fertilité des terres.

Il convient de faire ici observer que le grand nombre de spéculations assez petites qui produisent du lait industriel dans les Maritimes et paraissent disposer de revenus suffisants est généralement lié à la situation financière de l'exploitant. Quand sa situation financière est bonne (c'est-à-dire qu'il n'a pas de dettes), ses revenus sont suffisants pour subvenir à ses frais de subsistance, malgré des prix relativement bas. Dans les spéculations non hypothéquées où on ne prévoit pas d'amortissement, le revenu du capital permet d'absorber les frais d'exploitation et de subsistance à des prix du lait assez bas. Toutefois, à la retraite, au décès ou lors d'une tentative de vente du propriétaire, la productivité est souvent trop faible pour répondre aux inévitables frais d'immobilisation et d'amortissement tout en assurant un revenu du travail, ce qui rend l'exploitation peu attrayante pour l'acheteur et peut conduire à son abandon. Une importante partie de l'exode rural des Maritimes est imputable à ces phénomènes. Il faut, en outre, s'attendre à ce qu'il continue et même à ce qu'il s'accélère dans les quelques années qui vont suivre.

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 12,000 livres de lait par vache, 900,000 livres pour la spéculation et 300,000 livres par travailleur.
2. *Prix.* \$4.40 les cent livres, dans le cas de lait industriel. On a indiqué les effets du prix sur le revenu net.
3. *Dépenses.* Comportent de légères variations selon les provinces, ce qui est la conséquence de différences dans les coûts des concentrés, les intrants de culture, les impôts, etc. Les données sur les conditions physiques dont on a pu disposer n'ont pas permis de faire la distinction entre les provinces en fonction de différences de fertilité des terres.
4. *Revenu net.* Comporte de légères variations selon les provinces ce qui est la conséquence de différences dans les dépenses. Il serait possible d'augmenter le revenu du travail si la main-d'oeuvre était ramenée à un niveau où chaque personne consacrerait autant d'heures à son travail que dans une spéculation de 25 vaches exploitée par un seul homme. La rémunération salariale de la main-d'oeuvre était de l'ordre de \$80 par semaine (soit \$350 par mois).
5. *Mécanisation.* Stabulation libre, salle de traite, silos dotés de déchargeurs, entreposage du foin au niveau du sol, production mécanisée du foin et de l'ensilage.

REVENU DU TRAVAIL DE L'EXPLOITANT POUR DIFFÉRENTS MODÈLES, DE PRIX, DE DISPONIBILITÉS EN MAIN-D'OEUVRE ET DE DIMENSIONS DU TROUPEAU

<i>Modèles caractéristiques</i>	<i>Revenu du travail de l'exploitant</i> \$
1. 75 vaches, \$4.40 lait, 2 employés (\$350 par mois)	-1,380
2. 75 vaches, \$4.40 lait, 1 employé (\$350 par mois)	2,820
3. 90 vaches, \$4.40 lait, 2 employés (\$350 par mois)	2,524
4. 90 vaches, \$4.40 lait, 1 employé (\$350 par mois)	6,724
5. 75 vaches, \$4.00 lait, 2 employés (\$350 par mois)	-4,980
6. 75 vaches, \$4.00 lait, 1 employé (\$350 par mois)	-780
7. 90 vaches, \$4.00 lait, 2 employés (\$350 par mois)	-1,800
8. 90 vaches, \$4.00 lait, 2 employés (\$250 par mois)	600
9. 90 vaches, \$4.00 lait, 1 employé (\$350 par mois)	2,400

Modèles des spéculations assurant à l'exploitant un revenu du travail de \$6,000 ou plus

1. 90 vaches, \$4.40 lait, 1 employé (\$350 par mois)	6,724
2. 90 vaches, \$4.75 lait, 2 employés (\$350 par mois)	6,304
3. 90 vaches, \$4.50 lait, 2 employés (\$250 par mois)	6,104
4. 75 vaches, \$5.25 lait, 2 employés (\$350 par mois)	6,270
5. 75 vaches, \$5.00 lait, 2 employés (\$250 par mois)	6,420

SPÉCULATION DE BOVINS DE BOUCHERIE (VACHE-VEAU)
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Nombre de vaches	200	200	200
Capital - Coût de remplacement (\$)		122,450	
- Investissement moyen (\$)		100,000	
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)		1.5	
Terres (en acres)		365	
<u>Dépenses et profits (\$)</u>			
Revenu brut	21,745	21,745	21,745
Dépenses	20,181	20,402	20,319
Revenu net	1,564	1,343	1,426
Revenu du capital (6%)	6,000	6,000	6,000
Revenu du travail de l'exploitant	-4,436	-4,657	-4,574

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 200 vaches fertiles à 90 p. 100, veaux mâles de 450 livres, veaux femelles de 425 livres et taux de remplacement de 15 p. 100.
2. *Prix.* Bouvillons, prix de vente - \$26.45 les 100 livres.
Génisses, prix de vente - \$22.56 les 100 livres.
Vaches de réforme, prix de vente - \$16.00 les 100 livres.
3. *Revenu net.* Comporte de légères variations selon les provinces, ce qui est la conséquence de différences dans les dépenses d'alimentation, les intrants de culture, les impôts, etc. Le revenu net serait notablement plus élevé s'il était possible de produire des animaux d'embouche plus lourds. Il serait plus élevé si les vaches vêlaient au mois de janvier, ce qui comporterait: une augmentation d'un tiers des besoins de fourrage d'hiver; une augmentation de 20 p. 100 des besoins en pâturage; aucun changement dans le taux de vêlage, la main-d'oeuvre, les achats d'aliments, les bâtiments; des augmentations du capital foncier, des coûts d'outillage, et des intrants de culture; l'élevage de bouvillons de 650 livres et de génisses de 600 livres. Dans ce cas, le revenu net serait suffisant pour assurer un revenu du capital, mais il n'y aurait toujours pas de revenu du travail de l'exploitant. Il serait possible de se passer des suppléments protéinés grâce à un fourrage de qualité; le revenu du travail serait alors de l'ordre de \$2,000 à \$2,500
4. *Programme d'alimentation et de culture.* Récoltes de foin de 3.0 tonnes par acre (9.0 tonnes d'ensilage), pâturages pouvant contenir un (1) animal à l'acre et production d'ensilage de graminées.

SPÉCULATION DE BOVINS D'EMBOUCHE
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Nombre d'animaux	500	500	500
Capital - Coût de remplacement (\$)		125,400	
- Investissement moyen (\$)		86,000	
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)		1.5	
Terres (en acres)		370	

Dépenses et profits (\$)

Revenu brut	120,115	120,115	125,115
Dépenses	124,166	128,216	126,952
Revenu net	-4,051	-8,101	-1,837
Revenu du capital (6%)	5,100	5,100	5,100
Revenu du travail de l'exploitant	-9,151	-13,201	-6,937

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 500 bouvillons de 450 livres qui prennent 600 livres sur une période d'engraissement de 300 à 320 jours.
2. *Prix.* Veaux de court engraissement - \$26.50 les 100 livres.
Bouvillons d'abattage (bons) - \$40.75 les 100 livres (habillés).
3. *Revenu net.* Les différences entre les provinces sont le résultat des différences des coûts des céréales de provende, des impôts et des intrants de culture. Le revenu brut plus élevé du Nouveau-Brunswick est la conséquence de la prime de \$10 par tête versée pour les animaux d'abattage de catégorie "standard" ou supérieure.
4. *Programme d'alimentation.* Ensilage de graminées, achat de céréales, le rapport fourrage-céréales est de 2 pour 1 (en poids de foin et de céréales).
5. *Autre programme possible d'alimentation.* Le budget d'une spéculation d'embouche nourrissant des bouvillons laitiers d'un an à l'ensilage de maïs indique un revenu du travail de l'exploitant d'environ \$5,000. Le budget en question reposait sur les hypothèses suivantes: achat de bouvillons de 700 livres à \$20.63 les 100 livres; vente de bouvillons de 1,100 livres (pesant 605 livres habillés) à \$37.40 les 100 livres habillés; deux lots de 300 bouvillons par an comportant un gain de 2 livres 25 par jour; des rendements d'ensilage de maïs de 15 tonnes par acre avec les intrants suivants: engrais, \$20 par acre; semence, \$3.50 par acre; produits chimiques, \$12.50 par acre; tracteur, 6 heures par acre; suppléments protéinés, \$3.50 par tonne d'ensilage de maïs. Des rendements de 12 tonnes à l'acre avec les mêmes intrants de culture ont abouti à un revenu du travail de \$2,500.
6. *Spéculation en Ontario.* Une spéculation de 500 têtes nourrissant chaque année 250 veaux et deux lots de 250 animaux d'un an à l'ensilage de maïs donne un revenu du travail de \$16,000.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire des spéculations d'embouche indique que l'élevage des bovins de boucherie au foin ou à l'ensilage de graminées ou aux deux à la fois, avec en plus l'achat de céréales, dans les Maritimes, ne saurait rivaliser avec l'élevage pratiqué dans d'autres régions. A cet égard, les spéculations d'élevage de vaches et de veaux souffrent surtout du prix de revient élevé de la production de fourrage. Les besoins en céréales fourragères dans les Maritimes contribuent encore à les désavantager par rapport aux spéculations de l'Ontario qui utilisent l'ensilage de maïs ou par rapport aux spéculations de l'Ouest qui disposent de céréales fourragères bon marché. Il semble qu'il y ait deux possibilités essentielles qui permettent l'élevage des bovins de boucherie dans les Maritimes. L'une, c'est la possibilité de recourir à l'ensilage de maïs tant pour les animaux d'embouche que pour répondre au besoin de l'alimentation d'hiver des spéculations d'élevage de vaches et de veaux. L'autre, c'est un système d'embouche où la période de vêlage se situerait au début de l'année, en janvier ou février, de façon qu'au début de la saison de pâturage, fin mai ou commencement de juin, ces veaux soient suffisamment grands pour vraiment en profiter. Les animaux ayant pris du poids avant l'automne (600 à 650 livres peut-être), augmenteraient le revenu brut, ce qui permettrait d'amortir plus facilement les frais généraux de l'hivernage des vaches. Aucune de ces deux solutions n'a été vraiment étudiée dans les Maritimes et il peut sembler à la fois logique et souhaitable d'envisager ces deux possibilités dans certaines zones à condition qu'il s'agisse de grandes exploitations, les spéculations de vaches et veaux disposant d'au moins 200 vaches et les spéculations d'embouche de 500 têtes. Il est toutefois peu probable que lesdites spéculations réussissent à être un jour aussi prospères qu'en Ontario ou dans l'ouest du Canada où les conditions physiques sont plus favorables.

PRODUCTION DE FOURRAGE ET AGRICULTURE AXÉE SUR LE SOL

L'analyse des spéculations d'embouche et d'élevage laitier a indiqué que ces spéculations exigeant de vastes étendues de terre n'offrent que des possibilités très limitées. Leur infériorité par rapport à d'autres régions est due à des limitations d'ordre physique (le climat, le sol, etc.) qui rendent la production du fourrage plus coûteuse dans les Maritimes. Les données sur les rendements, la variabilité des rendements, les exigences en matière de qualité et de mise de fonds dans des conditions données d'exploitation sont encore embryonnaires dans ces provinces. Il est impossible de procéder à une évaluation des spéculations d'embouche et des spéculations laitières qui soit vraiment satisfaisante si l'on ne possède pas les renseignements en question; or, l'élevage et les produits laitiers étant les principales spéculations auxquelles il faut beaucoup de terre, il devient par là même difficile de se livrer à une estimation d'ensemble de l'agriculture axée sur le sol. On voit donc l'importance des recherches sur les conditions de l'agriculture dans les Maritimes. Il faudrait procéder à ces recherches dans de grandes exploitations agricoles où l'on pourrait évaluer pleinement l'effet des limitations d'ordre physique qui influent sur les spéculations des Maritimes.

SPÉCULATION DE CÉRÉALES FOURRAGÈRES
DONNÉES ABRÉGÉES

*Nouveau-
Brunswick*

Nombre d'acres	400
Capital - Coût de remplacement (\$)	134,300
- Investissement moyen (\$)	110,000
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)	1.5

Dépenses et profits (\$)

Revenu brut	29,549
Dépenses	23,319
Revenu net	6,230
Revenu du capital	6,600
Revenu du travail	-370

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 400 acres; culture continue; 60 boisseaux l'acre (orge).
2. *Prix.* \$54 la tonne (poids sec).
3. *Spéculation de céréales de l'Ouest.* Les spéculations céréalières de la Saskatchewan bénéficiant d'un investissement et d'une main-d'oeuvre analogues auraient un revenu du travail de l'exploitant de plus de \$10,000.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire a révélé que les spéculations céréalières dans les Maritimes ne peuvent assurer des revenus suffisants à l'exploitant. Le fait qu'il n'existe que peu ou pas de fermes céréalières spécialisées est une preuve de leur manque de rentabilité. Les limitations climatiques, pédologiques et topographiques rendent ce genre de culture assez onéreux et risqué dans cette région. Elle peut offrir quelques possibilités à titre complémentaire dans le cas des spéculations de pommes de terre et quelques autres. Dans l'Île-du-Prince-Édouard, il est possible de pratiquer la culture des céréales si on l'associe à une grande spéculation porcine. Cette possibilité est due à l'écart qui existe entre le prix versé aux producteurs de céréales et le prix que l'on paye aux fournisseurs de provende. Ces possibilités dans le domaine des céréales se limitent aux terres céréalières situées en dehors des zones de production de pommes de terre et de lait nature. Les spéculations mixtes céréalières-porcines sont sans doute moins rentables que les deux autres; c'est pourquoi elles devront se contenter de terrains qui ne leur conviennent qu'imparfaitement. Pour l'instant, la superficie exacte qu'il faudrait y consacrer n'apparaît pas encore nettement, mais il est probable que l'essentiel se trouve dans l'Île-du-Prince-Édouard. Si l'on admet l'exactitude des chiffres qui apparaissent dans le budget de la spéculation céréalière (60 boisseaux d'orge à l'acre en culture continue), il faudrait quatre acres par truie, soit 400 acres pour une spéculation de 100 truies.

L'analyse budgétaire de spéculations de céréales dans les Maritimes a révélé que le revenu du travail est pratiquement nul. Mentionnons, à titre de comparaison, qu'une spéculation située en Saskatchewan et disposant d'une main-d'oeuvre et d'un capital analogues assurerait un revenu du travail de l'exploitant d'au moins \$10,000.

PORCHERIE TRADITIONNELLE
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Nombre de truies	100		
Capital - Coût de remplacement (\$)	76,300	100	100
- Investissement moyen (\$)	45,475		
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)	2.0		
<u>Dépenses et profits (\$)</u>			
Revenu brut	70,090	73,383	72,442
Dépenses	63,877	65,997	63,137
Revenu net	6,213	7,386	9,305
Revenu du capital (6%)	2,728	2,728	2,728
Revenu du travail de l'exploitant	3,485	4,658	6,577

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 100 truies, 16 porcelets sevrés par truie, 60 p. 100 classe A, 40 p. 100 classe B.
2. *Prix.* Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick - \$30 les 100 livres pour les porcs de la classe A.
 Île-du-Prince-Édouard - \$29 les 100 livres pour les porcs de la classe A.
 Primes - \$ 3 pour un porc de la classe A au Nouveau-Brunswick et dans l'Île-du-Prince-Édouard.
 - \$ 4 pour un porc de la classe A en Nouvelle-Écosse.
3. *Revenus nets.* Les différences d'une province à l'autre proviennent de différences entre les prix des porcs, les primes de qualité, le prix des concentrés, les frais de commercialisation, les impôts et divers autres facteurs.
4. *Autre mode de production possible.* Dans l'Île-du-Prince-Édouard, on a pu évaluer le revenu du travail de l'exploitant à \$9,000 dans le cas d'une spéculation mixte céréalière-porcine. Le revenu plus élevé provient de la différence qu'il y a entre le prix des céréales à la vente et à l'achat.
5. *Spéculations analogues dans d'autres régions.* En Ontario et dans l'ouest du Canada les revenus du travail dans des spéculations analogues vont de \$15,000 à \$17,000 environ. Les revenus plus élevés proviennent des différences de prix des concentrés entre les Maritimes et les autres régions.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire révèle que les spéculations porcines assurent généralement un revenu satisfaisant du travail de l'exploitant quand le prix est de \$30 ou plus les 100 livres de porc de classe A. Mais le revenu du travail est bien plus élevé dans les autres régions pour des spéculations analogues, en raison surtout du prix des concentrés qui sont moins élevés; les coûts des concentrés qui sont de 50 p. 100 environ plus élevés que dans l'ouest du Canada, sont en partie contrebalancés par les prix plus élevés du porc dans les Maritimes, mais pas au point d'assurer des revenus analogues dans les deux régions. Il est toutefois permis de penser que, tant que la culture du blé s'avèrera plus rentable que l'élevage du porc, dans les Prairies, les grandes régions productrices de blé comme la Saskatchewan abandonneront l'élevage du porc aux Maritimes, même si les bénéfices nets en sont plus importants en Saskatchewan que dans les provinces de l'Est. Les éleveurs de porcs des Maritimes doivent simplement craindre un affaïssissement à brève échéance des cours du blé ce qui entraînerait une nouvelle accumulation des stocks dans les exploitations des Prairies. Si cela arrive, l'élevage du porc cessera d'être rentable dans les Maritimes.

Une partie importante de la production de porcs des Maritimes, surtout de la Nouvelle-Écosse, dépend de céréales de provende importées profitant du régime d'aide au transport. L'aide au transport des céréales fourragères semble devoir rester une condition essentielle de la rentabilité de l'élevage du porc dans les Maritimes, sauf dans la mesure où il est possible de subvenir aux besoins d'un petit élevage de porcs, dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick, grâce à des céréales produites pour les besoins de l'assolement des fermes à pommes de terre. Les coûts élevés de l'élevage du porc dans les Maritimes par rapport aux autres régions, laissent présager que cette spéculation n'a que de bien faibles chances d'expansion dans ces provinces; les marchés extérieurs lui sont indiscutablement interdits.

Il semble qu'il existe des possibilités pour les spéculations mixtes céréalières-porcines, surtout dans l'Île-du-Prince-Édouard; ces possibilités sont liées à la différence qui existe entre le prix d'achat et le prix de vente des céréales et elles sont limitées par la superficie des terres dont on dispose pour la culture des céréales. A raison de 60 boisseaux d'orge à l'acre, une spéculation céréalière de 400 acres en culture continuerait à l'alimentation d'une porcherie traditionnelle de 100 truies. Privé de l'aide au transport dont bénéficient les céréales de provende, l'élevage du porc dans les Maritimes se limiterait strictement à ce que pourrait permettre la production locale de céréales. Dans ce cas, la situation de l'Île-du-Prince-Édouard semble la meilleure, car on y trouve plus de terre céréalière qu'en Nouvelle-Écosse ou au Nouveau-Brunswick. Toutefois, dans ces conditions, l'élevage du porc se révélerait moins rentable que dans d'autres régions. Il semble cependant qu'il serait plus rentable que les autres formes d'élevage. Tel ne semble pas être le cas ailleurs; dans l'ouest du Canada, les céréales, et parfois les bovins de boucherie et, en Ontario l'élevage de boucherie et laitier et un certain nombre de cultures commerciales, sont préférables à l'élevage du porc du point de vue des revenus, des besoins en main-d'oeuvre et autres facteurs.

Dans les Maritimes, une importante partie du revenu du travail dans les spéculations porcines n'existe que grâce aux subventions. Ainsi, quand le prix du porc est de \$30 les 100 livres pour des porcs de classe A, les primes à la qualité représentent la majeure partie du revenu du travail dans les spéculations d'engraissement qui doivent acheter leurs céréales. Dans les porcheries traditionnelles, la moitié environ du revenu du travail provient de ces primes. Dans le cas d'une porcherie traditionnelle de 100 truies, l'aide au transport des céréales et les primes à la qualité aux porcs de classe A, s'élèvent à environ \$11,000 par an.

VOLAILLE, SPÉCULATION DE PONTE
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Nombre de pondeuses	12,000	12,000	12,000
Capital - Coût de remplacement (\$)			54,000
- Investissement moyen (\$)			29,700
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)			2.0
<u>Dépenses et profits (\$)</u>			
Revenu brut	119,795	115,187	117,491
Dépenses	106,375	106,220	105,289
Revenu net	13,420	8,967	12,202
Revenu du capital (6%)	1,780	1,780	1,780
Revenu du travail de l'exploitant	11,640	7,187	10,422

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 12,000 pondeuses en poulailler; mortalité de 1 p. 100 par mois; consommation de 4.5 livres d'aliments par douzaine d'oeufs et de 90 livres par pondeuse en poulailler; production d'oeufs de 20 douzaines par pondeuse (65 p. 100 gros de classe A, 25 p. 100 moyens de classe A, 6 p. 100 petits de classe A; les 4 p. 100 qui restent se rangent dans d'autres classes).
2. *Prix.* - Oeufs de classe A gros, 52.7 cents la douzaine à Halifax, 1.0 cent de plus la douzaine à Moncton et 2.0 cents de plus la douzaine à Charlottetown.
- Oeufs classe A moyens, 6.5 cents de moins la douzaine que les oeufs de classe A gros.
- Oeufs de classe A petits, 15 cents de moins la douzaine que les oeufs de classe A gros.
- Autres oeufs: aucune valeur.
3. *Mode de production.* Pondeuses en cage; pondeuses de remplacement achetées; main-d'oeuvre: deux personnes; classement, emballage et livraison des oeufs aux détaillants, 3,000 heures de main-d'oeuvre à temps partiel pour le classement et l'emballage des oeufs.
4. *Revenus nets.* Les évaluations ci-dessus sont sans doute élevées parce qu'elles se fondent sur des prix non pondérés, que la mortalité est inférieure à ce qu'elle est dans d'autres spéculations, que les frais de livraison indiqués sont inférieurs à ce qu'ils sont dans d'autres spéculations, enfin parce que le nombre d'employés est supérieur dans certaines spéculations et que le prix des concentrés est plus élevé dans certains endroits. Les différences signalées d'une province à l'autre dans les estimations ci-dessus sont le résultat d'écarts actuels entre les prix des oeufs, le prix des concentrés et les impôts.
5. *Spéculation de ponte dans d'autres régions.* En Ontario, le prix de revient des oeufs est de deux cents de moins par douzaine, et cette différence est à peu près équivalente à ce que coûte le transport depuis les Maritimes jusqu'au Canada central.

VOLAILLE, SPÉCULATION DE POULETS À GRILLER
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Nombre de poulets	30,000	30,000
Capital - Coût de remplacement (\$)		75,000
- Investissement moyen (\$)		41,250
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)		2.0
<u>Dépenses et profits (\$)</u>		
Revenu brut	98,400	100,800
Dépenses	91,328	94,048
Revenu net	7,072	6,752
Revenu du capital	2,475	2,475
Revenu de la main-d'oeuvre	4,597	4,277

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 30,000 poulets à griller (120,000 par an; consommation de 2.2 livres d'aliments par livre de poulet vif; production de poulets de 4 livres).
2. *Prix.* Nouveau-Brunswick - 21 cents la livre (vif)
Nouvelle-Écosse - 20.5 cents la livre (vif)
Ontario - 19.5 cents la livre (vif)
3. *Revenu net.* Les écarts d'une province à l'autre sont la conséquence de différences entre les prix de vente, les prix des concentrés et les impôts.
4. *Spéculations de même nature dans d'autres régions.* Le prix de revient en Ontario est inférieur de 1 cent la livre.

CONCLUSIONS

Dans les Maritimes l'élevage de la volaille utilise, tout comme une grande partie de celui du porc, des aliments importés et sa rentabilité dépend alors de l'aide au transport de ces mêmes aliments. Quand elles bénéficient de cette aide, les spéculations de volaille (pondeuses et poulets à griller) semblent capables de rivaliser sur le marché des Maritimes avec les producteurs d'autres régions. Les frais d'élevage sont légèrement plus élevés que dans les régions concurrentes, mais ils sont généralement inférieurs aux frais supplémentaires de transport depuis ces mêmes régions jusqu'aux Maritimes. Les possibilités d'expansion de l'élevage de la volaille sont limitées, car les éleveurs des Maritimes ne peuvent écouler leurs produits que sur le marché des Maritimes, débouché qui ne s'accroît pas très rapidement et où s'équilibrent, à l'heure actuelle, production et consommation. Il existe quelques possibilités de regroupement des spéculations, mais c'est à peu près tout. Il sera sans doute possible de faire face à l'augmentation de la demande créée par l'accroissement démographique en améliorant la productivité et en agrandissant les spéculations actuelles.

SPÉCULATION DE POMMES DE TERRE
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Île-du-Prince- Édouard</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Superficie (en acres)	150	120
Main-d'oeuvre	2.5	2.0
Capital - Coût de remplacement (\$)	151,900	105,900
- Investissement moyen (\$)	113,000	70,000
Terrain (nombre total d'acres)	450	160
<u>Dépenses et profits (\$)</u>		
Revenu brut	66,969	45,948
Dépenses	47,177	33,278
Revenu net	19,792	12,670
Revenu du capital	6,780	4,200
Revenu du travail de l'exploitant	13,012	8,470

SOMMAIRE

1. *Productivité.* Île-du-Prince-Édouard - 150 acres de pommes de terre; 450 acres en tout de terre cultivée; 23,000 livres à l'acre (140 barils); 10 p. 100 de pertes; 10 p. 100 de qualité secondaire; production destinée à la consommation.

Nouveau-Brunswick - 120 acres de pommes de terre; 160 acres en tout de terre cultivée; 24,800 livres à l'acre (150 barils); 20 p. 100 de pertes sur les pommes de terre de consommation; 10 p. 100 de pertes sur celles destinées à la transformation; une moitié du total de la récolte est destinée à la consommation et l'autre fait l'objet de transformation.

2. *Prix.* Île-du-Prince-Édouard - pommes de terre de consommation Canada n° 1: \$2.06 les 100 livres; qualité secondaire: \$0.70 les 100 livres.

Nouveau-Brunswick - pommes de terre de consommation Canada n° 1: \$1.75 les 100 livres.

3. *Matériel.* Planteuses sur deux rangs, cultivateurs sur quatre rangs, arracheuses, installations de manutention en vrac et d'entreposage, matériel de triage.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire des spéculations de pommes de terre montre qu'il s'agit là des spéculations les plus rentables des Maritimes. Elle a révélé que la culture de pommes de terre de consommation assure des bénéfices raisonnables, mais moins élevés cependant que la production de pommes de terre de semence ou industrielles. Du point de vue de la production de pommes de terre de consommation, les spéculations de l'Île-du-Prince-Édouard semblent avantagées par rapport au Nouveau-Brunswick en raison d'un pourcentage de pertes moins élevé et de prix moyens plus élevés; elles le sont moins dans le cas de pommes de terre de semence et industrielles. Sur ces deux points, les pertes sont aussi fortes dans les deux provinces et l'écart entre les prix est moins grand. Les moyennes de rendement plus élevées au Nouveau-Brunswick diminuent encore l'avantage dont bénéficie l'Île-du-Prince-Édouard pour les pommes de terre de semence ou industrielles. Si l'on compare les spéculations de pommes de terre des Maritimes avec celles de l'Ontario, on s'aperçoit que celles qui sont prospères dans les Maritimes continueront d'être compétitives sur les marchés du centre du Canada, et cela grâce à des rendements plus élevés, à une qualité supérieure et aux coûts de production inférieurs que connaissent les Maritimes. Enfin, en Ontario, la concurrence que font les autres cultures commerciales vient diminuer les avantages relatifs des spéculations de pommes de terre; on peut s'en rendre compte en observant la hausse rapide du prix des terres.

Les possibilités d'accroissement de la production de pommes de terre dans les Maritimes dépendent d'abord de l'augmentation de la demande extérieure à ces provinces. Trois phénomènes régissent cette augmentation: la poussée démographique dans le centre du Canada, la prépondérance sur le marché intérieur, l'essor des exportations. Le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard ont pratiquement le monopole de l'exportation des pommes de terre de semence pour le Canada, et si ces deux provinces conservent leurs normes de qualité, cette situation favorable se maintiendra sans doute. C'est également dans les Maritimes que se fait l'essentiel des exportations de pommes de terre de consommation et des produits de la pomme de terre. Par conséquent, producteurs et transformateurs des Maritimes devraient se tailler une place importante au cas où surviendrait une augmentation des exportations de ces produits. Il conviendra d'examiner de façon plus détaillée ces divers aspects du marché de la pomme de terre (exportation des pommes de terre de semence, marché intérieur et exportation des pommes de terre de consommation, marché intérieur et exportation des produits dérivés), pour pouvoir se faire une idée exacte des possibilités d'expansion de la production de pommes de terre dans les Maritimes.

SPÉCULATION ARBORICOLE
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Nouvelle- Écosse</i>	<i>Nouveau- Brunswick</i>
Dimensions de la spéculation (superficie productive)	100	100
Capital - Coût de remplacement (\$)	106,550	
- Investissement moyen (\$)	91,500	
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)	1.5	
Terres (total en acres)	122	
<u>Dépenses et profits (\$)</u>		
Revenu brut	40,000	48,000
Dépenses	27,232	31,232
Revenu net	12,768	16,768
Revenu du capital	5,490	5,490
Revenu du travail de l'exploitant	7,278	11,278

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 100 acres produisant 400 boisseaux par acre productive.
2. *Prix.* Nouvelle-Écosse, \$1.00 le boisseau
Nouveau-Brunswick, \$1.20 le boisseau
3. *Revenus nets.* Les variations d'une province à l'autre sont la conséquence de prix et de frais de cueillette plus élevés au Nouveau-Brunswick. Alors qu'en Nouvelle-Écosse la production est surtout destinée à la transformation, au Nouveau-Brunswick on l'oriente surtout vers le marché des produits frais. Dans le cas des deux provinces on n'a pas signalé de différences en matière de productivité des terrains.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire a révélé que les spéculations arboricoles des Maritimes sont fort rentables. Comme dans le cas de la pomme de terre, l'augmentation de la production de pommes dans ces provinces est liée à l'élargissement des débouchés hors de la région. Voici quelle est, en gros, la répartition actuelle de la production de pommes dans les provinces Maritimes:

- Nouveau-Brunswick - un demi-million de boisseaux par an acheminés sur le marché des produits frais de la province même.
- Nouvelle-Écosse - 3 millions de boisseaux par an, dont
 - 10 à 15 p. 100 sont exportés; 75 p. 100 vers le Royaume-Uni et 10 p. 100 vers la Suède.
 - Transformation de 65 à 70 p. 100 - 50 p. 100 à destination du Royaume-Uni et 50 p. 100 pour le marché intérieur dont 50 p. 100, pour le marché de la région de l'Atlantique, et 50 p. 100 pour celui du Canada central.

- Enfin, de 15 à 20 p. 100 de la récolte sont écoulés sur le marché intérieur des produits frais, particulièrement en Nouvelle-Écosse.

Les possibilités d'expansion semblent surtout être en fonction du marché des produits de transformation, car la Colombie-Britannique, le Québec et un certain nombre de pays européens cultivent des pommes fraîches de qualité supérieure. Or, si les coûts de production sont moindres dans les Maritimes que dans d'autres régions du Canada, la qualité y est également inférieure. Toutefois, ces frais moindres jouent en faveur des Maritimes dans le cas des pommes industrielles. On ne dispose pas actuellement d'une estimation satisfaisante des possibilités d'expansion et pour y arriver une étude approfondie du marché sera nécessaire.

SPÉCULATION DE FRAISES
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Nouvelle-Écosse</i>
Dimensions de la spéculation (acres productives)	20
Capital - Coût de remplacement (\$)	37,150
Investissement moyen (\$)	24,075
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes, y compris les cueilleurs)	1.5
Terres (total en acres)	60
<u>Dépenses et profits (\$)</u>	
Revenu brut	32,000
Dépenses	23,488
Revenu net	8,512
Revenu du capital	1,444
Revenu de la main-d'oeuvre	7,068

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 20 acres productives produisant 8,000 pintes l'acre.
2. *Prix.* 20 cents la pinte dans le cas de fraises industrielles.

CONCLUSIONS

Les données recueillies révèlent que les grandes spéculations de fraises dans les provinces Maritimes accusent de bons bénéfices quand les rendements sont supérieurs à la moyenne, quand on trouve suffisamment de cueilleurs et quand le prix de la pinte de fraises industrielles ne tombe pas au-dessous de 20 cents; or, ces trois conditions sont rarement réunies. L'expansion de la culture des fraises est essentiellement dépendante des débouchés en dehors de la région, soit sous forme de fruits frais, soit sous forme de fruits transformés, car les marchés locaux sont saturés par la production locale. Dans une large mesure, la rentabilité de la culture des fraises dépend de la possibilité de trouver suffisamment de cueilleurs; or, le coût de cette main-d'oeuvre augmentera vraisemblablement à mesure que les possibilités de revenu et d'emploi s'amélioreront et que la population de la région s'urbanisera. Tout cela viendra diminuer la rentabilité des spéculations de fraises. C'est là un facteur qu'il convient de retenir quand on entreprend d'évaluer les possibilités d'augmenter la production de fraises pour les exporter à l'état frais ou en vue de la transformation. Par ailleurs, les producteurs des Maritimes doivent faire face à une dure concurrence de la part d'autres régions, surtout de la Californie, pour les fraises fraîches et transformées. On peut en conclure que les spéculations des Maritimes orientées vers l'exportation ne feront que des profits modestes. Pour se rendre vraiment compte des possibilités d'expansion de la culture des fraises, il faudrait effectuer des études plus poussées des marchés. On s'apercevrait ainsi que les marchés ne sont pas la chasse gardée de l'une quelconque des provinces des Maritimes, et c'est la raison pour laquelle un accroissement de la production dans une province devra tenir compte de ce qui se passe dans les autres provinces de la région.

SPÉCULATION DE BLEUETS
DONNÉES ABRÉGÉES

*Nouvelle-
Écosse*

Superficie de la spéculation (en acres)	200
Capital - Coût de remplacement (\$)	20,000
- Investissement moyen (\$)	16,000
Main-d'oeuvre (nombre de personnes, non compris les cueilleurs)	1.0
<u>Dépenses et profits (\$)</u>	
Revenu brut	22,500
Dépenses	16,350
Revenu net	6,150
Revenu du capital	960
Revenu du travail de l'exploitant	5,190

SOMMAIRE

1. *Productivité.* 100 acres productives par an; 1,500 livres de bleuets par acre productive; spéculation exploitée par une seule personne plus la main-d'oeuvre à temps partiel pour le brûlage, pour étaler la paille, et pour la récolte.
2. *Prix.* 15 cents la livre.
3. *Frais de récolte, cueillette.* 5 cents la livre; emballages, etc., 0.5 cents la livre.

CONCLUSIONS

La rentabilité de la culture des bleuets dépend d'abord de la possibilité de trouver des cueilleurs à bas prix. Dans ce cas-là, les grandes spéculations peuvent obtenir des revenus satisfaisants. Cependant, si l'on parvient à résoudre le problème du chômage, celui de la médiocrité de la formation scolaire, celui de l'insuffisance des compétences professionnelles, etc., dans les régions productrices de bleuets, cette rentabilité diminuera notablement. Pour saisir pleinement la situation des spéculations de bleuets, il faudrait disposer de meilleures données sur la production réelle que celles dont on dispose actuellement. Il faudrait, en outre, entreprendre des études du marché en vue d'analyser la demande de bleuets et des produits qui en dérivent. Cette recherche doit suivre de près les progrès technologiques réalisés dans la culture des denrées concurrentes comme par exemple les bleuets à corymbes et les cerises.

CULTURE EN SERRE
DONNÉES ABRÉGÉES

	<i>Nouvelle-Écosse</i>
Dimensions de la spéculation (en acres)	1.0
Capital - Coût de remplacement (\$)	100,000
- Investissement moyen (\$)	55,000
Main-d'oeuvre (nombre d'hommes)	6.0
<u>Dépenses et profits (\$)</u>	
Revenu brut	51,000
Dépenses	42,123
Revenu net	8,877
Revenu du capital	3,300
Revenu du travail de l'exploitant	5,577

SOMMAIRE

1. *Productivité.* Surface sous verre: 1 acre, 12,000 plants de tomates par acre; tomates de printemps: 10 livres par plant; tomates d'automne: 5 livres par plant.
2. *Prix.* Tomates de printemps - \$0.30 la livre
Tomates d'automne - \$0.25 la livre
3. *Main-d'oeuvre.* L'exploitant lui-même aidé d'une main-d'oeuvre recrutée de cinq années-hommes.

CONCLUSIONS

L'analyse budgétaire des serres a permis d'analyser la rentabilité de la culture des tomates en serre. Dans les provinces Maritimes, la culture des légumes en serre (les tomates et les concombres essentiellement) se fait surtout en Nouvelle-Écosse. Comme c'est dans cette province qu'il y a le plus de gens expérimentés dans l'exploitation et la gestion des serres, il est probable que c'est là également que se produira toute augmentation de la production de légumes en serre. Il semble que la culture de tomates en serre soit une spéculation somme toute rentable pour laquelle il existe de vastes possibilités d'expansion. Il est cependant douteux que la production des Maritimes puisse rivaliser avec les producteurs d'autres régions sur les marchés autres que ceux de la région.

CONCLUSIONS

Les renseignements donnés par les entreprises de transformation des légumes des Maritimes montrent que la culture des légumes adaptés au climat de la région est rentable malgré la concurrence extérieure. Ce sont les choux (choux de Bruxelles, choux-fleurs et brocolis) avec les pois qui semblent offrir les meilleures chances de profits pour les cultivateurs des Maritimes. Dès à présent, les Maritimes en sont les principaux fournisseurs sur les marchés de l'est et du centre du Canada. Ces cultures devraient pouvoir prendre de l'expansion, surtout dans l'Île-du-Prince-Édouard et dans l'ouest du Nouveau-Brunswick, où les conditions sont bonnes. Il faut toutefois entreprendre des recherches supplémentaires pour se rendre compte dans quelle mesure ces récoltes sont concurrentielles dans les Maritimes et jusqu'à quel point il est possible d'augmenter les expéditions vers les marchés canadiens et étrangers. La culture des légumes industriels dans les Maritimes continuera probablement d'être rentable à titre de spéculation supplémentaire.

REMERCIEMENTS

Les personnes et les sociétés dont les noms suivent ont apporté leur concours à l'étude de l'agriculture des Maritimes.

Nouvelle-Écosse

ACA Cooperative Assoc. Ltd., Kentville.

D. Archibald, Archibald Poultry Farms Ltd., Port Williams. (aviculture)

D.M. Byers, ministère de l'Agriculture et des Marchés de la Nouvelle-Écosse, Truro.

H. Cahoon, Minas Basin Pulp and Power, Berwick.

Dr D.L. Craig, Direction de la recherche agricole, Kentville.

C.M. Davies, Société du crédit agricole, Bridgetown.

Dickinson Bros., Southampton.

G. Ells, Sheffield Mills.

E. Fuller, Wellsford.

P. Gervason, ministère de l'Agriculture et des Marchés de la Nouvelle-Écosse, Truro.

K.M. Gordon, Gordon's Greenhouses Ltd., Oxford. (serres)

W.V. Grant, ministère de l'Agriculture et des Marchés de la Nouvelle-Écosse, Truro.

M.W. Graves, M.W. Graves & Co. Ltd., Berwick.

D. Gunn, ministère de l'Agriculture et des Marchés de la Nouvelle-Écosse, Truro.

H. Hutchison, Morristown.

F. Killam, Grafton.

G. Kinsman, ministère de l'Agriculture et des Marchés de la Nouvelle-Écosse, Truro.

R.P. Longley, ministère de l'Agriculture et des Marchés de la Nouvelle-Écosse,
Kentville.

T.M. MacIntyre, surintendant, Ferme expérimentale, Nappan.

J.E. Peill, Canning. (conserves)

C.W. Raymond, ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, Truro.
L.V. Redmond, Bureau fédéral de la statistique, Truro.
G.C. Retson, Direction de l'économie, ministère de l'Agriculture du Canada, Truro.
M. Ross, Truro.
G. Smeltzer, Direction de la recherche agricole, Kentville.
N. Tupper, Morristown
C. Walsh, Collingwood.
Dr J.R. Wright, chef de la Direction de la recherche agricole, Kentville.

Nouveau-Brunswick

R.C. Acton, Sackville.
D.C. Armstrong, ministère de l'Agriculture du Canada, Division des fruits et légumes,
East Florenceville.
W. Burgess, Chemins de fer nationaux, Moncton.
H.E. Carlisle, Société du crédit agricole, Fredericton.
T.C. Chiasson, Direction de la recherche agricole, Fredericton.
H. Clark, Clark Poultry Farms, Burtts Corner. (aviculture)
B. Coburn, Keswick Ridge.
W. Dernier, directeur, Maritime Cooperative Services, Moncton.
M. Dexter, F.W. Pirie Co. Ltd., Grand Falls.
M. Douglas, directeur, KRACL, Keswick Ridge.
C. Gallagher, Centreville.
E.A. Grant, Direction de la recherche agricole, Fredericton.
F. Lutes, Berry Mills.
R. McCain, McCain Produce Ltd., East Florenceville.
J.S. Roy, Société du crédit agricole, Grand Falls.
A. Saunders, District Agriculture, Moncton.
F.A. Steward, Division des bestiaux, ministère de l'Agriculture du Canada, Moncton.
A. Stone, Moncton.

W.A. West, directeur, Société du crédit agricole, Moncton.

Dr F. Whiting, chef de la Direction de la recherche agricole, Fredericton.

Dr D.A. Young, Direction de la recherche agricole, Fredericton.

Île-du-Prince-Édouard

L. Balderston, Southport.

Cormier Bros., St. Phillips.

K. Harrington, Kensington.

C. Jones, Pownal.

K. Kennedy, Charlottetown.

E.K. Lewis, Freetown.

W.D. Loggie, Canada Packers Ltd., Summerside.

L.P. McIsaac, Sunny Isle Farms Ltd., Charlottetown.

Dr L.B. McLeod, Ferme expérimentale, Charlottetown.

D. Rogers, ministère de l'Agriculture de l'Île-du-Prince-Édouard, Charlottetown.

Dr G. Russell, directeur de la Ferme expérimentale, Charlottetown.

J.D.E. Sterling, Ferme expérimentale, Charlottetown.

W. Wood, Marshfield.

G. Wright, Prince Edward Island Frosted Foods Ltd., Charlottetown. (aliments congelés)

Ontario et Ottawa

R.K. Bennett, A.D. Davey, E.A. Eardley et D. Goodwillie, Direction de la production et des marchés, ministère de l'Agriculture du Canada, Ottawa.

Dr J.F. Booth et MM. I.F. Furniss, J.D.F. Kidd, A.M. Boswell, L. Cote, ministère de l'Agriculture du Canada, Ottawa.

J.K. Crang, Crang Farms Ltd., Alliston. (pommes de terre)

W. Dorsey, Beeton. (pommes de terre)

O. Guy, Winchester. (produits laitiers)

J. Hudson, Burnbrae Farms Ltd., Brockville. (volaille)

L. Kerr, Chatham. (bovins de boucherie)

C. Leach, Alliston. (pommes de terre)

L. Markuse, Wyoming. (bovins de boucherie)

G. Morris, Merlin. (bovins de boucherie)

G. Owen, H.D. Carr, A. Harrison, G. Arnold, et L.S. Ryan, Société du crédit agricole,
Ottawa.

C.V. Parker et R.S. Ellis, Bureau fédéral de la statistique, Ottawa.

Dr H.L. Patterson et MM. F. Hill et R. Bell, ministère de l'Agriculture de l'Ontario,
Toronto et Ottawa.

P. Ralph, Kemptville. (produits laitiers)

R.H. Roberts, attaché agricole, Ambassade des États-Unis, Ottawa.

W. Roy, Chatham. (légumes)

J.A. Stewart, J.A. Stewart Ltd., Ailsa Craig. (porcs)

J.R. Stewart, Strathroy. (bovins de boucherie)

A. Thornton, Peel's Poultry Farm Ltd., Port Perry. (aviculture)

D. Waters, St. George. (pommes)

S. Wonacott, Chatham. (légumes)

DOCUMENTATION ET BIBLIOGRAPHIE

- Baker, O.E. 1923. Am. Geological Survey 13(1): 17.
- Booth, J.F., G.C. Retson et V.A. Heighton. 1967. *The agriculture of the Atlantic provinces*. Ottawa, Office d'expansion économique de la région atlantique. (Polycopie)
- Burk, M.C. 1954. *A study of recent relationships between income and food expenditure*, dans *Readings in Agricultural Marketing*, F.V. Waugh, éditions Ames, Iowa, Iowa State College Press.
- Camu, P., E.P. Weeks et F.W. Sametz. 1964. *Economic geography of Canada*. Toronto, Macmillan.
- Canada. Ministère du Travail, 1960. Les tendances de la main-d'oeuvre agricole au Canada. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. 1963. Revue statistique du Canada. Sommaire chronologique. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. 1966. *Distribution of Non-Farm Incomes in Canada by Size*, 1961. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. 1966. *Incomes, Assets and Indebtedness of Non-Farm Families in Canada*, 1963. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. 1967. Le Bulletin quotidien 36(139): p. 2 et suivantes.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. 1967. *Handbook of Agricultural Statistics, Part II, Farm Income 1962-65*. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. Bulletin trimestriel de la statistique agricole. Divers numéros. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. *National Accounts, Income and Expenditure*. Comptabilité, dépenses et revenus nationaux. Divers numéros. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Canada. Bureau fédéral de la statistique. 1967. *Sales of Pest Control Products by Canadian Registrants*. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Annuaire du Canada. 1934-35, 1960, 1963-64. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Carman District (Manitoba) *Farm Business Association*. 1960. Rapport annuel.

- Carr, D.W. 1962. Le crédit agricole au Canada. Document de travail rédigé à l'intention de la Commission royale d'enquête sur le système bancaire et financier.
- Cole, A.H. 1926. *The American wool manufacturer*. Vol. 2. Cambridge.
- Denton, F.T. 1966. Analyse des différences interrégionales dans l'utilisation de la main-d'oeuvre et le revenu gagné. Étude n° 15 préparée par le personnel. Conseil économique du Canada, Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Earl, J.F. 1964. *The exports of the Atlantic provinces*. Fredericton, Atlantic Provinces Research Board.
- Easterbrook, W.T., et H.G.J. Aitken. 1958. *Canadian economic history*. Toronto, Macmillan.
- Conseil économique du Canada. 1966. Troisième rapport annuel: les prix, la productivité et l'emploi. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Economist Intelligence Unit. 1967. *Atlantic provinces transportation study*. Ottawa, Imprimeur de la Reine. 12 vol.
- Encyclopaedia Canadiana. 1958. Ottawa, Grolier Society. Vol. 7, p. 292.
- Fletcher, R.K. 1966. *Postwar agricultural trends in the Atlantic provinces*, Fredericton. Conseil économique des provinces de l'Atlantique, Centre de recherche.
- Fowke, V.C. 1946. *Canadian agricultural policy, the historical pattern*. Toronto, University of Toronto Press. (La politique agricole canadienne, aperçu historique.)
- Galbraith, J.K. 1952. *American capitalism, the concept of countervailing power*. Cambridge. Ch. 11.
- Illing, W.M. 1967. La croissance de la population, du nombre de familles et de la main-d'oeuvre, jusqu'en 1980. Étude du personnel n° 19. Conseil économique du Canada. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Johnson, D.G. 1966. *Agriculture as a declining industry: a neglected possibility*. Paper presented to the Taylor-Hibbard Club, Madison, Wis.
- Leahey, A. 1946. *The agricultural soil resources of Canada*. *Agricultural Inst. Rev.* (Revue de l'Institut agricole 1: 285-9.)
- Levitt, K. 1964. *Agriculture in the Atlantic provinces: inputs and outputs, 1960*. An unpublished working paper prepared for the Atlantic Development Board. (L'agriculture dans les provinces de l'Atlantique: apports et revenus. Étude non éditée, pour le compte de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, Ottawa.)
- MacKay, D.C., et D.C. Munro. 1964. *Soil fertility in the Atlantic region*. (Revue de l'Institut agricole (nov.-déc.): 16-19.)

- MacNutt, W.S. 1955. *The making of the Maritime provinces, 1713-1784*. Ottawa, Canadian Historical Ass'n. (Comment se sont faites les provinces Maritimes, 1713-1784. Ottawa.)
- Conseil économique de la Nouvelle-Écosse. 1938. *Land settlement in Nova Scotia*. (La colonisation des terres en Nouvelle-Écosse. Rapport n° 21. Vol. III. Halifax.)
- Putnam, D.F. 1951. *Pedogeography in Canada*. *Geographical Bull.* 1:57.
- Putnam, D.F., ed. 1961. *Canadian regions: a geography of Canada*. 5th ed. Toronto, J.M. Dent & Sons (Canada) Ltd. (Les régions canadiennes, géographie du Canada, 5^e édition.)
- Ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan. 1961. *Saskatchewan farm business summary*. Regina. (Résumé de l'activité économique agricole de la Saskatchewan, Regina.)
- Saunders, S.A. 1939. *The economic history of the Maritime provinces*. Étude de la Commission royale sur les relations fédérales-provinciales. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Shefrin, F., et Z. Yankowsky. 1966. *A note on long-term agricultural demand projections*. *Can. Farm Economics* 1(5): 12-16.
- Stobbe, P.E., et H. Aalund. 1944. *Soil survey of the Woodstock Areas*. 2nd report of the New Brunswick soil survey. Pub. 767. Ministère fédéral de l'Agriculture. Ottawa, Imprimeur de la Reine.
- Walton, F.T., et D.J. McDonald. 1966. *Atlantic provinces population and labour force, projections to 1971*. Research paper No. 2. Fredericton. Conseil économique des provinces de l'Atlantique, Centre de recherche.



3 1761 1154818 1